









RECHERCHES

SUR

LA POPULATION.

IMPRIMERIE DE FAIN, PLACE DE L'ODÉON.

RECHERCHES

SUR

LA POPULATION,

ET

SUR LA FACULTÉ

D'ACCROISSEMENT DE L'ESPÈCE HUMAINE;

CONTENANT

UNE RÉFUTATION DES DOCTRINES DE M. MALTHUS SUR CETTE MATIÈRE;

PAR WILLIAM GODWIN.

TRADUIT DE L'ANGLAIS,

PAR F.-S. CONSTANCIO, D. M. ETC.

> Homme impie et insensé! Penses-tu que ce nuage de sang élevé par ton souffle, ait tari l'astre du jour? Tu le verras demain, reprenant tout l'éclat de ses feux, réchauffer la nature de rayons plus ardens.
>
> *Fond impious man! thinkest thou yon sanguine cloud,*
> *Raised by thy breath, has quenched the orb of day?*
> *To morrow he repairs the golden flood,*
> *And warms the nations with redoubled ray.*

TOME PREMIER.

PARIS.

J.-P. AILLAUD, LIBRAIRE, QUAI VOLTAIRE.

1821.



« On cita la Russie comme devant en toute probabilité devenir un grand empire par l'accroissement rapide de sa population. — JOHNSON. Je ne vois pas de perspective qu'ils procréent davantage. Ils ne peuvent avoir qu'autant d'enfans qu'ils en feront. Je ne vois pas comment ils s'y prendraient pour en engendrer plus qu'ils ne font à présent.—BOSWELL. Cependant, n'est-il pas constant que des nations ont été plus nombreuses à une époque qu'à une autre?—JOHNSON. J'en conviens; mais c'est parce que la population à certaines époques a été moins éclaircie par les émigrations, la guerre ou la peste, et cela n'est point l'effet d'une fécondité plus ou moins grande. Le rapport entre les naissances et une masse de population déterminée, est dans tous les temps invariable. »

BOSWELL, Vie de JOHNSON, année 1769.

PRÉFACE.

Il arrive quelquefois aux hommes qui ont cru pouvoir rendre quelque grand service à leurs semblables, non-seulement de ne point réussir à mettre à exécution et à réaliser le sentiment qui les animait, mais d'attirer encore des malheurs sur les personnes qu'ils ont eu dessein de servir. Tel sera mon sort, si les doctrines qui ont eu cours depuis près de vingt ans, et dont on n'avait guère entendu parler auparavant, sont admises par la suite, comme formant une partie essentielle de la science politique.

En écrivant mes *Recherches sur la Justice politique*, j'avais conçu l'espoir flatteur de pouvoir rendre un service important aux hommes. Je m'étais nourri l'esprit de tout ce qu'il y a eu de grand et d'illustre dans les républiques de la Grèce et de Rome, qui avaient été les objets favoris de mes méditations presque depuis mon enfance. Je me sentis encore plus échauffé par le spectacle des révolutions d'Amérique et de France, dont la première éclata lorsque je n'avais que vingt ans, (quoique je n'aie jamais approuvé la manière dont celle de France fut opérée, ni les excès qui, pour ainsi dire, l'ont caractérisée dès son premier commen-

cement), et par les écrits politiques des savans et des philosophes en Angleterre et dans d'autres parties de l'Europe, qui ont devancé, préparé et en quelque sorte accompagné et suivi la marche de tous ces événemens. J'ai pensé qu'il était possible de réunir tout ce qu'il y avait de meilleur et de plus libéral dans la science de la politique, d'en résumer les principes, de les coordonner en système, et de les porter un peu plus loin qu'aucun auteur ne l'avait fait avant moi.

Mon livre parut pendant quelque temps répondre entièrement à tout ce que je pouvais m'en promettre de plus flatteur. Je ne peux pas me plaindre que l'ouvrage soit tombé en paraissant, et qu'il n'ait pas excité une grande curiosité parmi mes compatriotes. Je n'ai jamais eu la faiblesse de croire que mon livre pût chasser devant lui toutes les erreurs, comme s'il était doué de la puissante influence des flots de l'océan. J'ai regardé l'opposition que j'ai rencontrée, soit directe soit indirect, fondée sur des raisonnemens ou soutenue par des injures, comme un symptôme, peut-être non équivoque, du résultat que je souhaitais le plus ardemment d'obtenir. Parmi d'autres phénomènes du même genre, je me félicitais de l'attaque de M. Malthus. J'ai cru que l'*Essai sur la Population*, ainsi que beaucoup d'autres écrits qui donnent une idée fausse et exagérée des choses, se trouverait bientôt placé à son juste niveau.

J'avoue que, sur ce point, j'ai été jusqu'à présent déçu dans mon attente. Je pourrais aisément en assigner les causes; et entre autres, la manière dont la théorie de cet auteur a flatté les vices et la corruption des riches et des grands, et la protection marquée qu'ils lui ont accordée, comme il était très-naturel de s'y attendre : mais cela est étranger à mon plan. Voyant donc que l'ouvrage de M. Malthus, en dépit des argumens par lesquels divers auteurs ont cherché à le combattre, se soutient toujours dans sa carrière triomphante, et qu'il vient depuis peu de reparaître sous l'aspect imposant d'une cinquième édition, je ne puis me résoudre à terminer mes jours, sans essayer de mettre par écrit les idées qui se sont présentées à mon esprit sur ce sujet. J'ai eu parfois la simplicité de croire que j'avais rempli mon devoir en publiant l'ouvrage qui a fourni matière à l'*Essai* de M. Malthus (1), et que je pourrais en sûreté laisser la tâche, en apparence peu difficile, de renverser le *principe de population*, à quelque auteur de ceux qui ont atteint l'âge mûr depuis que j'ai publié le plus considérable de mes écrits. Mais je ne puis résister davantage. « Moi aussi je veux fournir ma part; je veux aussi émettre mon opinion : car je

---

(1) Il est dit dans le commencement de l'*Essai sur la Population*, que c'est à mes écrits que cet ouvrage doit son existence.

suis rempli de mon sujet; et je me sens enflammé par l'esprit qui m'anime. »

Je me sens d'autant plus obligé d'entrer dans la lice, que si, comme je l'ai dit, les dogmes actuellement en vogue relativement à la population, obtenaient une croyance durable, dans ce cas, au lieu d'avoir contribué comme je le désirais, au perfectionnement de la société, j'aurais bien involontairement fourni l'occasion d'élever une barrière contre tout perfectionnement à venir, et fait tomber en discrédit tous les perfectionnemens passés. Si les doctrines de M. Malthus n'avaient d'autre tendance que de renverser ce que bien des personnes ont appelé « les spéculations chimériques » des *Recherches sur la Justice politique*, la question ne serait plus la même. Je pourrais bien me résigner à emporter au tombeau la honte, si c'en est une, d'avoir conçu des projets imaginaires, non pour mon propre avantage, mais pour celui de mes semblables, et consentir à voir ces plans renversés entièrement devant mes yeux. Je ne puis pourtant me résoudre à quitter la vie, et souffrir que ma tombe retrace le jugement qui, dans l'état actuel de la question, peut être porté contre moi, pour avoir, en cherchant à faire un pas de plus dans la route de la perfectibilité, amené la destruction de tout ce que Solon et Platon, dans l'antiquité, et Montesquieu et Sidney, dans des âges moins reculés, pa-

raissaient avoir opéré pour le salut et l'élévation de l'espèce humaine.

Il est assez extraordinaire que vingt ans se soient écoulés depuis que le livre de M. Malthus a paru, sans que personne, à ma connaissance, ait essayé d'en réfuter le principe fondamental. Il était tout simple pour des hommes doués d'une âme généreuse, d'exprimer l'horreur que leur inspiraient les conclusions révoltantes que cet auteur déduit de son principe; et voilà à peu près à quoi on s'est borné jusqu'à ce moment. M. Malthus expose son principe de la manière la plus concise et sommaire. Il dit qu'il « a cru l'avoir suffisamment démontré, dans les premières six pages. Dès que l'accroissement de la population des États-Unis a été rapporté (en trois lignes); la progression géométrique nous a paru prouvée (1). » Or, il est manifeste pour tout homme doué du sens commun, que c'est là ne rien prouver. La population, la procréation, et l'accroissement ou non accroissement de chaque génération successive de l'espèce humaine, ne sont point des sujets d'une si merveilleuse simplicité, qu'on puisse les établir de la sorte. C'est même la nature complèxe et épineuse de la question, qui a imposé silence sur ce point aux adversaires de M. Malthus. Ils semblent tous avoir reculé devant

---

(1) *Essai sur la Population*, tom. II, pag. 344, dans la note.

un sujet qui exige des recherches très-pénibles. Voyant abandonner ainsi les intérêts de l'humanité, j'ai osé me placer sur la brèche pour les défendre. C'est au public à juger si j'ai réussi.

Il semblera peut-être singulier qu'une proposition que M. Malthus a énoncée en termes si concis, et qu'il a proclamée avec un tel succès, exige tant de recherches et de peines pour être renversée. L'*Essai sur la Population* n'a fait qu'une assertion dénuée de preuves, et rien de plus. J'aurais pu, à mon tour, lui opposer une assertion contradictoire; et, en toute équité, les argumens se trouveraient balancés, et l'on devrait regarder ce que M. Malthus a écrit comme non avenu. C'est cependant ce qui n'arriverait pas; car, comme dit le vieux proverbe, « posséder c'est presque avoir gain de cause; » et l'*Essai* de M. Malthus s'est en effet emparé de l'esprit du public. Cet auteur s'est avancé dans une terre déserte, et, semblable aux premiers explorateurs de pays inconnus, il en a pris possession en y fixant des signes de première occupation, et sans aucun détour il s'est dit : « ceci m'appartient. » La chose était aisée; il n'a eu qu'à parler; son vaisseau fut lancé, et son voyage se trouva terminé. Tel que Cymochlès, dans la *Reine des fées*, il a pu dire : « Je vogue sur ma barque en parcourant les mers; elle connaît le port et sait s'y diriger; je n'ai ni souci ni crainte d'où le vent souffle; qu'il soit impétueux

ou doux, il m'est également propice (1). »

Mais la tâche que j'ai entreprise est d'une nature bien différente. Il était nécessaire de n'avancer d'abord qu'à pas lents, et de bien ménager mes forces. J'avais non-seulement à chasser l'usurpateur de ses places fortes et de ses lieux de retraite : mais j'avais encore, par des efforts pénibles et par l'emploi des matériaux les plus solides, à élever un phare, pour que l'investigateur de bonne foi ne fût plus réduit à errer dans l'obscurité, exposé à être égaré par le premier aventurier hardi qui chercherait à le conduire dans le sentier de l'erreur et de la destruction.

Qu'il me soit permis de transcrire ici un passage de cet ouvrage (2), qui renferme une pensée qu'il convient d'offrir au lecteur au commencement de ces recherches. « Sans la découverte de l'Amérique, jamais la progression géométrique, appliquée à la multiplication du genre humain, n'eût été connue. Si les colonies anglaises n'avaient point été fondées, jamais M. Malthus n'aurait écrit son livre. L'espèce humaine eût pu périr d'une vieillesse prolongée, sort qui à la longue est peut-être réservé à tous les êtres en ce bas monde, sans

---

(1) *My wandering ship I row,*
That knows her port, and thither sails by aim.
Ne care, ne fear I, how the wind do blow;
Both swift and slow alike do serve my turn.

(2) Liv. II, chap. II.

qu'un seul homme d'état ou législateur eût, pendant des myriades de siècles, soupçonné cette dangereuse tendance à l'accroissement, « auprès de laquelle les institutions humaines, quelques maux qu'elles puissent occasioner à la société, ne sont que des inconvéniens légers (1).

Je me suis strictement borné dans cet ouvrage à l'examen du livre de M. Malthus et de la question qu'il a mise en discussion. Je défie mon ennemi le plus acharné de reconnaître dans l'ouvrage que j'offre au public, l'auteur des *Recherches sur la Justice politique.* J'ai cherché à bannir de mon esprit les visions délicieuses (si en effet le temps vient à prouver que ce soient des visions), qui ont ravi mon âme et animé ma plume pendant que j'écrivais cet ouvrage. J'ai pensé que toute allusion directe aux objets que j'y ai traités, serait étrangère au sujet qui m'occupe en ce moment. L'investigation de la faculté d'accroissement des individus de l'espèce humaine, ne peut manquer d'intéresser tout homme pour qui le genre humain et l'état social sont des objets dignes de sérieuses méditations : j'aurais même cru me rendre coupable de trahir en quelque sorte ces intérêts, en jetant à travers la discussion, des sujets qui pourraient heurter les préjugés ou combattre les

(1) *Essai sur la Population*, 1re. édit. pag. 177, tom. II, pag. 246.

vues de ceux dont les idées, en fait de vérités politiques, pourraient se trouver le plus éloignées des miennes.

Je suis vraiment très-fâché de n'avoir pas eu plus tôt connaissance du calcul de M. Malthus pour peupler tout l'univers visible de créatures humaines, à raison de quatre par verge carrée, calcul qui se trouve dans ses *Principes d'Économie politique* (1). Une partie considérable du présent ouvrage était imprimée avant que celui de M. Malthus eut paru ; c'est pourquoi plusieurs passages de mon livre doivent paraître comparativement faibles et sans couleur, faute d'avoir eu pour assaisonnement cette heureuse *reductio ad absurdum* fournie par l'auteur lui-même.

Je ne puis terminer cette courte préface, sans témoigner les obligations que je dois particulièrement à M. David Booth, de Newburgh, dans le comté de Fyfe, et maintenant résidant à Londres. Sans les encouragemens et les pressantes instances de cet ami, jamais je n'aurais commencé mon ouvrage; et le principal argument de mon second livre a été suggéré par lui. D'ailleurs, j'ai puisé dans sa conversation d'innombrables idées et de nombreux matériaux pour l'éclaircissement de mon sujet, et par ses connaissances dans les mathématiques, il m'a aidé dans mes recherches, sur des points que

(1) Liv. II, chap. II.

mes habitudes depuis bien des années m'avaient rendus moins familiers. — Je dois aussi ajouter, que M. Booth n'a revu presqu'aucune des épreuves de l'ouvrage, et que, par conséquent, les fautes qui pourraient s'y trouver, ne doivent être imputées qu'à moi seul.

Le lecteur trouvera, à la suite du second livre, une Dissertation sur les rapports de l'accroissement de la population, et des moyens de subsistance, que M. Booth a eu la complaisance de me fournir.

Voilà tout ce qu'il me semble nécessaire de dire dans une préface. Je me sens néanmoins disposé à offrir ici mes excuses au public, si dans quelque endroit je me suis laissé emporter par trop de chaleur. Je sais combien tous les auteurs de controverse sont sujets à commettre ce péché. J'ai pour M. Malthus tout le respect qui lui est dû, en même temps que je déclare franchement que je regarde ses doctrines avec une horreur inexprimable. Je rends cependant une entière justice aux bonnes intentions de l'auteur de l'*Essai sur la Population ;* et c'est avec plaisir que je saisis cette occasion de rendre hommage à son caractère d'homme d'honneur, et à la pureté de ses mœurs.

Londres, le 21 octobre 1820.

POSTSCRIPTUM.

Je me croirais coupable d'une certaine omission, que mes lecteurs seraient en droit de me repro-

cher, s'ils venaient à s'en apercevoir, si je ne leur faisais part de quelques motifs de découragement sous l'influence desquels j'ai commencé et poursuivi cet ouvrage jusqu'au bout. Mais, pour le faire, je me vois forcé de publier les lettres de quelques-uns de mes amis; et comme j'aurai soin de supprimer leurs noms, je me flatte qu'ils voudront bien excuser la liberté que je prends.

Voici l'extrait d'une lettre que j'ai reçue d'un des négocians de Londres les plus sensés, et qui possède les connaissances les plus profondes.

23 novembre 1818.

« Vous ne vous trompez pas en pensant que j'apprendrai avec plaisir que vous vous proposez de combattre l'ouvrage de M. Malthus sur la population, surtout parce que je crois ses opinions à la fois *vraies* et importantes. Votre ouvrage ne peut manquer d'exciter, non-seulement mon attention, mais aussi celle du public, et de la diriger vers l'objet le plus intéressant dans toute la science de l'Économie politique. Si vous remportez la victoire, vous mériterez une couronne civique. »

Un ami zélé qui habite le nord de l'Angleterre, m'écrit ce qui suit :

24 février 1819.

« Je vais vous faire part de l'opinion d'une personne qui est votre ami sincère et celui de l'hu-

manité, à qui j'ai communiqué l'objet important sur lequel votre plume s'exerce en ce moment. « Suppliez M. Godwin, s'écria-t-il, de ne pas se presser de publier, et de ne point contester à M. Malthus le principe prolifique de la popula-dans des pays récemment peuplés. Le grand argument décisif contre Malthus, c'est l'accroissement des raffinemens, du luxe, de la dissipation, et des grandes villes, dans les pays anciennement peuplés. (Il me semble que c'est là précisément l'opinion de M. Malthus, et non pas un argument contre lui.) J'ajouterai, de mon côté, que plusieurs de vos amis dans ce pays, pensent de même, et éprouvent assez d'inquiétude sur la manière dont vous paraissez envisager la question. »

Une personne qui possède à un haut degré des connaissances littéraires, m'écrit dans ces termes ·

9 septembre 1819.

« Quoique je fasse beaucoup de cas de M. Malthus, je lirai cependant votre ouvrage avec l'attention la plus respectueuse, et je l'ouvrirai avec la certitude que, s'il ne me *fait pas changer d'opinion*, il exercera et enchantera mon esprit. »

J'ajouterai encore un passage, extrait de la lettre d'une personne animée du zèle le plus sincère pour le bonheur de ses semblables, et qui avait été singulièrement choquée par les doctrines développées dans l'*Essai sur la Population*.

10 mai 1820.

« Je désire que votre ouvrage sur la population réussisse, car les doctrines de M. Malthus sont épouvantables. Il paraît avoir convaincu tout le monde de leur vérité absolue ; et je suis fâché de dire que je ne vois pas en quoi les faits qu'il avance sont inexacts. J'aurais certainement une grande satisfaction si on en démontrait la fausseté. »

J'ajouterai à ces communications quelques lignes tirées d'un discours prononcé par M. Brougham dans la chambre des communes, le 16 décembre 1819. (*Voyez le Morning-Chronicle.*)

« Je n'hésite pas, a dit M. Brougham, à soutenir que l'excès de population est une des principales causes de la détresse qui afflige en ce moment notre pays. D'après l'examen le plus approfondi que j'ai pu faire à ce sujet, je suis pleinement préparé à défendre ma proposition. Mais c'est un des abus les plus funestes que la basse littérature ait fait de la presse, de chercher à déprécier un principe, qui est le plus vrai de toute l'Économie politique. On a même été jusqu'à employer les moyens les plus indignes pour calomnier les auteurs qui s'en sont montrés les principaux défenseurs (1), quoi-

(1) Cela paraît être un exemple de l'excessive multiplication dont on parle. Mais quel auteur, autre que M. Malthus, a défendu essentiellement le principe en question ?

que parmi eux, il se trouve des hommes les plus distingués par leur moralité, par la pureté de leurs vues, par la force de leur esprit, et même par leurs sentimens philanthropiques. C'est pourtant envers les écrivains qui ont cherché à prémunir la société contre ce terrible fléau, qu'on a dirigé les plus violentes attaques (1). »

Une décison aussi absolue, publiée lorsque mon livre était déjà sous presse, aurait pu me décourager, d'autant plus qu'elle sortait de la bouche d'un des orateurs les plus éclairés de nos jours, qui parlait devant le parlement. Je rends bien sincèrement justice aux grands talens et aux vastes connaissances de M. Brougham; et, si je pouvais soumettre mon jugement à la seule autorité d'autrui, sur une question dont je me suis presque exclusivement occupé depuis deux ans, j'aurais certainement supprimé mon ouvrage. — Certes, il y a une très-grande différence entre l'homme qui s'est laissé séduire par la simplicité spécieuse du système de M. Malthus (et cela est arrivé à bien des gens), et celui qui assure qu'il est « pleinement préparé » à en défendre les doctrines.

---

(1) V. Tom. II, pag. 256, dans la note.

RECHERCHES

SUR

LA POPULATION.

LIVRE PREMIER.

De la population de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique méridionale, dans les temps anciens et modernes.

CHAPITRE PREMIER.

INTRODUCTION.

M. Malthus a publié ce qu'il appelle un Essai sur le principe de population, ouvrage dans lequel il a entrepris de renverser toutes les idées reçues sur les devoirs de ceux qui régissent les sociétés politiques, et sur les moyens qui peuvent contribuer au bonheur de l'espèce humaine. Sa théorie ne repose évidemment sur rien.

Il assure que « la population, lorsqu'elle a un libre essor, va toujours en augmentant du double tous les vingt-cinq ans, ou s'accroît dans une progression géométrique (1). » Si on lui demande, sur quoi il se fonde, il répond que, « dans les états du nord de l'Amérique, il a été reconnu que la population n'a cessé de s'accroître ainsi depuis un siècle et demi (2). » Il nous dit tout cela d'un ton d'inspiré, sans prouver ce qu'il avance, et sans même tenter de le faire. Si M. Malthus a réellement bien saisi la question, il faut espérer que quelque auteur, par la suite, voudra bien approfondir la matière et nous démontrer que M. Malthus a eu raison.

Puisque M. Malthus a établi sa théorie d'une manière si dogmatique, si peu digne d'une nation sensée et d'un siècle éclairé, il est vraiment temps que quelqu'un se charge de renverser ce château de cartes, et cherche enfin à découvrir si l'on connaît

(1) Voyez Essai sur la population, 5[e]. édition anglaise, t. I, p. 9.

(2) Voyez *Ibid.*, t. I, p. 7.

en effet quelque chose avec certitude sur cette matière.

Tel est le but et le plan de mon ouvrage. Je ne ferai point d'assertions dogmatiques; ou du moins, je suis sûr de n'en point faire relativement à la proposition, ou aux propositions, sur lesquelles se fonde la doctrine. Je ne demande point au lecteur une foi aveugle; je ne prétends pas qu'il reçoive mes propositions, sur mon autorité seule, et je ne le laisserai pas aller chercher, comme il pourra, ailleurs, les documens sur lesquels je me fonde. Je n'avancerai rien qui ne soit appuyé sur des preuves. Mon intention est d'entamer une discussion calme, et d'exposer à tous ceux qui prendront la peine de me suivre, les faits qui portent la conviction à mon esprit sur cette question, comme je désire qu'ils puissent convaincre également l'esprit des autres.

Je crois donc être le premier écrivain anglais du siècle présent, qui ait réellement embrassé la question de la population. Si ce que je vais avancer est exact, j'aurai posé quelques bases, et l'on pourra commencer à se rendre raison des principes. Si les faits

que j'avance se trouvent inexacts, ou si les conclusions que je tire de ces faits n'en découlent pas réellement, j'aurai toujours le mérite d'avoir préparé des matériaux que de nouveaux investigateurs pourront peser, et posé des argumens qu'ils pourront réfuter. Je n'ai d'autre intention que de satisfaire les curieux, ou, pour mieux dire, ceux qui s'intéressent à l'honneur et au bien-être de l'espèce humaine, en leur ouvrant les barrières qui les ont jusqu'à ce jour empêchés de pénétrer dans le sanctuaire de la vérité. Convaincu du peu que l'on sait sur ce sujet en question, je me bornerai à tracer une esquisse de la doctrine de la population.

Le premier objet de mes recherches, comprenant trois livres des six dont se compose cet ouvrage, aura donc pour but la faculté qu'a l'espèce humaine de s'accroître, et les bornes de cette faculté. Cette question, à proprement parler, ne fait l'objet que du second livre; mais j'ai jugé à propos d'offrir auparavant, dans le premier, un aperçu du nombre des habitans de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et de

l'Amérique méridionale, dans les temps anciens et modernes, où on a généralement supposé que la population n'augmentait pas ; et dans le quatrième livre, j'ai ajouté des vues sur les États-Unis d'Amérique, où, par une cause quelconque, la population s'est extrêmement accrue.

Il résultera, je crois, de nos recherches sur la population, quelque présomption qu'il y a dans la constitution de l'homme une certaine faculté d'accroître son espèce, en considérant la chose d'une manière absolue. M. Malthus prétend que cette faculté équivaut à une duplication qui s'opère tous les vingt-cinq ans, c'est-à-dire, que cet accroissement suit constamment une proportion géométrique qui a le nombre 2 pour exposant. Voilà un accroissement que la pensée a peine à suivre, et qui me semble même passer les bornes de la crédulité humaine : c'est pourquoi il faut dans cette théorie admettre les plus terribles moyens de répression, dont l'épouvantable influence soit capable de neutraliser une telle faculté d'accroissement, en la restreignant au point où nous la voyons presque partout en Eu-

rope. L'Essai de M. Malthus sur la population nous apprend quels sont ces moyens répressifs : ils se nomment *vice* et *misère*. J'espère pouvoir démontrer que la faculté que l'espèce humaine possède de s'accroître, est extrêmement bornée ; mais, quoi qu'il en soit, il doit toujours être très-intéressant de déterminer quelles sont les causes qui ont pu restreindre cette faculté d'accroissement, pendant une suite de siècles, dans les pays où la population paraît être restée stationnaire ; c'est pour y parvenir que j'ai cherché à tirer la question de l'état embrouillé et mystérieux dans lequel M. Malthus l'a laissée. C'est cette discussion qui fait l'objet de mon troisième livre ; car il a fallu s'y livrer avant d'examiner l'état de la population des États-Unis, afin de pouvoir mieux juger jusqu'à quel point les causes qui empêchent la population de s'accroître, sont particulières à l'Ancien-Monde, et jusqu'où s'étend leur influence dans l'Amérique septentrionale.

Telle est l'esquisse des parties les plus essentielles de cet ouvrage ; et j'aurais peut-être, sans inconvénient, pu borner

là mes recherches; mais, puisque M. Malthus a profité de l'occasion pour avancer plusieurs propositions au sujet des subsistances, et de quelques autres questions d'Économie politique, j'ai pensé qu'il ne serait pas inutile de le suivre dans ces recherches.

La question des subsistances est même un élément essentiel du système de M. Malthus; car il a assuré que la faculté d'accroissement de l'espèce humaine équivaut à une duplication qui s'opère tous les vingt-cinq ans à perpétuité, tandis que le plus haut degré d'accroissement des moyens de subsistance n'excède jamais l'addition constante de leur quantité primitive en des temps égaux, ou qu'elle n'a jamais lieu que dans une progression arithmétique. Ainsi :

La population étant,	1,	2,	4,	8,	16,	32,	64,	128,	256.
Les subsistances seront,	1,	2,	3,	4;	5,	6,	7,	8,	9.

J'ai par conséquent consacré mon cinquième livre à examiner les moyens que la terre fournit pour la subsistance de l'homme.

Le sujet que j'ai réservé pour le sixième

livre, n'est pas, ce me semble, moins intéressant que la question des moyens de subsistance. Le docteur Franklin et d'autres auteurs, qui ont attribué à l'espèce humaine la faculté de se multiplier rapidement, n'ont point aperçu dans ce principe de multiplication des suites funestes, ou du moins ils n'en ont entrevu que de fort éloignées. Il n'en est pas de même quant à M. Malthus. Chez lui la progression géométrique est constamment un principe réel, et digne de l'attention la plus vigilante et la plus soutenue de l'espèce humaine. Il a déduit de ce principe plusieurs maximes de morale et de politique, dont il recommande à ceux qui régissent le monde de se bien pénétrer. Quant à moi, je suis convaincu que les élémens de la théorie de notre auteur sont erronés, et que par conséquent ses conclusions doivent éprouver le sort du principe qui leur sert de base. Toutefois mon but ne serait qu'imparfaitement rempli, si je n'exposais ici ces maximes, d'abord pour mettre dans le plus grand jour le système de l'auteur de l'*Essai sur la Population*, et son mérite réel; et en second

lieu, afin de présenter à ceux qui viendront après moi, et pour leur instruction, un exemple des inconcevables erreurs dans lesquelles s'expose à tomber tout auteur qui, en partant d'un principe gratuit et nullement prouvé, se permet de bâtir un système de législation, et de prononcer sur le sort de ses semblables. L'examen des maximes de morale et de politique inculquées dans l'*Essai sur la Population*, fera donc le sujet de mon sixième livre.

J'aurais pu, à la vérité, écrire un traité dans lequel j'eusse cherché à tracer l'esquisse des bases de la population, sans m'occuper de M. Malthus. Mais, en premier lieu, j'éprouve une certaine satisfaction à citer un auteur, lequel, quelque fausses et mal fondées que ses théories me paraissent, a cependant le mérite d'avoir le premier réussi à diriger l'attention du public vers cet objet. Quel que soit le sort des volumes qu'il a écrits, je crois qu'il est de toute justice que son nom soit conservé. S'il vient à résulter quelque avantage de la discussion au sujet de la doctrine de la population, il convient de faire rappeler le nom de celui qui le pre-

mier a, dans ses écrits, agité cette question, quoiqu'il ne l'ait point discutée. Je sais d'ailleurs que l'attention du plus grand nombre des lecteurs se soutient mieux lorsqu'on leur offre une apparence de controverse. Si j'avais exposé mes raisonnemens sous des formes rigoureusement scientifiques, et surtout si mon travail n'avait pas été précédé par celui de M. Malthus, j'aurais paru à bien des gens m'être donné beaucoup de peines en cherchant à expliquer une matière trop claire pour mériter de faire l'objet d'une discussion; il n'est pas d'ailleurs vraisemblable que l'examen de cette question eût pu exciter le degré d'intérêt auquel, dans les circonstances actuelles, je puis raisonnablement prétendre, si j'ai en effet réussi à éclairer le sujet en discussion.

CHAPITRE II.

Coup d'œil sur la création, d'après l'histoire naturelle.

> Ὁ δὲ Θεος καὶ ἡ φύσις οὐδὲν ματὴν ποιουσιν.
> Dieu et la nature n'ont rien fait en vain.
> ARISTOTE, du Ciel, liv. I, chap. 4.

AVANT de nous livrer à l'examen direct de la question qui nous occupe, il est peut-être à propos de rappeler combien les idées énoncées par M. Malthus sur l'accroissement de l'espèce humaine, diffèrent de celles de presque tous les auteurs qui se sont proposé d'étudier les différentes classes d'êtres animés qui font le sujet de l'histoire naturelle, et qui ont reconnu avec satisfaction « la sagesse de Dieu dans ses œuvres. » Voici comment le sujet est exposé par Goldsmith, un des naturalistes les plus modernes, dans son Histoire de la terre et de la nature animée.

« Il est à remarquer que la génération la plus parfaite est celle où le nombre des animaux produits est le moins grand : il

semble que la nature, occupée de la production d'un seul individu à la fois, fait tous ses efforts pour le rendre parfait : mais lorsque ses soins sont partagés, les animaux produits ne possèdent en naissant que des avantages partiels. Aussi ne voit-on jamais des jumeaux, du moins pendant leur enfance, aussi forts que les enfans qui viennent seuls au monde; chaque jumeau ayant, en quelque sorte, enlevé à son compagnon une partie de ses droits; et la nourriture que la nature avait destinée à un seul être, ayant été prodiguée à deux.

» C'est ainsi que les animaux les mieux constitués sont ceux qui sont engendrés chacun à la fois; et que les plus parfaits d'entre eux en sont les moins prolifiques. Les femelles de ces derniers ne portent d'ordinaire qu'un seul petit, auquel elles donnent tous leurs soins. Les animaux ovipares produisent au contraire en nombre prodigieux; et même dans les familles inférieures des animaux vivipares, on voit les animaux se propager à peu près en proportion de la petitesse de leur corps, et de l'im-

perfection de leur être. La nature semble prodiguer la vie aux ordres inférieurs d'animaux ; et, comme si elle les avait destinés entièrement à l'usage des races plus élevées, elle paraît s'être plus attachée à en multiplier le nombre, qu'à en perfectionner l'espèce. C'est ainsi que, tandis que la femelle de l'éléphant et la jument ne portent qu'un seul petit, on voit l'araignée et l'escarbot en produire mille : même parmi les petites espèces de quadrupèdes, toutes les inférieures sont extrêmement prolifiques ; chacun de ces animaux pouvant, au bout de quelques mois, engendrer une nombreuse progéniture.

» On voit donc que, parmi les animaux, les plus petits sont ceux qui multiplient davantage ; et nous devons remercier la Providence d'avoir rendu les animaux les plus formidables les moins prolifiques. Si les lions et les tigres reproduisaient leur espèce avec la même facilité que les lapins et les rats, tous les efforts de l'homme eussent été impuissans pour résister à d'aussi terribles ennemis, et nous les verrions bientôt triompher de ceux qui s'arrogent

le droit de commander à tous les êtres créés. Mais le ciel, dans sa sagesse, a, à cet égard, pourvu au bien-être de tous. Il n'a opposé à l'homme que des ennemis que son adresse et sa force peuvent vaincre ; et, comme les gros animaux ont besoin d'une nourriture proportionnée à leur taille, la nature n'a pas voulu trop favoriser la multiplication d'êtres auxquels, en quelque sorte, elle aurait refusé les moyens nécessaires de subsistance.

» Par suite de cet ordre établi, les animaux qui sont doués des moyens les plus parfaits de génération, et dont les femelles ne portent qu'un petit à la fois, commencent rarement à procréer avant d'avoir presque atteint leur entière croissance. Au contraire, dans les espèces où un grand nombre de petits naissent de chaque portée, les individus engendrent avant d'être parvenus à la moitié de leur croissance naturelle. Le cheval et le taureau ont presque acquis leur entier développement avant d'être propres à la génération ; le cochon et le lapin ont à peine quitté la mamelle, qu'ils deviennent pères à leur tour. Sous

quelque rapport donc que l'on considère le sujet, on se convaincra que toutes les créatures approchent d'autant plus de la perfection, que leur mode de génération ressemble plus à celui de l'homme. Le reptile, reproduit par section, n'est guère que d'un degré au-dessus de la plante. L'animal issu d'un œuf est d'un degré plus élevé dans l'échelle des êtres; et les animaux qui jouissent pleinement de la vie en naissant, sont encore plus élevés. Parmi ces derniers, les plus parfaits sont ceux qui ne font qu'un petit à la fois, et le premier de tous c'est l'homme, leur *chef souverain*, qui semble avoir réuni en sa personne toutes les perfections des autres animaux (1). »

---

(1) V. *History of the Earth and Animated Nature*, part. II, chap II.

CHAPITRE III.

Coup d'œil général sur le prétendu accroissement de l'espèce humaine.

Pour bien distinguer un objet, il faut, d'après une règle très-digne de notre attention, s'en placer à une distance convenable. Pour donner à un étranger une idée bien juste de la ville de Londres, nous le conduirons au haut de l'église de Saint-Paul. Et s'il m'est permis de faire allusion aux livres de la religion chrétienne, j'ajouterai que le diable mena notre Sauveur « sur une montagne fort haute, et lui montra tous les royaumes du monde et leur gloire. »

Quant à M. Malthus, il a pris pour base les rapports du docteur Franklin et du docteur Ezra Styles. Il se transporte avec eux dans les contrées septentrionales des États-Unis d'Amérique, et là il croit apercevoir que la population, depuis plus de cent cinquante ans, a constamment augmenté du double en moins de vingt-cinq ans, et cela

« par le seul effet de la procréation (1). Il ne trouve pas même que dans ce pays, qu'il affectionne, la population soit assez considérable; tant s'en faut. La cause, selon lui, d'un accroissement si rapide de la population dans l'Amérique septentrionale, c'est qu'il y a « assez d'espace et de moyens, » pour suffire à presque toute la population qui peut y être versée. Son esprit prophétique lui représente ce pays, dans quelques siècles, encombré d'hommes, et gémissant sous la multitude des tribus qui l'habiteront.

N'eût-il pas été plus raisonnable d'avoir jeté un coup d'œil sur tout le globe, pour pouvoir en déduire ensuite les vrais principes de la population, et les règles d'après lesquelles doivent se conduire ceux qui gouvernent les états?

Nous ignorons depuis quand l'espèce humaine existe, à moins de nous rapporter là-dessus à la révélation. Les Chinois et les peuples de l'Indostan font remonter

---

(1) *V. Essay on Population*, tom. 1. pag. 9.

leur chronologie à des millions d'années. Même, en consultant la Bible, nous trouvons que le texte Hébreu, et le Samaritain, dont l'autorité n'est peut-être pas moindre, diffèrent beaucoup et essentiellement l'un de l'autre sur ce point. Mais M. Malthus, persuadé que, pour raisonner sur des questions d'économie politique, il faut avoir pour guide des relevés statistiques, et des tables dressées scientifiquement par des gens versés dans ces matières, n'a, par conséquent, fait usage que de semblables documens.

Cependant, quoique nous ne sachions pas depuis quand l'espèce humaine existe, ni le temps qu'elle a eu pour s'accroître, on peut avoir quelques notions approximatives sur son état présent. Il y a des gens qui ont reproché à la religion chrétienne, de ne pas être devenue celle de tous les peuples. On pourrait, ce me semble, objecter avec plus de raison au principe de population, tel qu'il est posé par M. Malthus, que la terre n'est pas assez peuplée.

Si j'avançais que le globe peut nourrir vingt fois plus d'habitans qu'il n'en contient aujourd'hui, ou, en d'autres termes, que pour chaque individu vivant, il pourrait y en avoir vingt, jouissant d'une plus grande abondance et d'un plus grand bonheur que nous n'en possédons à présent, avec notre faible population, il n'y aurait personne assez incrédule et d'une humeur assez chagrine pour me contredire. Il faudrait en effet être bien borné et avoir l'esprit bien rétréci, pour songer à mettre des bornes aux facultés physiques qu'a la terre de fournir à l'homme des moyens de subsistance.

Ce qui frapperait d'abord celui qui jetterait un coup d'œil sur « tous les royaumes de la terre, » et sur l'état de leur population, ce serait le très-petit nombre de leurs habitans, et la multitude et l'étendue des terrains incultes et déserts. Si son cœur était plein d'une douce affection pour les hommes, il ne pourrait pas s'empêcher de comparer l'état présent du globe avec son état possible ; il ne pourrait envisager l'espèce humaine que comme un faible dé-

bris répandu sur une immense surface fertile et productive, et il s'affligerait en voyant combien peu on met à profit les qualités bienfaisantes de la terre, notre mère commune. Si au lieu d'être sensible et enthousiaste, il était d'un caractère posé et réfléchi, peut-être ne s'affligerait-il pas, mais je crois qu'il chercherait sérieusement à connaître comment on peut accroître la population des états, et par quels moyens les différentes régions du globe pourraient se remplir d'une nombreuse race d'habitans heureux.

Le docteur Paley a fait à ce sujet des observations qui sont singulièrement applicables à la question. « Quoique la somme de bonheur, dit-il, dans un district quelconque, puisse s'accroître, pendant que le nombre des habitans reste le même, c'est surtout par une suite naturelle de l'augmentation du nombre des individus, que cet effet a lieu; c'est pourquoi *la diminution de la population est le plus grand de tous les maux auxquels un état puisse être exposé*, et son accroissement est le but auquel on doit viser dans tous pays,

de préférence à tout autre objet politique, quel qu'il soit (1).

Je crois que cette doctrine a été celle de tous les politiques et législateurs éclairés, depuis le commencement du monde. Cependant M. Malthus a envisagé le sujet sous un autre aspect. Il pense qu'il est possible que la terre vienne tôt ou tard à contenir plus d'hommes qu'elle n'en pourra nourrir; et en partant de ce principe, il a écrit un livre, dont le but évident est de réprimer l'accroissement de l'espèce humaine. Il ne s'occupe nullement des innombrables millions d'hommes, qui pourraient voir le jour et partager avec nous le degré de félicité dont notre existence sur la terre est susceptible, au moyen de la liberté et du perfectionnement; et par une simple crainte de l'avenir, M. Malthus voudrait à jamais les empêcher de naître.

Il dit même que, « le danger, au lieu d'être éloigné, est au contraire pressant et immédiat. Pendant toutes les périodes du

---

(1) V. *Moral and Political philosophy*, *book* VI, *chap*. XI.

progrès de l'agriculture, à partir du moment présent jusqu'à ce que la terre entière soit cultivée comme un jardin, le manque de subsistances ne cessera de se faire sentir parmi tous les hommes (1). » A cela il ajoute, il est vrai, la clause, « si l'égalité régnait parmi eux. » Mais ces mots sont évidemment inutiles, l'objet presque unique de son livre étant de prouver, que, dans tous les pays civilisés depuis long-temps, « la population est toujours sur le point de dépasser les moyens de subsistance. »

Cependant, cet état de souffrance qui doit toujours accompagner l'espèce humaine à chaque pas de son progrès, est une conception tellement fausse, que je m'étonne qu'il y ait un homme que l'amour des paradoxes et le désir de publier une doctrine nouvelle, ait pu porter à faire une semblable assertion. Il n'est point de principe plus certain relativement à l'homme social, que celui en vertu duquel l'homme en état de civilisation jouit du pouvoir physique de produire plus qu'il ne faut pour sa propre sub-

(1) V. Tom. II. p. 220

sistance. Ce principe est la base de toute l'histoire de l'espèce humaine. S'il n'en était pas ainsi, nous serions tous agriculteurs. Nul d'entre nous ne connaîtrait les douceurs du loisir, et toutes les connaissances humaines se borneraient à savoir en quel temps il faut semer, et quand on doit faire la récolte. Mais à peine les hommes se sont-ils réunis en tribus et en corps de nations, qu'on reconnut à l'instant l'importante vérité, que le travail d'un nombre comparativement petit d'individus, suffisait pour faire subsister toute la société. Il s'ensuit, que le fermier, et l'agriculteur même, ont assez de loisir pour vaquer aux devoirs de la religion, aux jouissances sociales et à leurs plaisirs. Il en résulte un avantage infiniment plus important dans l'histoire de l'esprit humain, c'est-à-dire, que, tandis que la plus petite portion de la communauté est employée à des travaux indispensables pour fournir à la simple subsistance de tous, le reste des habitans peuvent se consacrer aux arts, aux sciences, à la littérature, à la contemplation, et se livrer même à tous les raffinemens de la

que nous venons de citer. C'est de l'Angleterre que parle M. Malthus, où il y a bien des milliers d'arpens de terre tout-à-fait incultes, et peut-être un nombre égal dont la culture contribue à peine à augmenter les moyens de la subsistance de l'homme; et on ne saurait en douter, car ces passages se trouvent dans les chapitres de son ouvrage où il traite des lois sur les pauvres, et des moyens de remédier aux vices qu'il reproche à cette partie de notre législation. Je lui accorderai donc, que c'est la *loi* qui condamne les gens dont il parle à mourir de faim. Jusque-là nous sommes d'accord. Que M. Malthus soutienne que cette loi est juste, qu'elle est sage, qu'elle est nécessaire pour maintenir les choses dans l'état où nous les voyons : tout cela pourrait fournir matière à discussion. Il faut en effet qu'il y ait eu des motifs bien puissans et impérieux pour qu'une si extrême inégalité ait acquis une influence aussi étendue. Mais ce n'est point *la loi de la nature*, ce n'est que *la loi* d'un *état social très-factice*, qui entasse sur une poignée d'individus une si énorme sura-

bondance, qui leur prodigue les moyens de se livrer à toutes les folles dépenses, à toutes les jouissances du luxe, tandis que d'autres, qui souvent les valent bien, sont condamnés à languir dans le besoin.

Qu'on mette cela en parallèle avec la proposition favorite de M. Malthus, dirigée contre ce qu'il appelle « l'erreur capitale dans laquelle M. Godwin est tombé. » Voici la proposition de M. Malthus. « Les maux que causent à la société les lois politiques et l'administration établie de la propriété, ne sont dans le fait, que bien légers et superficiels, si on les compare avec ceux qui dérivent des *lois de la nature* (1).

Mais revenons à notre sujet, et remontons au point par lequel nous avons commencé ce chapitre. Si la doctrine de M. Malthus est vraie, pourquoi la terre a-t-elle si peu d'habitans ? Si l'espèce humaine a une disposition à s'accroître, tellement forte, qu'à moins de la réprimer par

---

(1) Tom. II. pag. 245.

des moyens violens et terribles, elle « se trouverait partout doublée en moins de vingt-cinq ans, et à perpétuité, « comment dans ce cas, le monde est-il un désert, un lieu de solitude et de misère, où les hommes désolés se traînent par petites bandes, ne pouvant, crainte des brigands et des bêtes féroces, errer librement d'un pays à l'autre, et où privés de l'assistance mutuelle de leurs semblables, ils sont étrangers aux jouissances sociales, qu'ils goûteraient si la terre était bien peuplée? Un homme placé sur le dôme de l'église de Saint-Paul de Londres pourra bien se faire une idée de l'existence de multitudes innombrables; mais celui qui parcourrait tous les pays de la terre, éprouverait une impression bien différente. De quel côté sont donc les preuves? La population de la terre s'accroît-elle en effet, ou le nombre des hommes diminue-t-il? Si l'espèce humaine a une tendance si forte et si terrible à s'accroître, comment se fait-il que cette tendance ne se soit jamais manifestée nulle part dans l'histoire générale des nations? M. Malthus et ses partisans sont réduits à avouer ce qui

est manifeste et incontestable, que l'espèce humaine ne s'est point accrue; il a néanmoins découvert un calcul, une progression géométrique, au moyen de laquelle il démontre que la population doit s'accroître; et, muni de cet argument, il s'est mis à écrire trois volumes, pour nous faire connaître certaines causes obscures, vagues et indéterminées, qui expliquent pourquoi sa théorie se trouve en contradiction manifeste avec tous les faits de l'histoire ancienne et moderne.

CHAPITRE IV.

Aperçu général des argumens contre l'accroissement de l'espèce humaine.

La théorie de M. Malthus est si singulièrement construite, qu'il est assez difficile de rendre raison de l'accueil qu'elle a reçu du public.

Il s'agit de la population.

Les philosophes les plus distingués de l'Europe, surtout depuis Bacon jusqu'à nos jours, sont tous convenus que l'expérience est la seule base solide de toutes nos connaissances sur l'homme et la nature, sur ce qui concerne le passé et l'avenir. Cette règle est surtout applicable à la question de la population.

Sous un certain point de vue, M. Malthus semble en effet adopter cette manière d'envisager le sujet. Il y a deux manières d'examiner la question, l'une, en nous rapportant à ce qu'on lit dans l'Écriture-Sainte, et la seconde, en ayant re-

cours aux dénombremens, aux tables statistiques et aux calculs dus à la simple industrie d'hommes non inspirés; c'est cette seconde méthode que M. Malthus a adoptée. Le docteur Robert Wallace, écrivain distingué sur ces matières, dont les ouvrages ont dernièrement excité beaucoup l'attention des investigateurs curieux, a suivi la route opposée. Dans sa Dissertation, imprimée en 1753, sur le nombre des individus de l'espèce humaine dans les temps anciens et modernes, il commence par admettre que tous les hommes procèdent d'un seul couple, et prenant cela pour base de sa théorie, il se met ensuite à calculer les périodes de la multiplication de l'espèce humaine.

M. Malthus, au contraire, fonde toute sa doctrine sur la seule base de l'expérience et de la raison humaine non aidée de la révélation, et j'ai pris la plume dans l'intention de réfuter ses théories. Il a choisi son terrain, et c'est là que je vais l'attaquer. Il n'a point fait la moindre mention d'Adam et d'Ève, et il a écrit ainsi qu'aurait pu le faire un spéculateur en économie

politique qui ignorerait entièrement les récits de la Bible. S'il y a en cela quelque chose d'irréligieux, c'est M. Malthus et non moi qu'il faut en accuser. Il a établi ses argumens sur certaines données, et mon seul but est de renverser ces argumens. Si quelqu'un croit que toute la question est de la compétence d'un autre tribunal, cela n'a rien de commun avec le Traité que je publie. Je n'ai en vue que d'examiner de simples autorités humaines et les théories contenues dans l'*Essai sur la Population*; sous tous les autres rapports, je laisse la question telle que je l'ai trouvée (1), c'est-à-dire, à résoudre. Je reviens à mon sujet.

On se convaincra, je crois, par la suite de cette discussion, que la population est un objet sur lequel on n'a point encore des notions bien exactes. Mais voyons d'abord ce que nous sommes supposés savoir. Je commencerai par exposer les faits dont M. Malthus convient, et qui ne paraissent pas être d'un grand poids en faveur de son système.

---

(1) Voyez à ce sujet, le livre II, chap. II. Note (1).

On peut considérer le globe que nous habitons, comme étant divisé en l'Ancien et le Nouveau Monde. Notre connaissance de l'histoire de l'Europe et de l'Asie remonte à quelques milliers d'années. Nous savons quelque chose de l'histoire de l'Afrique. Quant à l'Amérique, elle fut découverte il y a environ trois cents ans, mais il s'en faut de beaucoup que l'établissement des colonies européennes dans plusieurs parties du Nouveau Monde date d'aussi loin. M. Malthus n'ose pas remonter au delà de cent cinquante ans, dans l'argument qu'il tire des progrès de la population dans cette partie du monde (1).

Eh bien, voyons dans quel état se trouve la question de la population dans le vieux monde. M. Malthus avoue franchement et sans hésitation, que, dans notre vieux monde, la population est à présent, comme elle l'a été depuis long-temps, stationnaire; il aurait pu ajouter hardiment qu'elle n'a point augmenté depuis les temps les plus

(1) Tom. I, p. 7.

reculés qui nous soient connus par les annales authentiques de l'histoire profane. Il cite quelques exemples mémorables d'une dépopulation remarquable (1), auxquels il aurait pu ajouter beaucoup d'autres; mais il aurait certainement eu bien de la peine à produire un seul exemple aussi décisif d'un accroissement de population dans l'Ancien Monde.

Quant à l'Amérique méridionale, et aux indigènes de l'Amérique septentrionale, il n'est guère douteux, et M. Malthus en convient sans peine, qu'ils ont subi une affreuse diminution depuis le voyage de Colomb (2).

Voilà donc tout ce que l'expérience nous apprend au sujet de la population. M. Malthus a allégué contre tout cela une exception, dont je me propose par la suite de faire un examen approfondi; elle est tirée d'un certain territoire du globe, qu'on nomme aujourd'hui États-Unis d'Amérique; et il assure que cette exception s'est soutenue

(1) Tom. I, p. 255 et suiv.
(2) Tom. II, p. 289.

pendant une durée de cent cinquante ans. Tout son ouvrage repose sur la seule phrase suivante : « Dans les États septentrionaux de l'Amérique, il a été constaté que la population depuis un siècle et demi, a toujours augmenté du double en moins de vingt-cinq ans.

L'objet essentiel de l'ouvrage de M. Malthus, et c'est peut-être le dessein le plus hardi qui soit jamais entré dans l'esprit de l'homme, est de convertir l'exception en règle, et de faire regarder la multitude de faits contraires, comme de simples exceptions qu'on doit expliquer sans porter la moindre atteinte à l'autorité de la règle.

L'essai sur la population est peut-être de tous les livres écrits dans des vues philosophiques, le plus bizarre qui ait jamais été présenté au public.

L'exemplaire que j'ai en ce moment sous les yeux se compose de trois volumes. Le premier chapitre, qui contient seize pages, renferme toute la doctrine qui sert de base à l'ouvrage. Celui qui aura lu le premier chapitre et rien de plus, sera en possession de tout ce que le livre contient de solide

et qui ait tant soit peu l'apparence de science.

Les 698 pages qui suivent (1) et qui forment la partie la plus considérable de l'ouvrage, sont entièrement employées à expliquer pourquoi ce qui s'est passé dans tous les pays du globe et à toutes les époques de l'histoire, excepté dans les États-Unis d'Amérique depuis cent cinquante ans, paraît être en contradiction avec les principes fondamentaux de la théorie de M. Malthus. Pour y parvenir il présente certains obstacles qui gênent la population, et qui tous peuvent, ainsi que nous le ferons voir dans la suite, se réduire à deux, le vice et la misère. Dans le reste de l'ouvrage il traite des différens systèmes ou plans qui ont été proposés ou employés, selon qu'ils peuvent influer sur les maux produits par le principe qui, d'après l'auteur, règle la population (2), et de la perspective qu'il peut y avoir de faire disparaître ces maux ou de les soulager (3).

---

(1) Livre I et II.
(2) Livre III.
(3) Livre IV.

Or j'ose dire, d'après ce simple exposé, que M. Malthus est l'homme le plus heureux qui ait jamais existé, sans même en excepter le roi de Bohème dont parle Sterne (1); car, en dépit de l'évidente futilité et de l'erreur manifeste des argumens qui ont servi de base à son édifice, l'auteur a néanmoins triomphé de l'univers entier. Aucune manière de voir autre que la sienne n'est aujourd'hui reçue dans la bonne société; il a converti par centaines des hommes qui étaient jadis les champions de la félicité de l'espèce humaine; et quoiqu'il ait été publié, je crois, de trente à quarante réfutations de l'*Essai sur la Population*, aucun des auteurs n'a, à ma connaissance, entrepris de combattre le principe fondamental, la pierre angulaire de ce système!

La force des écrits de M. Malthus vient uniquement de ce qu'il se retranche dans

---

(1) « Là-dessus, le caporal commença à repasser dans son esprit tous les événemens principaux de la vie du roi de Bohème, chacun desquels lui fournit la preuve que ce roi avait été le plus heureux mortel qui eût jamais existé sur la terre. » *Tristam Shandy*, tom. VI.

des généralités. On ne peut espérer de le vaincre qu'en le forçant à quitter ses retranchemens, pour le combattre sur le champ découvert des réalités.

L'hypothèse de l'*Essai sur la Population* se réduit à ceci. L'espèce humaine dans les États-Unis augmente du double tous les vingt-cinq ans; donc il faut que cette tendance à multiplier ainsi soit inhérente à l'espèce, et par conséquent il devrait en arriver autant dans l'Ancien Monde, si l'accroissement n'y était contrarié par des causes qui n'ont pas encore suffisamment fixé l'attention des auteurs qui s'occupent de recherches politiques.

Pour éclaircir le sujet, examinons combien il faut compter d'enfans par mariage, en supposant qu'il ne s'agisse que de maintenir le nombre actuel des individus de l'espèce humaine. D'abord, il est clair qu'on peut compter, l'un dans l'autre, deux enfans par mariage, non-seulement sans qu'il y ait le moindre accroissement de population, mais encore avec la certitude que la population diminuera si les naissances sont au-dessous de ce nombre. En second lieu,

il est incontestable que tous les nouveaux-nés ne parviennent pas à l'âge mûr, de manière à pouvoir propager l'espèce à leur tour; car cette condition est de rigueur, attendu que les enfans qui meurent en bas âge ne contribuent évidemment en rien à perpétuer l'espèce. Je crois donc qu'on pourrait en toute sûreté compter trois enfans par mariage, sans qu'il y eût risque de rendre la population surabondante. Nous verrons par la suite que tous les économistes politiques en accordent quatre, attendu qu'il résulte de plusieurs dénombremens et tables de population, que la moitié des enfans qui viennent au monde meurent avant l'âge viril (1). A ce nombre moyen d'enfans par famille, s'il n'est question que de maintenir le nombre d'hommes tel qu'il est actuellement, il faut ajouter quelque chose de plus, en considération du fait connu, que tous les hommes et toutes les femmes ne se marient pas, et

(1) V. OEuvres de Franklin. 1806, tom. II, p. 385, édit. anglaise.

que, par conséquent, ils ne se mettent pas à même de reproduire l'espèce.

Lorsque M. Malthus veut donc nous faire croire à sa progression géométrique, ou à la tendance naturelle qu'a l'espèce humaine à augmenter du double tous les vingt-cinq ans, c'est précisément comme s'il exigeait de nous de croire qu'en prenant la moyenne de tous les mariages, en comprenant ceux qui sont prolifiques, ceux dans lesquels le mari ou la femme meurent à la fleur de l'âge ou dans les premières années de leur union, ceux qui sont très-peu féconds, et enfin les mariages tout-à-fait stériles, il faudrait, d'après cette moyenne, compter huit enfans par mariage (1).

M. Malthus exige que nous admettions toutes ces assertions sur sa seule autorité. Qu'on cesse donc de reprocher à notre siècle son incrédulité. Je suis sûr que jamais faux prophète, dans les âges de la plus crasse ignorance, n'a pu se vanter de traî-

(1) Si on ne compte en Europe que quatre enfans par mariage, nous devons estimer qu'il y en a huit en Amérique. Franklin, *ubi suprà*.

ner à sa suite autant de disciples aveuglément croyans, que M. Malthus n'en compte dans ce siècle de lumières.

Comment se fait-il que ni cet auteur, ni personne autre, n'aient envisagé la question sous ce point de vue? Il existe cependant dans ce monde des registres des mariages et des naissances; et il semble assez naturel que M. Malthus les ait consultés, pour y puiser un argument favorable à son hypothèse. L'auteur de l'*Essai sur la Population* a eu recours à certains dénombremens des habitans des États-Unis, et il en a inféré que le nombre de ses citoyens augmentait du double tous les vingt-cinq ans, et cela par le seul effet de la procréation; ce qui, comme nous l'avons déjà fait voir, équivaut à dire que chaque mariage en Amérique, et par conséquent dans toutes les autres parties du monde, produit, terme moyen, huit enfans. Car la différence entre les États-Unis et l'Ancien Monde ne tient pas, je pense, à la plus grande fécondité des femmes américaines, mais bien à la mortalité plus considérable des enfans en bas âge en Europe, qui est

l'effet du vice et de la misère. En Europe nous doublons sans peine notre population dans la première période (s'il est vrai qu'elle s'accroisse du double en Amérique), mais nous n'élevons pas, comme eux, nos enfans jusqu'à l'âge où ils pourraient multiplier du double à leur tour. M. Malthus aurait donc produit une très-forte preuve à l'appui de son hypothèse, s'il avait pu faire voir, par les registres des différens pays du monde, que chaque mariage produit, l'un dans l'autre, huit enfans; et, s'il l'avait prouvé, je crois qu'il m'aurait épargné la peine d'écrire cet ouvrage. Il est cependant des personnes qui se sont occupées de confronter les registres des mariages et des naissances; et je compte faire un ample usage de leurs travaux dans mon second livre.

On pourra cependant m'objecter que l'accroissement de la population peut être contrarié de deux manières, soit en raison de la grande mortalité des enfans en bas âge, par l'effet des deux puissans agens indiqués par M. Malthus, le vice et la misère, soit en vertu de certaines causes qui peuvent faire diminuer le nombre des naissances. Il se

peut donc que ce ne soit pas uniquement par l'effet des ravages d'une mortalité excessive, que la population de l'Ancien Monde se conserve dans son niveau actuel.

M. Malthus me fournit lui-même une réponse décisive à cette objection. Dans la première édition de son ouvrage (1) il débute en disant qu'il « part de deux postulats; le premier, que l'homme ne peut se passer de nourriture; et le second, que le penchant d'un sexe pour l'autre est nécessaire, et qu'il se conservera toujours à peu près tel qu'il existe aujourd'hui. »

Ce passage est à la vérité un de ceux « que l'auteur a supprimés dans les dernières éditions de son ouvrage, afin de ménager la sensibilité de ses lecteurs » (2), ou, comme il le dit lui-même, c'est un de ces endroits où il « a cherché à adoucir quelques-unes des conclusions de la première édition, qui paraissaient choquer le plus, ne croyant pas pour cela encourir le reproche d'avoir

(1) Page 11.
(2) *Quarterly Review*, n. XXXIV, pag. 374.

violé les principes d'une saine logique (1). »
Mais puisque M. Malthus a maintenu jusqu'au bout toutes les conclusions qu'il a déduites de ses postulats, et comme son argument sur l'impossibilité de l'existence durable d'un état d'égalité parmi les hommes, fondé sur la parité de ces deux propositions, se trouve copié dans la cinquième édition, exactement dans les *mêmes termes* que dans la première (2), il m'est impossible de consentir à retrancher ces prémisses, pendant que l'auteur maintient les conséquences qu'il en a tirées.

C'est encore pour ménager « la sensibilité de certains lecteurs » qu'aux deux obstacles à l'accroissement de la population, le vice et la misère, énoncés dans la première édition, M. Malthus a ajouté dans les suivantes un troisième, qu'il appelle contrainte morale. Mais en cherchant à en apprécier l'importance, il dit que « le principe de la contrainte morale n'a certaine-

---

(1) Préface de la 2e. édition, p. vij; et 5e. édit. p. IX.

(2) Première édition, pag. 184 à 209. Cinquième édition, Tom. II, pag. 251 à 270.

ment exercé qu'une très-faible influence dans les temps passés (1); » et il ajoute en même temps, qu'il proteste « contre toute opinion sur la perfectibilité probable de la société, qui ne serait point justifiée par l'expérience du passé (2). »

Il est donc évident, suivant la doctrine de M. Malthus, que ce qui dans l'Ancien Monde s'oppose à l'accroissement de la population, n'est pas le nombre moins considérable des naissances, mais bien l'excessive mortalité des enfans en bas âge, par l'effet du vice et de la misère.

Cherchons maintenant à éclaircir cette proposition, en en faisant l'application à notre chère patrie l'Angleterre. Nous estimerons sa population actuelle à dix millions, dont nous supposerons qu'il y a cinq millions d'adultes. Or, d'après l'exposé du docteur Franklin et d'autres calculateurs, il faut, pour que la race des Anglais se maintienne sans diminution, qu'il y ait

---

(1) Seconde édition, p. 384. Voyez le livre VI de cet ouvrage, où la question est discutée plus au long.

(2) Préface, p. ix.

dix millions d'enfans nés ou à naître, issus de ces cinq millions d'adultes. Sur ces dix millions il faut en compter la moitié qui meurent en bas âge, d'après les lois de la nature. Et si nous y ajoutons la mortalité continuelle et non interrompue des individus en moyen âge et des vieillards, on peut, à coup sûr, considérer le globe que nous habitons comme un univers de deuil.

Mais, en raison de la progression géométrique, il faut à M. Malthus dix millions d'enfans de plus que nos ancêtres dans leur simplicité n'ont songé à en procréer, c'est-à-dire, huit par famille. Je dis huit, car, si dans des pays où il y a de l'espace et toute facilité pour élever des enfans, il en périt deux en bas âge sur chaque quatre des premiers nés, il ne peut pas, ce me semble, exister de raison pour qu'il n'en meure autant sur les autres quatre nés ensuite. Il paraît donc que chaque cinq millions d'individus des deux sexes qui parviennent à l'état adulte, donnent naissance à vingt millions d'enfans, sur lesquels il en meurt partout, dans l'Ancien Monde, quinze millions en bas âge. Quant aux premiers

cinq millions qui meurent de la sorte, c'est un spectacle auquel il faut bien nous résigner, puisque telle paraît être la condition de notre existence. Mais pour les autres dix millions, ils me semblent une espèce d'exubérance de naissances et de décès, qui se succèdent tour à tour, dans le seul but d'établir la progression géométrique.

Mais où sont donc les preuves de tout ceci? Il existe fort peu de pays civilisés où il ne soit tenu quelque sorte de registres pour constater les naissances, les mariages et les décès. Cependant je crois qu'on ne trouve nulle part la moindre trace de cet excédant de naissances, auquel M. Malthus voudrait nous faire croire. Tous ces enfans seraient-ils morts, sans avoir du moins reçu le baptême? Auraient-ils été exposés dans les forêts du mont Taygète, jetés dans le Barathre, précipités de la roche Tarpéïenne, ou abandonnés, comme M. Malthus dit qu'on fait aux enfans dans les rues de Pékin? Pour moi, je me sens disposé à exiger d'autres renseignemens sur cet article, et il ne me suffit pas qu'on m'assure que ces enfans ont dû

naître et mourir, en dépit de tous les faits connus à cet égard, parce que telle est la conséquence qui découle des principes exposés dans l'*Essai sur la Population.*

Si je n'avais pas pris la plume dans l'intention expresse de réfuter toutes les erreurs de l'ouvrage de M. Malthus, de chercher à établir d'autres principes plus consolans, plus favorables aux intérêts les plus chers de l'espèce humaine, et plus capables de résister aux atteintes du vice et de la misère, j'aurais pu terminer ici mon raisonnement et quitter la plume, en me bornant à faire la seule courte remarque suivante. Quand notre auteur aura produit un relevé bien constaté des mariages et des naissances, dans un pays quelconque, les États-Unis mêmes non exceptés, duquel il résulte que le terme moyen des enfans est de huit par mariage, alors et seulement alors, verrai-je quelque bonne raison pour admettre sa doctrine de la progression géométrique.

CHAPITRE V.

De la population dans les temps anciens et modernes.

Les hommes ne multiplient pas aussi aisément qu'on le pense.
VOLTAIRE, *Histoire Générale*, chap. I.

Il est assez singulier, et nous croyons devoir le rappeler ici, qu'il a existé, au commencement du siècle passé, une controverse sur la question de savoir si chez les anciens peuples la population était ou n'était pas plus forte que chez les modernes. Un des principaux auteurs qui prirent part à cette discussion, fut le célèbre Montesquieu; et ce qu'il a dit à ce sujet est tellement à propos, que je vais en transcrire un passage.

« Pendant le séjour que je fais en Europe (c'est l'un des correspondans dans les *Lettres persanes,* qui écrit à l'autre), je lis les historiens anciens et modernes; je compare tous les temps; j'ai du plaisir à

les voir passer, pour ainsi dire devant moi; et j'arrête surtout mon esprit à ces grands changemens qui ont rendu les âges si différens des âges, et la terre si peu semblable à elle-même.

» Tu n'as peut-être pas fait attention à une chose qui cause tous les jours ma surprise? Comment le monde est-il si peu peuplé, en comparaison de ce qu'il était autrefois? Comment la nature a-t-elle pu perdre cette prodigieuse fécondité des premiers temps? Serait-elle déjà dans sa vieillesse, et tomberait-elle de langueur?

» J'ai resté plus d'un an en Italie, où je n'ai vu que le débris de cette ancienne Italie, si fameuse autrefois. Quoique tout le monde habite les villes, elles sont entièrement désertes et dépeuplées; il semble qu'elles ne subsistent encore que pour marquer le lieu où étaient ces cités puissantes, dont l'histoire a tant parlé.

» Il y a des gens qui prétendent que la seule ville de Rome contenait autrefois plus de peuple qu'un grand royaume de l'Europe n'en a aujourd'hui. Il y a eu tel citoyen romain qui avait dix, et même vingt

mille esclaves, sans compter ceux qui travaillaient dans les maisons de campagne; et, comme on y comptait quatre ou cinq cents citoyens, on ne peut fixer le nombre de ses habitans sans que l'imagination ne se révolte.

» Il y avait autrefois dans la Sicile de puissans royaumes, et des peuples nombreux, qui en ont disparu depuis : cette île n'a plus rien de considérable que ses volcans.

» La Grèce est si déserte, qu'elle ne contient pas la centième partie de ses anciens habitans.

» L'Espagne, autrefois si remplie, ne fait voir aujourd'hui que des campagnes inhabitées; et la France n'est rien en comparaison de cette ancienne Gaule dont parle César.

» Les pays du Nord sont fort dégarnis, et il s'en faut bien que les peuples y soient, comme autrefois, obligés de se partager, et d'envoyer dehors, comme des essaims, des colonies et des nations entières chercher de nouvelles demeures.

» La Pologne et la Turquie en Europe n'ont presque plus de peuples.

» On ne saurait trouver dans l'Amé-

rique la cinquantième partie des hommes qui formaient de si grands empires.

» L'Asie n'est guère en meilleur état. Cette Asie mineure, qui contenait tant de puissantes monarchies, et un nombre si prodigieux de grandes villes, n'en a plus que deux ou trois. Quant à la grande Asie, celle qui est soumise au Turc n'est pas plus peuplée : pour celle qui est sous la domination de nos rois, si on la compare à l'état puissant où elle était autrefois, on verra qu'elle n'a qu'une très-petite partie des habitans qui étaient sans nombre du temps des Xercès et des Darius.

» Quant aux petits états qui sont autour de ces grands empires, ils sont réellement déserts : tels sont les royaumes d'Irimette, de Circassie et de Guriel. Ces princes, avec de vastes états, comptent à peine cinquante mille sujets.

» L'Égypte n'a pas moins manqué que les autres pays.

» Enfin je parcours la terre et je n'y trouve que des délabremens : je crois la voir sortir des ravages de la peste et de la famine.

» L'Afrique a toujours été si inconnue,

qu'on ne peut en parler si précisément que des autres parties; mais, à ne faire attention qu'aux côtes de la Méditerranée, connues de tous temps, on voit qu'elle a extrêmement déchu de ce qu'elle était sous les Carthaginois et les Romains. Aujourd'hui ses princes sont si faibles, que ce sont les plus petites puissances du monde.

» Après un calcul aussi exact qu'il peut l'être dans ces sortes de choses, j'ai trouvé qu'il y a à peine sur la terre la dixième partie des hommes qui y étaient dans les anciens temps. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est qu'elle se dépeuple tous les jours; et si cela continue, dans dix siècles elle ne sera qu'un désert.

» Voilà, mon cher Usbek, la plus terrible catastrophe qui soit jamais arrivée dans le monde. Mais à peine s'en est-on aperçu, parce qu'elle est arrivée insensiblement, et dans le cours d'un grand nombre de siècles; ce qui marque un vice intérieur, un venin secret et caché, une maladie de langueur qui afflige la nature humaine (1). »

---

(1) *Lettres persanes*, *lettre* CXII. Ces idées sont résu-

Si jamais, dans sa jeunesse, il est arrivé à M. Malthus de lire les *Lettres persanes*, il est surprenant que l'exposé frappant que nous venons de citer n'ait jeté quelques doutes dans son esprit, tout frappé qu'il était de ses terreurs pour la multiplication excessive et funeste de l'espèce humaine. Il faut en effet une singulière force de caractère, pour oser, devant un tel tableau, prêcher la *doctrine de la dépopulation*, car on verra par la suite que c'est le nom qui lui convient.

Je sais bien que cet exposé de Montesquieu a été contesté, et que, parmi d'autres auteurs, Hume l'a discuté avec la sagacité qui le distingue. Mais je crois que Hume n'a fait tout au plus que jeter quelque incertitude sur cette question.

Il n'est pas sans utilité de faire voir à combien d'erreurs grossières et palpables s'expose inévitablement un observateur superficiel sur la question de la population.

Arrive-t-il dans un village ou dans une

---

mées, et discutées plus au long dans *l'Esprit des Lois*, liv. XXIII. chap. XIX et suivans.

petite bourgade, il est frappé du grand nombre d'enfans qu'il voit jouer, sauter, rire, pleurer, se vautrer dans la boue, et venir presque se jeter sous les pieds de son cheval. A la vue de ce spectacle, il conclut avec sagacité : « Il n'y a rien à craindre pour la population future de ce village. »

S'il eût fait le dénombrement des habitans du village, aurait-il trouvé que le nombre total des enfans surpassât celui des habitans arrivés à l'âge mûr? Il résulte du cens des États-Unis, ainsi que nous le verrons bientôt, que la moitié des habitans est au-dessous, et la moitié au-dessus de seize ans. Cependant il paraît, d'après toutes les tables de population, que si la race actuelle d'hommes et de femmes arrivés à l'âge mûr, ne produisaient pas le double de leur nombre d'enfans, l'espèce humaine ne pourrait pas se soutenir; par conséquent, si à une époque quelconque, le nombre des enfans n'est qu'égal à celui des adultes, comme en Amérique, il faut compter sur les nouvelles recrues ajoutées tous les ans, pour réparer les pertes de la population. Si toutes les femmes

qui sont déjà mères cessaient de faire des enfans dans la suite, et laissaient uniquement ce soin à leurs filles, et que cela fût répété pendant des périodes successives, il ne serait pas difficile de calculer l'époque précise de l'extinction de l'espèce humaine.

Veut-on savoir quelle est la cause de cette erreur générale? Cela tient uniquement à ce que nous faisons attention aux individus qui naissent, sans tenir compte de ceux qui meurent. Ils sont déposés dans des tombeaux silencieux, et bientôt nous oublions presque qu'ils aient jamais existé. Voilà pourquoi M. Malthus et d'autres écrivains voudraient nous terrifier en nous montrant le spectre d'une surabondance imaginaire de population. Je pense que Xercès entendait mieux cette question, lorsqu'il versait des larmes en songeant que parmi les millions d'hommes qu'il passait en revue lors de son expédition en Grèce, pas un ne serait en vie dans cent ans. Il n'y a pas de vieillard qui ne fasse la remarque que tous ses contemporains sont morts autour de lui, et qu'il reste en quelque sorte isolé dans un monde nouveau. C'est la génération

croissante qui fait notre seul et unique espoir pour le renouvellement futur de la population de la terre. Dans peu d'années, moi et ceux qui lisent ce que j'écris en 1820, auront tous quitté la scène ; et les enfans que nous élevons sous nos toits, ou que nous voyons dans les rues, seront les seuls hommes et les seules femmes propres à conduire les affaires et à reproduire la race humaine. Si M. Malthus et ceux qui, comme lui, ne cessent d'envisager d'un œil jaloux, et avec un certain sentiment de terreur et de crainte, le grand nombre de petits enfans qui s'offrent à leurs regards, réfléchissaient mûrement sur ce que nous venons de dire, ils éprouveraient, je crois, des sentimens bien différens à la vue d'un semblable spectacle.

CHAPITRE VI.

Éclaircissemens tirés de l'histoire de la Chine.

Rien n'est plus plaisant que la partie de l'ouvrage de M. Malthus, dans laquelle, pendant une suite de 638 pages, il cherche à établir quelles sont les entraves qui ont maintenu la population au niveau des moyens de subsistance dans les temps anciens et modernes. Il avoue que presque partout la population est stationnaire. Il glisse très-légèrement sur les nombreux exemples, dans les âges passés et aujourd'hui, où la population a visiblement diminué. Il soutient que la population, lorsque rien ne l'entrave, doit s'accroître perpétuellement du double tous les vingt-cinq ans, ou dans une période encore plus courte; et c'est un des objets principaux de cet ouvrage d'examiner sur quelles preuves il établit cette proposition.

Si M. Malthus avait voulu aborder fran-

chement la question, il aurait dû commencer par compter combien il naît d'enfans, dans chaque pays, dans l'ordre naturel des choses, pour faire voir ensuite combien il en meurt. Cela eût été raisonner en mathématicien, en vrai économiste politique et en philosophe. Cependant M. Malthus a entièrement négligé le premier point, ce qui lui a permis de s'avancer tranquillement dans la carrière, à peu près comme Bobadil dans la comédie, qui ne cesse de crier : « qu'il en vienne encore vingt, qu'ils périssent, » parce qu'il a enjoint au gardien de la lice de ne laisser entrer aucun combattant dans l'enceinte, sous un prétexte quelconque.

Puisque l'auteur de l'*Essai sur la Population* a négligé cette partie essentielle de son sujet, je vais tâcher de réparer cette omission.

La Chine nous offre un exemple qui, sous bien des rapports, me paraît le plus approprié et décisif qu'on puisse choisir. Il y a dans l'ouvrage de M. Malthus un chapitre, intitulé : « Des obstacles à la population, dans la Chine et au Ja-

pon (1). » L'auteur, après avoir rempli trente-quatre pages de beaucoup de phrases coulantes sur cet objet, paraît bien sûr d'avoir prouvé que l'état présent de la Chine et du Japon, et leur histoire confirment pleinement son opinion, c'est-à-dire, que la population du globe, si rien n'en arrêtait le progrès, ne cesserait d'aller en augmentant du double tous les vingt-cinq ans ou plus tôt.

La Chine est un état qu'on suppose être plus peuplé qu'aucun autre pays du monde. Suivant M. Malthus, la population de cet empire se maintient tout-à-fait stationnaire depuis un siècle; car il cite l'autorité de du Halde, au commencement du dernier siècle, pour confirmer l'énoncé de sir George Staunton à la fin du même siècle, et il conclut que ces deux écrivains sont dans le fond d'accord entre eux (2). Or la Chine est un pays tellement uniforme; ses usages, ses mœurs, ses lois, la division des propriétés s'y maintiennent si essentiellement les

(1) Liv. I, chap. XII.
(2) Tom. I, p. 292, 293.

mêmes, que, si la population y est stationnaire depuis un siècle, il y a tout lieu de croire qu'elle y est restée dans le même état, peut-être depuis dix siècles. La Chine est par conséquent, de tous les états anciens, celui qui convient le mieux pour y faire l'épreuve de la vérité de la doctrine de la progression géométrique.

La Chine a encore d'autres avantages d'une assez grande importance pour l'application de notre argument. D'abord il est certain que dans cet empire « on a toujours donné les plus grands encouragemens au mariage (1). » Hume dit, qu'à la Chine tous les hommes se marient avant l'âge de vingt ans (2). M. Barrow, voyageur moderne, qui accompagna lord Macartney dans son ambassade en 1793, dit que « l'opinion publique regarde le célibat comme déshonorant, et qu'une sorte d'infamie est attachée à l'homme qui arrive à un certain âge sans se marier. Pour encourager le ma-

---

(1) Pag. 300.

(2) Voyez *Essai sur la Population des peuples anciens.*

riage, on donne la facilité de pourvoir à l'entretien de tout enfant mâle, et d'obtenir pour lui une pension dès le moment de sa naissance, en faisant inscrire son nom dans les registres de l'armée. » A quoi il ajoute : « On ne voit en Chine que peu de ces villes manufacturières qui, chez nous, sont si funestes à la vie de l'homme. Il n'y a pas non plus de grands capitaux employés dans aucune branche des arts. En général, chacun y exerce sa profession pour son propre compte. La vie tranquille et apathique qu'y mènent les femmes, en même temps qu'on croit qu'elle tend à les rendre plus prolifiques, les garantit des accidens qui peuvent occasioner des accouchemens avant terme (1). » C'est donc un pays où le principe de population doit avoir son plein effet.

Il est un peu étonnant que dans un pays où l'on se serait naturellement attendu à voir le principe de population connu plus tôt que partout ailleurs, sinon dans le terme exact de la duplication du nombre

(1) Voyez Barrow, chap. IX.

des habitans, du moins quant à son effrayante tendance à l'accroître excessivement, les chefs de l'état n'aient jamais songé à porter remède à ce mal. La Chine ressemble un peu à la république de Venise, telle qu'elle a existé pendant un espace de mille ans, célèbre par la profondeur de sa politique et la sévérité de ses institutions. Le temps considérable pendant lequel son économie politique s'est conservée sans éprouver de changement, en est une preuve suffisante. Toutes les choses humaines sont périssables : la loi de la mutabilité est tellement puissante en nous, qu'à peine y a-t-il de moyen assez énergique pour en arrêter les effets. Mais il y a quelque chose d'une nature si vivifiante dans la constitution de la Chine, qu'elle semble braver tout germe de corruption.

Dans tout le cours de l'*Essai sur la Population*, M. Malthus ne cesse, à tout propos, de prêcher contre le trop grand usage que nous faisons de l'institution du mariage, et il paraît croire que le grand remède contre les maux de l'espèce hu-

maine, qui tirent leur source de l'accroissement de la population, c'est de détourner les pauvres de se marier. Combien doivent donc être superficiels les politiques de cet ancien empire, qui n'ont cessé de donner les plus puissans encouragemens au mariage !

Il y a une autre circonstance qui n'est guère moins miraculeuse. C'est une chose assez ordinaire à la Chine d'exposer des enfans. Jusque-là, c'est fort bien; c'est un moyen très-simple de réprimer la population, quoique dans plusieurs endroits M. Malthus paraisse en contester l'efficacité. Mais voilà que les pauvres politiques de la Chine cherchent encore à s'opposer à cet usage, et ne cessent de faire promulguer édit sur édit, pour mettre un terme à l'exposition des enfans (1).

On ne peut refuser aux hommes d'état de la Chine des connaissances puisées dans une expérience de plusieurs milliers d'années : mais il y a des gens pour qui toute

(1) Pag. 314, 315.

expérience est perdue. On vante le gouvernement chinois pour les soins paternels que l'empereur y déploie envers ses sujets; mais il y a des pères qui, tout en aimant leurs enfans, en font le malheur, en se conduisant envers eux d'une manière imprudente.

Je vais cependant tâcher de réparer l'omission que M. Malthus, ainsi que je l'ai déjà dit, a commise.

Nous allons d'abord examiner combien il doit naître d'enfans, suivant l'hypothèse de l'auteur de l'*Essai sur la Population*, pour pouvoir ensuite procéder avec plus de connoissance de cause, à rechercher comment ils meurent.

M. Malthus estime la population de la Chine à 333,000,000 (1). Pour rendre le

---

(1) Pag. 293. Ce nombre fut donné officiellement à lord Macartney, comme étant le relevé d'un dénombrement fait l'année précédente, et disposé en dix-sept tables, chacune répondant à une des provinces de la Chine en dedans de la grande muraille. « Nous avions toujours, dit M. Barrow, trouvé l'officier qui nous communiqua ce relevé de la population, un homme franc, honnête et sans artifice, et il n'a en aucune circonstance cherché à nous tromper ou à nous induire en erreur; c'est pourquoi

calcul plus aisé, je la supposerai de trois cents millions. Or la doctrine de M. Malthus est que la population, lorsque rien ne l'entrave, augmente du double en vingt-cinq ans. Par conséquent, à la Chine, toute déduction faite pour balancer le nombre des décès par un nombre égal de naissances, afin que la population ne décroisse pas, il faut qu'il y ait un surcroît de naissances, une espèce d'exubérance, montant à trois cents millions tous les vingt-cinq ans, pour réaliser la duplication requise par la théorie de l'*Essai sur la Population*.

Nous supposerons que dans d'autres pays la population est plus ou moins entravée par les différens obstacles qui s'opposent

---

nous avons cru devoir regarder ce document comme étant rédigé d'après des renseignemens authentiques. »

Je dois cependant faire observer ici que mon argument ne dépend nullement de la question de savoir si telle est en effet la population de la Chine. Quand le nombre réel de ses habitans serait un tiers ou une moitié moins qu'on ne le suppose ici, il ne s'agit que de réduire les nombres suivans dans le même rapport; les proportions, les considérations morales, et tout ce qui peut influer sur le degré de croyance, resteront les mêmes.

au mariage, et, selon M. Malthus, par l'âge avancé auquel ce lien est souvent formé. Mais à la Chine on donne des encouragemens extraordinaires au mariage, et tous les hommes s'y marient avant l'âge de vingt ans. On peut donc être assuré que dans un tel pays les naissances sont aussi nombreuses qu'elles peuvent l'être, quel que soit le sort des enfans par la suite.

Avec le temps, et peut-être avant la fin de ce siècle, nous saurons peut-être quelque chose sur la population des États-Unis d'Amérique. Mais, en attendant, le fait est que nous ne savons rien à ce sujet qui puisse satisfaire de véritables hommes d'état et des législateurs ; et cependant M. Malthus nous apprend, et il établit comme la pierre angulaire de son funeste et affligeant système, que « la population y a successivement augmenté du double depuis plus d'un siècle et demi, en moins de vingt-cinq ans, et qu'on s'est mainte et mainte fois assuré que cet accroissement était uniquement dû à la procréation. » Quel est donc le nombre moyen d'enfans par mariage aux Etats-Unis? Nous ne possédons jusqu'à pré-

sent aucun document authentique à ce sujet. Ce nombre est-il plus fort que dans notre vieille Europe? Cela n'est guère probable. Combien en meurt-il avant l'âge de dix ou de seize ans? Nous n'en savons rien.

Mais, quel que soit le nombre des enfans nés aux États-Unis d'Amérique, qui meurent avant d'atteindre l'âge mûr, nous savons qu'il doit mourir tous les vingt-cinq ans à la Chine trois cents millions d'enfans de plus, en proportion, qu'aux États-Unis. Cela est aussi certain que la doctrine de l'*Essai sur la Populalation* est vraie.

L'esprit humain a de la peine à saisir des nombres trop forts; et je pense que cette difficulté a fait tomber plusieurs auteurs théoriques dans beaucoup de fautes graves. Je vais donc chercher à me conformer à la nature bornée des facultés humaines, en réduisant ces nombres. Nous avons déjà fait voir qu'il faut qu'il périsse à la Chine, tous les vingt-cinq ans, un *excédant* de trois cents millions d'enfans par-delà la proportion numérique de ceux qui doivent périr aux États-Unis. Or, en divi-

sant ce nombre par vingt-cinq, on verra qu'il doit mourir tous les ans à la Chine un excédant de douze millions d'enfans pour que la doctrine de l'*Essai sur la Population* soit vraie.

Voilà sans doute une proposition bien extraordinaire, pour être basée sur une théorie qui n'est appuyée sur aucun document historique de cette nation. M. Malthus dit, il est vrai, que c'est un usage assez commun à la Chine, d'exposer des enfans, et qu'on en expose environ deux mille tous les ans dans la ville de Pékin (1). Mais qu'est-ce que cela auprès des douze millions d'enfans *de plus* qui doivent nécessairement périr tous

(1) Page 316. Ce que M. Ellis, le dernier voyageur en Chine, qui accompagna lord Amherst en 1816, dit à ce sujet, mérite d'être cité. « Quant à ce degré de détresse capable de pousser les pères à l'infanticide, je n'en ai point vu de traces, et aucun fait de cette nature n'est venu à ma connaissance. » Et dans une note il ajoute : « Je n'ai pas l'intention de nier l'existence de cet usage, mais seulement d'exprimer quelques doutes sur sa prétendue fréquence. » *Voy.* Ellis, chap. VII. Le ton modeste de la note doit même donner un nouveau poids à ce qui est dit dans le texte. C'est une preuve, que M. Ellis n'est pas un homme qui se soit voué à soutenir une théorie.

les ans dans le pays? Quelle scène de désolation la doctrine de M. Malthus ne nous offre-t-elle pas à la Chine! Il faut que les enfans morts y soient entassés, comme l'histoire nous apprend qu'étaient les cadavres pendant la peste de Marseille. Et pendant qu'un certain nombre de ces enfans morts se corrompent dans les rues, il faut qu'un nombre égal vienne les remplacer, de manière à offrir un spectacle permanent de putréfaction, accompagné d'une odeur infecte. Aucun voyageur a-t-il jamais dit avoir vu pareille chose? — Est-il croyable que cela puisse exister sans que les législateurs du pays en sachent rien, et qu'ils continuent, de siècle en siècle, à donner des encouragemens extraordinaires au mariage et à défendre d'exposer les enfans?

Mais tout cela n'existe que dans l'ouvrage de M. Malthus. Il faut cependant que cela soit vrai, attendu que dans les États-Unis d'Amérique « la population s'est successivement accrue du double en moins de vingt-cinq ans, depuis plus d'un siècle et demi, et cela par le seul effet de la pro-

création. » J'examinerai dans la suite ce qui regarde la population de l'Amérique. Je suis bien sûr que l'une de ces propositions est aussi vraie que l'autre.

Je conviens que nous ne savons presque rien sur la population de la Chine, et presque aussi peu au sujet de celle des États-Unis. J'ai par conséquent raisonné presque entièrement sur les bases posées par M. Malthus lui-même. C'est à lui et à ses disciples à les expliquer, et à en concilier les contradictions.

Cependant, d'après ce que nous venons de dire, il est parfaitement clair que les hommes d'état et les législateurs de la Chine, qui ont donné une attention soutenue, et j'oserai même dire éclairée, à cet objet pendant des siècles, non-seulement n'ont pas eu le moindre soupçon des principes fondamentaux enseignés dans l'*Essai sur la Population*, mais qu'ils se sont même montrés intimement convaincus qu'il faut des encouragemens et des soins, pour s'opposer à la tendance que l'espèce humaine a constamment à décroître.

Tout considéré, il paraît donc, avec le

plus grand degré de certitude possible, et d'après l'exposé de M. Malthus lui-même, que l'empire de la Chine n'a jamais éprouvé l'effet de la progression géométrique.

CHAPITRE VII.

De l'Inde.

Il y a entre l'histoire de l'Inde et celle de la Chine beaucoup de rapports ; c'est pourquoi il paraît à propos de dire quelque chose à ce sujet. Les connaissances des brames ne sont pas moins anciennes, et l'histoire de leurs progrès dans les sciences se perd dans les ténèbres de l'antiquité. Les naturels de l'Indostan ressemblent beaucoup aux Chinois quant à l'immutabilité de leurs institutions ; ce qui est aujourd'hui, existait de la même manière hier, et s'est maintenu de même, sans le moindre changement, depuis l'époque la plus reculée à laquelle remontent leurs annales, leurs lois et leur littérature. Les Chinois ont été conquis par les Tartares ; mais leur histoire nous présente le singulier spectacle d'un peuple conquérant qui a adopté les mœurs, les usages et les institutions du peuple conquis. L'Inde a été moins heu-

reuse. Les Mahométans, qui l'ont envahie, y établirent leur empire, et s'arrogèrent la suprématie sur les nations qu'ils y trouvèrent, en rejetant leur système de gouvernement et leur croyance religieuse, et en regardant avec le dédain de l'ignorance leurs connaissances scientifiques et leur littérature. Cependant, malgré tous ces désavantages, les institutions indiennes ont survécu.

La population de l'Inde ne paraît pas être moins considérable que celle de la Chine. J'ai causé avec quelques personnes des mieux informées et des plus savantes sur tout ce qui a rapport à l'Inde, qui soient en Angleterre, et je les trouvées décidément de cette opinion (1). Il y a des forêts à la Chine, comme il y a de vastes terrains incultes dans l'Inde, mais les districts favorables à la population ne sont pas moins bien peuplés dans le second pays que dans le premier. Cette opinion acquiert plus de poids, d'après un mémoire inséré

(1) Je prendrai la liberté de citer, entre autres, M. H. T. Colebroke, président de la Société Asiatique de Londres.

dans les *Recherches Asiatiques* (1), et intitulé : *Aperçu statistique de la population du Burdwan et de quelques districts voisins du gouvernement du Bengale*, par W. B. Bayley, ci-devant juge et premier magistrat du Burdwan. D'après lui « le district de Burdwan contient 262,634 maisons habitées, dont 218,853 sont occupées par des Hindous, et 43,781 par des Mahométans : par conséquent, en comptant cinq personnes et demie par maison, la population totale du Burdwan serait de 1,444,487 âmes. La surface du district de Burdwan, d'après ses limites actuelles, comprend environ 2,400 milles carrés d'Angleterre ; chaque mille carré contient donc, terme moyen, une population de plus de 600 individus. » Et il ajoute : « La population totale de l'Angleterre donne une moyenne d'environ deux cents habitans par mille carré ; mais si l'on choisit certains comtés, on trouvera que la proportion se rapproche davantage de celle

---

(1) Voyez *Asiatic Researches*, vol. XII, n°. XIII.

du Burdwan. Le comté de Lancaster, par exemple, d'après le dernier recensement de 1811, donne une moyenne de 476 habitans par mille carré. »

La situation de l'Inde est donc, par rapport à l'objet dont nous nous occupons, absolument la même que celle de la Chine. Les grands hommes qui fondèrent ses institutions ne conçurent aucune crainte des maux résultant d'une population excessive. Ces institutions ont traversé des milliers d'années, et néanmoins, pendant tout ce temps, pas un des politiques ou des hommes d'état du pays n'a jamais soupçonné les terribles maux que M. Malthus a découverts. Les lois de Menou, traduites par sir William Jones, représentent le mariage comme un des premiers devoirs du citoyen, et la procréation d'un enfant comme une dette que tout homme doit à son pays. Et cependant, si la population est stationnaire dans l'Inde, et si les mariages, et les mariages précoces (1), y sont, ainsi que M. Mal-

(1) Tom. I, pag. 277, édit. anglaise.

thus le dit, presque universels, dans ce cas, d'après l'hypothèse de la progression géométrique, il faut absolument que six enfans sur chaque huit, et quinze millions sur chaque vingt millions d'enfans venus au monde, périssent en bas âge. Dieu sait combien il faut de vice et de misère pour produire cet effet, qui cependant, dans l'hypothèse de M. Malthus, a toujours lieu. Néanmoins, tout homme de bon sens et qui réfléchit doit infailliblement conclure qu'il n'en est point ainsi. Et tout homme raisonnable doit être frappé de surprise, dès qu'il examinera sur quelles preuves l'auteur de l'*Essai sur la Population* a cherché à établir la plus révoltante et incroyable des propositions. M. Malthus dit que l'Inde a de tous temps été exposée aux plus affreuses famines (1). Mais qu'est-ce que cela fait à la question? Si tout le monde se marie, et si, partout où le mariage est fortement encouragé (2), il doit naître un

---

(1) Pag. 278.
(2) Pag. 269.

nombre d'enfans suffisant pour faire doubler le nombre des habitans tous les vingt-cinq ans, dans ce cas, partout où la population est stationnaire, il faut que sur chaque vingt millions d'enfans qui viennent au monde, il en périsse quinze millions en bas âge. M. Malthus peut-il croire que quelques famines, même en les supposant fréquentes, arrivées pendant le long cours de l'histoire de l'Inde, suffisent pour expliquer ce phénomène? A l'égard d'une hypothèse aussi bizarre que celle qui est énoncée dans l'*Essai sur la Population*, nous n'avons rien à faire qu'à tenir toujours devant les yeux l'objet en question, et, en le fixant attentivement, nous le verrons bientôt disparaître et s'évanouir entièrement.

CHAPITRE VIII.

De l'Amérique méridionale.

L'Amérique, sous le rapport de ce qu'on peut appeler son histoire ancienne, nous est infiniment moins connue que la Chine ou l'Inde. Ces deux derniers pays se trouvent encore dans un état assez analogue à celui où ils étaient autrefois; la Chine a été l'objet des recherches d'un grand nombre de voyageurs qui l'ont visitée successivement; l'Inde l'a été par beaucoup de personnes distinguées qui, depuis trente ou quarante ans, se sont livrées à l'étude de la langue ancienne et de la vulgaire, et qui ont consacré une partie considérable de leur vie à la recherche des institutions et de la littérature des Hindous. Mais les Espagnols, dans leur invasion de l'Amérique, se sont montrés, je crois, les destructeurs les plus impitoyables dont il soit fait mention dans

les annales de l'espèce humaine : leur barbare férocité ne laissa rien subsister des connaissances, de l'histoire et des antiquités du pays. Il y a cependant dans l'histoire du Mexique, et surtout dans celle du Pérou, quelque chose qui a tellement rapport à l'objet de nos recherches, que je ne crois pas pouvoir les passer en silence.

Rien n'est plus lent que le progrès des nations. L'origine des choses est cachée dans d'épaisses ténèbres, et, à moins de nous en rapporter aux lumières de la révélation, nous ne pouvons guère nous faire une idée nette du mot *commencement*. Mais dans ce qui a rapport à la population, je suivrai l'exemple de M. Malthus, en ne raisonnant que d'après les faits de l'économie politique et les principes philosophiques qu'on peut en déduire. Ce qui paraît le mieux établi à ce sujet, c'est que, plus on remonte vers l'antiquité, plus la population du globe paraît avoir été considérable.

La population du Nouveau-Monde, lorsqu'il fut découvert par les Européens, est estimée par Montesquieu et Montaigne, au

plus bas, à quatre cents millions (1). Ceux qui y abordèrent les premiers n'ont pu trouver de termes assez forts pour exprimer ce qu'ils ont vu. Ils nous disent que dans le continent de l'Amérique méridionale, les hommes étaient aussi nombreux que les fourmis dans une fourmilière (2), et que la population y était parvenue à son plus haut degré. L'île de Saint-Domingue, lorsqu'elle fut découverte par Colomb, en 1492, contenait trois millions d'habitans (3); et cepen-

---

(1) *Lettres Persanes*, lettre CVIII; Montaigne, liv. III, chap. VI.

On pense bien que je n'ai aucune confiance en ces nombres. Il est contraire à toutes les idées que je me suis formées là-dessus, de supposer qu'on puisse savoir quelque chose de positif sur cette matière, sans se livrer auparavant à de longues et pénibles recherches, et en comparant chaque résultat avec les résultats suivans, pour en déduire des conclusions rigoureuses. C'est pourquoi je ne regarde les chiffres cités que comme représentant des nombres très-considérables, mais incertains, et servant à constater ce qu'ont pensé de la population extraordinaire de l'Amérique les hommes de tout état et rang, barbares ou humains, qui y abordèrent les premiers.

(2) Las Casas, *Destruycion de las Indias*.

(3) *Ibid.* Voltaire, *Histoire Générale*, chap. 122.

dant, en 1542, époque à laquelle l'illustre Las Casas en esquissa l'histoire, le nombre des indigènes n'allait pas au delà de deux cents.

L'empire du Mexique avait été, à ce qu'on dit, fondé environ cent trente ans avant l'invasion de Cortez, en 1521; et Montézuma se trouvait être le neuvième monarque qui avait succédé à la couronne (1). Mais, pour en être assuré, il faudrait avoir une toute autre autorité que celle des soldats qui exterminèrent ce peuple, et des prêtres dont le zèle fanatique n'avait pour but que d'établir ce qu'ils appelaient la religion chrétienne, en détruisant tous les monumens et toutes les antiquités du pays. Les Mexicains, à ce qu'il paraît, ne connaissaient point l'art de l'écriture, quoique étant parvenus dans beaucoup d'autres arts à un degré de perfectionnement presque inconcevable. Il aurait donc fallu que des voyageurs animés de l'esprit le plus pur de la philosophie, et ayant employé

(1) Robertson, *Histoire d'Amérique*, liv. VII.

leur vie à faire des recherches, nous eussent transmis leurs observations sur la véritable histoire de ce peuple étonnant. Si les Portugais avaient pu brûler, massacrer et exterminer le peuple chinois, comme eux et les Espagnols l'ont fait aux habitans de l'Amérique méridionale, que saurions-nous des institutions remarquables, des grandes découvertes, des antiques annales et de l'histoire de cette illustre monarchie (1)?

Les Américains méridionaux n'étaient point disposés à « entonner le chant du Seigneur » devant leurs cruels ennemis. Jamais ils ne furent interrogés avec douceur, jamais on ne chercha à les encourager à ouvrir leur cœur avec franchise. Tout ce que nous savons de leur histoire a été arraché par la terreur, et écouté avec l'insultant dédain que la conscience brutale de la supériorité, et l'esprit sanguinaire de la superstition et de la persécution, sont si propres à inspirer. Cette malheureuse na-

(2) Raynal, liv. VI.

tion se trouva dans peu de temps si complétement subjuguée par l'impitoyable avarice de ses maîtres, que les habitans ne trouvaient plus de plaisir à se rappeler ce que le Mexique avait été jadis, et les récits de la gloire des temps passés, qu'ils avaient peut-être entendus dans leur enfance. Cette nation industrieuse et spirituelle, au sein de laquelle l'astronomie avait déposé ses secrets, et à qui les plus profonds mystères de la politique et du gouvernement étaient familiers, déchue de son rang, tomba dans un état de nullité et de découragement total; et le sauvage féroce et actif, errant dans les bois, pourrait à juste titre la regarder avec un sentiment fondé de supériorité.

Ici donc, comme partout ailleurs, on est frappé de l'ignorance profonde qui a régné au sujet de la population. Les auteurs qui ont écrit l'histoire de l'Amérique méridionale ont tous, sans exception, cru bonnement qu'un empire qui se vantait de pouvoir mettre en campagne trois millions de combattans (1), tirait son origine de

(1) De Solis, liv. III, chap. XVI.

quelque misérable tribu errante qui, trois cents ans auparavant, serait venue de régions inconnues en se dirigeant vers le nord ou le nord-ouest (1), et qui se serait établie dans ce climat délicieux.

Du Mexique passons au Pérou. Rien n'est plus extraordinaire que les institutions de cet empire. On n'y connaissait point de propriété individuelle. Ses institutions étaient celles des rigides Spartiates, combinées avec une douceur de caractère dont on trouve à peine l'exemple dans aucun autre temps ou pays. Tout le territoire était partagé en trois portions égales; l'une consacrée au service du culte, la seconde à l'entretien du gouvernement, et la troisième à la subsistance de la nation. La fertilité du sol et la bonté du climat n'exigeaient de la part des Péruviens qu'un travail léger. Ils allaient à l'ouvrage au son des instrumens de musique et en chantant. Tout chez eux respirait la joie et le calme. Le monarque se considérait toujours

(1) Robertson, *ubi supra*.

comme le père de son peuple, et le peuple le regardait comme tel. Toute la nation était divisée en décuries et en centuries; et les agents du pouvoir exerçaient dans tout l'empire une surveillance constante et paternelle.

L'abbé Raynal dit avec raison qu'il n'y a pas le moindre motif pour révoquer en doute la vérité de ce récit. Était-il un seul parmi les destructeurs de l'empire qui fût assez éclairé pour inventer un système idéal de gouvernement si bien combiné et tellement d'accord dans toutes ses parties? Où aurait-il pris l'idée de tant d'institutions législatives et de police, qui ne ressemblaient à rien de ce qui existait alors dans tout le reste du monde? Quel motif aurait pu le porter à écrire une satire si amère de ses propres exploits, en attirant sur sa personne et sur ses compagnons l'exécration de toute la postérité éclairée? Son récit n'aurait-il pas été contredit par une foule de témoins contemporains, parmi lesquels on ne trouve au contraire que l'accord le plus merveilleux (1)?

(1) Raynal, liv. VII.

Roberston fait la judicieuse remarque que la famine était inconnue chez les Péruviens. Toute la richesse de la nation consistait dans le produit de la terre; et comme il était partagé en trois parts égales, l'une pour le culte, l'autre pour les incas, et la troisième pour le peuple, il y avait toujours une quantité suffisante en réserve, que le gouvernement pouvait distribuer selon qu'il le jugeait nécessaire. La quantité des terres exploitées n'était pas laissée à la discrétion des particuliers; elle était réglée par le gouvernement, d'après une connaissance prévoyante des besoins de l'état (1).

Nous ne savons rien sur leurs institutions relatives au mariage. Mais, à cet égard, les preuves négatives sont parfaitement suffisantes. Il n'est pas d'homme sensé qui croie que leur lois sur ce point aient pu être essentiellement différentes de celles de la Chine et de l'Indostan. Aucun auteur ne parle d'avortemens, ni de

(1) Robertson, *ubi supra*.

l'abandon des enfans chez ce peuple. Nous savons aussi que jamais il n'a éprouvé la moindre disette. Le gouvernement péruvien se distinguait de tous les autres par ses soins paternels et sa tendresse pour le peuple ; et comme toute la richesse de l'état consistait dans les fruits de la terre, il s'ensuit que chaque cultivateur de plus dans la communauté était une nouvelle richesse ajoutée au fonds de la société.

Telle était la population du Nouveau-Monde, à l'époque désastreuse où le premier Européen aborda sur ses rivages. Dès ce moment la dépopulation devint si rapide, que l'imagination même ne peut en suivre le progrès. Suivant Las Casas (1), qui ne raconte que ce qu'il était à portée de voir tous les jours, rien ne peut surpasser l'aveugle folie et la brutalité avec lesquelles les Espagnols ont d'abord détruit les indigènes, par pur passe-temps. S'il est vrai, comme il l'assure, qu'au bout de cinquante ans les trois millions

(1) *Destruycion de las Indias.*

d'habitans de Saint-Domingue ont été réduits à deux cents (et aucune autorité ne le contredit, au moins quant au dernier terme de la progression), voilà certes, une destruction de la race humaine dont on ne trouve peut-être pas d'exemple dans aucune autre époque de l'histoire (1).

Cependant, la population primitive du Mexique et du Pérou n'a pas été entièrement exterminée, comme les Espagnols le firent pour les indigènes des grandes Antilles. Robertson estime le nombre des Indiens, d'après les derniers recensemens,

---

(1) Pinkerton, dans sa Géographie, s'appuyant de l'autorité de Estalla, qui a écrit un livre de voyages imaginaires, voudrait nous faire croire que « quelque faible que soit à présent la population des indigènes au Pérou, elle était encore bien moins considérable avant la conquête du pays par les Espagnols. » V. *Géographie moderne*, 3e. édit. anglaise, tom. II, p. 564.

Puisque j'ai parlé de ce géographe, je ne puis le quitter sans remarquer en passant l'esprit dans lequel est rédigée sa relation de l'Amérique méridionale. Voici comme il s'exprime, pag. 304 : « A coup sûr les Espagnols n'ont jamais sacrifié plus de victimes que les Mexicains n'en dévouaient à leurs dieux; et les clameurs des prétendus philosophes ne sont que trop souvent en opposition avec les

à 2,000,000 au Mexique, et 2,500,000 au Pérou (1).

« A mesure, dit cet écrivain, que la cour d'Espagne a reconnu l'importance de ses possessions d'Amérique, la nécessité de donner une nouvelle organisation à toute leur administration est devenue évidente; car autrement il y avait raison de craindre qu'au lieu de posséder des pays suffisamment peuplés pour être susceptibles d'amé-

---

véritables intérêts de l'humanité dont ils aspirent à être les défenseurs. De bonne foi, il faut imputer les cruautés des Espagnols en partie au spectacle des tortures et de l'effusion de sang humain si communes dans ces malheureux pays, et qu'ils avaient sans cesse devant les yeux; car de telles scènes changent la nature même de l'homme, et lui donnent un acharnement semblable à celui que produit l'aspect du carnage sur un champ de bataille. » Je ne dirai rien des grossières faussetés contenues dans ce peu de lignes; mais M. Pinkerton osera-t-il assurer que les cruautés des Espagnols aient été plus grandes au Mexique que parmi les innocens Péruviens et les paisibles indigènes de Saint-Domingue?

Après avoir ainsi cherché à pallier « les cruautés des Espagnols, » quelques pages plus loin M. Pinkerton se déchaîne (p. 320) contre l'usage *abominable* de fumer! Il nous offre, par un tel contraste, un exemple admirable de ses idées sur le sens moral.

(1) Liv. VIII.

liorations progressives, l'Espagne ne se trouvât en possession que d'un vaste désert inhabité (1). » Et il ajoute : « La cour de Madrid commença alors à manifester une sollicitude philanthropique et un tendre intérêt pour le bon traitement des indigènes. » Il assure que dans aucun code de lois, on n'a mis plus d'attention, ni multiplié avec plus de soins et de prévoyance les mesures destinées à garantir la conservation, la sûreté et le bonheur des sujets, que dans la collection des lois que les Espagnols ont données à leurs établissemens des Indes. » Il cite pour exemple « les hôpitaux qu'on a bâtis à Lima, à Cusco et à Mexico, dans lesquels les Indiens sont soignés avec tendresse et humanité (2). » Je pourrais encore ajouter ce que Montesquieu dit au sujet de la conduite des autorités espagnoles dans les Indes : « Pour augmenter le nombre des gens qui paient tribut, il faut que tous les Indiens qui ont

---

(1) Livre VI.
(2) Liv. VIII.

quinze ans se marient ; et même on a réglé le temps du mariage des Indiens à quatorze ans pour les mâles, et à treize ans pour les filles (1). »

Il y a dans cette courte esquisse de l'histoire de l'Amérique méridionale beaucoup de choses dignes de notre attention.

Ce qui nous frappe d'abord, c'est combien peu les habitans du Nouveau-Monde, ainsi que ceux de toutes les autres parties du globe, avaient craint les maux provenant d'une trop forte population. « L'Amérique méridionale, dit Las Casas, lorsque nous y sommes arrivés, regorgeait de monde comme une fourmilière pleine de fourmis. » On nous assure, il est vrai, que les indigènes étaient un peuple simple et irréfléchi ; mais il me semble, malgré cela, presque impossible qu'un mal si grand et si frappant n'eût point fixé leur attention. A peine un petit nombre d'Européens avides arvèrent-ils parmi eux, qu'ils sentirent aussitôt toute la gravité de l'oppression. Mais

(1) *Esprit des lois*, liv. XXIII, chap. VII.

jusqu'à ce moment, ils paraissent avoir été très-heureux. Ils ne s'entre-déchiraient pas pour disputer la possession des moyens de subsistance. Ils ne connaissaient point les maux épouvantables qui sont la suite de l'existence d'une famine. Les indigènes des grandes Antilles étaient, à ce qui paraît, le peuple le plus doux et le plus paisible dont on ait jamais eu connaissance. L'extrême simplicité des Péruviens a passé en proverbe. Tout chez eux était bien ordonné, tranquille et prospère, de l'aveu même des brigands qui ont fait disparaître à jamais cet état de félicité. Il est assez remarquable que dans les états les mieux peuplés du globe, on n'ait jamais songé à la nécessité de décourager le mariage, et qu'on ait fait tout le contraire. Cette mesure, proposée dans le but de faire le bonheur de l'espèce humaine, est une conception dont il faut accorder à M. Malthus tout le mérite de l'invention.

Il faut encore ici avoir de nouveau recours au calcul, que je regarde comme un des moyens principaux de s'assurer de la vérité ou de la fausseté de l'*Essai sur la*

Population. L'île de Saint-Domingue contenait trois millions d'habitans. Par conséquent, il devait y naître à chaque génération six millions d'enfans; et sur ces enfans, en supposant la population stationnaire, quatre millions et demi devaient périr avant l'âge de puberté. Peut-on rien imaginer qui ait besoin d'une foi plus aveugle pour être cru? Les indigènes de Saint-Domingue vivaient dans un état de la plus grande simplicité. Leur beau climat et leur sol fertile les débarrassaient presque de tout souci pour le lendemain. Où auraient-ils trouvé le vice et la misère dont ils auraient besoin pour se délivrer du poids d'une trop nombreuse postérité? Ils vivaient nonchalamment, ne soupçonnaient pas avoir besoin d'un tel remède: il faut croire que Dieu arriva chez eux dans la nuit, et leur enleva leurs enfans, ainsi qu'on lit dans l'histoire des Juifs qu'il tua tous les premiers-nés des Égyptiens. Il est bon de remarquer que le nombre plus ou moins considérable des anciens habitans de Saint-Domingue ne fait rien à la question. Si on rejette les trois millions

dont conviennent les historiens espagnols, et qu'on réduise, avec Robertson, ce nombre à un million (1), il n'y aura qu'à faire une diminution proportionnelle dans les chiffres précédens, et le résultat restera le même.

Une autre observation, qu'il ne faut point passer sous silence, c'est la facilité avec laquelle cette population a été réduite. L'île de Saint-Domingue contenait en 1492 trois millions d'Indiens. Robertson les représente d'abord réduits à 60,000, puis à 14,000, et peu de temps après, presque entièrement « extirpés et anéantis (2). » Un tel exemple de la rapidité de la dépopulation pourrait bien faire naître dans l'esprit impartial de tout ami de l'humanité quelques craintes sérieuses d'une nature tout opposée à la manière de voir de M. Malthus.

Ce qui nous frappe ensuite dans ce coup d'œil sur l'histoire de l'Amérique méri-

---

(1) Robertson, liv. VIII.

(2) *Ibid.*

dionale, ce sont les résultats qui ont été la suite du système constant d'administration adopté dans la vice-royauté du Mexique et du Pérou, après que la première violence et la cruauté des conquérans eurent cessé. Voilà plus de deux cent cinquante ans que le gouvernement espagnol porte toute son attention à maintenir et à augmenter par tous les moyens imaginables le nombre des individus de la race indigène. Mais, malgré toute « la sollicitude paternelle et les soins les plus tendres » qui ont été prodigués dans un tel but, malgré l'excellence du code de lois, et la conduite exemplaire de ceux qui dirigent les hôpitaux, en y ajoutant encore les moyens qu'on y emploie universellement pour forcer la jeunesse à se marier de bonne heure, je crois qu'on admettra, pour le moins, que la race des indigènes ne s'est nullement accrue pendant ces deux cent cinquante ans.

On peut faire la même observation au sujet de l'esclavage des nègres, telle qu'elle existe sur le continent et dans les îles de l'Amérique. Les Espagnols, qui regardent

les Nègres comme une race très-supérieure à celle des anciens possesseurs des empires du Mexique et du Pérou (1), ont employé beaucoup de mesures, surtout dans l'Amérique méridionale, pour en multiplier l'espèce, mais toujours sans un succès proportionné. On a toujours été obligé d'avoir recours à de nouvelles et constantes importations de nègres d'Afrique.

Enfin, on aurait tort si on passait en silence les effets qu'a dû ressentir la mère-patrie, par suite de la grande émigration qui se faisait alors vers les colonies espagnoles d'Amérique. C'est une expérience qui a été faite dans les temps passés et qui s'est terminée; la raison veut que nous cherchions à en faire notre profit, en examinant jusqu'à quel point elle peut s'appliquer à un semblable mouvement d'émigration, qui, depuis au moins cinquante ans, se porte vers les établissemens anglais de l'Amérique septentrionale.

Un des faits les plus notoires de l'histoire

---

(1) Robertson, Liv. VIII.

moderne, c'est l'état effrayant de faiblesse et de dépopulation qui ont caractérisé la nation espagnole depuis deux cents ans. Voltaire dit, « Si la découverte de l'Amérique fit d'abord beaucoup de bien aux Espagnols, elle fit aussi de très-grands maux. L'un a été de dépeupler l'Espagne, par le nombre nécessaire de ses colonies (1). »

Voici comment Robertson explique ce changement : « Les Espagnols, dit-il, fascinés par les richesses immenses qui affluaient chez eux tous les ans, abandonnèrent la carrière de l'industrie dans laquelle ils avaient été élevés, et se portèrent avec empressement vers les contrées d'où coulaient ces richesses. Cette fureur d'émigrer augmenta la puissance des colonies et affaiblit en même temps celle de la mère-patrie. » Et dans un autre endroit il dit (2) : « La bigoterie inconsidérée de Philippe III lui fit chasser à la fois près d'un million des plus industrieux de ses sujets (les Maures),

---

(1) *Histoire Générale* chap. 145.
(2) Liv. VIII.

au moment même où l'état d'épuisement dans lequel se trouvait le royaume, exigeait des mesures extraordinaires d'une sage politique, pour accroître la population, et pour remonter les forces de la nation. »

CHAPITRE IX.

Du Paraguay.

Je ne puis résister à l'envie d'ajouter aux exemples déjà cités celui du Paraguay, qui a été un des établissemens les plus mémorables dans l'histoire du monde. Les institutions de cette contrée de l'Amérique furent l'ouvrage d'une confrérie éclairée et savante, et tout ce qui les concerne est susceptible d'être constaté de la manière la plus complète et incontestable. L'auteur de l'*Essai sur la Population* ne parle du Paraguay qu'en passant, et il glisse très-légèrement sur ce sujet, qui ne l'occupe guère, et auquel il ne consacre qu'une demi-page. J'avoue que cela me semble un peu suspect, surtout lorsque je considère que l'exemple du Paraguay aurait, dans l'esprit de bien des personnes, paru à lui seul suffisant pour prononcer sur la théorie de M. Malthus.

Le Paraguay fut un établissement formé

par les jésuites dans l'intérieur de l'Amérique méridionale, sur les bords de la rivière de la Plata. Choqués, comme devaient naturellement l'être ces hommes religieux et séparés de la contagion de la société, des atrocités exercées par les Espagnols dans cette partie du monde, ils prirent la ferme résolution de tenter, par un projet conduit avec la plus grande douceur et humanité, d'offrir aux naturels du pays un dédommagement pour les cruautés commises envers leurs compatriotes dans les autres parties de ce continent. Ils prirent pour modèle la belle constitution du Pérou sous l'administration de ses incas, et dans l'exécution de ce plan ils se sont acquis une gloire immortelle. Leur établissement commença vers l'an 1610, et ce fut en 1767 que les jésuites en furent enfin chassés par ordre du roi d'Espagne.

Ce que l'abbé Raynal rapporte à ce sujet, vient tellement à propos, que je me bornerai à transcrire le passage presque textuellement :

« Il semble que les hommes auraient dû se multiplier extrêmement sous un gouver-

nement où nul n'était oisif, n'était excédé de travail, où la nourriture était saine, abondante, égale pour tous les citoyens sainement vêtus, logés commodément; où les vieillards, les veuves, les orphelins, les malades, avaient des secours inconnus sur le reste de la terre; où tout le monde se mariait par choix, sans intérêt, et où la multitude des enfans était une consolation, sans pouvoir être une charge; où la débauche, inséparable de l'oisiveté qui corrompt l'opulence et la misère, ne hâtait jamais le terme de la vie humaine; où rien n'irritait les passions factices et ne contrariait les passions réglées par la raison et par la nature; où l'on jouissait des avantages du commerce, sans être exposé à la contagion des vices du luxe; où des magasins abondans, des secours gratuits entre les nations confédérées par la fraternité d'une même religion, étaient une ressource assurée contre la disette qu'amenaient l'inconstance et l'intempérie des saisons; où la vengeance publique ne fut jamais dans la triste nécessité de condamner un seul criminel à la mort, à l'ignominie, à des peines de quelque durée; où l'on ignorait jusqu'au

nom d'impôt et de procès, deux terribles fléaux qui travaillent partout l'espèce humaine. Un tel pays devait, ce semble, être le plus peuplé de la terre. Cependant il ne l'était pas.

» On soupçonna long-temps les religieux instituteurs de diminuer la liste de leurs sujets, pour priver l'Espagne du tribut auquel ces peuples s'étaient librement soumis; et la cour de Madrid montra sur cela quelques inquiétudes. Des recherches exactes dissipèrent ce soupçon aussi injurieux que mal fondé. Était-il vraisemblable qu'une compagnie, dont la gloire fut toujours l'idole, sacrifiât à un intérêt obscur et bas, un sentiment de grandeur proportionné à la majesté de l'édifice qu'elle élevait avec tant de soin et de travaux?

» Ceux qui connaissaient assez le génie de la société, pour ne pas la calomnier si grossièrement, répondaient que les Guaranis ne se multipliaient pas, parce qu'on les faisait périr dans les travaux des mines. Cette accusation, intentée il y a plus d'un siècle, se perpétua par une suite de l'avarice, de l'envie, de la malignité qui l'avaient

formée. Plus le ministère espagnol fit chercher cette source de richesses, plus il se convainquit que c'était une chimère. Si les jésuites avaient découvert de pareils trésors, ils se seraient bien gardés de faire ouvrir cette porte à tous les vices qui auraient bientôt désolé leur empire et ruiné leur puissance.

» L'oppression d'un gouvernement monacal dut, selon d'autres, arrêter la population des Guaranis. Mais l'oppression n'est que dans les travaux et dans les tributs forcés; dans les levées arbitraires, soit d'hommes, soit d'argent, pour composer des armées et des flottes destinées à périr; dans l'exécution violente des lois imposées sans le consentement des peuples et contre la réclamation des magistrats; dans la violation des priviléges publics et l'établissement des priviléges particuliers; dans l'incohérence des principes d'une autorité qui, se disant établie de Dieu par l'épée, veut tout prendre avec l'une, et tout ordonner au nom de l'autre, s'armer du glaive dans le sanctuaire, et de la religion dans les tribu-

naux. Voilà l'oppression. Jamais elle n'est dans une soumission volontaire des esprits, ni dans la pente et le vœu des cœurs, en qui la persuasion opère, et précède l'inclination; qui ne font que ce qu'ils aiment à faire et n'aiment que ce qu'ils font. C'est là ce doux empire de l'opinion, le seul peut-être qu'il soit permis à des hommes d'exercer sur des hommes; parce qu'il rend heureux ceux qui s'y abandonnent. Tel fut, sans doute, celui des jésuites au Paraguay, puisque des nations entières venaient d'elles-mêmes s'incorporer à leur gouvernement, et qu'on ne vit pas une seule de leurs peuplades secouer le joug. On n'oserait dire que cinquante missionnaires eussent pu forcer à l'esclavage cent mille Indiens, qui pouvaient, ou massacrer leurs pasteurs, ou s'enfuir dans les déserts. Cet étrange paradoxe révolterait également les esprits faibles et les esprits audacieux.

» Quelques personnes soupçonnèrent que les jésuites avaient répandu dans leurs peuplades cet amour du célibat, auquel les siècles de barbarie attachèrent parmi nous

une sorte de vénération qui n'est pas encore généralement tombée, malgré les réclamations continuelles de la nature, de la raison, de la société. Rien n'était plus éloigné de la vérité. Ces missionnaires ne donnèrent pas seulement à leurs néophytes l'idée d'une superstition à laquelle le climat apportait des obstacles insurmontables, et qui aurait suffi pour décrier et faire détester leurs meilleures institutions.

» Nos politiques crurent voir dans le défaut de propriété un obstacle insurmontable à la population des Guaranis. On ne saurait douter que la maxime qui nous fait regarder la propriété comme la source de la multiplication des hommes et des subsistances, ne soit une vérité incontestable. Mais tel est le sort des meilleures institutions, que nos erreurs parviennent presque à les détruire... Ces inconvéniens n'existaient point dans le Paraguay. Tous y avaient une subsistance assurée; tous y jouissaient par conséquent des grands avantages du droit de propriété, sans pourtant avoir proprement ce droit. Ce ne fut donc pas précisément parce qu'ils en étaient privés que la

population ne fit pas chez eux de grands progrès (1). »

L'abbé Raynal, ayant successivement réfuté toutes ces différentes manières de résoudre la difficulté, se trouve forcé de mettre son esprit à la torture pour découvrir la cause d'un phénomène si inattendu. La cause qu'il paraît regarder comme celle qui a principalement arrêté la population au Paraguay, c'est la petite vérole. Au surplus, l'abbé Raynal partage l'opinion généralement reçue, qu'un peuple jouissant de tous les avantages et favorisé sous tous les rapports, doit nécessairement multiplier beaucoup, quoiqu'il n'ait jamais rêvé que cet accroissement pût s'opérer en progression géométrique.

M. Malthus dit en passant, qu'il y a eu de temps en temps des disettes au Paraguay, et il ajoute. « Dans ces cas quelques-unes des missions (c'est-à-dire les tribus indiennes) *auraient péri de faim sans les secours de leurs voisins* (2). » Il est cepen-

---

(1) Histoire des Deux Indes, Liv. VIII.

(2) Tom. I. p. 87.

dant assez difficile de concevoir comment cela pouvait avoir lieu dans un pays, où, ainsi qu'au Pérou, les récoltes étaient partagées en trois parts, une pour les frais du culte, une autre pour les dépenses du gouvernement, et la dernière pour la subsistance du peuple.

CHAPITRE X.

De la république de Sparte.

Les institutions de Sparte semblent nous offrir l'expérience de faits exacts et instructifs au sujet de la population. Rien n'est plus mémorable dans l'histoire de l'espèce humaine, que le Code de lois que Lycurgue rédigea pour les Spartiates; et ce code paraît avoir été en vigueur pendant cinq cents ans. Lycurgue, suivant les historiens, partagea toutes les terres de la république en 39,000 portions égales, dont il distribua 30,000 aux citoyens des campagnes, et 9,000 aux habitans de la capitale. Un des principes fondamentaux de ce code était de regarder le mariage comme un devoir sacré, et comme un honneur d'avoir de nombreux enfans. L'âge pour se marier était fixé; et l'abbé Barthélemi croit qu'il était de trente ans pour les citoyens et de vingt pour les filles.

« La loi de Lycurgue, dit Plutarque, dé-

clarait infâme tout homme qui refusait de se marier. Il lui était défendu de paraître aux jeux et aux amusemens publics où l'on se montrait nu. De plus, les magistrats obligeaient ceux qui refusaient de se marier à se tenir autour du lieu où se faisaient ces jeux, en allant et venant tout nus, même par le froid le plus rigoureux de l'hiver, et chantant une certaine chanson qui avait été composée exprès contre eux, et dont le sens était : — Nous sommes justement punis, car nous avons désobéi à la loi. Et lorsqu'ils devenaient vieux ils n'étaient point traités avec l'honneur et la vénération qu'on montrait ordinairement aux vieillards mariés. C'est pourquoi personne ne s'offensa ni ne désapprouva le propos tenu à Dercillidas, qui était cependant un illustre capitaine. En entrant dans une assemblée, il y trouva un jeune homme qui ne voulut consentir ni à se lever, ni à le saluer, ni à lui faire place pour s'asseoir, et qui motiva son refus en lui disant : Oui, je m'y refuse, car tu n'as point engendré d'enfant, qui puisse un jour me rendre les mêmes devoirs. »

Ce serait donc à Sparte, plutôt que partout ailleurs, que l'on devrait trouver l'exemple d'un accroissement de population dans une progression extraordinaire. Les institutions de Lycurgue ne permettaient point qu'il y eût des pauvres. Tout le monde mangeait à la table commune; ils couchaient tous dans des dortoirs publics. Les citoyens recevaient tous les encouragemens pour se marier, et l'on vient de voir qu'ils y étaient même absolument contraints; et certes, ils n'éprouvaient aucune inquiétude pour l'entretien de leurs enfans.

Tout ceci devrait paraître très-embarrassant aux yeux des disciples de M. Malthus; mais ils croient pouvoir surmonter l'objection tirée de l'effet des institutions de Lycurgue en général, en alléguant une de ces institutions, à laquelle ils attribuent une force suffisante pour prévenir les maux d'une population surabondante. Il s'agit de la loi qui ordonnait d'exposer les enfans. Nous avons déjà fait voir jusqu'à quel point il faut que l'exposition des enfans soit portée, en admettant l'hypothèse de M. Malthus. La moitié au moins des enfans nés doit

dans ce cas être constamment détruite d'après une loi formelle. Il serait vraiment extraordinaire que Lycurgue n'eût point aperçu un si terrible mal, et qu'il eût combiné ses institutions de manière à faire naître continuellement une si grande multitude d'enfans, dans le seul but de les faire massacrer. Il est encore plus étonnant que personne, pendant le cours de cinq cents ans, n'ait eu assez d'humanité pour porter remède à un usage aussi atroce.

Mais considérons pour un moment cette loi relative à l'exposition des enfans, telle qu'elle était exécutée à Sparte. Quelques voyageurs nous ont dit qu'à la Chine les particuliers ont souvent recours à cet expédient, pour se débarrasser du soin de nourrir leurs enfans, et qu'ils continuent à les exposer, en dépit de toutes les mesures que le gouvernement prend pour l'empêcher. Jamais chose pareille n'eut lieu à Sparte. Il est assez clair que Lycurgue ne conçut jamais de crainte que l'état ne se trouvât surchargé de citoyens; sa loi avait un tout autre but. Écoutons Plutarque : « Dès qu'il naissait un enfant, le père n'en était plus le

maître; il était tenu de le porter lui-même à un certain endroit nommé Lesche, où les vieillards de sa tribu étant assemblés examinaient l'enfant : s'ils le trouvaient beau, bien proportionné dans tous ses membres et robuste, ils ordonnaient de le faire élever. Dans le cas contraire, s'ils le voyaient chétif, maigre ou blême, ils le faisaient jeter dans un puits profond rempli d'eau, qu'on nommait vulgairement *Apothètes*: car ils pensaient qu'il n'était pas de l'intérêt de l'enfant, ni même de la communauté, qu'il vécût, étant né mal conformé et ne montrant aucune disposition à devenir jamais dans tout le cours de sa vie fort, sain et vigoureux. C'est pourquoi les nourrices, au moment de la naissance d'un enfant, ne le lavaient pas (comme cela se pratique partout ailleurs en pareil cas) simplement dans l'eau froide, mais elles y mêlaient du vin : leur but était d'essayer de cette manière si l'enfant avait une bonne ou une mauvaise complexion ou constitution. Car ils croient que les enfans, lorsqu'ils sont sujets à l'épilepsie, ou à gagner des rhumes et d'autres maladies, ne supportent pas

d'être lavés dans le vin, et que cela les fait maigrir et dépérir; tandis qu'au contraire, ceux qui sont sains en deviennent beaucoup plus forts et plus robustes (1). »

Deux conséquences résultent évidemment de cet exposé : la première, que les lois de Lycurgue n'avaient aucunement pour but de s'opposer à l'accroissement de la population; la seconde, que, quoiqu'une semblable pratique pût avoir l'effet de diminuer, probablement à un degré peu considérable, le nombre des citoyens dans une génération donnée, cet usage pouvait à peine réduire le nombre des naissances au moyen desquelles devait se recruter la génération suivante. Ce que Plutarque ajoute a la même tendance : « Avant tout, dit-il, Lycurgue voulait que les filles fortifiassent leurs corps en se livrant aux exercices de la course, du pugilat, en maniant la lance et en lançant le dard, afin que le fruit dont elles pourraient concevoir par la suite, prenant sa nourriture dans un

---

(1) Plutarque, *ubi suprà*.

corps robuste et vigoureux, pût mieux croître et se développer ; et que les femmes, acquérant ainsi des forces par l'exercice, souffrissent moins des douleurs de l'enfantement. »

Il est donc assurément très-important, dans toute théorie sur la population, de suivre les effets des lois de Sparte ; et fort heureusement nous avons là-dessus des renseignemens fournis par les autorités les plus respectables parmi les anciens, celles de Thucydide et d'Aristote.

Il est évident, d'après l'histoire de Thucydide, que la république de Sparte était dans l'usage d'augmenter le nombre de ses citoyens par l'admission d'étrangers ; et nous savons que cela se faisait de deux manières : la première, en accordant à certains ilotes ou à des esclaves le droit de cité ; la seconde, en recevant au nombre des citoyens des individus choisis à cet effet parmi les alliés de Sparte. On désignait ces derniers sous le nom de *néodamodes* (hommes ajoutés aux rangs de la nation). Dans son histoire de la onzième année de la guerre du Péloponnèse, Thucydide dis-

tingue expressément l'une de ces sortes de recrues de l'autre (1); et, dans son récit de la dix-neuvième année de la guerre, il fait encore mention des néodamodes.

Aristote est encore plus positif. Dans le chapitre de sa Politique où il examine la république de Lacédémone (2), il s'exprime ainsi : « Quoique le territoire des Lacédémoniens suffise pour fournir à l'entretien de quinze cents cavaliers et de trente mille fantassins (et nous pouvons être sûrs qu'il ne comprend pas dans ce calcul les ilotes ou esclaves, par qui étaient exécutés tous les travaux manuels de la communauté), cependant le nombre actuel des citoyens de la capitale se trouve réduit à mille. Ainsi donc, continue-t-il, la république de Sparte est tombée, non par suite d'une calamité unique et particulière, elle n'a péri que par la diminution de sa population. Dans les temps les plus anciens de son histoire, on assure qu'elle accordait

(1) Liv. V, chap. 34.
(2) Liv. VII, chap. 58.

le droit de cité aux naturels des autres états de la Grèce, pour empêcher que, par l'effet de leurs guerres prolongées, le nombre des citoyens ne se trouvât trop réduit; j'ai même entendu dire que la population de la capitale seule montait, à une époque, à dix mille personnes. »

Il est vrai qu'Aristote attribue la diminution des citoyens de Sparte à une disposition vicieuse des lois de Lycurgue, qui défendait à tout citoyen de vendre ses biens ou d'acheter la propriété d'un autre, en leur permettant toutefois de la donner ou d'en disposer par testament en faveur d'un individu quelconque; ce qui fut cause que, par la suite des temps, les terres de la république tombèrent entre les mains d'un petit nombre de personnes. Mais il est seul de son opinion. Plutarque, à qui nous devons les principaux détails sur cette matière, dit expressément : « Lycurgue ne fut pas déçu dans son attente, puisque sa cité a été la plus distinguée dans le monde par sa gloire et l'excellence de son gouvernement, pendant un espace de cinq cents ans; car pendant tout ce temps Sparte conserva ses

lois sans aucun changement ou altération jusqu'au temps où le roi Agis, fils d'Archidamus, commença à régner. Et ce fut pendant le règne du roi Agis que Lysandre introduisit de nouveau l'or et l'argent à Sparte, vers la fin de la guerre du Péloponnèse (1).

Le même auteur, dans sa vie d'Agis, fils d'Eudamidas, cent cinquante ans plus tard, dit : « La république de Lacédémone commença à se corrompre, et à négliger son ancienne discipline, à l'époque où les Lacédémoniens, ayant subjugué la puissance des Athéniens (c'est-à-dire, sous Lysandre), s'enrichirent, eux et leur pays, de beaucoup d'or et d'argent. Mais ils conservèrent cependant les terres dont ils avaient hérité de leurs pères, en se conformant aux dispositions et règlemens établis originairement par Lycurgue sur le partage des terres entre les citoyens ; et ces lois et l'égalité ayant été inviolablement observées parmi eux, préservèrent pendant long-temps la communauté de la honte de beaucoup de

(1) Vie de Lycurgue.

grands crimes, jusqu'à l'époque où l'autorité se trouva confiée à Épitadeus, l'un des éphores. Cet homme séditieux et arrogant, s'étant violemment brouillé avec son propre fils, promulgua une loi portant que tout homme aurait le droit de donner ses terres et son bien, de son vivant, ou de les léguer par testament à toute personne pour qui il pourrait avoir de l'amitié ou de l'estime. Telle fut la loi que cet homme fit pour satisfaire sa colère; et d'autres l'ayant maintenue par cupidité, ils renversèrent par-là des lois d'une haute sagesse. »

Plutarque lui-même dit que, sous le second Agis, le nombre des citoyens de Sparte montait à sept cents.

Voilà donc des renseignemens qui doivent être d'un grand poids pour tout homme raisonnable, relativement à la population ou au nombre des citoyens de Sparte, pendant les époques successives de l'histoire de cette république. Il est certain que Lycurgue employa tous les moyens qu'il put imaginer, pour obtenir une population nombreuse et saine. Il encouragea le mariage, il rendit le célibat honteux, et

il pourvut à l'entretien et à l'éducation des enfans qui viendraient à naître, aux frais du trésor public. Ses institutions se conservèrent sans altération pendant cinq cents ans. Et cependant il est clair que « l'état a péri par suite de la diminution du nombre de ses citoyens. » Pendant l'intervalle qui nous montre Sparte brillant du plus vif éclat dans les pages de l'histoire, cette république se trouvait réduite à adopter plusieurs expédiens pour augmenter le nombre de ses citoyens, en leur adjoignant des étrangers. A l'époque dont parle Aristote, les habitans libres de la capitale se trouvaient réduits de dix mille hommes à mille; et sous le règne du second Agis, cent ans environ après Aristote, on n'y comptait plus que sept cents citoyens. Voilà des phénomènes que je regarde comme entièrement incompatibles avec toute hypothèse qui voudra établir la multiplication rapide de l'espèce humaine.

CHAPITRE XI.

De la république romaine.

De Sparte passons à l'ancienne république de Rome. Les Romains sont peut-être de tous les peuples anciens celui qui a le plus étudié la population, et qui a examiné plus méthodiquement ce qui y a rapport. L'institution du cens, dont on a tant parlé récemment, comme si c'était une chose tout-à-fait moderne, a, comme le nom même, pris naissance à Rome. Le premier réglement portait qu'il serait fait tous les cinq ans un dénombrement des citoyens en état de porter les armes, ou, en d'autres termes, de tous les hommes d'un certain âge et ayant droit à jouir des priviléges de citoyen romain; et quoique cette cérémonie ait été souvent interrompue par l'effet de quelque événement extraordinaire, elle fut cependant répétée pour la soixante-douzième fois l'an de Rome 707, deux années après la bataille de Pharsale.

Comme c'est un document auquel il n'existe jusqu'à présent rien de comparable, j'ai cru devoir transcrire ici les relevés de tous les dénombremens qui nous ont été transmis par Tite-Live, en y ajoutant ceux qu'on trouve dans les précis des derniers livres de cet auteur, qui sont perdus. Je ne suis pas sûr que l'interprétation vulgaire que j'ai adoptée soit la vraie, et que les nombres cités se rapportent réellement aux citoyens en état de porter les armes; car au dénombrement pour l'an 288 de Rome on a ajouté, que c'était là le nombre exact, les orphelins des deux sexes non compris (1); et au dénombrement de Métellus pour 622, que c'était le nombre exact, les mineurs et les veuves non compris (2). Mais, quoi que ces nombres expriment, et quelle que soit l'incertitude qui existe sur ce point, ils sont d'une utilité évidente en nous mettant à même de comparer les époques entre elles. Je suis encore plus éloigné de vouloir soutenir que l'accroissement de

---

(1) Livius, Lib. III, cap. 3.

(2) *Epitome* LIX.

ces nombres, lorsqu'il se rencontre dans ces relevés, doive être uniquement attribué à la procréation, comme M. Malthus le fait au sujet de la population de l'Amérique septentrionale. Ce n'est pas mon intention d'exposer ici les différens moyens par lesquels le gouvernement de Rome recrutait le nombre de ses citoyens. Mais l'exemple illustre et singulier de la république romaine mérite au moins qu'on n'oublie point ses dénombremens, dès qu'il est question d'aborder franchement la question de la population.

Le premier cens des habitans de Rome fut fait sous Servius Tullius, sixième roi, qu'on dit avoir régné depuis l'an de Rome 174 jusqu'à l'an 219. Le relevé de ce cens donna 80,000 citoyens. Les cens postérieurs sont comme il suit :

Lustre.	An de Rome.	Nombres.
9	288	124,215
10	294	132,409
30	459	262,322
31	464	273,000
32	473	278,222
33	478	271,224
37	501	297,797

Lustre.	An de Rome.	Nombres.
38.	506.	251,221
43.	533.	270,213
44.	544.	137,107
45.	549.	214,000
47.	559.	143,074
48.	564.	258,308
51.	579.	269,015
52.	584.	327,022
55.	599.	324,000
57.	611.	328,342
58.	617.	323,000
59.	622.	313,823
60.	628.	390,736
62.	638.	394,336
68.	683.	450,000
72.	707.	150,000

C'est donc un objet de quelque importance d'examiner quelles étaient les lois de cette république relativement à la population, qui était un objet de leur constante sollicitude. L'ancienne loi qui, suivant Denys d'Halicarnasse, était en pleine vigueur l'an de Rome 277, ordonnait à tout citoyen de se marier et d'élever tous ses enfans (1). Les lois accordaient, de plus, des

(1) Dionysius, *Antiquitates*, *Lib.* IX, *sub anno.*

priviléges différens à l'homme marié, à celui qui avait des enfans, et en accordait de bien plus étendus encore à celui qui en avait trois. Le citoyen qui avait le plus grand nombre d'enfans était toujours préféré, soit qu'il sollicitât une charge, soit pendant qu'il la remplissait (1). Le consul qui avait le plus d'enfans prenait le premier les faisceaux; il avait le choix des provinces, après l'expiration de son année de consulat; le sénateur qui avait la famille la plus nombreuse était écrit le premier dans le catalogue des sénateurs, et disait au sénat son avis le premier.

L'an de Rome 622, quinze ans après la destruction de Carthage, les censeurs Métellus et Quintus Pompeius, ayant trouvé le nombre des citoyens réduit, depuis le dernier dénombrement, de 323,000 à 313,823, saisirent cette occasion pour remettre en vigueur l'ancienne loi, et arrêtèrent que, « tous les citoyens seraient forcés de se

---

(1) Tacitus, *Annales*, Lib. II, cap. 51; Lib. XV, cap. 19. Voyez aussi Lipsius, *Excursus ad Taciti Annales*, *Lib.* III. *cap.* 25.

marier, afin de procréer des enfans (1). »
Jules César, pendant son premier consulat, et depuis, adopta des mesures tendant au même but. Dans un partage qu'il fit des terres, il réserva vingt mille lots pour les citoyens qui auraient trois enfans ou plus (2), et défendit aux femmes non mariées, ou qui n'avaient point d'enfans, de porter des pierreries; « méthode excellente, dit Montesquieu, d'attaquer le célibat par la vanité (3). » Auguste alla encore plus loin : il imposa des peines nouvelles à ceux qui n'étaient point mariés, et augmenta les récompenses pour ceux qui avaient des enfans. Il fit réciter dans le sénat (4) la harangue que le censeur Métellus fit au peuple l'an de Rome 622, dont la teneur est la suivante : « S'il était possible de perpétuer l'espèce humaine sans avoir de femme, nous nous délivrerions d'un si grand mal; mais comme la nature a éta-

---

(1) Livius, *Epitome* LIX.

(2) Suetonius, Julius Cæsar, cap. 20.

(3) Esprit des Lois, Liv. XXIII, chap. XXI.

(4) Suetonius, August., cap. 89.

bli que l'on ne peut guère vivre heureux avec elles ni subsister sans elles, il est du devoir de tous de sacrifier leur repos passager au bien de l'état (1). » A quoi Auguste ajouta : « La cité de Rome, dont vous êtes si justement fiers, ne consiste point dans les maisons, les portiques, les places publiques; ce sont les hommes qui font la cité. Il ne faut pas nous attendre, comme dans les fables, à voir sortir des hommes de dessous la terre pour prendre soin de vos affaires. Mon unique objet est la perpétuité de la république; et pour y parvenir, je somme chaque membre de la communauté d'y contribuer pour sa part (2). »

C'était d'après ce même esprit que la couronne civique, qui était décernée à quiconque sauverait la vie à un citoyen romain, était considérée parmi les Romains comme la plus glorieuse de toutes les récompenses. Je ne sais pas même si la loi Porcienne, promulguée l'an de Rome 453, qui

---

(1) Aulus Gellius, Lib. I, cap. 6.
(2) Dion Cassius, Lib. LVI.

défendait de fustiger ou de donner la mort à un citoyen romain, n'a pas dû son existence, du moins en partie, à ce même principe.

Il est vrai qu'en opposition à ceci, on a souvent cité l'usage où étaient les Romains d'exposer les enfans. Mais cette exposition était assujettie à Rome à des règlemens semblables à ceux qui existaient à Sparte, d'où, suivant Denys d'Halicarnasse, les Romains doivent être regardés comme tirant leur origine (1). Si les enfans étaient difformes ou monstrueux, la loi permettait au père de les exposer; mais il fallait qu'il les montrât auparavant à cinq de ses plus proches voisins, et qu'il obtînt leur consentement.

En résumant tout ce qui dans la république romaine a rapport à cet objet, je ne vois pas pourquoi nous ne raisonnerions pas avec autant de confiance en prenant pour base les résultats des différens cens dont l'histoire romaine fait mention, qu'en nous rapportant au cens des États-Unis

(1) Voyez Montesquieu, *ubi suprà*.

d'Amérique, ou aux dénombremens de l'île de la Grande-Bretagne. Ces derniers ne datent, pour ainsi dire, que d'un jour. Le cens américain a été fait trois fois dans l'espace de trente ans; et le dénombrement de la Grande-Bretagne deux fois. Les États-Unis d'Amérique ont présenté une scène continuelle d'émigration, à laquelle rien ne peut se comparer dans l'histoire du monde. Quant à la différence entre les deux dénombremens de la Grande-Bretagne, elle peut bien s'expliquer par la nouveauté de l'opération. Mais le dénombrement des citoyens de Rome eut lieu soixante-douze fois dans le cours de cinq cents ans.

A Rome on encourageait le mariage par tous les moyens. Les magistrats mettaient leurs soins continuels à faire multiplier le nombre des citoyens. Celui des domiciliés était souvent augmenté par l'admission d'individus recrutés parmi les alliés de Rome. Et malgré tout cela, nous venons de voir à combien de fluctuations la population y était exposée sans cesse.

L'exemple d'une seule ville n'offre, sans

doute, qu'un moyen très-imparfait de juger de la multiplication de l'espèce humaine. Beaucoup de gens quittent continuellement la ville pour aller à la campagne; et un bien plus grand nombre afflue sans cesse de tout le territoire pour venir peupler la capitale. Le montant de la population doit subir des variations continuelles. C'est pourquoi je ne pense pas que le cens de Rome puisse fournir un argument démonstratif contre l'accroissement de l'espèce humaine. Mais je crois que c'est, sans comparaison, de tous les documens connus, celui qui démontre avec le plus d'évidence, que, si cet accroissement a lieu en effet, il ne peut s'opérer que par une succession très-lente, et presque insensible.

CHAPITRE XII.

Observations diverses.

Telles furent les institutions des peuples les plus célèbres de l'antiquité, et tel est le résultat de leur expérience, au sujet de la population. Cependant M. Malthus a produit certaines maximes d'une tendance bien différente, tirées des écrits de Platon et d'Aristote sur une république idéale. « D'après ces passages, dit M. Malthus, il est clair que Platon a connu parfaitement la tendance qu'a la population à s'accroître par delà les moyens de subsistance. » Et dans un autre endroit il ajoute. « Puisqu'il a cru devoir proposer la destruction de certains enfans, et régler le nombre des mariages, il faut que son expérience et la raison lui aient fait connaître la puissante influence de la loi de l'accroissement, et la nécessité de s'y opposer. » A cela, il ajoute la phrase suivante : « Aristote semble avoir

Comme c'est un document auquel il n'existe jusqu'à présent rien de comparable, j'ai cru devoir transcrire ici les relevés de tous les dénombremens qui nous ont été transmis par Tite-Live, en y ajoutant ceux qu'on trouve dans les précis des derniers livres de cet auteur, qui sont perdus. Je ne suis pas sûr que l'interprétation vulgaire que j'ai adoptée soit la vraie, et que les nombres cités se rapportent réellement aux citoyens en état de porter les armes; car au dénombrement pour l'an 288 de Rome on a ajouté, que c'était là le nombre exact, les orphelins des deux sexes non compris (1); et au dénombrement de Métellus pour 622, que c'était le nombre exact, les mineurs et les veuves non compris (2). Mais, quoi que ces nombres expriment, et quelle que soit l'incertitude qui existe sur ce point, ils sont d'une utilité évidente en nous mettant à même de comparer les époques entre elles. Je suis encore plus éloigné de vouloir soutenir que l'accroissement de

(1) Livius, Lib. III, cap. 3.

(2) *Epitome* LIX.

ces nombres, lorsqu'il se rencontre dans ces relevés, doive être uniquement attribué à la procréation, comme M. Malthus le fait au sujet de la population de l'Amérique septentrionale. Ce n'est pas mon intention d'exposer ici les différens moyens par lesquels le gouvernement de Rome recrutait le nombre de ses citoyens. Mais l'exemple illustre et singulier de la république romaine mérite au moins qu'on n'oublie point ses dénombremens, dès qu'il est question d'aborder franchement la question de la population.

Le premier cens des habitans de Rome fut fait sous Servius Tullius, sixième roi, qu'on dit avoir régné depuis l'an de Rome 174 jusqu'à l'an 219. Le relevé de ce cens donna 80,000 citoyens. Les cens postérieurs sont comme il suit :

Lustre.	An de Rome.	Nombres.
9.	288.	124,215
10.	294.	132,409
30.	459.	262,322
31.	464.	273,000
32.	473.	278,222
33.	478.	271,224
37.	501.	297,797

behemoth, du mammouth et de beaucoup d'autres; et il existe encore aujourd'hui des squelettes entiers ou des ossemens de quelques uns d'entre eux. De quel animal le mammouth aurait-il été la proie, et quel est celui qui, en se nourrissant de sa chair, a pu ainsi empêcher l'énorme multiplication de son espèce? Si le système de M. Malthus était vrai, il y a long-temps que la terre n'aurait dû être habitée que par des mammouths; ou plutôt, cet énorme animal, après avoir dévoré toutes les autres espèces, aurait dû périr lui-même, après avoir réduit le globe *à n'être qu'une vaste solitude*.

Il n'entre pas dans mon plan de poursuivre ce raisonnement relativement aux différentes espèces d'animaux. Il me suffit d'avoir suggéré une idée, dont pourront profiter des investigateurs à venir. Je rentre donc dans la question de la population humaine.

Il y a quelque chose dans le principe d'après lequel la race humaine se perpétue, de bien plus mystérieux que personne ne l'a pensé jusqu'à ce jour. Et celui qui y réfléchira mûrement, au lieu de s'étonner

que le globe ne soit pas depuis très-long-temps encombré d'habitans, et de chercher des causes vagues et indéterminées pour expliquer le peu de population existante, s'étonnera plutôt comment il se fait que la race humaine subsiste encore.

Qu'est-ce que l'expérience nous apprend à ce sujet?

Parmi les familles dont la mémoire me retrace le plus ancien souvenir, la plupart ne sont plus. Ces personnes étaient d'un âge moyen, et vivaient dans l'aisance. Pourquoi leur race est-elle éteinte? Combien est petit le nombre de ceux qui peuvent remonter en ligne droite de mâle en mâle à travers beaucoup de générations? Les personnes portant les noms de Smith, de White ou de Brown, sont, il est vrai, en grand nombre; mais ces noms n'indiquent point des familles; ils ont été donnés jadis au hasard à plusieurs. Si l'on prend, au contraire, un nom remarquable, celui de Shakspeare, de Malthus ou de Gildon, combien s'en trouvera-t-il qui le portent? Suivant le principe de l'auteur de l'*Essai sur la Population*, tous les habi-

tans de l'Angleterre auraient dû, il y a long-temps, être un peuple de nobles : chez nous la noblesse aurait dû, de même que le mammouth, parmi les animaux, avoir dévoré tout le reste; car les nobles étaient en possession de tout ce qui pouvait les engager à propager leur espèce, tandis que le cultivateur et l'artisan en manquaient presqu'entièrement. Cependant notre noblesse actuelle se compose bien certainement de familles nouvelles, dont il y a à peine quelques-unes qui l'emportent sur les bâtards de Charles II. Tel est l'ordre de l'univers. « Une génération, dit Salomon, une famille, une race d'hommes passe et une autre vient; » mais l'espèce humaine survit à ces vicissitudes. En Écosse les titres sont anciens, parce qu'ils se transmettent aux héritiers en général, et les noms de famille sont très-répandus, parce que c'était autrefois l'usage pour le chef d'une tribu de donner son nom à tous ses dépendans.

Il y a dans l'Essai de M. Malthus, un passage relatif à la ville de Berne qui vient singulièrement à propos, et qui me con-

firme dans l'opinion que j'ai toujours eue de la bonne foi de cet auteur, à tel point que je suis persuadé, que quiconque aurait assez de loisir et de pénétration, trouverait peu de difficulté à puiser dans l'*Essai sur la Population* même, les argumens pour le réfuter. Le passage en question est présenté comme un extrait tiré de la *Statistique de la Suisse*, publiée à Lausanne en 1766, en quatre volumes in-octavo. Voici le passage. « Dans la ville de Berne, depuis l'an 1583 jusqu'en 1654, le conseil souverain avait accordé le droit de *bourgeoisie* à 487 familles, dont 379 s'éteignirent dans l'espace de deux siècles, et en 1783, il n'en restait plus que 108. Pendant les cent ans, de 1684 à 1784, il y eut 207 familles bernoises d'éteintes. Depuis 1624 jusqu'en 1712, le droit de bourgeoisie fut conféré à 80 familles différentes, dont il ne subsiste plus que 58 (1). »

---

(1) Tome I, p. 484. On trouve dans Fuller, le célèbre historien des Notables d'Angleterre, à l'article Huntingdonshire, une observation qui vient ici fort à propos.

« J'ai rencontré dans la description que M. Speed donne de cette province, cet affligeant passage : *De même*

Je me suis quelquefois demandé si M. Malthus n'aurait pas puisé la première idée de progression géométrique dans un passage curieux de Blackstone, sur la consanguinité, que je vais transcrire.

« La doctrine de la consanguinité en ligne droite est assez claire et évidente; mais on éprouve d'abord quelque surprise, si l'on considère combien d'ascendans en ligne directe doit avoir chaque individu sans remonter d'un très-grand nombre de degrés : et l'on dit qu'un homme a autant de qualités différentes de sang dans ses veines qu'il compte d'ascendans en ligne directe. Il en a deux au premier degré, c'est-à-dire, son père et sa mère; il en a quatre au second, qui sont le père et la mère de son père et ceux de sa mère; il y en a huit au troisième degré, qui sont les pères de ses deux grand'pères et de ses deux grand mères; et en suivant la même règle de pro-

---

que cette ville a déchu, ainsi ses anciennes familles ont disparu, et il ne reste qu'un bien petit nombre de celles qui existaient jadis et dont les noms jouissaient d'un certain éclat avant le règne du dernier Henry. »

gression, il en compte cent vingt-huit au septième degré; mille vingt-quatre au dixième; et au vingtième, ou en remontant de vingt générations, chaque individu compte plus d'un million d'ancêtres, comme il est facile de s'en convaincre par un calcul arithmétique fort simple.

» Cela peut étonner les personnes qui ne connaissent point la puissance croissante des nombres progressifs; mais c'est une vérité palpable d'après la table suivante d'une progression géométrique, dont le premier terme est 2, le dénominateur étant également 2; ou, pour parler d'une manière plus intelligible, il est évident que chaque individu a deux ancêtres au premier degré, et que leur nombre devient double à chaque degré ascendant, puisque chacun de nos ancêtres a dû nécessairement être issu de deux autres.

Degrés en ligne droite ascendante.	Nombre d'ancêtres.
1.	2
2.	4
3.	8
4.	16
5.	32

Degrés en ligne directe ascendante.	Nombre d'ancêtres.
6.	64
7.	128
8.	256
9.	512
10.	1024
11.	2048
12.	4096
13.	8192
14.	16384
15.	32768
16.	65536
17.	131072
18.	262144
19.	524288
20.	1048576(1).»

Cependant, cet argument de Blackstone, tiré de la progression géométrique, s'appliquerait bien plus naturellement à l'hypothèse de Montesquieu de la dépopulation du monde, et prouverait plutôt que la race humaine s'avance rapidement vers son extinction, qu'il ne paraît favorable au but pour lequel M. Malthus l'a employé. On pourrait même bâtir là-dessus un sophisme

(1) V. Commentaires sur les lois d'Angleterre, Liv. II, chap. XIV. édit. anglaise.

ingénieux, tendant à prouver que l'espèce humaine doit à la longue finir par l'unité. M. Malthus aurait même dû considérer, qu'il est incomparablement plus certain qu'un homme a eu des ancêtres, qu'il ne l'est qu'il aura des descendans, et c'est encore bien plus douteux si la postérité de chaque individu ira à vingt ou à un nombre indéterminé de générations.

Il y a encore une autre observation à faire au sujet de cette citation. Blackstone démontre, il est vrai, que la population du monde est sous un certain rapport soumise à une progression géométrique; mais sa progression est essentiellement différente de celle de M. Malthus. Le commentateur des lois d'Angleterre ne prétend point fixer aucun espace de temps, aucun nombre précis d'années, pour effectuer cette duplication, tandis que l'*Essai sur la Population* soutient, non-seulement que la duplication a lieu par le seul effet de la propagation directe, ce qui est faux, mais il est encore essentiel à cette doctrine que la duplication se réalise dans un espace de temps limité et susceptible d'être fixé.

Lorsqu'en s'occupant de la population, on cherche à déterminer si le nombre peu considérable des habitans du globe doit être entièrement attribué aux ravages du vice et de la misère, il n'est certainement pas hors de propos de faire remarquer, que quelques-uns des pays que nous avons cités comme faiblement peuplés, sont du nombre de ceux qui ont joui d'une plus grande liberté et égalité, et où la misère était le moins connue. Les deux états les plus florissans de l'ancienne Grèce, étaient Sparte et Athènes; dans tous les deux les occupations laborieuses étaient exercées par des esclaves, tandis que les citoyens libres vivaient comparativement dans l'oisiveté. A Sparte il y avait peu de motifs pour se livrer à l'industrie; toutes les propriétés étaient en commun, et les citoyens y regardaient comme un déshonneur d'exercer un art. A Athènes Solon fit une exception en faveur de la sculpture et de la peinture, qui obtinrent par cette raison le titre de beaux-arts. (1)

---

(1) Hill, Essais sur l'ancienne Grèce, Essai XIII.

Quelques citoyens d'Athènes étaient entreprenans et cherchaient à amasser des richesses; mais le plus grand nombre d'entre eux vivaient satisfaits dans la condition dans laquelle ils étaient nés. On lit dans le Symposium de Xénophon un exposé curieux de l'état des Athéniens à cet égard, qu'il met dans la bouche d'un nommé Charmides : « Quand j'étais riche, dit-il, j'étais sans cesse exposé à être appelé à contribuer aux dépenses du gouvernement ou aux frais du théâtre. Je ne pouvais dépasser les confins de l'Attique sans devenir suspect aux magistrats, et je me voyais forcé de courtiser la faveur des plus vils délateurs. A présent que je suis devenu pauvre, je vais partout où je veux, je suis traité avec considération et respect par les riches, qui me regardent avec la même terreur que j'éprouvais naguère; et lorsque je suis dans le besoin, j'ai le droit d'exiger que l'état m'entretienne. » Voilà les pays propres à faire l'essai de la progression géométrique, et cet essai a été réellement fait. La constitution de Sparte s'est maintenue pendant cinq cents ans; et nous avons vu quels en furent

les résultats pour la population. Le gouvernement de Rome a peut-être été le plus heureux pour les citoyens, et il a incontestablement produit, pendant le temps qu'il a été en vigueur, les exemples les plus nombreux de véritable énergie et de vertu héroïque, de tous les gouvernemens qui ont jamais existé; et certes, personne ne citera le gouvernement de Berne parmi ceux qui ont opprimé le plus ses citoyens.

Dans les républiques grecques, l'accroissement de l'espèce humaine ne pouvait pas être restreint par la misère des citoyens, car chacun d'eux était en droit d'exiger d'être entretenu aux frais de l'état. Et à Sparte, après que chaque citoyen avait reçu ce qu'il lui fallait pour sa nourriture, il restait un nombre considérable d'Ilotes qui exécutaient tous les travaux manuels de la communauté, et qu'on ne laissait pas, à coup sûr, mourir de faim. Par conséquent les citoyens, dont j'ai déjà fait voir la diminution par des exemples frappans, étaient certainement toujours abondamment nourris; et par ce moyen, et par tous les autres qui semblent devoir être les

plus efficaces, ils étaient encouragés à propager leur espèce.

Quant à Saint-Domingue et au Pérou, tels qu'ils existaient lors de la première arrivée des conquérans européens, nos renseignemens ne sont peut-être ni parfaitement satisfaisans, ni assez exacts : mais je crois que nous en savons assez là-dessus pour pouvoir prononcer que, si ces peuples n'avaient eu d'autres garans de la stabilité de leur condition, et du bien-être de la communauté, que le vice et la misère, ils auraient certainement été bien mal pourvus à cet égard. Il n'en est pas de même pour ce qui regarde les missions du Paraguay. Ce qui les concerne est entièrement du domaine de l'histoire. Les documens ne nous manquent pas à ce sujet. Et je crois que si les argumens déduits de l'histoire générale prouvent quelque chose, il faut convenir que la doctrine de la progression géométrique a été pleinement mise à l'épreuve dans ce célèbre établissement.

Il paraîtrait que le vice et la misère ne sont pas tout-à-fait d'aussi puissans agens, et qu'ils n'ont pas fait autant pour le bien-

être de la société, que M. Malthus le pense. Tous les établissemens politiques dont nous venons de parler tâchaient de n'admettre que le moins possible de ces deux élémens; et nous n'avons pas de raison de croire qu'aucun de ces états se soit trouvé surchargé de trop de citoyens. Voilà en vérité une étrange hypothèse; elle est tellement bizarre que l'on ne conçoit pas comment elle a pu séduire un seul instant la crédulité humaine, et si horrible qu'elle serait capable de pousser au désespoir tous les êtres raisonnables. Comment est-il possible de supposer que les vices et la misère, ou, pour parler le langage expressif de M. Malthus, que « tout ce qui, à un degré quelconque, contribue à abréger le cours naturel de la vie de l'homme (1), » ait une puissance tellement active et gigantesque, qu'elle suffit pour causer la mort de trois fois plus d'enfans avant l'âge de puberté dans l'Ancien Monde qu'aux États-Unis d'Amérique, et que ce moyen soit le seul qui maintient chez

---

(1) Tom. I, p. 21.

nous la population à son niveau ; tandis que, si nous possédions autant de vertu et de bonheur que les citoyens de cette république, nous ne manquerions pas de doubler notre population en moins de vingt-cinq ans? Je crois que tout lecteur qui aura pris la peine de me suivre jusqu'ici, doit être convaincu de l'existence de quelque erreur grossière dans l'exposé que M. Malthus présente de la population de l'Amérique septentrionale : ce sera l'objet du quatrième livre de cet ouvrage de chercher à mettre au jour les sources de cette erreur.

CHAPITRE XIII.

Application des faits précédens à l'homme et à la société.

QUITTONS maintenant les sombres spéculations de M. Malthus, et tâchons de rappeler à notre souvenir la croyance vénérable de tous les âges et de tous les peuples sur ce sujet important

La doctrine de M. Malthus tend directement à faire détester et mépriser la nature humaine; ce qui est à mes yeux un crime encore plus grand que celui pour la répression duquel M. Pitt fit une loi, c'est-à-dire, le crime de *faire détester et mépriser le gouvernement du royaume uni.* Une des propositions fondamentales de cette doctrine, c'est la nécessité d'avertir les hommes du danger de se marier, sauf le petit nombre de ceux qui, au milieu des vicissitudes des choses de ce bas-monde, croiront avoir une *perspective raisonnable de pouvoir fournir aux besoins d'une famille :* et l'auteur recommande que ceux

qui se montreront sourds à cet avertissement soient, eux et les enfans qui pourront en naître, *livrés à la nature, pour qu'elle les punisse du châtiment dû à la misère.* Dieu puissant, Dieu créateur, qu'as-tu donc fait en créant l'homme, si sa race, pour ne pas devenir trop nombreuse, a besoin de si grandes restrictions, et doit être bornée par de si terribles menaces, dont on recommande même d'assurer l'exécution (1)!

Est-ce là ce que les anciens sages nous ont enseigné au sujet de l'homme que tu as créé? Écoutons-les : « Car tu l'as fait un peu moindre que les anges, et tu l'as couronné de gloire et d'honneur. Tu l'as établi dominateur sur les ouvrages de tes mains; tu lui a mis toutes choses sous les pieds; toutes les brebis et tous les bœufs, et même les bêtes des champs; les oiseaux des cieux et les poissons de la mer, ce qui passe par les sentiers de la mer (2). »

---

(1) *Essai sur la Population*, tom. III, pag. 175 et suiv., édit. anglaise.

(2) Psaume VIII.

« Je te célèbrerai de ce que j'ai été fait d'une étrange et admirable manière; tes œuvres sont merveilleuses, et mon âme le connaît bien..... Tes yeux m'ont vu lorsque j'étais comme un peloton, et toutes choses s'écrivaient dans ton livre au jour qu'elles se formaient, même alors qu'il n'y en avait encore aucune (1). »

Je ne sais s'il me sera permis de placer le langage moderne d'un auteur profane à côté de ces autorités vénérables.

Shakspeare s'exprime ainsi : « Que l'homme est un bel ouvrage! Combien sa raison est élevée, ses facultés infinies; combien ses formes et ses mouvemens sont bien réglés et admirables! Dans ses actions il semble un ange; son esprit l'élève au rang des dieux; c'est la merveille du monde, le plus admirable des animaux. »

Un auteur dont le talent est très-inférieur à Shakspeare, a cependant énoncé la même idée d'une manière admirable.

« Que j'aime à contempler tes formes!

---

(1) Psaume CXXXIX.

je vois sur toi l'empreinte de la main habile des dieux; ils ont façonné avec soin tout ton corps, et il porte dans toutes ses parties des traces manifestes de son sublime créateur (1). »

On voit donc que, dans tous les âges, on a regardé comme un des premiers devoirs du citoyen de reproduire son espèce, et de donner des descendans à l'état. La voix et la loi de la nature veulent que tout homme se réjouisse d'avoir des enfans; quoique des institutions perverties aient souvent fait que ce qui, d'après les lois du cœur et de l'esprit humain, doit paraître un bonheur, soit converti en calamité.

C'est ainsi qu'il en est toujours parlé dans les livres de la religion chrétienne.

« Telles que sont les flèches dans les mains d'un homme puissant, dit David (et il faut se rappeler que David était homme d'état, législateur et roi), tels sont les fils

---

(1) *Lee*, dans *Junius Brutus*.
I like thy frame : the fingers of the Gods
I see have left their mastery upon thee ;
They have been tapering up thy human form ;
And the majestic prints at large appear.

d'un père dans la fleur de son âge. Heureux l'homme qui en a rempli son carquois! Ils ne rougiront point de honte, quand ils parleront avec leurs ennemis à la porte (1). »

Et dans le psaume suivant : « Heureux quiconque craint l'Éternel, et marche dans ses voies! Ta femme sera dans ta maison comme une vigne abondante en fruit, et tes enfans comme des plants d'oliviers autour de ta table (2). »

Salomon, fils et successeur de David, était évidemment de la même opinion. Voici son langage : « Les enfans des enfans sont la couronne des vieillards, et les pères sont la gloire des enfans (3). »

L'auteur du livre juif des Juges nous fait connaître son opinion à cet égard, par la manière dont il raconte un fait. Il ne nous a laissé sur Habdon, l'un des juges, qu'une seule courte phrase qui le dépeint en langage patriarcal. «Il eut quarante fils et trente

---

(1) Psaume CXXVII.
(2) Psaume CXXVIII.
(3) Proverbes, chap. XVII.

petits-fils, qui montèrent sur soixante et dix ânons. »

Nous avons déjà fait voir que tous les grands législateurs et les hommes d'état éclairés ont de tout temps envisagé la population sous le même point de vue que nous l'avons fait. Il n'y a guère qu'un petit nombre d'auteurs qui, se livrant dans leurs cabinets à de pures spéculations, tels que Platon, Aristote ou Malthus, aient considéré la chose sous un autre aspect.

Le langage d'Auguste est celui de tous les politiques pratiques. « La cité de Rome ne consiste point dans les maisons, les portiques, les places publiques; ce sont les hommes qui font la cité. L'objet de ma sollicitude c'est de perpétuer la république; c'est pourquoi je somme chacun des membres de la communauté d'y contribuer pour sa part. »

L'auteur aimable et éclairé de Télémaque s'exprime en ces termes (C'est un conseil que Mentor adresse à un roi dont les fausses idées de grandeur et de renommée avaient corrompu le cœur): « Sachez que vous

n'êtes roi qu'autant que vous avez des peuples à gouverner; et que votre puissance doit se mesurer, non par l'étendue des terres que vous occuperez, mais par le nombre des hommes qui habiteront ces terres, et qui seront attachés à vous obéir. Possédez une bonne terre, quoique médiocre en étendue; couvrez-la de peuples innombrables, laborieux et disciplinés; faites que ces peuples vous aiment : vous êtes plus puissant, plus heureux, et plus rempli de gloire, que les conquérans qui ravagent tant de royaumes (1). »

Sir Richard Steèle, dans le *Spectateur* (2), a traité le même sujet avec ce sentiment exquis et cette vraie bonhomie dans lesquels il excelle si merveilleusement. « Il y a (dit-il, en parlant au nom d'un correspondant imaginaire), un autre avantage accidentel dans le mariage et dont j'ai eu ma part, c'est-à-dire, d'avoir beaucoup d'enfans. Je regarde cela comme un grand bonheur. Lorsque je

---

(1) Télémaque, Liv. XII.

(2) Numéro 500.

vois ma petite troupe devant moi, je me réjouis de l'accroissement que j'ai donné à mon espèce, à mon pays et à ma religion, et je me réjouis d'avoir produit un tel nombre de créatures raisonnables, de citoyens et de chrétiens. Je me plais à me voir ainsi perpétué; et comme il n'y a point de production qui soit comparable à celle d'une créature humaine, je suis plus fier d'avoir contribué à donner le jour à dix êtres semblables, que si j'avais bâti à mes frais une pyramide, ou publié autant de volumes remplis de l'esprit le plus fin et du savoir le plus profond. »

Combien cela est consolant! C'est rentrer dans la nature et revenir aux sentimens de l'humanité. C'est la faculté accordée à l'homme d'être homme, c'est lui permettre de développer son être, d'embrasser toutes les ramifications de l'existence sociale. Qu'on cesse de calomnier le système de l'univers. Il existe une sublime harmonie entre l'homme considéré comme individu, et les hommes pris collectivement. Nos affections privées et nos sentimens pour la chose publique, l'amour de soi et de tout ce qui

nous tient de plus près, l'amour de la patrie et l'amour de l'humanité, tout cela tend également à un même but. Ces deux ordres d'intérêts coïncident ensemble dans toute l'étendue de leur développement.

Depuis vingt ans, le cœur des habitans de notre île s'endurcit par suite des théories de M. Malthus. Il m'est impossible de prévoir quel effet permanent cela pourra avoir sur le caractère des Anglais : mais je suis sûr qu'il faut se hâter d'y opposer une barrière. Depuis quelque temps on tâche de persuader à la nation, ou du moins à toutes les personnes qui s'occupent d'économie politique, et qui certes ne sont pas les membres les plus méprisables de la communauté, qu'il faut regarder de mauvais œil toute créature humaine, et surtout les petits enfans. Une femme enceinte se promenant dans les rues est, d'après cette doctrine, une chose vraiment alarmante. Le père d'une famille nombreuse, s'il appartient aux classes inférieures de la société, est devenu à nos yeux un objet odieux. Nous ne pouvons plus envisager un être humain, ainsi que le ferait un peintre,

comme un objet délicieux de contemplation, ou le regarder, avec le moraliste, comme une machine admirable ſaite pour orner et embellir la terre, ou, avec le théologien, comme une créature douée d'une âme digne du salut, et destinée à jouir de la ſélicité d'une existence immortelle. En voyant un individu, notre première question, dont la solution paraît extrêmement difficile, est de savoir comment on ſera pour le nourrir. Il ne lui suffit pas d'être né avec les organes et les membres au moyen desquels on peut produire une subsistance surabondante. Il ne suffit pas qu'il existe assez de terrains pour nourrir beaucoup de millions d'hommes par-delà la population actuelle du globe. Nous sommes réduits (oh! déplorable esclavage!) à nous informer si l'individu en question est né parmi les classes les plus aisées de la société, s'il est le fils d'un père ayant *une perspective raisonnable de pouvoir entretenir une famille*. En un mot, on nous apprend chaque jour à calomnier le système de l'univers, et à croire que le premier des devoirs qui nous sont imposés est d'empêcher qu'il ne

vienne au monde un trop grand nombre de créatures humaines; de ces créatures qui furent le dernier ouvrage de Dieu, et qui sont le seul ornement et le vrai complément du globe que nous habitons!

La tendance principale de l'ouvrage de M. Malthus est en effet de nous détourner de faire le bonheur de l'espèce humaine; son bonheur devant, d'après cet auteur, conduire inévitablement aux conséquences les plus funestes. Il nous présente une certaine portion de vice et de misère comme étant le préservatif indispensable pour la société, mais en même temps il n'ose pas nous dire combien il en faut de ces élémens meurtriers. Sa doctrine conduit directement à renverser tout ce qui avait été jusqu'à ce jour regardé comme la vraie doctrine politique, ou la véritable philosophie morale. En détruisant donc les théories de M. Malthus, la science de la politique se trouve de nouveau rendue à son véritable et légitime objet, c'est-à-dire, à rechercher comment les hommes en société peuvent, par tous les moyens imaginables, parvenir au bonheur. Renonçons donc, et pour tou-

jours, à la froide insensibilité qui a déshonoré le commencement du dix-neuvième siècle, et au lieu d'un cœur de roche, montrons que nous avons des cœurs humains qui palpitent et sympathisent avec toutes les sensations qui peuvent affecter ou agiter chacun de nos semblables.

La loi qui défend le meurtre a deux sources. D'abord, comme toute loi est ou doit être l'expression de la volonté de la communauté, le meurtre est défendu, parce que la sûreté de chacun constitue l'intérêt de tous, et que le crime commis sur un individu, peut bientôt tomber sur moi-même et sur tout autre. Sous ce point de vue la loi est fondée sur un calcul d'intérêt personnel, considéré de la manière la plus restreinte. Mais la loi a également pour base le profond sentiment de la dignité de l'homme et de ce qu'il vaut, considéré d'une manière abstraite ; ce sentiment, confirmé par la raison, a été reconnu par tous les législateurs éclairés, ainsi que nous l'avons déjà fait voir. « Celui qui tue un homme, tue une créature raisonnable, l'image de Dieu. » Ou comme dit le poëte :

« Si j'éteins ta lumière, ô toi, ministre flamboyant! je puis à mon gré te la rendre de nouveau. Mais ta flamme une fois éteinte, ô modèle merveilleux de la nature sublime! je ne connais point de feu céleste qui ait le pouvoir de la rallumer (1).

L'habitude de faire peu de cas de la vie des hommes, a été la source de tous les crimes des ministres et des guerriers. Nous savons qu'il y a eu des monopoleurs qui, pendant une famine, ont accaparé tout le blé d'un pays, et ont vu avec indifférence périr autour d'eux des milliers de malheureux, tandis qu'ils amassaient une immense fortune. Bonaparte, en 1812, conduisit en Russie une armée de près de 400,000 hommes, et, après une campagne de quatre mois, il eut de la peine à se sauver de sa personne en revenant seul à Paris, tandis qu'à peine un faible débris de son armée

---

(1) Voici les vers anglais :

If I quench thee, thou flaming minister,
I can again thy former light restore,
Should I repent. But once put out thy light
Thou cunningest pattern of excelling nature,
I know not where is that promethean heat,
That can thy light relume.

avait survécu aux désastres dans lesquels il les avait entraînés. Il courait après la gloire. Mais les disciples de M. Malthus, agissent p resque sans motif; ils marchent avec tout le sang-froid des calculateurs, sans attendre d'être récompensés en cas de réussite, par les richesses ou la renommée. Le moyen par lequel l'auteur de l'*Essai sur la Population* voudrait comprimer l'accroissement de la population, il l'a lui-même résumé dans les termes suivans, qui sont très-significatifs (1) : « toute cause qui contribue à un degré quelconque, à abréger la durée naturelle de la vie de l'homme; » ce qui, en d'autres termes, veut dire, tout ce qui, à l'aide des maladies, des douleurs, de la faim, des peines et des calamités, fait dépérir et consume peu à peu le fil de l'existence, au milieu des angoisses et des souffrances.

Par bonheur le système de l'univers est innocent dans tous ces calculs. Un philantrophe sans expérience pourrait souhaiter

---

(1) Tom. I, p. 21, édit. anglaise.

que l'espèce humaine se reproduisît facilement. En jetant les yeux sur ces immenses terrains de notre globe qui, depuis des siècles restent incultes et abandonnés, et considérant que, par le calcul le plus modéré, la terre pourrait nourrir vingt créatures humaines pour chacune de celles qui composent aujourd'hui cette poignée d'hommes épars sur la surface de la terre, il pourrait souhaiter qu'il y eût un moyen rapide de peupler ces solitudes désolées. Parmi les écrivains spéculatifs qui ont accordé à la nature de l'homme le pouvoir de se multiplier, à peine s'en est-il trouvé un seul qui, avant les derniers vingt ans, ait prévu qu'il pourrait en résulter le moindre mal. La puissance à laquelle l'espèce humaine doit son existence, en a disposé autrement. Deux causes peuvent rendre une chose précieuse. L'une c'est sa beauté et son excellence intrinsèque; et l'autre, la difficulté de se la procurer. Ces deux considérations concourent à rehausser le prix de la nature humaine. Car, non-seulement l'homme est *fait d'une étrange et admirable manière*, doué d'une beauté achevée et de grâces

incomparables, en ne contemplant que ses formes extérieures, et par l'opération de son esprit capable d'exécuter les choses les plus excellentes et les plus merveilleuses; mais, de plus, c'est encore un problème si notre espèce peut augmenter en nombre. Cela doit donc nous avertir de faire le plus grand cas d'une créature aussi précieuse que l'homme, de le nourrir dans le besoin, de le secourir dans la détresse, de le soulager par toutes sortes de soins et de libéralités, sans que rien puisse nous engager à dissiper un trésor qui est infiniment plus précieux que toutes les mines du Pérou; et, ce qui est le plus important, nous devons consacrer toutes nos veilles à méditer constamment sur les moyens que notre esprit pourra nous suggérer, pour parvenir à élever cette créature, la seule sur la terre qui soit douée d'invention, cet être susceptible d'un perfectionnement illimité, à un degré de perfection, tant pour la sagesse que pour le bonheur, soit en le considérant comme individu, soit dans ses rapports avec la société.

RECHERCHES

SUR

LA POPULATION.

LIVRE SECOND.

De la faculté que l'espèce humaine a d'augmenter en nombre, et des bornes de cette faculté.

CHAPITRE PREMIER.

Preuves et autorités en faveur de la doctrine de M. Malthus.

Le but que je me suis proposé dans le livre précédent a été de rassembler toutes les idées que l'on pouvait se former relativement à la population, d'après le nombre réel des habitans de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique méridionale

dans les temps anciens et modernes, autant qu'il est possible d'obtenir des notions tant soit peu exactes sur cette matière; afin de pouvoir juger ensuite du degré de probabilité résultant de ces faits, pour ou contre la théorie de M. Malthus. J'ose croire, que tout lecteur qui m'aura suivi jusqu'ici, doit être convaincu, autant qu'on peut raisonner d'après les probabilités, que rien n'est plus invraisemblable ni plus directement en opposition avec les faits transmis par l'histoire, que les principes de l'*Essai sur la Population*.

Maintenant je vais tâcher d'examiner la question d'une manière plus approfondie et plus scientifique, en cherchant à déterminer quelle est la loi de la nature humaine relative au nombre des individus de notre espèce, soit qu'il s'accroisse ou non, autant que cette loi peut être déduite des différens documens et tables statistiques, que la curiosité des gouvernemens, ou l'activité des auteurs qui ont écrit sur des objets d'économie politique, ont rassemblés et rendus publics.

Tout le système et toute la doctrine de

l'Essai de M. Malthus se fonde sur une proposition très-simple, c'est-à-dire, que les créatures humaines tendent à multiplier par-delà les moyens de subsistance ; et il croit évidemment accorder à ses adversaires beaucoup plus qu'ils n'auraient droit d'exiger dans la discussion, en disant que « la population, partout où elle a un libre essor, va en croissant du double tous les vingt-cinq ans, ou augmente en proportion géométrique (1); tandis que « les moyens de subsistance, dans les circonstances les plus favorables à l'industrie humaine, ne peuvent s'accroître plus rapidement que dans une proportion arithmétique (2), » c'est-à-dire « en augmentant tous les vingt-cinq ans d'une quantité égale à la masse primitive des produits (3). »

Pour rendre cette idée plus intelligible à tous ses lecteurs, M. Malthus s'attache ensuite à exposer les effets de ces deux progressions en chiffres, et il fait l'observation

---

(1) Tom. I, pag. 9.
(2) *Ibid.* pag. 14.
(3) *Ibid.* pag. 13.

suivante : « Si nous prenons toute la terre pour base de notre calcul, l'émigration en sera par conséquent exclue. Or supposons que la population actuelle du globe soit d'un milliard ; l'espèce humaine, tant que le principe de population aura un libre essor, devra augmenter tous les vingt-cinq ans, comme les nombres 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, et les subsistances, comme 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9. Dans deux siècles la population serait aux moyens de subsistance comme 256 à 9; dans trois siècles, comme 4096 à 13; et dans deux mille ans la différence deviendrait presque incalculable (4). »

Si la proposition de M. Malthus est remarquable par sa simplicité, les preuves qu'il en donne ne le sont pas moins par leur brièveté. (1) Je crois qu'elles se trouvent toutes renfermées dans la phrase suivante : « Dans les états septentrionaux de l'Amérique

(1) *Ibid.* pag. 15.

(2) Dans l'introduction au Ier. Livre, j'ai dit « Il ne prouve pas ce qu'il avance, et il ne cherche pas même à le prouver ; » ce qui est parfaitement exact.

(il veut dire, je suppose, les parties septentrionales de la république connue sous le nom d'États-Unis de l'Amérique du nord), on a reconnu que la population a augmenté constamment du double depuis plus d'un siècle et demi, en moins de vingt-cinq ans (1). » Et il ajoute bientôt : « Voilà un degré d'accroissement établi par le concours de tous les témoignages; et il a été souvent constaté que cet accroissement provenait uniquement de la procréation (2). »

Voilà la seule et unique base d'où dépend la stabilité de toute la doctrine de M. Malthus. Il a toutefois ajouté quelques autorités, sur lesquelles il fonde l'espoir d'engager le public à admettre ses opinions. Les voici :

1°. Le docteur Franklin. Voici comment cet auteur s'exprime dans le passage cité par M. Malthus (3) : « Il n'existe d'autres bornes à la faculté prolifique des plantes et des animaux que celles qui proviennent de leur trop grand entassement, par l'effet

---

(1) Pag. 7.
(2) Pag. 9.
(3) Pag. 3.

duquel ils s'enlèvent mutuellement leurs moyens de subsistance. Si la terre était dépouillée de plantes on pourrait l'ensemencer graduellement d'une seule graine, de fenouil par exemple, et l'en *couvrir entièrement : et si le globe était* dépourvu de presque tous ses habitans, il pourrait, dans peu de générations, être repeuplé entièrement par une seule nation, l'anglaise, par exemple. »

Ce passage est tiré d'un essai, intitulé : *Observations relatives à l'accroissement de l'espèce humaine, et à la manière dont se peuplent les pays*, etc. Il comprend neuf pages de la dernière édition des *OEuvres de Franklin*, publiée en 1806 (1), et il fut écrit en 1731, l'auteur étant alors âgé de vingt-cinq ans.

2°. Le docteur Ezra Styles. Cet ecclésiastique publia à Boston dans la Nouvelle-Angleterre, en 1761, un sermon sur l'union des chrétiens, « duquel M. Malthus a pu se procurer quelques extraits (2). » Il paraît que le docteur Styles, « en parlant de Rhode-

---

(1) Tom. II, pag. 383.

(2) *Essai sur la Population*, tom. II, p. 194.

Island, dit que, quoique la période de duplication de la population soit de vingt-cinq ans pour toute la colonie, cela diffère selon les parties du pays, la période en question n'étant dans les terres de l'intérieur que de vingt ans, et même de quinze (1). »

3°. Le docteur Price (2). Cette autorité ne paraît pas cependant être distincte de la précédente. Dans une lettre adressée au docteur Franklin, lue à la société royale de Londres, le 27 avril 1769, publiée dans le tome LIX des *Transactions philosophiques*, et réimprimée par l'auteur dans ses Observations sur les payemens reversibles, le docteur Price écrit à son correspondant dans les termes suivans : « Une duplication de la population en quatre-vingts ans, n'est, comme vous le savez bien (il avait probablement en vue les *Observations* du docteur Franklin sur l'accroissement de l'espèce humaine, que nous avons citées ci-dessus), qu'un bien faible accroissement, comparé à ce qui a lieu dans nos

(1) *Essai sur la Population* tom. I, p. 7; tom. II, pag. 194.

(2) *Ibid.* tom. II, pag. 3, 7e. édition.

colonies d'Amérique (1). » Au bas de la page le docteur Price renvoie le lecteur, pour de plus amples renseignemens, au sermon du docteur Styles.

4°. Euler, qui, dans une table insérée dans le *Gottliche Ordnung* de Sussmilch, « suppute, en calculant les décès à un sur trente-six, que si les naissances sont aux décès dans le rapport de 3 à 1, le temps nécessaire pour doubler la population ne sera que de douze ans et quatre cinquièmes (2). »

5°. Sir William Petty, qui « suppose que la duplication peut s'effectuer dans une période au-dessous de dix ans (3).

N'étant pas satisfait des autorités citées par M. Malthus, je lui adressai la lettre suivante :

Le 24 octobre 1818.

Monsieur,

Je suis en ce moment occupé à faire un examen attentif de votre *Essai sur la Po-*

---

(1) *Price's Observations*, tom. II, pag. 49.

(2) *Essai sur la Population*, tom. I, pag. 8.

(3) *Ibid.* M. Malthus nous renvoie à l'*Arithmétique politique* de sir W. Petty, où le passage n'est pas. Il se trouve dans son Essai sur l'accroissement de la ville de Londres.

pulation, et il est probable que je ferai imprimer quelque chose à ce sujet, c'est pourquoi je prends la liberté de vous prier d'avoir la complaisance de me faire une réponse à la question suivante.

Vous dites, page 7 du tome I, de la cinquième édition : « Dans les états septentrionaux de l'Amérique, il a été constaté que la population, depuis plus d'un siècle et demi, a augmenté constamment du double en moins de vingt-cinq ans. » Auriez-vous la bonté de me dire par écrit quelle est votre autorité pour une telle assertion?

Je suis avec beaucoup de respect,
Monsieur,
Votre très-obéissant serviteur
W. Godwin.

M. Malthus me fit sur-le-champ la réponse suivante :

Collége des Indes-Orientales.

Hertford, le 25 octobre, 1818.

Mon cher Monsieur,

En consultant le passage que vous citez dans votre lettre, je vois que les autorités

sur lesquelles je me suis principalement appuyé, sont les renseignemens produits par le docteur Price dans ses *Observations sur les payemens reversibles*, page 282 et suivantes (1), et la brochure du docteur Styles, à laquelle il se rapporte particulièrement. J'ai eu depuis sous les yeux quelques relevés et quelques calculs, qui réduiraient à vingt ans la duplication depuis les premiers établissemens en Amérique jusqu'à l'année 1800. Mais je m'aperçois que, dans la cinquième édition, il y a erreur dans la citation, qui devrait être liv. II, chap. 13, au lieu de chap. 11.

Je pourrais vous renvoyer à cette note, qui se trouve dans le tome II, page 194 de la cinquième édition, où vous verriez les principales autorités dont je me suis étayé à l'époque où j'ai publié l'édition in-4°. ; mais depuis ce temps l'ouvrage récemment publié par T. Pitkin, sous le titre *d'Aperçu statistique des États-Unis*, et contenant les trois dénombremens réguliers de 1790, 1800

(1) Je crois que c'est dans le tome II, pag. 3 de la 7e. édition.

et 1810, ainsi qu'une estimation de la population en 1749, fait plus que confirmer ce que j'avais avancé. En comparant le cens de 1790 avec celui de 1810, on voit que dans l'intervalle de l'un à l'autre la population a augmenté du double en vingt-trois ans environ; et, à dater de l'estimation de 1749, dans un espace de temps égal ou moindre. Un tel accroissement laisse encore assez de marge pour les émigrés venant des pays étrangers.

Je suis sincèrement votre, etc.

T. MALTHUS.

CHAPITRE II.

Examen des autorités citées par M. Malthus.

Ayant ainsi réuni toutes les autorités que M. Malthus a produites, ou qu'il est en état de produire en faveur de ses propositions fondamentales, voyons maintenant quel est leur poids et leur valeur.

Commençons par le docteur Franklin. Ce qu'il dit au sujet du fenouil est extrêmement vague, et je ne pense pas que personne puisse donner à une telle assertion dénuée de preuves la force d'une démonstration. Si j'avais entendu ce propos pour la première fois dans la conversation avant d'y avoir réfléchi, j'y aurais répondu par un *très-probablement*, et rien de plus. La proposition est en effet assez spécieuse, mais les apparences sont souvent trompeuses, et ce qui semble probable n'est pas toujours vrai. Nous ne connaissons pas assez l'histoire naturelle du fenouil et de sa graine, pour pouvoir prononcer d'une manière décisive. Celui qui entreprendrait de faire venir du

fenouil sur toute la surface de la terre, et qui se croirait assuré de réussir dans sa tentative, serait à mes yeux un homme très-hardi.

Mais lorsque le docteur Franklin part de cette assertion très-hasardée sur le fenouil pour ajouter que, « si la terre était dépourvue d'autres habitans, elle pourrait être peuplée de nouveau par un seul peuple, les anglais, par exemple, » il va en vérité bien loin. Il existe une grande différence entre l'ensemencement d'une graine, et la multiplication des hommes. J'ai moi-même compté quatre-vingts grains de blé, dans une seule tige, provenant d'une seule semence dans le cours d'une saison. L'ensemencement des plantes est une opération si simple, qu'on croit pouvoir en calculer les résultats avec quelque certitude. Et pourtant, j'avoue que j'éprouve encore quelques doutes sur les millions d'arpens couverts de fenouil.

La multiplication de l'espèce humaine est pourtant une chose toute différente, et qui obéit à d'autres lois. Bien des gens ont cru que notre espèce augmentait en nombre; mais, jusqu'à l'an 1731, personne n'avait

osé décider dans quelle proportion ce accroissement s'opérait. Il se peut que mes nerfs ne soient pas aussi robustes que ceux du docteur Franklin et de M. Malthus, mais j'avoue que si, par quelque terrible catastrophe, l'espèce humaine venait à disparaître de toutes les parties du globe, notre île exceptée, je ne voudrais pas être témoin de l'expérience qui apprendrait si le monde pourrait ou non se repeupler uniquement d'Anglais.

J'ignore comment le monde a été peuplé dans l'origine. On nous dit que nous provenons tous d'un seul couple : mais il ne nous est point permis de tirer de cette mémorable histoire, des raisonnemens applicables aux événemens qui se passent sous nos yeux dans le cours de la vie. La création du monde, et la manière dont la terre a été peuplée, d'après la Genèse, sont des miracles. L'établissement de chaque peuple et la dispersion des nations y sont représentés comme ayant été opérés immédiatement par la main du créateur. D'ailleurs, il y est dit aussi, que la vie humaine avait dans l'origine une durée de près de mille ans; et cela suffit

pour faire une énorme différence dans la loi de la multiplication de l'espèce.

Mais le docteur Franklin et M. Malthus sont, l'un et l'autre, des calculateurs et des philosophes. Ils ne prétendent point invoquer le témoignage des miracles pour prouver la vérité de leurs théories. M. Malthus surtout fait un ample usage des tables statistiques, et des registres des naissances, des mariages et des décès recueillis dans ces derniers temps; je compte bientôt aussi les examiner à mon tour.

Le docteur Franklin s'est acquis, j'en conviens, une grande renommée. Mais lorsqu'il hasarde des assertions aussi chimériques que celles qu'on vient de citer, et surtout lorsque je songe aux conséquences épouvantables et décourageantes que M. Malthus en a déduites, je me vois forcé de dire qu'un grand nom n'est rien pour moi; et que je crois devoir soumettre ses opinions à un strict examen.

Le docteur Franklin a surtout droit à notre attention, car c'est lui qui le premier avança la proposition, que les peuples de l'Amérique septentrionale mul-

tipliaient tellement par la propagation, que « leur nombre augmentait du double tous les vingt ans. » Le docteur Franklin, né à Boston, était un patriote américain des plus chauds, et l'écrit duquel ces extraits ont été tirés, fut composé expressément dans le but de rehausser l'importance et la gloire de son pays.

Voici la manière dont il soutient son hypothèse au sujet de la population de l'Amérique. « Si on ne compte en Europe qu'un seul mariage annuel sur chaque cent personnes, nous pouvons peut-être en compter deux; et si en Europe on ne calcule que quatre enfans par mariage (1), je crois que chez nous on peut en compter huit. » Il aurait été à désirer que le docteur Franklin nous eût donné les raisons d'une si prodigieuse supériorité dans la fécondité du lit nuptial au delà de l'Atlantique. Cela

(1) La connaissance du fait, que le nombre moyen des enfans mis au monde est de quatre par mariage, paraît être un des plus anciens axiomes d'économie politique. Derham, dans sa Théologie Physique, Livre IV, chap. x, de la cinquième édition, a construit une table pour différentes parties de l'Europe, fondée, à ce qu'il nous dit, sur les observations que le major Graunt fit sur les registres

tient-il au climat? Le docteur Franklin dit quelque chose au sujet des mariages tardifs en Europe, et nous nous en occuperons bientôt. Mais il n'est guère croyable qu'il ait pu supposer toutes les femmes qui se marient en Europe assez vieilles pour ne pouvoir donner le jour qu'à la moitié des enfans que mettent au monde les femmes américaines. Si l'écrit en question ne portait point de date, je l'aurais cru composé par son auteur avant d'avoir atteint l'age de vingt-cinq ans.

Il est assez curieux que la seconde autorité, sur la foi de laquelle M. Malthus veut que nous admettions ses propositions fondamentales, soit un sermon qui a été prêché il y a soixante ans, par un prédicateur puritain dans le Connecticut, et que M. Malthus n'a jamais lu.

Pour connaître au juste la valeur de l'autorité de sir William Petty, il convient de

---

des décès, et sur les remarques de M. King sur le premier des Essais du docteur Davenant, dont il tire la même conclusion : il en déduit que les nombres de l'espèce humaine ont été presque toujours stationnaires depuis que la miraculeuse longévité des hommes eut cessé, laquelle, dit-il, « était absolument nécessaire pour peupler plus promptement le monde nouveau. »

citer ses propres paroles. « Supposons qu'il y ait 600 personnes ; ce nombre peut produire, d'après la possibilité naturelle, 75 naissances par an. Car, d'après quelques observations récentes, les femmes fécondes ayant environ de 15 à 44 ans, sont 180 sur les 600, et les mâles, agés de 18 à 59, sont aussi à peu près 180 ; et chaque femme féconde peut mettre au monde un enfant tous les deux ans : il s'ensuit donc évidemment que les naissances peuvent être de 90 par an, et en en déduisant 15 pour les maladies, les avortemens avant terme et la stérilité naturelle, il restera 75 naissances, ce qui est la huitième partie de la population ; mais quelques observations nous prouvent que les naissances ne forment qu'un trente-deuxième de la population, c'est-à-dire le quart de ce qui, comme on vient de le faire voir, est naturellement possible. Or, suivant ce raisonnement, si les naissances annuelles sont de 75 sur 600, les décès n'étant que de 15, dans ce cas l'accroissement annuel de la population sera de 60, et par conséquent elle pourra augmenter du double en 10 ans. »

Dans ce passage on suppose trois choses : la première, c'est le nombre de femmes fécondes dans une population donnée ; la seconde, le nombre annuel des décès ; et la troisième, le nombre annuel des naissances, qui, selon sir William Petty, est dans « la possibilité naturelle. » Sans chercher à connaître jusqu'à quel point les nombres sont exacts dans les deux premiers cas, la première chose qui mérite notre attention c'est que ces nombres nous sont présentés comme étant le résultat d'observations positives, tandis que pour ce qui regarde le troisième cas, l'auteur, de son propre aveu, se jette dans les régions des possibilités. Ces choses cependant ne se ressemblent guère.

Que veut dire sir William Petty par « possibilité naturelle ? » Que savons-nous des possibilités et de l'histoire naturelle de l'homme, si ce n'est d'après l'observation pratique ? Sir William Petty suppose que chaque femme âgée de 15 à 44 ans est, ce qu'il appelle féconde ou, en d'autres termes, capable de mettre au monde un enfant tous les deux ans, et que 15 sur 90 est une déduction suffisante pour la stérilité naturelle,

pour les avortemens, et pour toutes sortes de maladies quelconques auxquelles les femmes sont exposées, et qui peuvent pendant quelque temps les rendre incapables de concevoir. Il suppose de plus, que chaque femme peut devenir mère de quatorze enfans, ou, pour parler plus correctement, de quatorze enfans et demi; car les femmes nubiles se trouvent constamment dans la proportion de 180. Le nombre des enfans étant tel que l'énonce sir William Petty, il est clair que chaque femme féconde ou, en d'autres mots, chaque femme ayant de 15 à 44 ans, doit mettre au monde un enfant tous les deux ans. Où sir William Petty a-t-il découvert cela? Et si je disais à mon tour, qu'il est *naturellement impossible* que chaque femme ayant l'âge cité, puisse faire ce dont il est question, n'aurai-je pas de mon côté, autant et même beaucoup plus de raison?

C'est assez dire sur la duplication possible de l'espèce humaine dans le court espace de dix ans, tel que l'a conçue sir William Petty.

Je vais maintenant examiner l'autorité

d'Euler, lequel, selon M. Malthus, « a calculé, que la mortalité étant de 1 sur 36, et les naissances étant aux décès dans le rapport de 3 à 1, la période de duplication ne serait que de 12 ans et $\frac{4}{5}$. »

Le nom d'Euler est en vérité d'un grand poids. C'est un des mathématiciens les plus distingués des temps modernes, et il est digne d'être mis au rang des plus grands génies qui ont excellé dans cette science. Mais nous allons voir que c'est presque sans motif que le nom d'Euler figure dans la question qui nous occupe. Je suis même convaincu que, s'il avait pu prévoir quel usage on ferait de son autorité, il aurait pris toutes les précautions pour qu'on ne s'en servît pas pour donner du cours à des théories sans fondement.

Euler n'a jamais écrit d'ouvrage sur la population de la terre ni sur la multiplication de l'espèce humaine. S'il l'eût fait, je suis bien sûr qu'il aurait déployé dans cette recherche toute la sagacité de son esprit, et la persévérance de son caractère. Les difficultés ne l'auraient point découragé; il aurait consacré des années entières à re-

cueillir par de pénibles soins tous les documens et toutes les tables qu'il aurait pu se procurer, et aurait cherché en les comparant soigneusement, à en déduire des résultats généraux dignes d'inspirer de la confiance aux générations à venir.

Comment donc le nom d'Euler se trouve-t-il introduit dans la question dont traite M. Malthus?

Un auteur aux travaux duquel nous devons beaucoup de reconnaissance, et qui paraît avoir mis une grande persévérance dans l'exécution de son entreprise, Jean Pierre Sussmilch, membre de l'académie royale des sciences de Berlin, a écrit un ouvrage, sous le titre de; *Die Gottliche Ordnung etc; ou l'Ordre de la Divine Providence, tel qu'il se manifeste par les naissances, les décès et l'accroissement de l'espèce humaine*, qui parut pour la première fois en 1765, en deux volumes in-octavo, et que l'auteur a depuis augmenté d'un troisième volume. Cet ouvrage est rempli de tables statistiques, et son auteur s'est donné des peines infinies pour recueillir tous les documens qui pouvaient jeter du

jour sur son sujet. L'ouvrage est par conséquent d'un grand prix comme livre à consulter. Le but avoué de Sussmilch a été d'abord de démontrer la possibilité d'un accroissement de la population de la terre, et en second lieu, de conseiller l'adoption des moyens que son esprit lui suggérait comme étant les plus propres à réaliser cet accroissement.

Le mérite principal de cet écrivain c'est la patience et la persévérance; et il semble avoir éprouvé une louable défiance de ses propres talens en des matières du ressort du calcul mathématique : c'est pourquoi il s'adressa à Euler. Euler était un homme de la plus haute réputation dans les sciences exactes, et avait été chargé par Frédéric II au commencement de son règne, de coopérer à la réforme de son académie et de lui donner une vie et une activité nouvelles. Euler, avec la générosité qui devrait toujours caractériser l'homme de génie, se prêta de bonne grâce aux désirs de l'académicien son collègue. Pour cela il ne lui était nullement nécessaire d'approfondir la question de la population; aussi ne tenta-

t-il pas de le faire. Il ne répondit que de l'exactitude de ses calculs. Sussmilch lui soumit certaines questions, et des suppositions gratuites et arbitraires relatives à une multiplication imaginaire de l'espèce humaine; Euler opéra sur ces quantités. Chacun peut donc juger aisément combien le nom d'Euler est cité mal à propos dans le cas présent comme faisant autorité. C'est comme si l'on citait Bonnycastle dans son *Introduction à l'Algèbre*, pour prouver qu'un particulier a payé un cheval quatre millions cinq cent mille livres sterling, parce que cet auteur a démontré que, en admettant une certaine supputation, tel aurait été réellement le prix du cheval.

La computation d'Euler à laquelle se rapporte M. Malthus, est ainsi qu'il suit : « En supposant qu'il y ait dans un pays 100,000 personnes vivantes, et que la mortalité annuelle soit d'un sur trente-six, dans ce cas, en supposant que le rapport annuel entre les décès et les naissances varie de 10 à 11, de 10 à 12, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'elle soit de 10 à 30, quel sera le

nombre des personnes dont s'accroîtra tous les ans la société, et combien faudra-t-il d'années pour que les 100,000 individus qui existaient primitivement, augmentent jusqu'à 200,000? » La réponse d'Euler fut que, dans la première supposition, la période de duplication serait de 250 ans, et que, dans la dernière elle serait de 12 ans et $\frac{4}{5}$ (1). La solution de cette question n'exigeait certainement pas les talens extraordinaires d'un Euler. En y appliquant la règle d'intérêt composé, qu'on trouve dans tous les traités d'arithmétique, on obtiendrait un résultat exactement tel que le donne la Table d'Euler.

Certes il est rarement arrivé à la partie éclairée du public de se voir aussi indignement jouée, qu'elle l'a été lorsque M. Malthus a placé gravement ce calcul d'Euler au nombre de ses autorités en faveur de la multiplication rapide de l'espèce humaine.

La question que le véritable politique doit examiner, n'est pas quel serait le résultat, d'après telles ou telles suppositions

---

(1) Cette table est imprimée dans l'*Essai sur la Population*, tom. II, pag. 167.

arbitraires, mais bien ce qui a réellement lieu dans l'état social.

A cela, cependant, M. Malthus ajoute : « Cette proposition (c'est-à-dire la proportion d'après laquelle Euler calcule la duplication dans 12 ans et $\frac{4}{5}$) s'est en effet réalisée pendant de courtes époques dans plus d'un pays (1). »

Cette assertion est faite dans le style laconique qui caractérise l'*Essai sur la Population*.

Ce n'est pas ainsi, à coup sûr, que la question la plus grave (si elle l'est réellement) qui ait jamais été présentée à l'examen des hommes, doit être traitée. Il faut se souvenir que le corollaire déduit de cette proposition et d'autres semblables, est que le vice et la misère, et rien que le vice et la misère, sont les conditions indispensables qui garantissent l'existence de notre espèce.

Pour moi il m'est impossible d'admettre une telle proposition suivie d'un tel corollaire, sans la soumettre auparavant à un

(1) Tom. I, pag. 8.

examen le plus sévère et le plus rigoureux. Jamais une ligne ni même six pages (1) ne me satisferont dans une question de cette nature. Si M. Malthus avait dit quels étaient les pays et les époques auxquels il fait allusion, il aurait alors été de mon devoir de rechercher quelles circonstances particulières ont pu avoir occasioné cette duplication pendant les périodes dont l'auteur parle, et qu'on reconnaît n'avoir été que « de courte durée. »

Mais qu'avons-nous à faire de ces périodes de courte durée ? Les notions spéculatives de l'*Essai sur la Population*, qui ont fasciné le monde depuis vingt ans, ne visent à rien moins qu'à l'infini. La proposition fondamentale de l'auteur, est que « la population, lorsqu'elle a un libre essor, va toujours en croissant du double tous les vingt-cinq ans, ou s'accroît dans une progression géométrique, » c'est-à-dire que cela doit continuer à jamais : l'accroissement une fois commencé, rien ne peut l'arrêter complé-

(1) Tom. III, pag. 344, note.

arbitraires, mais bien ce qui a réellement lieu dans l'état social.

A cela, cependant, M. Malthus ajoute : « Cette proposition (c'est-à-dire la proportion d'après laquelle Euler calcule la duplication dans 12 ans et $\frac{4}{5}$) s'est en effet réalisée pendant de courtes époques dans plus d'un pays (1). »

Cette assertion est faite dans le style laconique qui caractérise l'*Essai sur la Population*.

Ce n'est pas ainsi, à coup sûr, que la question la plus grave (si elle l'est réellement) qui ait jamais été présentée à l'examen des hommes, doit être traitée. Il faut se souvenir que le corollaire déduit de cette proposition et d'autres semblables, est que le vice et la misère, et rien que le vice et la misère, sont les conditions indispensables qui garantissent l'existence de notre espèce.

Pour moi il m'est impossible d'admettre une telle proposition suivie d'un tel corollaire, sans la soumettre auparavant à un

---

(1) Tom. I, pag. 8.

examen le plus sévère et le plus rigoureux. Jamais une ligne ni même six pages (1) ne me satisferont dans une question de cette nature. Si M. Malthus avait dit quels étaient les pays et les époques auxquels il fait allusion, il aurait alors été de mon devoir de rechercher quelles circonstances particulières ont pu avoir occasioné cette duplication pendant les périodes dont l'auteur parle, et qu'on reconnaît n'avoir été que « de courte durée. »

Mais qu'avons-nous à faire de ces périodes de courte durée? Les notions spéculatives de l'*Essai sur la Population*, qui ont fasciné le monde depuis vingt ans, ne visent à rien moins qu'à l'infini. La proposition fondamentale de l'auteur, est que « la population, lorsqu'elle a un libre essor, va toujours en croissant du double tous les vingt-cinq ans, ou s'accroît dans une progression géométrique, » c'est-à-dire que cela doit continuer à jamais : l'accroissement une fois commencé, rien ne peut l'arrêter complé-

(1) Tom. III, pag. 344, note.

tement que la fin de toutes choses, et rien ne l'entrave partiellement que quelques-uns de ces obstacles qui sont compris sous les dénominations de vice ou de misère. Mais M. Malthus nous a dit récemment que « quiconque se donnera la peine de faire le calcul » pourra aisément déterminer combien de temps, d'après ces principes, sera nécessaire pour peupler tout l'univers de créatures humaines à raison de quatre hommes par verge carrée (1). Qu'est-ce que tout cela a de commun avec des périodes d'accroissement « de courte durée? »

A mesure que nous avancerons, on verra plus clairement que de courtes périodes d'accroissement n'offrent aucune espèce de fondement sur lequel on puisse établir des conclusions pour une proportion quelconque d'accroissement dans une série perpétuelle (2).

Il est cependant à propos d'insister un

---

(1) Principes d'Économie politique, pag. 227. Édit. anglaise. Voyez plus loin, Livre V, chap. v.

(2) V. la Dissertation de M. Booth sur les Rapports de l'accroissement, insérée dans cet ouvrage.

peu sur cette duplication en série infinie, qui est la pierre angulaire du système de M. Malthus. Les règles pour calculer une pareille série se trouvent dans tous les livres d'arithmétique : mais jusqu'à ce jour presque tous les hommes sensés avaient regardé ces supputations comme un exercice de calcul, une récréation mathématique, et rien de plus.

M. Bonnycastle, ainsi que nous l'avons dit plus haut, a calculé à combien reviendrait un cheval, en supposant qu'il fût payé d'après une progression géométrique, ayant 2 pour exposant, en partant d'un denier (*farthing*), et doublant trente-deux fois. Le docteur Price a calculé quel serait le produit d'un sou anglais (*penny*) placé à l'époque de la naissance de notre Sauveur à cinq pour cent d'intérêt composé, et il a trouvé qu'en 1791 ce placement aurait produit une somme plus forte que la valeur de trois cents millions de globes pareils au nôtre tous formés d'or massif (1). Mais qui a jamais

(1) Observations sur les payemens reversibles, tom. I, pag. 314.

songé à faire l'application de ces calculs à des choses qui ont une existence réelle? Quelqu'un a-t-il jamais payé un cheval quatre millions de livres sterling? Et a-t-il jamais existé d'homme qui, au moyen de l'intérêt composé, ait, par lui-même et par ses successeurs, converti un sou en la valeur de trois cents millions de globes terrestres tous formés d'or massif? Soyons donc bien sûrs que les progressions de M. Malthus méritent aussi peu d'occuper l'esprit des hommes d'état, ou de servir même de règle de conduite à des inspecteurs de maisons paroissiales de travail, auxquelles cependant, suivant notre auteur, elles sont éminemment applicables (1).

Il y a, comme les logiciens le savent fort bien, des argumens qui prouvent trop, et qui par cela même sont regardés comme ne prouvant rien. Or, si jamais il y eut un argument de ce genre, c'est bien celui que M. Malthus a tiré de l'accroissement de la population des États-Unis, ou, en d'autres

---

(1) V. le Liv. VI, chap. 3 et suivans.

termes, tel est cet accroissement même ainsi qu'il est énoncé par M. Malthus. Un esprit sain et bien réglé qui s'occupe d'autres objets que d'énigmes et de prodiges mathématiques, se voit bientôt arrêté au milieu de l'exubérance d'une série infinie.

Sous ce rapport, nous devons peut-être nous regarder comme essentiellement redevables à M. Malthus, pour la manière lumineuse dont il nous a fait voir, dans son dernier ouvrage, qu'on pouvait peupler tout l'univers à raison de quatre hommes par verge carrée. Il n'y a pas de bulle d'air, quelque brillante qu'elle soit, qui, si on la souffle avec trop de force, ne crève bientôt, en faisant voir à tous les spectateurs que ce n'était réellement qu'un peu d'air.

Il existe, dit M. Malthus, une tendance dans l'espèce humaine, capable de peupler dans un court espace de temps toutes les étoiles. Et cependant, de son propre aveu, cette tendance ne s'est jamais déployée que pendant une seule époque insignifiante de cent cinquante ans, dans un coin éloigné du monde; et nous aurons bien-

tôt occasion d'examiner sur quelle sorte de preuves cela est établi. *Credat Judæus apella.*

Si le principe de population avait eu un libre essor pendant dix-huit cents ans, il en serait résulté un nombre d'hommes qui auraient suffi pour remplir toute l'étendue de l'univers de créatures humaines, se tenant debout et serrées l'une contre l'autre ; voilà en autant de mots toute la doctrine de notre auteur. On estime la population actuelle du globe à 600,000,000 d'hommes. J'aurais souhaité que M. Malthus eût posé ses chiffres, afin que, en retranchant un nombre de l'autre, on pût voir d'un coup-d'œil combien de créatures humaines ont dû être étouffées dans leur germe, ou détruites dans l'enfance. Mais j'ai prouvé en sa place que, d'après les raisonnemens de l'*Essai sur la Population*, ces êtres n'ont point été détruits dans leur germe, mais qu'ils sont réellement venus au monde, et qu'il sont morts pendant l'enfance (1).

---

(1) V. Pag. 1 de ce volume.

Mettons cependant toute la franchise dans l'examen de cette doctrine. Dieu nous préserve de vouloir écraser le *principe de population* sous le poids de nombres qui ne sont pas avoués par son auteur! Il est vrai que, selon ses principes, il nait à chaque génération tous les enfans qui peuvent naître. Mais, pour ceux qui meurent dans leur enfance, nous ne pouvons pas compter sur leur progéniture. Cette progéniture n'est étouffée que dans le germe. D'accord : mais qu'il me soit permis de mettre en balance l'âge du monde. Dix-huit cents ans suffiraient pour peupler l'univers entier à raison de quatre hommes par verge carrée; mais le monde existe, selon les calculs les plus modérés, depuis six mille ans, et, suivant les Indiens et les Chinois, depuis plusieurs centaines de fois ce nombre d'années. Quelle tâche pour un philosophe que celle de calculer ces innombrables infinités (je ne sais comment en exprimer l'idée) d'enfans qui ont péri pour appuyer la théorie de la progression géométrique, sans parler de la mortalité reconnue par l'histoire des nations et les ré-

flexions des moralistes qui avaient cru ne pouvoir rien ajouter de plus à ce désolant tableau, étant bien loin de soupçonner la découverte que M. Malthus devait faire un jour de ses progressions! Dès qu'il s'agit d'appliquer ces principes, des millions ne valent pas plus que des unités. Les trois cents millions de globes terrestres d'or massif ne sont rien. Trois cents millions de globes pareils formés entièrement d'hommes ne seraient pas la millionième partie des individus qui s'offrent à nos yeux, lorsque M. Malthus, en levant la toile, nous montre la progression géométrique. Je le répète encore une fois : Comment sait-on cela? quelle preuve nous en donne-t-on? Rien qu'une seule expérience, et des plus équivoques, j'ose le dire, d'une seule époque de cent cinquante ans, dans une colonie naissante, et pour ainsi dire, dans un coin du Nouveau-Monde; expérience qui se trouve contredite et réfutée d'un commun accord, et avec un concours de preuves irrésistibles, par tous les âges et tous les peuples, par toutes les sectes religieuses et

toutes les formes de gouvernement dont on ait jamais connu l'existence.

Si l'on n'eût point découvert l'Amérique, jamais la progression géométrique, appliquée ainsi à la multiplication de l'espèce humaine, n'eût été connue. Si les colonies n'avaient point été fondées, jamais M. Malthus n'aurait écrit. L'espèce humaine aurait pu périr de vieillesse, sort qui est peut-être réservé à toutes les choses de ce bas monde, sans qu'un seul politique ou législateur eût pendant des milliers de siècles soupçonné une si dangereuse tendance à l'accroissement, « auprès de laquelle tous les maux que les institutions peuvent causer à la société doivent paraître très-légers. » Il s'est montré des lumières nouvelles en religion; il s'en montre en politique : une étincelle a jailli fortuitement, mais elle a été soigneusement recueillie et conservée par des hommes très-zélés pour le bonheur public. « C'est la lumière qui brille dans les ténèbres. »

Mais, dira-t-on, en admettant même que M. Mathus se trompe dans ses cal-

culs, et que la faculté qu'a l'espèce humaine d'accroître en nombre ne soit pas tout-à-fait aussi prodigieuse qu'il a été dit ci-dessus, elle peut toutefois être encore assez forte pour autoriser toutes les conséquences et les précautions pratiques sur lesquelles insiste l'auteur de l'*Essai sur la Population.*

Si j'amène le lecteur à convenir de cela, je crois avoir gagné ma cause.

La loi des progressions arithmétique et géométrique est une des choses les plus claires dans toute l'étendue des connaissances humaines. Cette loi, considérée abstraitement, est aussi certaine qu'elle serait absurde et inapplicable si l'on voulait y soumettre les êtres vivans et les vicissitudes des choses d'ici-bas. Car elle n'admet point de modifications : elle est comme le *vis inertiæ* que Newton a posé comme loi principale des *phénomènes* de la matière. Dès qu'elle est mise en mouvement, elle continue à se mouvoir perpétuellement, et toujours avec la même force.

La découverte de M. Malthus est fondée sur l'accroissement de la population de l'A-

mérique septentrionale. « Il a regardé cet accroissement comme prouvé aussitôt qu'il en fut fait mention (1). » « On y a vu (en Amérique) la population s'accroître constamment du double depuis un siècle et demi, tous les vingt-cinq ans, et cela par le seul effet de la procréation. » Cet accroissement chez les Américains est la preuve de la progression géométrique, ou bien il ne prouve rien. Tout l'édifice de la théorie de M. Malthus n'a d'autre fondement que cette simple proposition; et c'est à l'extrême simplicité, et à l'évidence apparente de son principe, qu'elle doit principalement l'accueil favorable qu'elle a universellement reçu. Mais si l'on ne trouve pas que la population se soit ainsi accrue dans des périodes courtes, précises et égales en durée, en continuant à augmenter du double, alors l'*Essai sur la Population* perd toute sa valeur.

En faisant disparaître une hypothèse aussi oiseuse et bizarre, toute la science

---

(1) Tom. III, pag. 344, note.

reste donc dans le même état où elle se trouvait avant les écrits de M. Malthus; et nous nous trouvons précisément dans la position la plus favorable pour nous livrer aux recherches des chapitres suivans. L'*Essai sur la Population* n'a rien produit, ou s'il a fait quelque chose, c'est presque rien. La progression géométrique, appliquée à un état connu quelconque de l'espèce humaine, n'est qu'un rêve. L'accroissement de la population chez les Américains, tel qu'il est expliqué par notre auteur, est une erreur. Livrons-nous donc à l'examen de la question de la population, dont la théorie n'a point reçu d'éclaircissemens depuis un siècle, et cherchons à tirer des conclusions saines à ce sujet, en nous appuyant de documens authentiques et irréfragables.

Tel est donc le système que le monde a accueilli d'une manière dont il n'y a jamais eu d'exemple! Un homme superstitieux pourrait croire que ce succès avait été prédit dans le passage suivant de la révélation de saint Jean. « Et je me tins sur le sable de la mer. Alors je vis monter de la mer une bête qui avait sept têtes et dix cornes.

(La Confédération, qui sert d'exemple à M. Malthus, ne comptait-elle pas alors dix-sept États?) Et on adora. . . . . . . la bête, en disant : Qui est semblable à la bête, et qui pourra combattre contre elle? Et on lui donna une bouche qui prononçait des discours pleins d'orgueil et de blasphème; et on lui donna le pouvoir de faire la guerre pendant quarante-deux mois. . . . . . Et toute la terre était dans l'admiration en voyant la bête. » Et ailleurs : « Dans les derniers temps quelques-uns s'écarteront de la foi, et prêteront l'oreille aux esprits séducteurs, et proscriront le mariage. »

Quant aux nouvelles autorités à l'appui de la progression géométrique, qui sont venues à la connaissance de M. Malthus postérieurement à la publication de son édition in-4.°, c'est-à-dire les trois *dénombremens réguliers*, contenus dans *l'Aperçu statistique* de Pitkin, je les examinerai à fond dans le quatrième livre de cet ouvrage.

CHAPITRE III.

Principes relatifs à l'accroissement ou décroissement des nombres de l'espèce humaine.

AYANT ainsi fait un examen impartial de la théorie de M. Malthus et des autorités qui lui servent de base, je vais maintenant m'occuper de ce qui fait l'objet principal de cet ouvrage. L'*Essai sur la Population* m'a à cet égard laissé le champ libre; aucun des points qui peuvent fournir des connaissances réelles à ce sujet n'y est touché. L'auteur se contentant de preuves très-faibles et peu satisfaisantes, en a déduit les conséquences les plus absurdes et les plus extravagantes; après quoi il termine dans la ferme conviction d'avoir découvert qu'il existe « dans les lois de la nature et dans les passions des hommes (1) » un mal contre lequel il n'y

(1) Tom. II, pag. 246.

a que de faibles remèdes, et à la vue duquel le plus grand courage doit se convertir en désespoir.

C'est donc à moi de m'occuper des objets que M. Malthus n'a fait que nommer, c'est-à-dire, « les lois de la nature et les passions du genre humain. » Qu'il me soit permis d'examiner un peu ces deux objets, et surtout le premier, avant de m'occuper des millions qui figurent dans les tables des dénombremens ; et lorsque je serai arrivé à ces tables, je ne me contenterai pas de les envisager en masse, je chercherai à faire l'analyse de leur contenu.

La partie curieuse et scientifique de l'espèce humaine n'est pas tout-à-fait ignorante sur l'histoire naturelle de l'homme. Nous savons d'abord, par expérience, combien la machine humaine est susceptible de durer, dans le plus grand nombre de cas : « La durée de la vie humaine est de soixante-dix ans. » Nous savons ensuite, par la même expérience, combien d'années, dans les cas ordinaires, s'écoulent avant notre âge mûr ; pendant combien de temps nous conservons notre vigueur et notre virilité,

et quel nombre d'années appartient à la période de décrépitude et de déclin.

Il est une autre circonstance relative à l'espèce humaine qui, sans mériter le nom de science, est néanmoins de la plus haute importance pour l'objet en question; c'est la distinction de notre espèce en deux sexes, le masculin et le féminin.

Dans la question qui nous occupe au sujet de la procréation et de la multiplication de notre espèce, il est essentiel de se rappeler que les femmes seules mettent au monde des enfans. Telle est la loi de la nature; les germes de l'espèce humaine ne peuvent parvenir à maturité que par l'opération de la femme, et d'elle seule. Les femmes, s'il m'est permis d'employer cette comparaison, sont le sol qui produit des créatures humaines. Le reste de la société, hommes, jeunes et vieux, et enfans du sexe masculin (excepté le nombre de mâles qui peut être nécessaire pour donner de l'activité à la faculté prolifique des femelles) sont absolument nuls par rapport à l'objet que nous avons en vue.

Il faut aussi tenir devant les yeux une

autre considération. Nous venons de partager la vie de l'homme en trois époques, l'enfance, l'âge viril et le déclin. Cette distinction est encore d'une application plus frappante pour le sexe féminin. La ligne qui sépare ces trois époques dans la vie du mâle, en ce qui concerne la propagation de l'espèce, est très-incertaine. Il n'en est pas de même pour la femme. Je crois qu'il est admis comme règle générale, que les femmes cessent d'être propres à la génération, après leur quarante-cinquième année. Il est également possible de fixer une autre ligne de démarcation, si ce n'est pour toutes les femmes en général, du moins suivant la variété des climats et des races de l'espèce humaine, d'après laquelle on peut fixer l'âge où commence la faculté d'engendrer. Je crois aussi pouvoir ajouter que l'intervalle entre ces deux époques peut être regardé comme étant à peu près égal dans tous les cas; car si, dans certains climats, les femmes arrivent plus tôt à la maturité, on sait qu'elles vieillissent et cessent d'être fécondes de meilleure heure que dans

les climats plus doux et plus tempérés que nous habitons.

Dans beaucoup de sujets dont l'intelligence est de la plus haute importance pour le bien de l'humanité, il arrive que les élémens dont se composent les connaissances que nous en possédons sont si simples, qu'ils sont négligés par les gens irréfléchis, et méprisés par les gens superficiels. C'est précisément ce qui a lieu relativement à la question qui nous occupe.

Le principe que nous venons d'exposer, nous sera peut-être de la plus grande utilité pour nous conduire en sûreté à travers les sentiers obscurs de la question de la population. Or, si, dans la recherche sur l'accroissement des nombres de l'espèce humaine d'une génération à l'autre, il ne faut compter que les femmes dont l'âge leur permet d'enfanter, il s'ensuit qu'un cens ou dénombrement des créatures humaines dans un pays quelconque, ou sur toute l'étendue du globe, ne peut jamais former aucun terme de la progression. Un tel dénombrement doit se composer d'hommes, de femmes et d'enfans, d'âges diffé-

rens, depuis l'enfant au berceau jusqu'à l'homme ou la femme qui, par leur âge avancé, chancellent sur le bord de la tombe, et ne peut par conséquent offrir de base solide pour en déduire quel nombre d'individus doivent se trouver dans le pays désigné, ou dans toute la terre, dans le cours de vingt-cinq, de cinquante ou de cent ans. Dans tous les cas, il faut une longue suite d'observations, faites de telle manière qu'il ne soit pas possible d'attribuer la différence des nombres à l'inexactitude des dénombremens antérieurs, et à la plus grande correction de ceux qui ont été faits depuis, pour fournir des matériaux dont on puisse tirer quelques résultats sûrs à cet égard. Il faut également que ces observations soient faites dans un pays qui, pour le moins, ne soit pas remarquable par une grande affluenee d'émigrés venant du dehors.

Dans la société, considérée sous cet aspect, les mâles (sauf la seule exception déjà énoncée), les vieilles femmes, et les enfans du sexe féminin que le sort condamne à ne point arriver à l'âge mûr, ne sont que les bourdons de la ruche, pour ce qui regarde

la question relative à l'accroissement progressif des nombres de l'espèce humaine. Ils peuvent être utiles, ils peuvent embellir la société, et avoir tous les droits à notre respect et à notre amour; leur esprit ou leurs vertus peuvent les rendre l'orgueil de toute la terre. Mais, tant que nous raisonnerons sur la faculté abstraite et la possibilité de l'accroissement de la population, nous devons, quoique dans des sentimens bien différens, et pour arriver à une conclusion entièrement différente, bannir aussi complétement de notre pensée tout ce que la nature renferme de plus aimable et de plus respectable, que M. Malthus le fait lorsqu'il suppose que, dans un état de vertu et de bonheur parfait, les hommes ruineraient la société avec la plus grande rapidité possible, en cédant sans réflexion aux impulsions d'une passion brutale.

Le principe que je viens de poser deviendra encore, à certains égards, plus évident, en l'éclaircissant par une supposition qui, de plus, a l'avantage d'être particulièrement applicable à l'idée que M. Malthus s'est

formée au sujet des États-Unis d'Amérique.

Supposons qu'une colonie de mille personnes soit transportée dans un pays qui n'a jamais été habité. Supposons qu'elle se compose de cinq cents hommes et d'autant de femmes, et de plus, que les uns comme les autres soient âgés de vingt-cinq à trente ans. Nous voilà donc débarrassés de tous ces membres inutiles ou douteux de la communauté, pour ce qui regarde la propagation, qui forment les deux classes extrêmes de la société dans tous les pays anciennement peuplés, c'est-à-dire les enfans et les vieillards. Voici cinq cents femmes qui, sauf la déduction à faire pour les stériles, sont toutes susceptibles d'accroître la génération future.

Prenons la période fixée par sir William Petty qui dit : « qu'il est possible de doubler le nombre des membres d'une société dans le court espace de dix ans. » Cela peut facilement se concevoir dans la colonie que nous venons de décrire, et je lui accorderai même, s'il le faut, un plus fort accroissement. Nous voilà donc sur un terrain solide, et nous prendrons cela pour base d'une pro-

gression géométrique. Au bout de dix ans, cette colonie, qui dans l'origine ne comptait que mille âmes, se trouve en avoir deux mille. Par conséquent, suivant le principe que nous venons d'énoncer, elle sera portée à quatre mille dans vingt ans.

Mais voyons quel est l'état réel des choses. La colonie se composait primitivement de mille personnes, et la voilà maintenant portée à deux mille. Mais chaque individu de ces derniers mille, doit être âgé de moins de dix ans, et un plus grand nombre même, car il faut qu'il soit né plus de mille enfans et qu'ils aient vécu jusqu'à un certain âge, pour compenser la mortalité inévitable des personnes plus âgées. Le nombre des femmes capables d'engendrer n'a pas éprouvé le moindre accroissement. Peut-être aussi que sur le nombre primitif des femmes sur lesquelles on pouvait compter pour accroître la population, aucune n'est encore arrivée à l'époque où la constitution est tellement usée, qu'elles ne peuvent plus servir à donner des enfans à la colonie. Si nous avions cependant pris une période un peu plus longue, cela aurait infailliblement lieu.

Et dans tous les cas nous pouvons être bien assurés, que le nombre des personnes capables de devenir mères, doit avoir diminué considérablement dans l'espace de dix ans, par la mortalité.

Je ne chercherai pas en ce moment à donner plus de développemens à ce sujet; nous aurons assez d'occasions d'y revenir à mesure que nous avancerons. Ce qui a déjà été dit suffit pour confirmer fortement la maxime de Voltaire, que j'ai prise pour épigraphe d'un des chapitres précédens. « *Les hommes ne multiplient pas aussi aisément qu'on le pense.* »

CHAPITRE IV.

Renseignemens sur la population de la Suède.

Ayant exposé ce qu'on pourrait bien regarder comme le principe fondamental dans cette question, je crois que nous pourrons nous livrer avec profit à l'examen des documens, recueillis par les soins des gouvernemens, ou par l'activité des auteurs que des motifs quelconques ont portés à s'occuper de la population des nations.

Il doit paraître évident, d'après ce que nous avons dit, que des tables de population pendant des périodes très-limitées, dans lesquelles on ne distingue ni le sexe ni l'âge des habitans d'un pays, sont absolument inutiles pour déterminer quelle est en général, ou dans un cas particulier, la faculté progressive d'accroissement de la population. C'est pourquoi les deux dénombremens qu'on a faits des habitans de la Grande-Bretagne en 1801 et 1811, ne sont qu'autant de soins perdus.

M'étant donné quelque peine à parcourir les documens connus relativement à la population des différens pays, je n'ai rien pu trouver qui présente quelque espoir de fournir des données tant soit peu satisfaisantes, que les renseignemens publiés sur la population de la Suède, et dont je vais maintenant m'occuper particulièrement.

La Suède est *regio pene toto divisa orbe* (1). Elle reçoit peu d'émigrés, et envoie au loin peu de colonies. Pendant l'époque à laquelle se rapportent les documens que je vais produire, ce royaume a joui à un haut degré de la tranquillité intérieure, et, ainsi qu'on s'en convaincra mieux par la suite, il a possédé presque tous les avantages imaginables pour multiplier ses habitans directement par la propagation.

Je trouve qu'un dénombrement des habitans de la Suède a été fait, de trois en trois ans, d'après le plan judicieux que nous avons indiqué ci-dessus, c'est-à-dire, en distinguant les sexes et les âges ; et cela, si je ne

(1) Un pays presque isolé du reste du monde.

me trompe, depuis l'année 1751 jusqu'à celle de 1775. Depuis cette époque on a continué les dénombremens de cinq en cinq ans, jusqu'à présent.

Ceux qui ont fait les dénombremens de la Suède, nous ont aussi donné des tables des naissances, des mariages et des décès pour chaque année, et ils ont même, dans deux cas, comparé la population réelle avec ce qu'elle devrait être d'après les calculs : ainsi

Pour l'année 1780,

La population aurait dû être de. 2,780,334
Tandis qu'elle était réellement de. . . . 2,782,168

Et pour 1795,

La population aurait dû être de. . . . 3,078,308
Tandis qu'elle était de. . . . . 3,043,731 (1).

Or, la première somme dans chacun de ces exemples, ne peut, je pense, signifier autre chose si ce n'est, qu'en additionnant toutes les naissances qui ont eu lieu dans l'intervalle d'un dénombrement à l'autre, et

(1) V. Mémoires de l'Académie royale de Stockholm pour l'an 1799.

en retranchant de ce nombre le nombre des décès arrivés pendant la même époque, le résultat devrait être tel qu'il est noté. Cela étant, il est certainement remarquable combien les nombres supputés se rapprochent du dénombrement réel; d'où il suit que les tables de la population de la Suède méritent un haut degré de confiance.

M. Pierre Wargentin, secrétaire de l'Académie Royale des sciences de Stockholm a publié en langue suédoise, dans les Mémoires de cette société pour l'an 1766, un résumé, très-judicieusement fait, des renseignemens existans sur cet objet. Dans les tomes suivans de ces Mémoires il a paru une continuation de travail de M. Wargentin, quoique d'une manière un peu irrégulière. Je vais commencer par offrir au lecteur un échantillon assez étendu de ces tables de population (1).

(1) Parmi les tables que nous insérons ici, les quatre premières se trouvent dans le volume des Mémoires Suédois pour 1766, la cinquième est tirée de celui pour 1809, et la sixième du volume pour 1776. La septième table, c'est moi qui l'ai dressée sur les dénombremens que j'ai trouvés épars dansdifférens volumes du même ouvrage.

TABLE I.

Contenant un relevé des décès pour les anné
1756 et 1757, et un résumé du dénombr
1757.

DÉCÈS ANNUELS, D'APRÈS UNE MOYENNE DE CEUX DES ANNÉES 1755, 1756 et 1757.			NOMBRE DES VIVANS EN	
Ages.	Mâles.	Fem.	Ages.	Mâles.
Morts-nés	1301	950	Naissances	44795
Au-dessous de 1 an	10542	9348	Au-dessous de 1 an	33731
De 1 à 3	3884	4027	De 1 à 3	63954
3 — 5	1922	1800	3 — 5	64380
5 — 10	1639	1566	5 — 10	123984
10 — 15	739	716	10 — 15	114605
15 — 20	635	607	15 — 20	95254
20 — 25	826	716	20 — 25	91460
25 — 30	845	836	25 — 30	86947
30 — 35	909	1014	30 — 35	82716
35 — 40	819	757	35 — 40	68516
40 — 45	1012	967	40 — 45	58990
45 — 50	899	774	45 — 50	50658
50 — 55	1090	941	50 — 55	43500
55 — 60	1102	1100	55 — 60	39091
60 — 65	1214	1481	60 — 65	29557
65 — 70	1222	1693	65 — 70	22293
70 — 75	1390	2009	70 — 75	16390
75 — 80	1056	1593	75 — 80	9236
80 — 85	733	1244	80 — 85	4060
85 — 90	412	678	85 — 90	1690
Au-dessus de 90	240	407	Au-dessus de 90	583
	33130	34269	Mâles.	1101595
			Femelles.	1221600
			Total.	2323195

TABLE II.

ENNE DES DÉCÈS PENDANT LES ÉES 1758, 1759 et 1760.			NOMBRE DES VIVANS EN 1760.		
Ages.	Mâles.	Femel.	Ages.	Mâles.	Femelles.
ts-nés	1183	869	Naissancos	44174	42331
dessous de 1 an	9239	7789	Au-dessous de 1 an	37323	37272
De 1 à 3	3020	2861	De 1 — 3	66034	66860
3 — 5	1549	1482	3 — 5	65828	66923
5 — 10	1605	1435	5 — 10	128627	129332
10 — 15	756	691	10 — 15	121525	119514
15 — 20	673	639	15 — 20	97621	101633
20 — 25	862	772	20 — 25	88752	103613
25 — 30	932	957	25 — 30	85001	100614
30 — 35	1020	1151	30 — 35	81433	92154
35 — 40	957	918	35 — 40	70773	79066
40 — 45	1150	1184	40 — 45	61158	68645
45 — 50	1160	990	45 — 50	51407	59339
50 — 55	1251	1167	50 — 55	43897	51872
55 — 60	1378	1307	55 — 60	37224	46402
60 — 65	1401	1749	60 — 65	32329	42647
65 — 70	1306	760	65 — 70	21438	30169
70 — 75	1432	2275	70 — 75	15102	25299
75 — 80	1187	1825	75 — 80	9096	14265
80 — 85	846	1341	80 — 85	4418	7337
85 — 90	410	669	85 — 90	1518	2571
dessus de 90	223	392	Au-dessus de 90	555	1019
	32357	33354	Mâles	1121053	1246545
			Femelles	1246545	
			Total	2367598	

TABLE III.

MOYENNE DES DÉCÈS PENDANT LES ANNÉES 1761, 1762 et 1763.			NOMBRE DES VIVANS EN 1763.		
Ages.	Mâles.	Femel.	Ages.	Mâles.	Fem[illegible]
Morts-nés	1324	988	Morts-nés.	45892	43[illegible]
Au-dessous de 1 an	11172	9850	Au-dessous de 1 an	36094	35[illegible]
De 1 à 3	4393	4336	De 1 à 3	66059	67[illegible]
3 — 5	2206	2249	3 — 5	66454	67[illegible]
5 — 10	2151	2057	5 — 10	130019	130[illegible]
10 — 15	933	834	10 — 15	126696	128[illegible]
15 — 20	711	658	15 — 20	108312	109[illegible]
20 — 25	834	756	20 — 25	92299	105[illegible]
25 — 30	883	863	25 — 30	88056	101[illegible]
30 — 35	1020	1146	30 — 35	85936	95[illegible]
35 — 40	955	923	35 — 40	74826	81[illegible]
40 — 45	1180	1170	40 — 45	67448	74[illegible]
45 — 50	1099	938	45 — 50	52398	59[illegible]
50 — 55	1280	1113	50 — 55	47298	56[illegible]
55 — 60	1177	1097	55 — 60	37086	45[illegible]
60 — 65	1586	1721	60 — 65	34892	44[illegible]
65 — 70	1237	1566	65 — 70	20649	28[illegible]
70 — 75	1322	2041	70 — 75	15454	23[illegible]
75 — 80	1092	1695	75 — 80	8858	13[illegible]
80 — 85	917	1446	80 — 85	4620	7[illegible]
85 — 90	414	650	85 — 90	1508	2[illegible]
Au-dessus de 90	215	379	Au-dessus de 90	527	[illegible]
	36777	37488	Mâles	1165489	1280[illegible]
			Femelles	1280905	
			Total	2446394	

TABLE IV.

Relevé des naissances, des mariages et des décès dans le royaume de Suède, pendant quinze années consécutives.

Années.	Naissances.	Mariages.	Décès.
1749	76766	19045	61483
1750	82360	20927	58939
1751	89341	21335	57663
1752	84110	20922	60456
1753	84406	20089	54977
1754	90021	21994	64715
1755	91767	21472	64982
1756	89739	20007	69161
1757	81878	18799	68054
1758	83299	19484	74370
1759	85579	23210	62662
1760	90635	23383	60083
1761	90075	22421	63183
1762	89162	21467	74520
1763	90152	20927	85093

TABLE V.

Dénombremens des habitans de la Suède, en 1800 et 1805.

	1800.		1805.	
Ages.	Mâles.	Femel.	Mâles.	Femel.
Au-dessous de 1 an	41515	40424	47688	47413
De 1 à 3	83903	84253	87374	88982
3 — 5	86536	87352	83387	84672
5 — 10	167795	168316	174332	174736
10 — 15	154455	153392	169054	168529
15 — 20	137972	142292	143232	147582
20 — 25	130552	141914	134518	144432
25 — 30	113470	125059	127503	135583
30 — 35	109649	120134	108152	118076
35 — 40	100052	110302	100714	112212
40 — 45	93442	101597	95743	106057
45 — 50	81703	91244	82968	92779
50 — 55	68856	77980	75046	84680
55 — 60	52221	61066	56953	67302
60 — 65	41881	51480	43888	52499
65 — 70	31961	41125	29965	39785
70 — 75	20768	27787	21167	29494
75 — 80	10667	15009	11372	16345
80 — 85	4087	6249	4827	7396
85 — 90	1151	1884	1280	2095
à 95			273	437
100			45	66
101, 2, 3	213	424	5	6
104			«	2
106			1	1
108			«	1
	1532849	1649283	1599487	1721160
	Mâles	1532849	Mâles	1599487
	Total	3182132	Total	3320647

TABLE VI.

Population du diocèse d'Upsal.

Années.	NOMBRE DES VIVANS.			Mariages existans.	Veufs.	Veuves.	Célibataires au dessus de 15.		AU-DESSOUS DE 15.		Ménages.
	Mâles.	Femelles.	Total.				Mâles.	Fem.	Mâles.	Fem.	
1749	90503	105926	196429	36279	2083	11848	21059	25818	31650	31412	29494
1752	93441	108752	202193	37474	1750	11774	21381	27432	32364	32544	28014
1755	97355	110949	208304	38872	2055	11537	22232	27209	33652	33874	29007
1760	95966	113384	209350	38851	2148	12621	21726	27325	33629	34199	29262
1763	99933	114112	214045	40492	2223	11874	21825	26921	35063	35154	30568
1766	102949	117057	220006	41273	2328	12267	23438	27827	35962	35638	33417
1769	104824	118671	223495	42055	2158	12202	24564	28139	36079	36242	33688
1772	105564	119081	224645	41652	2671	12381	25455	28989	35792	36053	33580
1773	103989	116725	220714	40682	3151	12033	25826	29330	34357	34654	32944

TABLE VII.

Aperçu général de l'accroissement de la population de la Suède.

Années.	Population.	Interval.	Accroissement.	Proportion.
1751	2229611			
1757	2323195	6 ans.	93534	$\frac{1}{24}$
1760	2367598	3	44403	$\frac{1}{52}$
1763	2446394	3	78796	$\frac{1}{30}$
1775	2630992	12	184598	$\frac{1}{13}$
1780	2782168	5	151176	$\frac{1}{10}$
1795	3043731	15	261563	$\frac{1}{10}$
1800	3182132	5	138401	$\frac{1}{22}$
1805	3320647	5	138515	$\frac{1}{23}$
Ou, sans compter la Finlande.				
1805	2424874			
1810	2377851	5	Diminution	
1815	2465066	5	87215	$\frac{1}{27}$
Accroissement total en 54 ans, de 1751 à 1805, 1091016, ou $\frac{1}{2}$ environ.				

La première observation qui se présente à l'aspect de ces tables, c'est qu'elles constituent les seuls documens qui prouvent d'après l'observation, et dans des temps assez rapprochés de nous, que l'espèce humaine possède réellement la faculté de multiplier. Hors de ces renseignemens, tout le reste n'est que simple conjecture; et il y

a autant de raison de croire avec Montesquieu, que la race humaine, par l'effet d'une fatale nécessité, marche rapidement vers son extinction, que d'adopter les opinions étranges et chimériques de M. Malthus, et la doctrine si prônée de la progression géométrique.

Il y a eu en Suède pendant une certaine époque un accroissement progressif de la population; et il y a de fortes raisons de croire que cet accroissement a été principalement, ou peut-être entièrement, l'effet du principe de la propagation. Si l'on juge d'après ce qui est arrivé en cinquante-quatre ans, de 1751 à 1805, on pourrait dire avec raison que l'espèce humaine, dans quelques situations, et dans certaines circonstances, peut s'accroître du double dans un peu plus de cent ans.

Voilà tout ce que l'on sait à cet égard, et les seuls faits dont il soit possible de tirer quelques inductions tant soit peu favorables aux théories de M. Malthus; car nous ferons voir, lorsque nous traiterons des États-Unis de l'Amérique septentrionale, que les faits relatifs à leur population ne viennent nul-

lement à l'appui de l'opinion de cet auteur.

Voilà donc tout ce qui, jusqu'à un certain point, paraît favorable aux théories de M. Malthus. Et que sait-on du côté opposé?

De tout ce que nous avons recueilli dans le livre précédent, il résulte qu'il n'y a aucune raison de croire que la population du globe se soit accrue, ou que l'espèce humaine soit à présent plus nombreuse qu'elle ne l'était il y a trois mille ans. Ce fait mérite la plus sérieuse considération.

M. Malthus ne fait que glisser légèrement là-dessus, et, dans sa manière concise et avec son ton magistral, il prononce que c'est le vice et la misère qui arrêtent l'accroissement de la population; sa théorie est renfermée dans les trois lignes suivantes : « La population, lorsqu'elle n'est point gênée, va toujours augmentant du double tous les vingt-cinq ans, ou s'accroît en progression géométrique, » et sa réponse à toutes les objections est également renfermée dans trois lignes. « Les moyens qui s'opposent directement à cet accroissement sont divers; ils comprennent tout ce qui, soit par l'effet du vice ou de la misère, contribue d'une

manière quelconque à abréger la durée naturelle de la vie humaine (1). »

Ce n'est point ainsi que la question sera traitée dans les temps à venir, lorsque la philosophie aura étendu son empire sur cette recherche ainsi que sur bien d'autres. M. Malthus a pris ses contemporains par surprise, et il les a également séduits par le prestige de la simplicité de son hypothèse, et en partie aussi par la tendance réelle qu'elle a de soutenir et de faire excuser presque tous les vices de l'homme, et surtout ceux des riches et des grands ; voilà pourquoi cette doctrine a eu un si grand nombre de partisans.

Mais les deux assertions que nous venons de citer n'ont pas même l'apparence de propositions scientifiques. Et j'ose même prédire qu'il se présentera dans la suite des hommes laborieux, qui, par un examen attentif du sujet, chercheront à poser des principes clairs et intelligibles, au moyen desquels, et non par une proposition absolue et sans

(1) *Essai sur la Population*, tom. I, pag. 21.

restriction, ils puissent rendre raison des faits que j'ai réunis dans mon premier livre.

Il s'agira donc de savoir pourquoi la multiplication de l'espèce humaine, telle qu'elle a eu lieu en Suède pendant cinquante-quatre ans, ne s'est jamais réalisée pendant un laps de temps un peu considérable, dans aucun pays du monde (1). Cette ques-

---

(1) Je crois convenable de rendre cette proposition plus claire en employant des chiffres, de la manière suivante :

La population de la Suède en 1805, d'après le dénombrement, était de	3,320,647
Prenons la moitié de ce nombre pour la population de 1705	1,660,323
Par la même règle, la population aura été en 1605	830,162
en 1505	415,081
en 1405	207,540
en 1305	103,770
en 1205	51,885
en 1105	25,942
en 1005	12,971
en 905	6,485
en 805	3,242
en 705	1,621
en 605	810
en 505	405

tion en renferme nécessairement une autre, d'une importance majeure; la voici : Est-il du devoir de ceux qui gouvernent les nations, et de ceux qui commandent à leurs semblables, de proposer et de faire adopter des mesures destinées expressément à augmenter les obstacles qui gênent l'accroissement de la race humaine?

Mon but, dans le présent livre, est d'examiner d'après quelle proportion, en jugeant d'après les faits et l'expérience, il est possible pour l'espèce de s'accroître dans les circonstances les plus favorables. Dans mon troisième livre, je compte réunir les notions que j'ai pu rassembler, et les réflexions qui se sont présentées à mon esprit, et qui paraissent propres à donner une solution méthodique et satisfaisante du fait généralement reconnu de l'état de non accroissement de l'espèce humaine. Du

---

En sorte que, d'après ce calcul, la Suède contenait, à l'époque de la destruction de l'empire d'Occident en 476, peu au delà de trois cents âmes; et du temps que ce pays commença à envoyer au loin ses hordes, qui renversèrent la puissance romaine et changèrent la face du monde, il pouvait à peine se vanter de posséder un seul habitant!

moins, ainsi que je l'ai déjà dit, je me flatte d'avoir posé quelques bases, au moyen desquelles on pourra commencer à se rendre compte du principe. Je désire offrir aux investigateurs des documens pour qu'ils les soumettent à l'examen, et des argumens qu'ils pourront développer, s'ils les trouvent convaincans, ou réfuter, dans le cas contraire. Je désire ardemment fournir des matériaux pour parvenir à résoudre la question, si je ne puis offrir une solution complète du phénomène de l'état de non accroissement de l'espèce humaine, tel qu'il résulte de tout ce que nous possédons de documens authentiques de l'histoire profane.

CHAPITRE V.

Conclusions suggérées par les états de population de la Suède.

Les travaux des administrateurs suédois sur la population ne se bornent cependant pas à nous faire connaître simplement le progrès possible de l'accroissement de l'espèce humaine. Les soins qu'ils ont mis dans leurs recherches, et l'exactitude qui semble les caractériser, nous mettent à même d'établir quelques idées fondamentales à ce sujet. Pour bien le comprendre, nous allons faire ici le résumé et l'application des maximes énoncées dans le troisième chapitre.

Le principe que nous y avons posé, et qui est l'étoile polaire qui doit nous servir de guide dans toute recherche raisonnée sur l'accroissement réel ou possible de l'espèce humaine, est que la multiplication de notre espèce ne peut être opérée que par les femmes qui sont déjà parvenues à l'âge d'engendrer, ou qui ne l'ont pas encore dépassé.

Voilà le sol ou le *nidus*, qui donne naissance aux générations successives de l'espèce humaine ; et nous ne pouvons pas nous tromper en portant notre attention vers cet objet.

Pour appliquer ce principe au sujet en question, rien ne paraît plus simple que d'avoir recours à des tables de population, dans lesquelles il soit fait mention des sexes, et surtout de l'âge des personnes comprises dans les dénombremens, afin de tâcher d'en déduire le nombre des femmes en état d'engendrer dans des périodes successives. Il faut que ce nombre, quel qu'il soit, ait doublé, avant de pouvoir atteindre le premier degré de la progression géométrique de M. Malthus, pour l'accroissement de l'espèce humaine par le seul effet de la propagation.

En calculant le nombre des femmes capables d'engendrer, dans une société quelconque, il faut poser une certaine limite dans le cours de la vie humaine, en deçà et au delà de laquelle les femmes cessent d'appartenir à la classe dont il est question. Je suppose que cet intervalle commence à l'âge de vingt ans et finisse à quarante-cinq.

Je suis sûr qu'en prenant une période de vingt-cinq ans, je lui donne une grande latitude. Je pourrai, il est vrai, reculer davantage cette époque. Mais il est reconnu que des mariages trop précoces ne sont pas favorables à une nombreuse progéniture. Et le nombre des femmes qui cessent de pouvoir engendrer avant d'avoir atteint l'âge de quarante-cinq ans, est, pour le moins, aussi grand que celui des femmes qui deviennent mères avant d'être arrivées à leur vingtième année. Cela a surtout lieu dans les pays où l'époque que j'ai assignée pour les mariages est très-anticipée. C'est ainsi qu'en Perse, où les filles se marient souvent à l'âge de douze ans, elles sont déjà vieilles et incapables de concevoir à l'âge de trente ans.

Pour pouvoir traiter de l'homme tel qu'il est, et des sociétés humaines telles qu'on les voit, il faut prendre une époque et un pays déterminés, et les choisir sans préférence ni partialité, et non un état imaginaire quelconque de la société tel qu'il n'a peut-être jamais existé. J'offrirai par la suite quelques observations sur une telle so-

ciété(1). Mais notre seul objet, en ce moment, est de savoir quel est le nombre réel ou présumable des femmes en état d'engendrer, dans une communauté établie solidement. Il doit s'en trouver de tout âge, depuis celui de vingt jusqu'à quarante-cinq. D'après la nature et la raison, elles doivent former le premier terme dans notre progression de l'accroissement de l'espèce humaine, et, comme on vient de le dire, il faut que ce nombre ait doublé, dans le pays que nous avons choisi pour faire nos observations, avant que la population réelle et permanente ait pu s'y trouver accrue du double par l'opération seule de la procréation.

En Suède, d'après les tables de M. Wargentin, le nombre des femmes capables d'engendrer était comme il suit :

En 1757.

Agées	de 20 à 25.	104,873
	de 25 à 30.	99,781
	de 30 à 35.	90,880
	de 35 à 40.	75,565
	de 40 à 45.	65,443
	TOTAL.	436,542

(1) Voyez ci-après la Dissertation de M. Booth.

En 1760.

Agées	de 20 à 25.	103,613
	de 25 à 30.	100,614
	de 30 à 35.	92,154
	de 35 à 40.	79,066
	de 40 à 45.	68,645
	Total.	444,092

En 1763.

Agées	de 20 à 25.	105,115
	de 25 à 30.	101,003
	de 30 à 35.	95,811
	de 35 à 40.	81,453
	de 40 à 45.	74,854
	Total.	458,236

En parcourant ces tables, une observation se présente ; c'est que, dans chacun des dénombremens de M. Wargentin, le nombre des femmes en état d'engendrer, est à celui de toute la communauté dans un rapport au-dessous du cinquième, ou, pour parler plus exactement, comme 1 est à 5 $\frac{1}{3}$ environ. A la vérité cette remarque ne décide pas la question. Il est tout simple que les rapports varient, selon que le climat ou la saison pourront être défavorables à l'éducation des enfans, ou qu'ils favorise-

ront la longue durée de la vie humaine. Ceci appartient immédiatement au calcul de la valeur de la vie des individus, et ne concerne que d'une manière indirecte la question de la conservation et de l'accroissement de l'espèce. Cela peut cependant nous être utile en nous donnant les moyens de comparer nos conclusions au sujet de la population de la Suède, avec celles qu'on pourra déduire de tout ce que nous savons à cet égard relativement à l'état de l'espèce humaine dans d'autres pays. La différence de la longévité et de la durée probable de la vie, ne diffère pas essentiellement en Suède, en Allemagne, en France et en Angleterre, ni dans aucun autre pays parvenu à un certain degré de civilisation et dont le climat est tempéré; et parconséquent les mêmes règles, pour ce qui regarde l'objet de nos recherches, doivent être également applicables à chacun de ces pays.

Une observation plus essentielle, et qui tient au fond même de la question, est celle qui résulte de la comparaison du nombre des femmes de chaque pays, qui, dans une

année donnée, se trouvent en âge d'engendrer, avec le nombre des naissances de la même année. Par exemple, les naissances, en 1757 furent de 81,878, et le nombre des femmes de tout âge, capables de devenir mères, était, d'après le dénombrement de cette année, de 436,542. On voit par-là que, sur chaque cinq femmes capables d'engendrer dans cette année, dans tout le royaume, l'état a acquis un peu plus d'un enfant. En 1760 les naissances furent de 90,635, et les femmes capables de devenir mères, de 444,092; de manière que dans le cours de cette année, il y eut un peu moins d'un enfant sur chaque cinq femmes capables d'engendrer. En 1763, les naissances furent au nombre de 90,152, et les femmes capables d'être mères, de 458,236; en sorte que cette année, chaque cinq femmes en état d'engendrer donnèrent un enfant, et une fraction en sus, bien au-dessous de celle de 1757 (1).

(1) Ce rapport d'un enfant né annuellement sur cinq mariages, est admis par Wargentin, Sussmilch, tom. I, pag. 231, et Malthus, tom. I, pag. 413, édit. anglaise.

Voici une donnée très-importante qui peut nous conduire à décider avec connaissance de cause la question de la propagation et de l'accroissement de l'espèce humaine. En prenant cette base pour fondement de nos raisonnemens, il en résultera, que chaque femme en âge d'engendrer peut, l'une dans l'autre, mettre au monde quatre enfans, en supposant que la période de fécondité soit de vingt ans, et cinq enfans, si l'on prolonge cette période jusqu'à vingt-cinq ans. La vérité est cependant entre les deux. Si l'on suppose que les filles se marient à vingt ans, dans ce cas elles ne deviendront mères, qu'à vingt et un : il faut encore ajouter à cela, que l'on doit aussi avoir égard à la diminution de la fécondité des femmes pendant les dernières années de cette période.

Faisons maintenant l'épreuve de l'argument que nous avons déduit des documens relatifs à la Suède, sous un autre point de vue. Comparons le nombre des naissances annuelles de ce pays, avec le nombre des filles qui y atteignent chaque année l'âge de vingt ans.

On voit par les tables pour 1757, que le nombre des femmes alors en vie, âgées de vingt à vingt-cinq ans, était de 104,872. Je pourrais faire ici l'application des règles établies par le docteur Halley et le docteur Price pour calculer la valeur de la durée de la vie, afin de déterminer le nombre des femmes âgées de vingt à vingt-un ans, et ainsi de suite. Mais dans un âge aussi peu avancé, la différence serait si légère, que je préfère la méthode plus simple de diviser le nombre total par cinq : je conclus que le nombre des femmes qui, à l'époque du dénombrement de 1757, avaient atteint leur vingtième année, était de 20,974. Les naissances pour 1757, ont été de 81,887, c'est-à-dire, pas tout-à-fait quatre par chaque femme qui cette année-là avait complété la vingtième année. En 1760, les femmes qui avaient complété leur vingtième année étaient de 20,723, et les naissances furent, au nombre de 90,635, ce qui donne une moyenne de 4 ⅓ pour 1. En 1763, les femmes de cet âge étaient au nombre de 21,023, et les naissances furent

de 90,152, donnant une moyenne de $4\frac{1}{7}$ pour 1.

Il suit de là qu'en Suède, le nombre des femmes qui chaque année atteignent leur vingtième année peut être regardé comme étant égal au quart des naissances annuelles; ou, ce qui donne la même proportion dans d'autres termes, qu'on peut compter quatre naissances par chaque femme parvenue dans l'année à l'âge de vingt ans. Il est vrai que les femmes qui avaient atteint l'âge de vingt ans en 1757, ou dans une autre année quelconque, n'ont point été les mères de ces enfans : ce furent d'autres femmes âgées de vingt à vingt-cinq ans qui, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, ont porté ces enfans à la place des femmes de vingt ans : mais c'est un calcul qui ne se dément jamais dans les annales de la population de la Suède, que les naissances de chaque année sont quatre fois, et peut-être une petite fraction en sus, le nombre des femmes qui cette année-là ont atteint l'âge de vingt ans. Telle a été la marche régulière : un certain nombre de femmes, avec peu de va-

riations d'une année à l'autre, parviennent successivement tous les ans à leur vingtième année, et le nombre des naissances annuelles se trouve être assez exactement quatre fois celui de ces femmes. Par conséquent, je crois pouvoir assurer qu'il suffit de savoir le nombre des femmes qui, dans une société quelconque, parviennent tous les ans à leur vingtième année, pour connaître quel est le nombre des naissances. D'après tout ce qu'on a pu vérifier jusqu'à ce jour, il y a toujours quatre naissances pour chaque femme qui devient nubile. Quant à l'effet qui peut en résulter, soit en diminuant, en conservant, ou en augmentant la population, c'est un objet qu'il faut examiner séparément.

Une troisième réflexion du même genre s'offre à notre esprit, en comparant le nombre des mariages et des naissances d'après les tables de M. Wargentin. Il nous a donné (1) un relevé séparé de chacun de ces chefs, pendant quinze ans, depuis 1749 jus-

---

(1) Table IV.

qu'en 1763 inclusivement. La somme totale des naissances dans cet intervalle est de 1,299, 290, et celle des mariages de 315,482, c'est-à-dire presque exactement $4 \frac{1}{8}$ naissances par mariage.

Pour confirmer ce qu'on vient de voir relativement à la Suède, je vais ajouter ici, quoique un peu trop tôt, ce que nous apprennent les relevés de la population de l'Angleterre et du pays de Galles. Les registres des naissances pour 1810 portent 298,852. Sur ce nombre, je regarde les femmes comme formant la moitié, c'est-à-dire 149,426; or, selon les calculs du docteur Price, fondés sur les tables suédoises (1), de 10,000 filles qui viennent au monde, on peut estimer que 5800 atteignent leur vingtième année. En appliquant la règle de proportion, nous dirons : si 10,000 naissances du sexe féminin donnent 5800 femmes qui parviennent à l'âge de vingt ans, quel nombre de pareilles femmes doit-on attendre d'un total de 149,426 naissances? La réponse

---

(1) Tom. II, pag. 410.

est 86,667. Or, les registres des mariages, dont l'authenticité est la même que celle des états des naissances, donne 84,470. D'après cet échantillon, je suis porté à croire que, si nous étions aussi bien instruits sur la population de l'Angleterre que nous le sommes sur celle de la Suède, nous trouverions beaucoup plus de conformité à ce sujet entre les deux pays.

Il paraît donc qu'on arrive également à la même conclusion, si l'on compare les naissances à la totalité des femmes capables d'engendrer, ou au nombre des femmes qui atteignent annuellement l'âge de vingt ans, ou bien aux registres des mariages.

L'inspection des tables de M. Wargentin nous suggère encore une observation importante. Selon ces tables, il y eut, en 1757, 18,799 mariages, et le nombre des femmes qui atteignirent leur vingtième année fut de 20,974. En 1760, le nombre des mariages est porté à 23,383, et celui des femmes entrées dans leur vingtième année n'est que de 20,723. Enfin, il paraît qu'en 1763 le nombre des mariages a été de 20,927, et celui des femmes de vingt ans de 21,023.

Ainsi donc, nous trouvons dans un cas le nombre des mariages plus fort que celui des femmes qui pendant l'année sont devenues nubiles. Mais il est évident que cela ne pourrait pas continuer de même pendant une suite un peu considérable d'années. La conclusion inévitable de cette manière d'envisager le sujet, c'est que presque toutes les femmes en Suède se marient à une époque quelconque de leur vie; ou, pour m'exprimer avec plus de précision, il y a chaque année à peu près autant de mariages, en prenant pour base de notre calcul une série de quinze années ou plus, qu'il y a annuellement de femmes qui ont atteint l'âge de vingt ans.

Cette proposition, qui admet la fréquence générale du nœud conjugal (1), paraîtra,

---

(1 Quand je dis *générale*, je ne veux cependant parler que des femmes. L'extrait suivant tiré des *Observations* de Graunt sur les registres des décès, pag. 65, n'est pas indigne de notre attention, et peut très-bien s'appliquer à cette partie de notre sujet.

Cum, quantis ovibus feminis sufficiat unus aries, experientia compertum sit, agnorum masculorum qualis proportio castranda sit, discimus: ex. grat., si viginti

lorsque nous y réfléchirons, assez probable par la nature même des choses. Les goûts des hommes sont si variés, que rien n'est plus ordinaire que de voir des femmes qui, aux yeux des connaisseurs, paraissent les plus laides, trouver à se marier. Le plus grand nombre des femmes qui semblent destinées à remplir dans la société les fonctions de domestiques, se marient en général, quoiqu'un peu plus tard que les autres. Les femmes au-dessus de la classe infé-

---

feminis illum sufficere concederemus, tum novemdecim castrandi forent. Nam si octodecim tantum castrarentur, duorum cum singulis feminis copulatio promiscua (in quantum duorum masculorum admissio id facere possit) incrementum impediret, sed si nulli castrarentur, verisimile est quod singulo viginti arietum cum singulâ feminarum copulante, minima, forsitan nulla, conceptio efficeretur.

J'ai pensé que ce passage méritait de trouver place ici, car le sujet que nous traitons ne saurait être parfaitement compris, à moins de remonter ainsi aux principes fondamentaux. Il faut cependant faire attention que la théorie de Graunt ne peut s'appliquer qu'à l'homme en état de nature. Les choses sont extrêmement différentes dans des sociétés organisées comme chez les nations de l'Europe, ainsi que nous le ferons voir plus au long dans le chapitre suivant.

rieure, qui, faute de dot, languissent dans la *félicité du célibat*, sont assez nombreuses pour faire entendre leurs plaintes, quoique leur nombre soit extrêmement faible, si on le compare à celui de toute la population féminine d'une nation.

CHAPITRE VI.

Continuation des observations au sujet des tables suédoises.

Il y a encore une autre manière d'envisager le sujet, également digne de remarque, et très-propre à jeter du jour sur l'objet qui nous occupe.

Je viens de dire que le nombre annuel des mariages dans chaque pays ne peut, pendant un temps un peu considérable, surpasser le nombre des filles qui chaque année deviennent nubiles.

Considérons maintenant la question sous un autre aspect. Quoique j'aie commencé par regarder les femmes capables de devenir mères comme le sol ou le *nidus* où prennent leur naissance les générations successives de l'espèce humaine, il n'est cependant pas moins vrai que, pour la consommation du mariage, les maris sont aussi nécessaires que les femmes, et que, du moins dans les pays où la polygamie est défendue,

le nombre des mariages ne peut pas excéder celui des maris.

Il semblerait donc que la même conclusion que je viens de déduire relativement aux femmes, peut s'appliquer aux hommes, c'est-à-dire, que, dans un pays quelconque, le nombre annuel des mariages, pendant un temps un peu considérable, ne peut pas excéder le nombre des hommes arrivés à l'âge auquel les lois, ou plutôt l'usage, leur permet de se marier.

Cependant, quoiqu'il naisse plus de garçons que de filles, on trouve d'après toutes les tables de la population, et surtout dans celles de la Suède, que dans presque tous les âges au-dessus de l'enfance, le nombre des hommes est fort au-dessous de celui des femmes.

En Suède, qui est le pays dont nous nous occupons en ce moment, il existe une loi qui défend à tout homme de se marier avant d'avoir vingt-un ans accomplis (1).

---

(1) On permet pourtant à un garçon de se marier, pourvu qu'il possède une propriété foncière, qu'il ait un emploi, ou qu'il jouisse, d'une autre manière quelconque, d'un

On peut ajouter à cette considération, qu'il n'est guère probable que tous les hommes, aussitôt qu'ils ont atteint leur vingt-unième année, soient disposés à se marier. Peut-être, en raisonnant d'après ce principe, ne faut-il pas s'attendre à voir les mariages contractés annuellement en Suède, dans un temps un peu considérable, excéder le nombre des hommes qui parviennent chaque année à l'âge de vingt-cinq ans. Cela doit diminuer le nombre des mariages, et par conséquent augmenter celui des femmes qui vivent dans le célibat.

Au premier abord on pourrait croire que c'est là le vrai principe théorique sur cette matière, lequel se trouverait en contradiction avec ce que nous avons établi à cet égard dans le chapitre précédent. Voyons pourtant quel est l'état réel des choses, tel que le présentent les tables suédoises. Je prendrai, ainsi que je l'ai déjà fait pour les femmes, le cinquième des hommes ayant de vingt à vingt-cinq ans dans l'année que nous

---

revenu connu. V. *Handboki Svenska Kyrkolagfaranheten*, ou Manuel de la loi ecclésiastique de la Suède, chap. 1, § 6.

avons en vue, comme formant le nombre de ceux qui dans le cours de cette année parviennent à l'âge de vingt ou de vingt-cinq ans. Le nombre de ceux qui parviennent à l'âge de vingt-cinq ans sera à la vérité moindre que celui de ceux qui auront atteint vingt ans, suivant la proportion des hommes qui meurent annuellement entre ces deux âges. Mais cette époque de la vie humaine n'est point la plus exposée aux chances de la mortalité; c'est pourquoi je ne tiendrai pas compte en ce moment de la diminution qui en résulte.

Voici donc le relevé des trois années, 1757, 1760 et 1763, tel que les tables l'énoncent :

	Garçons entrant dans l'âge de se marier.	Filles qui deviennent nubiles.	Mariages.
1757. . .	18,292.	20,974.	18,799
1760. . .	17,750.	20,723.	23,383
1763. . .	18,460.	21,023.	20,927
TOTAL.	54,502	62,720	63,109

Nous avons déjà fait observer que le nombre des filles qui deviennent nubiles chaque année, surpasse en général, comme

on devait s'y attendre, le nombre annuel des mariages. Car certes les mariages d'une seule année quelconque ne peuvent pas servir de règle, et ceux d'une année particulière peuvent surpasser ce nombre : tout ce que je prétends, c'est que le nombre annuel des mariages ne peut long-temps continuer à excéder le nombre des femmes qui chaque année devenaient nubiles.

Il faut encore ajouter, que j'ai supposé les filles nubiles à vingt ans; mais il est possible de se marier avant cet âge; et la loi suédoise permet aux filles de se marier à l'âge de quinze ans (1). Or les filles qui entrent dans leur quinzième année sont en plus grand nombre que celles qui atteignent la vingtième. Si donc le nombre des mariages surpasse celui des femmes qui chaque année parviennent à l'âge de vingt ans, l'excédant doit nécessairement être rempli par les femmes âgées de quinze à vingt ans.

Mais le cas est tout différent quant aux hommes; et, ainsi que je l'ai déjà dit, le ma-

---

(1) *Handbok, ubi suprà.*

riage ne leur est pas permis tant qu'ils n'ont pas vingt-un ans accomplis. Comment donc expliquerons nous l'excédant des mariages par-delà le nombre des hommes arrivant chaque année à l'âge de vingt-un ans ?

Cette difficulté se trouve en grande partie résolue par l'inspection de la table d'Upsal (1). Peu de choses dans cette table frappent autant, que le nombre beaucoup plus considérable de veuves que de veufs. En additionnant toute la série de neuf ans, d'après ces tables, le nombre est de :

Veufs.	20,567.
Veuves.	108,537.

Le nombre des veuves est plus de cinq fois plus fort que celui des veufs. Mais les femmes mariées, ainsi qu'on peut le voir par les tables de la population de la Suède, meurent en général aussi rapidement que les hommes mariés. On ne peut donc expliquer le petit nombre de veufs, qu'en admettant comme un fait certain, que les

(1) Table VI, pag. 159.

veuves qui se remarient sont cinq fois plus nombreuses que les veufs qui contractent un second mariage. Et nous avons droit de conclure du même principe, que les veufs n'épousent pas en général des veuves, mais bien des vierges, ou des demoiselles, comme les lois anglaises les appellent.

Pour faire l'application de ce principe, il faut remarquer, que, si le diocèse d'Upsal en 1763 contenait 11,874 veuves, par une règle de proportion toute la Suède devait en contenir 135,712. Mais en supposant qu'il y a eu autant de maris qui ont perdu leurs femmes, que de femmes qui ont perdu leurs maris, il s'ensuivra que plus de 108,000 hommes se sont remariés, sans comprendre même ceux qui ont pu devenir veufs pour la seconde fois. Cela rend suffisamment raison du vide qui paraîtrait autrement exister dans le nombre des hommes en âge de se marier.

Puisque j'ai invoqué ici le témoignage de la table de la population du diocèse d'Upsal, il faut que je fasse quelques observations sur un ou deux des articles qu'elle renferme, et qui paraissent avoir besoin

d'explication. Cette table offre des détails bien plus étendus et précis qu'aucun autre document semblable que j'aie jamais consulté; c'est pourquoi il est très-désirable qu'il soit parfaitement entendu.

Une circonstance qui, au premier abord, m'a un peu surpris, c'est le petit nombre de ménages qu'offre la dernière colonne, en comparaison du nombre des personnes mariées rapporté dans la cinquième colonne. Cela n'influe guère sur la question dont nous nous occupons ; mais, pour la satisfaction du lecteur, je crois à propos d'éclaircir ce point.

Ayant proposé cette difficulté à un Suédois intelligent (1), qui a eu la bonté de m'aider à traduire les titres de chacun des chefs de ces tables, voici l'explication qu'il m'en donna. Par ménage ou maison on entend en Suède toutes les personnes qui mangent à la même table, ou, pour mieux dire, toutes celles qui subsistent aux dépens d'un même revenu. Par exemple, chez sir

---

(1) M. Nairman, l'un des bibliothécaires de sir Joseph Banks.

Joseph Banks, il y a des tables pour différentes sortes de personnes, mais c'est un seul individu qui en fait les frais. Voilà donc un seul ménage. Si, au contraire, plusieurs familles vivant sous un même toit, ne tirent point leur subsistance d'un même tronc commun, s'il est permis de s'exprimer de la sorte, chacune de ces familles comptera dans les dénombremens suédois, pour un ménage séparé. Or, en Suède, rien n'est plus commun, surtout dans les cantons ruraux, que de voir les enfans déjà mariés, continuer à vivre sous le même toit que leurs pères, formant tous ensemble un grand ménage. Voilà pourquoi, dans la table de la population du diocèse d'Upsal, le nombre des ménages ou familles paraît au-dessous de celui des personnes mariées. »

Une autre circonstance qui paraît avoir besoin d'être éclaircie, c'est que les personnes non mariées des deux sexes au-dessus de quinze ans, qu'on voit dans la huitième et la neuvième colonnes, pourront paraître au premier abord plus nombreuses qu'on n'aurait pu le croire d'après les raisonnemens précédens.

Je commencerai par faire observer qu'il n'y a aucune raison de supposer qu'il puisse exister de différence essentielle entre les tables de la population de la Suède en général, et celles de la population particulière d'une de ses provinces les plus considérables. Les rapports comparatifs que j'ai présentés, entre le nombre annuel des mariages et celui des filles qui arrivent annuellement à l'âge de vingt ans, je les ai tirés des tables générales de la population du royaume de Suède.

En second lieu, tout lecteur doit sentir combien la différence est grande entre l'énumération du nombre des filles qui, arrivant à l'âge de vingt ans dans une année quelconque, ne se marient jamais, et celle des femmes de tout âge qui peuvent, à une époque quelconque, se trouver non mariées, quoiqu'elles puissent le devenir dans une semaine ou dans un an. Le nombre de ces dernières peut se trouver considérable, en même temps que celui des premières peut être extrêmement petit.

En troisième lieu, parmi les femmes non-mariées, la table d'Upsal comprend

toutes celles qui ont dépassé leur quinzième année, âge auquel la loi suédoise permet aux filles de se marier. Mais dans les extraits que j'ai faits des tables de la Suède en général, j'ai supposé les filles nubiles à l'âge de vingt ans. C'est pourquoi la table d'Upsal porte trop haut le nombre des femmes non-mariées, de tout le montant de celles qui ont de quinze à vingt ans, ou au moins, du montant de celles qui ne se sont pas mariées dans l'intervalle qui sépare ces périodes. Or, les femmes âgées de quinze à vingt ans forment un douzième de toute la population féminine.

La proposition que j'ai déduite des tables de la Suède en général, c'est que le nombre annuel des mariages est presque égal à celui des filles qui parviennent dans l'année à l'âge de vingt ans; ou, en d'autres mots, que presque autant de femmes se marient chaque année, qu'il y en a qui arrivent à cet âge. La seule limite à cette proposition se trouverait dans le nombre des femmes qui pourraient mourir dans le célibat.

Mais la colonne des femmes non-mariées dans la table d'Upsal, ne nous fait point

connaître le nombre des femmes qui vivent et qui meurent sans se marier. D'abord, il est très-probable que la plus grande partie des filles âgées de quinze à vingt ans, et qui forment un douzième de toute la population féminine, se marieront par la suite. En second lieu, il faut considérer que la somme totale des femmes non-mariées, dans un royaume ou dans une province quelconque, et à quelque époque que ce soit, doit dépendre essentiellement de l'âge auquel on a l'habitude de se marier. Si toutes les filles d'un pays se mariaient le jour qu'elles ont complété leur quinzième année, dans ce cas, il est de toute évidence que la colonne des femmes non-mariées resterait tout-à-fait en blanc. Mais si, de l'autre côté, les filles se mariaient de quinze à trente-cinq ans, et qu'aucune ne se mariât avant les vingt-cinq ans accomplis, dans ce cas, elles pourraient se marier toutes, et pourtant la moitié des femmes de quinze à trente-cinq ans, figureraient constamment dans la colonne des célibataires.

Il faut ajouter à cela une autre considération, qu'on peut rendre plus sensible de

la manière suivante. Supposons que les filles qui parviennent annuellement à l'âge de vingt ans, soient au nombre de 20,000, dont 19,000 se marient, 1000 continuant à vivre dans le célibat. Supposons qu'il existe une raison naturelle, soit la maladie soit une autre cause qui empêche cette vingtième partie de la population féminine de se marier, il y aurait donc 1000 femmes à porter dans la colonne des filles, dans le dénombrement annuel. L'année suivante il y aurait encore un vingtième des filles arrivant à leur vingtième année, ou 1000 de plus, à ajouter aux 1000 de l'année précédente, sauf celles de ces dernières qui seraient décédées, et ainsi de suite jusqu'à l'infini. Ainsi, comme nous l'avons déjà dit, si toutes les femmes d'un pays se mariaient le jour qu'elles deviendraient nubiles, la colonne des filles resterait en blanc; mais, si la vingtième partie de ces filles restaient dans le célibat, ce nombre monterait par la suite à un vingtième de toutes les femmes ayant dépassé l'âge nubile. Il est inutile d'en dire davantage sur ce point : le lecteur qui voudra en suivre les dévelop-

pemens, pourra facilement le faire lui-même.

Il est une autre circonstance qui mérite notre considération, avant de prononcer définitivement sur le degré d'autorité qui est dû aux tables suédoises. Dans l'exposé qui précède, j'ai porté le nombre des femmes nubiles au cinquième de toute la communauté. Il paraît en même temps, d'après les tables, que les naissances ne surpassent guère quatre par mariage. Or, si sur cinq naissances on ne peut compter que sur une seule femme capable de devenir mère et de donner des enfans à la génération suivante, il suit évidemment que le nombre des femmes nubiles ira perpétuellement en diminuant à chaque génération successive, et par conséquent, qu'une population dans ces circonstances doit régulièrement marcher avec rapidité vers son entière destruction. Cependant les tables suédoises, d'où ces deux faits sont tirés, font voir un accroissement progressif du nombre des habitans. Il faut donc réconcilier cette contradiction apparente; ou bien il faut conclure que les

tables suédoises ne sont qu'une autorité trop insuffisante pour servir de base à nos conclusions.

Pour répondre à cette difficulté, je ferai d'abord remarquer qu'un des résultats les plus irrésistibles des tables suédoises, c'est qu'il y a quatre naissances par mariage. Mais si cette proposition est vraie, l'inverse doit l'être également, c'est-à-dire, que pour chaque quatre naissances il y a un mariage, ou, en d'autres termes, que, sur chaque quatre naissances il y a une femme nubile. L'une de ces propositions ne saurait être vraie, si l'autre est fausse; et le nombre des femmes en âge de se marier se trouve par-là clairement établi.

En second lieu, il est à propos de remarquer que, quoiqu'il soit assez raisonnable de poser comme base de nos conclusions, l'âge où les filles sont propres à devenir mères, en le fixant à vingt ans, cette proposition n'est nullement absolue ni infaillible. La loi suédoise permet aux filles de se marier à quinze ans; et comme il y a nécessairement plus de créatures humaines qui arrivent à l'âge de quinze ans

qu'à celui de vingt, il en résulte un surcroît considérable à la somme possible des mères. Les filles de quinze à vingt ans forment une espèce de corps de réserve, qui sert à recruter, en cas de nécessité, le nombre des femmes nubiles.

En troisième lieu, il faut se rappeler, d'après ce que nous avons dit, que les naissances sont aux mariages dans la proportion de 4 et une petite fraction à 1. Or, quoique cette fraction puisse à la première vue paraître à peine digne d'être remarquée, cependant, dans son opération sur une nation composée de trois millions d'âmes, et prolongée pendant une longue suite d'années, elle aurait sans contredit l'effet de rendre l'accroissement de population progressif, tandis que sans cette fraction elle serait restée stationnaire. Il n'y a donc rien de contradictoire ou de choquant entre les différens articles dont se composent les tables suédoises.

Nous voici donc en possession d'une base solide, autant qu'elle s'étend, sur laquelle il nous est permis de raisonner, re-

lativement à l'accroissement possible de la population. Quant aux autres pays du monde, on peut dire que nous ne savons rien à leur égard. On s'est livré en Suède à des travaux considérables au sujet de la population, on y a continué les recherches pendant une suite d'années, et elles ont été conduites d'après les principes les plus sages. Cet exemple nous apprend donc, d'une manière à peu près exacte, dans quelle progression l'espèce humaine, au moins dans l'état présent de la civilisation, peut s'accroître, et quelles sont les bornes au delà desquelles la multiplication doit s'arrêter dans sa marche.

La Suède est, à tous égards, un pays aussi favorable à l'expérience en question qu'on peut le désirer. Presque toutes les filles s'y marient. « Le cri continuel du gouvernement, » pour me servir de l'expression de M. Malthus, « est pour l'accroissement de ses sujets. » Et la population y est si clair-semée, qu'il faudrait bien des siècles d'une très-grande prospérité pour que les habitans fussent en état de multiplier par

le seul effet de la propagation, au point de parvenir à produire et à épuiser tous les moyens de subsistance qu'on pourrait aisément tirer du sol.

CHAPITRE VII.

Récapitulation des preuves tirées des tables suédoises.

Il est temps de revenir aux conclusions relatives à la multiplication de l'espèce humaine, qui paraissent résulter de tous les renseignemens qu'on a recueillis sur la population de la Suède.

Ces renseignemens sont le fruit de l'expérience.

Il ne s'agit point de suppositions gratuites et arbitraires, ni de demander avec Euler, quel serait le résultat si le nombre des décès gardait avec celui des naissances une proportion donnée; proportion qui n'a jamais eu lieu, ou qui ne s'est réalisée que pendant des périodes « de courte durée, » ce qui est dans le fond comme si elle n'eût jamais existé. Nous ne demandons pas non plus, avec le docteur Franklin, quel effet produirait dans un pays un nombre de mariages double de ce qui a lieu en Eu-

rope, et en supposant que chaque mariage produisît, l'un dans l'autre, huit enfans.

Nous ne rechercherons pas non plus, par quel moyen la terre a été peuplée dans l'origine, ce qui, suivant Derham, n'a pu s'effectuer que par la prolongation de la vie de l'homme jusqu'à environ mille ans (1).

L'objet de nos recherches est resserré dans d'étroites limites; « l'homme tel qu'il est, » voilà ce qui nous occupe. Grâce aux soins assidus et à la grande persévérance avec lesquels ont été conduites les recherches sur la population en Suède, nous nous trouvons en possession d'une grande et importante masse de faits qui peuvent nous guider; et je crois qu'on ne trouvera point de pays qui puisse produire un ensemble de faits qui contredisent ceux qui ont été recueillis en Suède.

Nous savons donc, en premier lieu, que les femmes nubiles dans une communauté quelconque, ou sur toute la surface du globe, n'excèdent pas le cinquième de la population.

---

(1) V. Ci-dessus.

Deuxièmement, que le nombre des femmes nubiles ne s'accroît point d'une génération à l'autre, ou ne s'accroît que très-faiblement.

Troisièmement, que le nombre des naissances annuelles est presque exactement dans le rapport d'un enfant sur cinq mariages.

Quatrièmement, que le nombre des naissances annuelles garde presque cette même proportion avec celui des femmes de la communauté en état de faire des enfans.

Cinquièmement, que le nombre des naissances, par chaque mariage, ne s'élève pas, terme moyen, au delà de quatre.

Sixièmement, que la plupart des femmes qui deviennent nubiles se marient; et que, si les maris sont parfois un peu avancés en âge, cela n'arrive que rarement à leurs épouses.

Septièmement, que les mariages prématurés ne tendent pas beaucoup à accroître la population. En Perse où les filles se marient souvent à l'âge de douze ans, elles sont souvent déjà vieilles et incapables de concevoir à trente.

Voilà quelques-unes des principales lois relatives à la propagation de l'espèce humaine, autant qu'elles nous sont connues : et elles paraissent confirmées par tous les documens authentiques de l'histoire profane qui sont venus à notre connaissance.

Ces lois ne semblent pas indiquer, d'une manière un peu convaincante, que l'espèce humaine possède la faculté de s'accroître en nombre.

Mais elles tendent très-puissamment à nous convaincre qu'une telle faculté d'accroissement, si elle existe, est, du moins, restreinte dans des limites très-étroites, et qu'il n'y a rien à craindre pour le bien-être d'une nation quelconque, ou pour celui de l'espèce humaine en général, de l'opération de cette faculté.

Additions aux chapitres IV, V et VI.

En relisant les chapitres précédens qui traitent de la population de la Suède, je crains d'avoir fait une trop forte concession relativement à l'accroissement de la popu-

lation de ce pays. Le docteur Price, dans ses recherches sur la valeur des rentes viagères, s'est trouvé nécessairement forcé de faire une étude approfondie des tables de la population de la Suède, parce que ces tables, par l'excellent esprit qui a présidé à leur première formation, par le soin et l'exactitude avec lesquels elles ont été exécutées, et la constance avec laquelle on les a continuées et poursuivies, sont en effet très-supérieures à tous les documens du même genre qu'on trouve partout ailleurs.

Voici en partie le résultat des observations du docteur Price à ce sujet.

« Les dénombremens et le relevé des décès pour les premiers dix ans, de 1755 à 1765, comprennent tout le royaume de Suède, composé de vingt-six principautés ou provinces. Pendant l'année 1764 tous ces travaux furent suspendus. On les reprit en 1765; mais pour cette année et les suivantes on a omis le dénombrement d'une des provinces, ainsi que le relevé de ses décès. Dans les trois années, de 1767 à 1770, les dénombremens et les registres mortuaires de trois provinces manquent. Dans

les trois ans de 1770 à 1773, il se trouve aussi une omission de trois provinces, et de la ville de Stockholm. Et dans les autres trois années qui restent jusqu'en 1776, il manque quatre diocèses, sur les quinze qui existent en Suède.

« La somme totale des mâles vivans dans les trois années, de 1765 à 1767 (Je crois que le docteur aurait dû dire, « vivans, d'après le dénombrement de 1766 ») était de 1,182,848, et celui des femmes, de 1,290,068. J'ai déjà dit qu'il y eut une province d'omise dans les observations pour ces trois ans. En la comprenant dans l'addition, cela donnera pour le total de la population de la Suède en 1776, au delà de deux millions et demi. En 1757 ce nombre était de 2,323,195. La population s'est donc accrue de près de 200,000 individus dans l'espace de neuf ans. Mais il paraît que cet accroissement ne s'est pas soutenu long-temps; car, s'il en eût été ainsi, une table formée des décroissemens tels que les registres les présentent, et en

---

(1) V. *Price's Observations*, tom. II, pag. 406.

prenant la moyenne des décès annuels depuis 1755 jusqu'en 1763 pour racine, donnerait pour les probabilités de la durée de la vie, un résultat beaucoup trop faible pendant tout le cours de la vie humaine; tandis que ce n'est qu'aux premières époques de la vie que ce résultat convient. De 45 à 60 les probabilités paraissent presqu'égales ; et après les 60, elles paraissent plus fortes, ce qui est une preuve évidente que, vers le commencement de ce siècle (le 18.e), la population de la Suède allait en décroissant. Il résulte également des dénombremens, que, tandis que le nombre des individus dans les premières époques de la vie allait rapidement croissant, le nombre des vieillards diminuait (1). »

En faisant les précédentes remarques, le docteur Price a eu sur moi, à quelques égards, un avantage auquel je ne puis prétendre. Il entretenait une correspondance régulière avec M. Wargentin, à qui nous avons tant d'obligations pour la méthode

(1) V. *Price's Observations*, tome II, pag. 407, note.

judicieuse qui a été suivie dans la confection des registres et des dénombremens de la Suède. Ce compilateur distingué a envoyé régulièrement au docteur Price les tables de la population de la Suède pendant une suite d'années, et qui n'ont paru qu'à des époques irrégulières dans les Mémoires de l'Académie royale de Stockholm, d'où je les ai transcrites. Il paraît aussi que M. Wargentin a résolu plusieurs questions que le docteur Price lui proposa, relativement à certains détails dont les registres et les dénombremens ne font pas mention (1).

C'est pourquoi, avant de quitter cette matière, je vais ajouter ici une table tirée de l'ouvrage du docteur Price, semblable à celles que j'ai déjà insérées, mais fondée sur la moyenne de vingt-un ans, de 1755 à 1776 (2). Il est même assez remarquable que, dans cette table, le nombre des femmes en âge de faire des enfans, et celui des habitans en général, sont au-dessous de ce que portent les dénombremens publiés par

(1) *Ibid.* pag. 251, 431.
(2) *Ibid.* pag. 404, 405.

Wargentin dans les Mémoires de l'Académie, rela-
ement aux premières années de cette période (1).

écès annuels, d'après une moyenne de 21 ans, de 1755 à 1776.			Nombre des vivans, d'après la moyenne de sept dénombremens, pendant les années 1757, 1760, 1763, 1766, 1769, 1772 et 1775.		
Ages.	Mâles.	Femel.	Ages.	Mâles.	Femelles.
-dessous de 1 an	9664	8355	Au-dessous de 1 an	33882	33640
De 1 à 3	3592	3531	De 1 à 3	62155	63005
3 — 5	1816	1774	3 — 5	62696	63551
5 — 10	1789	1672	5 — 10	121871	122460
10 — 15	898	802	10 — 15	117879	118419
15 — 20	741	714	15 — 20	103093	105845
20 — 25	874	776	20 — 25	91907	102306
25 — 30	879	872	25 — 30	82919	93315
30 — 35	955	1058	30 — 35	78615	87129
35 — 40	907	901	35 — 40	70390	77077
40 — 45	1119	1129	40 — 45	63961	70405
45 — 50	1077	958	45 — 50	52083	59580
50 — 55	1233	1127	50 — 55	44908	52689
55 — 60	1180	1163	55 — 60	36253	44211
60 — 65	1383	1597	60 — 65	30772	39416
65 — 70	1328	1510	65 — 70	21170	29610
70 — 75	1360	1935	70 — 75	14610	21776
75 — 80	1023	1527	75 — 80	8224	12515
80 — 85	784	1230	80 — 85	4036	6418
85 — 90	383	609	85 — 90	1522	2492
u-dessus de 90	195	339	Au-dessus de 90	486	869
	33180	33579	Mâles	1103432	1206728
			Femelles	1206728	
			Total	2310160	

(1) Voyez ci-dessus.

Il résulte donc de tout ce qu'on vient de dire, qu'il y a quelque probabilité, mais nullement une certitude, que la population de la Suède a éprouvé un accroissement, dans la plupart des époques, depuis le commencement des dénombremens au milieu du siècle passé, jusqu'au moment actuel. Mais il est impossible de déterminer la proportion de cet accroissement, puisque la réalité même n'en est point démontrée. Et pourtant voilà toutes les preuves que les dénombremens nous fournissent, sur la faculté inhérente à l'homme de multiplier son espèce. Quant à la Suède, nous possédons des documens assez authentiques d'après les quels nous pouvons prononcer que, si sa population s'est en effet accrue, ce n'est que dans une proportion comparativement bien faible. Pour ce qui est du reste du monde, et quant au nombre comparatif des indigènes, de père en fils, pendant des périodes successives, nous ne savons rien là dessus.

CHAPITRE VIII.

Réflexions sur la population des autres pays de l'Europe.

Le lecteur pourrait cependant avoir quelque raison de ne pas se contenter de ce que je viens de dire au sujet de la population de l'Europe, car jusqu'à présent j'ai borné toutes mes observations à la Suède.

Je vais donc ajouter quelques remarques tendant à faire voir que, parmi tout ce qui a été recueilli dans les autres pays de l'Europe, il n'y a rien qui affaiblisse en aucune manière les conclusions auxquelles nous sommes arrivés, et qui y trouvent plutôt une nouvelle confirmation.

Je porterai surtout mon attention vers deux points; le premier c'est le rapport entre le nombre des femmes capables de faire des enfans, et celui de toute la population; et le second, la proportion entre les mariages et les naissances, d'après ce qui a lieu dans les différens pays de l'Europe.

Les renseignemens les plus exacts que nous possédions sur le premier de ces points, c'est-à-dire, sur le nombre proportionnel des femmes capables de faire des enfans, comparé avec la population totale, abstraction faite des documens suédois, se trouve dans les faits que le docteur Price a recueillis et insérés dans ses *Observations sur les Payemens reversibles*. Je les présenterai dans le même ordre dans lequel ils se trouvent disposés. Je dois toutefois faire observer, que les conclusions que l'auteur en a tirées, ne sont que d'un bien faible poids comparées avec celles que nous venons de présenter ; d'abord, parce qu'elles ont toutes pour base un nombre de personnes très petit en comparaison des dénombremens de la Suède, et en second lieu, parce que ces nombres sont supputés d'une manière arbitraire et artificielle, et ne reposent que sur la faible autorité des registres mortuaires de chaque pays et district.

Le docteur Price ayant eu pour but un objet très-différent de celui que je considère en ce moment, je me vois forcé de soumettre ses relevés à une certaine analyse,

avant qu'on puisse en faire l'application à l'objet de cette investigation. Les recherches de cet auteur avaient pour objet la valeur des rentes viagères, et les différentes probabilités de la durée de la vie humaine, pour chaque âge. C'est pourquoi il supposa mille, dix mille ou cent mille personnes nées au même moment, et ensuite il calcula, d'après certaines observations, suivant quelles gradations les rangs de cette légion de créatures humaines s'éclairciraient successivement. Je n'ai rien à faire avec des nombres imaginaires de personnes, toutes nées le même jour, je n'ai en vue que des sociétés humaines, telles qu'elles sont constituées réellement, ou telles qu'on peut les concevoir. Les sociétés humaines, telles qu'elles existent réellement, surtout dans les pays anciennement habités, se composent d'individus de tout âge, depuis le berceau jusqu'à la dernière décrépitude. Pour trouver donc, d'après les Tables du docteur Price, combien il y aurait de femmes âgées de vingt à quarante-cinq ans, dans une société quelconque, et à une époque donnée, je me suis vu dans la nécessité de chercher une

moyenne entre le nombre des femmes qui, suivant le docteur Price, parviennent à l'âge de vingt ans, et le nombre de celles qui atteignent l'âge de quarante-cinq ans, pour établir ainsi la proportion des femmes en question qui existent dans une société quelconque, et à une époque donnée. Par exemple :

Dans la huitième table, qui indique les probabilités de la durée de la vie à Norwich, dans l'ouvrage du docteur Price (1), on voit que, sur 1185 naissances, 467 individus parviennent à l'âge de vingt ans, et 311 à celui de quarante-cinq, ce qui donne une moyenne de 389. Si la moitié sont des femmes, il y en aura 195 capables d'engendrer, formant à peu près un sixième de la population.

La neuvième table contient le calcul de M. Simpson sur les probabilités de la durée de la vie à Londres, fondé sur les registres mortuaires de cette ville pendant dix ans, de 1728 à 1737 inclusivement (2).

---

(1) Observations sur les payemens reversibles, tom. II, pag. 296.

(2) Pag. 297.

Dans cette table on voit que sur mille naissances, 360 individus atteignent l'âge de vingt ans, et 192 celui de quarante-cinq, offrant une moyenne de 276. On peut regarder la moitié de ce nombre, ou 138, comme étant des femmes capables d'engendrer, ce qui forme un septième de la population.

Il est aisé par ce moyen de déterminer le nombre des femmes propres à donner des enfans à l'état, dans toute table de population dans laquelle les âges sont spécifiés. Je me bornerai donc à présenter les résultats généraux qui, étant ainsi rapprochés, peuvent facilement être comparés ensemble.

TABLE

Montrant le nombre des femmes capables d'engendrer, dans différentes masses de population.

LIEUX.	Population.	Femmes de 20 à 45.	Proportion approximative.	Renvoi aux Observations de Price, tome II.
Norwich	1185	195	1 à 6	Table VIII, p. 296.
Londres, 1728 à 1737.	1000	138	1 à 7 $\frac{1}{4}$	Table IX, p. 297.
Idem 1759 à 1768.	1518	192	1 à 8	Table XV, p. 304.
Idem 1771 à 1780.	28452	4005	1 à 7 $\frac{1}{10}$	Table XVI, p. 305.
Northampton.	11650	2095	1 à 5 $\frac{1}{2}$	Table XVII, p. 311.
Warrington.	2700	459	1 à 5 $\frac{9}{10}$	Table XLI, 384.
Chester.	4066	1000	1 à 4	Table XLII, p. 392.
Holy Cross.	966	230	1 à 4 $\frac{1}{5}$	Table XLIII, p. 401.
Marche électorale de Brandebourg.	1000	215	1 à 4 $\frac{1}{5}$	Table LI, p. 446.
Hollande.	1400	344	1 à 4	Table LIII, p. 456.
France.	10000	2449	1 à 4	*Ibid.*

Chacun peut voir qu'il n'y a rien dans ces tables qui puisse aucunement diminuer l'autorité des tables suédoises. En France (1) et en Hollande, pays à l'égard desquels on peut le moins compter sur l'exactitude des renseignemens, les femmes propres à devenir mères sont portées à un quart de la communauté. A Londres au contraire, elles ne sont que dans le rapport de 1 à 7, et de 1 à 8. Cependant le terme moyen de tous les documens est un peu au-dessous de 1 à 5.

La seconde question a pour objet le rapport entre les naissances et les mariages; il s'agit d'examiner si des renseignemens recueillis dans d'autres contrées de l'Europe ne pourraient pas faire naître le soupçon que les tables suédoises l'ont porté trop bas.

Une des autorités du plus grand poids à

---

(1) Depuis le temps du docteur Price on possède en France des renseignemens beaucoup plus exacts sur la loi de la population. Il suffit de consulter la table de M. Duvillard, insérée tous les ans dans l'Annuaire publié par le bureau des longitudes, pour se convaincre que la proportion des femmes de 20 à 45, est à peu près d'un cinquième et demi de la population totale, ou de 1826 sur 10,000. *Note du traducteur.*

cet égard c'est Jean Pierre Sussmilch, auteur allemand, que le docteur Price cite largement dans ses *Observations sur les Payemens réversibles*, et M. Malthus dans son *Essai sur la Population*. Le titre de son ouvrage, dont la première édition parut en 1765 en deux volumes in-8°., auxquels on a ensuite ajouté un troisième, est *Die Gottliche Ordnung, etc*; ou l'Ordre de la divine Providence, manifesté par les naissances, les décès et l'accroissement de l'espèce humaine. Je ferai observer en passant, que le but que s'est proposé Sussmilch dans son ouvrage est précisément l'opposé de celui de M. Malthus; son premier objet ayant été de prouver la possibilité d'un accroissement de la population du globe, et le second, de proposer l'adoption des mesures qui lui ont paru les plus propres pour réaliser cet accroissement.

Cet auteur paraît avoir pris beaucoup de peines pour recueillir tous les documens qu'il a pu se procurer relativement à la population de l'Europe en général, et surtout sur celle des possessions allemandes du roi de Prusse dont il était le sujet.

Voici en partie ce qu'il a recueilli surces trois derniers articles. Ses observations commencent en 1694et se terminent en 1759, comprenant ainsi une période de soixante-six ans.

Dans la Marche électorale de Brandebourg, le rapport entre les naissances et les mariages était assez uniforme, les extrêmes n'étant que de 38 à 10, et de 35 à 10, et le terme moyen, de 37 à 10 (1).

Dans la Poméranie ducale, les extrêmes des rapports entre les naissances et les mariages, à des époques diverses de cinq ou six ans, se sont trouvés être de 36 à 10, et de 43 à 10, et la moyenne, d'environ 38 à 10 (2).

Dans la Nouvelle-Marche de Brandebourg, les extrêmes des proportions entre les naissances et les mariages étaient de 34 à 10, et de 42 à 10, et la moyenne, d'environ 38 à 10 (3).

---

(1) *Essai sur la Population*, tom. II, pag. 180.
(2) *Ibid.* pag. 181.
(3) *Ibid.* pag. 182.

1795.	353.	sur.	100
1800.	340.	sur.	100
1805.	350.	sur.	100
1810.	360.	sur.	100

D'où il résulte, que le rapport moyen entre les naissances et les mariages en Angleterre et dans le pays de Galles, pendant cette période, a été d'environ 35 à 10.

Il me semble assez singulier que, d'après tous les relevés qui sont venus à ma connaissance, l'espèce humaine paraît être plus prolifique en France que dans presque tous les autres pays. Buffon dit qu'à Paris, chaque mariage produisait de son temps, l'un dans l'autre, quatre enfans, et que dans les cantons ruraux, cinq au moins et souvent six, était une proportion très-commune (1). La *Statistique générale et particulière de la France*, en six volumes, publiée en 1803, porte le nombre des mariages pour l'année 1800 à 202,177, et les naissances à 955,430, ce qui donne pour quotient $4\frac{7}{10}$ naissances par mariage. Le

---

(1) Histoire naturelle, tom. XL. pag. 47.

compilateur de cet ouvrage recommande pourtant de retrancher du nombre des naissances un onzième pour les enfans naturels (1), ce qui réduit la proportion à environ $4 \frac{3}{10}$ (2). Or, je crois qu'on peut poser en thèse générale, que là où la chasteté et la pratique habituelle des devoirs sociaux sont les mieux observés, là il faut s'attendre à trouver les familles les plus nombreuses et une plus grande quantité d'enfans; et je suis encore à apprendre que la France possède à cet égard quelque supériorité sur la Russie, le Danemarck, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. C'est pourquoi je n'envisage les registres français qu'avec beaucoup de défiance (3).

---

(1) Tom. I, pag. 130.

(2) Les relevés pour 1817 donnent pour toute la France, dont la population s'élève au delà de vingt-neuf millions, 205,804 mariages, et 944,571 naissances, y compris 63,591 enfans naturels. Les relevés pour 1818 donnent 212,987 mariages, et 914,351 naissances, dont 59,425 illégitimes. (*Note du traducteur.*)

(3) M. Godwin ne connaît pas assez la France pour lui rendre justice sous le rapport des mœurs. Pour tous ceux qui l'ont parcourue et étudiée, il est démontré que le vice y

Mais, quoi qu'il en soit, le résultat de tous ces relevés paraît être que, dans toute l'étendue de l'Europe, un pays dans l'autre, le terme moyen est au-dessous de quatre enfans par mariage.

D'après les détails énoncés dans ce chapitre, je me crois en droit de conclure que les renseignemens recueillis dans tous les autres pays de l'Europe, bien loin de contredire les conclusions qui découlent des tables suédoises, tendent au contraire à les confirmer. Nous avons par conséquent toutes les raisons que la nature de la question peut admettre, pour avoir confiance dans ces documens.

---

est beaucoup moins commun dans les villes et dans les campagnes, que dans la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Paris même, que les écrivains superficiels et de mauvaise foi ne cessent de représenter comme une nouvelle Sodôme, est, sous le rapport des mœurs, fort au-dessus de Londres. Il suffit de comparer le nombre des voleurs, des gens sans aveu, des prostituées dans ces deux villes, pour s'en convaincre, car la population, calculée d'après le nombre des naissances, est à peu près égale dans chacune. (*Note du traducteur.*)

CHAPITRE IX.

Récapitulation des principes relatifs à l'accroissement ou au décroissement de la population.

Il est un autre point très-digne de fixer notre attention à l'égard de l'objet qui nous occupe, et nos recherches seraient incomplètes si nous n'en faisions pas un examen particulier.

Nous venons de voir, d'après toutes les tables qui ont été dressées jusqu'à nos jours sur les registres des naissances et des décès, que l'union de deux individus de sexe différent ne produit, terme moyen, du moins en Europe, que quatre naissances.

On pourra m'objecter peut-être que cette règle ne s'applique qu'à l'Europe seule, et qu'elle peut tenir à quelques causes accidentelles, ou à certaines habitudes qui appartiennent particulièrement à cette partie du globe. Il se peut, dira-t-on, que dans d'autres pays la proportion entre le nombre des naissances et celui des femmes nubiles soit

plus forte. Le docteur Franklin veut que cette proportion dans l'Amérique septentrionale soit de huit à un.

On peut encore objecter que cette règle peut en définitive induire en erreur, n'étant fondée que sur les registres des naissances et des mariages, dont personne, à coup sûr, n'osera garantir la parfaite exactitude et l'infaillibilité. (La question, quant au nombre des femmes nubiles, repose sur des bases plus solides.) Nous n'avons jusqu'ici fait à cela qu'une seule réponse ; c'est la coïncidence surprenante qu'offrent à cet égard tous les registres qu'on a présentés jusqu'à présent, et qui ont été dressés par des méthodes extrêmement différentes dans chaque pays.

Cependant, toutes les fois qu'un phénomène quelconque se fait voir universellement, on peut trouver un principe, fondé sur toute la masse des observations recueillies, qui explique pourquoi ce phénomène doit se manifester universellement. C'est la gloire et le privilége de l'esprit humain de chercher à découvrir de pareils principes. C'est par ce dernier pas que l'ob-

servation est réduite en science : et si l'on y parvient, alors et seulement alors, celui qui cherche la vérité arrive à un état de repos qui le satisfait. Il connaît les événemens passés, non par un simple récit de faits apparens, mais par la voie plus satisfaisante de l'analyse, et il peut, avec un certain degré de confiance, prédire l'avenir.

La première considération qui se présente, et qui est propre à fixer nos idées sur cette matière, c'est ce que je me permettrai de nommer la valeur de chaque mariage, ou le nombre d'années auquel on peut estimer la durée de la vie matrimoniale, d'après un moyen terme. Si les hommes étaient immortels, ou, pour mieux dire, si les hommes et les femmes dans leur plus grande vigueur, et pendant l'époque la plus prolifique de leur existence, n'étaient point exposés à subir la mort, dans ce cas, la valeur d'un mariage, ou le nombre d'années qu'on pourrait attribuer à la vie matrimoniale, serait de vingt-cinq ans.

Mais il n'en est point ainsi. Nulle époque de la vie humaine n'est exempte de la grande loi de la mortalité; et cette considération

borne évidemment le nombre des enfans qu'on peut attendre de chaque mariage, lorsqu'il s'agit d'étudier une société politique.

Quelques femmes meurent dans la première année de leur mariage. On peut en général les regarder comme ne laissant point d'enfans. D'autres meurent dans la seconde, la troisième ou la quatrième année de leur mariage, et ainsi successivement pendant toute la période de vingt-cinq ans.

A la mortalité des femmes il faut ajouter celle de leur maris. Nous avons déjà vu qu'il n'y a qu'un bien petit nombre de veuves qui se remarient; c'est pourquoi on peut regarder la mort du mari comme mettant aussi efficacement un terme à la fécondité d'une femme que la mort de la femme même.

Tout ce qui a rapport à cette partie du sujet est susceptible d'un calcul exact; et les docteurs Halley et Price nous ont fourni des tables des probabilités de la durée de la vie humaine, desquelles il est aisé d'extraire tout ce qui peut conduire à jeter de la lumière sur cette question.

J'ai moi-même fait quelques calculs, fondés sur les données que nous ont laissées ces auteurs ; et un ou deux de mes amis, plus versés que moi en matière de calculs, m'en ont fourni d'autres que je m'étais proposé d'insérer ici. Mais je les supprime, ne voulant pas qu'un livre composé dans le but exprès de combattre une erreur pernicieuse, et malheureusement trop répandue, soit surchargé de détails arides et ennuyeux dont il est possible de se passer. Quiconque voudra par lui-même examiner à fond la question, pourra facilement faire des calculs semblables aux miens. Le résultat général de mon investigation a été, que la durée moyenne d'un mariage est de seize ans.

Pour aider ceux qui seraient disposés à parcourir le même terrain, il convient pourtant que je fasse connaître les données d'après lesquelles j'ai procédé. J'ai supposé qu'il y a cent mille mariages de célébrés. J'ai également supposé que toutes les femmes ainsi mariées ont toutes précisément l'âge de vingt ans. Comme on sait que les hommes se marient un peu plus tard dans

la vie que les femmes, j'ai posé l'âge des maris à vingt-cinq ans. Cela produit, il est vrai, une très-légère différence dans le résultat, en comparaison de ce qu'il aurait été, si j'avais également estimé leur âge à vingt ans. Mais, en matière de calcul, il faut s'assurer de quelque base.

En partant de ces données, j'ai ensuite procédé, d'après les bases que nous ont fournies les docteurs Halley et Price, à calculer, combien sur ces cent mille femmes et ces cent mille hommes de l'âge que nous venons dénoncer, il en meurt pendant toute la période de vingt-cinq ans. Le résultat de mes calculs a été de fixer la valeur de chaque mariage à seize ans environ.

Considérons maintenant les différentes circonstances de la société qui mettent des bornes à cette estimation absolue, et qui par conséquent diminuent considérablement le nombre moyen des naissances par mariage, ou, pour m'exprimer plus correctement, qui rendent le nombre des naissances comparé à celui des femmes nubiles, inférieur de beaucoup à celui qui paraîtrait devoir résulter de la durée

des mariages en l'estimant à seize ans.

Nous avons supposé que, dans notre communauté composée de cent mille femmes et de cent mille hommes, tous se marient, les femmes à l'âge de vingt ans, et les hommes à vingt-cinq. Mais cela n'est point arrivé dans aucune société qui ait jamais existé sur la face du globe.

D'abord, toutes les femmes ne se marient pas. Nous avons des raisons de croire que le nombre des femmes qui passent leur vie entière dans le célibat, n'est pas à beaucoup près aussi grand qu'on serait porté à le penser d'après un premier examen: ce nombre est cependant considérable, et fait réellement partie du nombre total des femmes ayant l'âge propre à engendrer dans un pays quelconque.

En second lieu, il s'en faut que toutes les femmes se marient à vingt ans, et tous les hommes à vingt-cinq. Ceux qui se marient plus tôt ne contribuent pas, je pense, à accroître la chance d'augmenter la population dans un pays quelconque. Mais plusieurs ne se marient que plus tard, par des motifs de prudence; et partout où une

grande quantité de femmes sont employées en qualité de domestiques, cela ne peut manquer d'opposer un obstacle sensible à celles qui voudraient se marier de bonne heure. Cependant, toutes les fois qu'au moment du mariage, l'un des deux époux a plus que l'âge fixé ci-dessus, la probabilité de la durée de leur union se trouve diminuée; et, si c'est la femme, dans ce cas, la période de vingt-cinq ans, pendant laquelle nous avons supposé que les femmes peuvent engendrer, se trouve de même abrégée.

En troisième lieu, nous avons envisagé la mort comme la seule limite qui borne la durée des mariages. Mais il est des maladies qui ne sont point mortelles; et, dans une société nombreuse, le nombre des femmes qui, par l'effet de maladies temporaires, peuvent, pendant un temps plus ou moins long, être rendues incapables d'engendrer, sera toujours assez considérable.

Je crois pouvoir ajouter, qu'en calculant le rapport entre les naissances et les mariages, on peut bien prendre en considération le devoir que la nature impose

aux femmes d'allaiter les enfans. Cette pratique est presque invariablement suivie par les classes inférieures, qui sont les plus nombreuses; et toutes les fois que cela a lieu, il est presque impossible qu'il n'y ait parmi ces nourrices quelques-unes qui auraient pu procréer de nouveaux enfans, et contribuer ainsi à accroître la population.

En quatrième lieu, il y a encore une déduction à faire au nombre moyen des naissances, ou au nombre moyen de naissances qu'on pourrait attendre de chaque mariage, et qui est causée par le nombre des femmes qui, mises à l'épreuve, se trouvent être stériles, et par les mariages qui ne donnent point d'enfans : car la débilité génitale chez l'homme peut produire le même effet que la stérilité de la femme.

Cinquièmement, il faut retrancher du nombre des femmes qui autrement pourraient devenir mères, celles qui, par quelque vice de la constitution, ont une funeste disposition à ne produire que des fétus abortifs, et celles qui, quoique souvent enceintes, ne réussissent point à accoucher d'enfans vivans à terme.

Sixièmement, il existe un grand nombre de femmes mariées qu'on peut placer dans une classe immédiatement au-dessus de celles que nous venons de désigner en dernier lieu, et qui, quoique n'étant pas tout-à-fait incapables de mettre au monde des enfans vivans, ne produisent pendant toute la durée de leur mariage, lors même qu'elle embrasse tout l'intervalle de vingt à quarante-cinq ans, les unes, qu'un seul enfant, et d'autres, pas au delà de deux.

Enfin, en prenant l'espace de vingt-cinq ans, c'est-à-dire, depuis l'âge de vingt jusqu'à quarante-cinq, pour la période pendant laquelle les femmes sont capables de faire des enfans, il ne faut pas croire qu'elles possèdent toutes au même degré cette faculté pendant la durée entière de cette période. Une femme douée de toute la fécondité des plus prolifiques de son sexe, peut, pendant un certain temps, mettre au monde régulièrement un enfant, à de certains intervalles. Supposons qu'elle puisse continuer ainsi depuis l'âge de vingt ans jusqu'à trente. Mais cela devient moins probable après trente ans, et encore plus

après trente-cinq ; et l'improbabilité augmente encore après quarante ans. La nature dans sa marche ne saute pas brusquement d'un état à un autre état tout-à-fait différent. Les couleurs de la nature se trouvent insensiblement mélangées, et ne changent que par des gradations très-douces d'une nuance à une autre, dont la teinte forme un contraste ou une opposition tranchée. Par conséquent, l'âge de quarante ans peut être pris pour celui auquel les femmes cessent d'être propres à devenir mères; mais pendant un certain nombre d'années avant ce terme, la femme a perdu beaucoup de sa première fécondité. Cela est arrivé souvent à des personnes de ma connaissance, et chacun a dû observer des exemples semblables de femmes qui, ayant dans la fleur de l'âge fait un enfant tous les deux ans, et même plus souvent, si elles ne nourrissaient pas, ont fini dans la suite par ne plus mettre au monde qu'un enfant, de trois en trois ans, de quatre en quatre, et même, de cinq en cinq ans.

Pour éclaircir davantage ce sujet, il faut réfléchir, qu'en estimant à seize ans la

durée de chaque mariage, cela n'est qu'un terme moyen, qui suppose que la moitié des mariages durent plus, et l'autre moitié moins de seize ans. C'est pourquoi on aurait tort de prendre toute la durée d'un mariage comme appartenant à la période vigoureuse et prolifique de la vie; car elle embrasse indistinctement tout le cours de la période entière comprise depuis l'âge de vingt jusqu'à celui de quarante-cinq ans. Afin qu'on puisse mieux apprécier l'importance de cette considération, j'aurai encore une fois recours aux tables suédoises, pour en déduire un aperçu du nombre des femmes qui existaient en Suède dans l'année 1763, ayant les différens âges compris dans la période de la fécondité. Pour rendre cet aperçu plus intelligible à tous les lecteurs, je vais distribuer ces femmes en vingt-deux classes, une pour chaque année de différence d'âge. J'aurais pu calculer les probabilités des survivances d'une année à l'autre, d'après les tables de Halley et de Price; mais cela n'aurait produit qu'une différence tellement légère, que j'ai préféré le procédé simple de diviser le nombre total

des femmes âgées de vingt à vingt-cinq ans, et ainsi de suite, par cinq, en écrivant les résultats comme il suit :

Dans leur 21e. année.	21,023	Dans leur 34e. année	19,162
22e. . . .	21,023	35e. . . .	19,162
23e. . . .	21,023	36e. . . .	16,290
24e. . . .	21,023	37e. . . .	16,290
25e. . . .	21,023	38e. . . .	16,290
26e. . . .	20,200	39e. . . .	16,290
27e. . . .	20,200	40e. . . .	16,290
28e. . . .	20,200	41e. . . .	14,971
29e. . . .	20,200	42e. . . .	14,971
30e. . . .	20,200	43e. . . .	14,971
31e. . . .	19,162	44e. . . .	14,971
32e. . . .	19,162	45e. . . .	14.971
33e. . . .	19,162		
		Montant des fractions rejetées.	6
		TOTAL.	458,236

On voit d'après cela que, sur 458,236 femmes existant en Suède en 1763, d'âge à avoir des enfans, 74,855 avaient plus de quarante ans, 81,450 avaient de trente-cinq à quarante ans, et 21,033 seulement, sur tout ce nombre, étaient dans la vingt-unième année de leur âge. C'est uniquement de ces dernières qu'on peut attendre, en cas de mariage, toute la fécondité dont les femmes sont capables, l'une dans l'autre. Il est donc aisé de voir combien

il s'en trouvait sur la totalité dans le plus grand degré de vigueur et de fécondité, et quelle déduction on doit faire quant à la probabilité des accouchemens fréquens, pour le nombre des femmes qui ont tout-à-fait dépassé l'âge d'engendrer. Cela doit par conséquent former une déduction considérable au nombre moyen des enfans qu'on pourrait autrement s'attendre à voir naître de chaque mariage.

Nous allons rassembler les différentes considérations qui tendent à nous faire voir, d'après le nombre des femmes dans un pays quelconque âgées de vingt à quarante-cinq ans, que le nombre des naissances est au-dessous de ce que le simple calcul des probabilités de la durée de la vie de ces femmes pourrait nous faire présumer à la première vue. 1°. Toutes les femmes ne se marient pas 2°. Un grand nombre des épouses ont au delà de vingt ans, et les époux plus de vingt cinq, ce qui réduit le nombre des années que leur union aurait pu durer autrement, et abrége de même la période pendant laquelle les femmes pourraient don-

ner des enfans. 3°. Le nombre moyen des naissances éprouvera une diminution, non-seulement par la mortalité des femmes en âge de faire des enfans, mais encore par le nombre de celles que la mauvaise santé rend chaque jour incapables de devenir mères. 4°. Il y a toujours un certain nombre de femmes stériles et de maris impuissans. 5°. Quelques femmes ont une prédisposition à ne faire que des fausses couches. 6°. Beaucoup de femmes n'ont qu'un seul enfant, ou pas au delà de deux. 7°. Quoique la période pendant laquelle les femmes peuvent faire des enfans puisse s'étendre depuis l'âge de vingt jusqu'à celui de quarante-cinq ans, cependant l'énergie de cette faculté éprouve une grande diminution, pendant un temps considérable avant de cesser tout-à-fait.

En pesant bien toutes ces considérations, nous arriverons peut-être à une conclusion semblable à celle qui nous est suggérée par tous les relevés qu'on a recueillis jusqu'à nos jours, des mariages et des naissances qui ont lieu chez les nations européennes, c'est-à-dire, que quatre naissances par ma-

riage sont un terme moyen très-suffisant.

Quittons maintenant ces preuves, qu'on peut regarder en quelque sorte comme des raisonnemens *à priori*, et résumons tout ce que l'observation et l'expérience journalière nous apprend relativement à l'objet en question.

Il est probable qu'au premier abord la conclusion qu'on vient d'énoncer se trouvera en opposition avec les idées superficielles de la plupart des hommes, et que leur incrédulité repoussera la proportion moyenne de quatre naissances par mariage, qui leur paraîtra fort au-dessous de la vérité. Chacun a vu dans le cercle de ses connaissances, des familles de huit et même de dix enfans. Il y a même des femmes qui ont mis au monde seize enfans vivans.

Il faut pourtant réfléchir que ce sont des cas rares, que chacun remarque et dont tout le monde parle. On n'en voit pas un sur vingt, et ils n'ajoutent que peu à la proportion moyenne; ils ne la grossissent pas même d'un $\frac{1}{2}$ enfant.

Un mariage peut ne produire qu'un, deux, ou trois enfans, et même n'en point

produire du tout, sans que cela provienne de stérilité, dans le sens ordinaire du mot, ni d'aucune des autres causes qu'on vient d'énoncer. Le mariage peut être infécond par la mort d'un des deux époux. Mais dans ce cas, comme dans les autres, il entre également en ligne de compte, pour faire contrepoids aux familles nombreuses.

Les familles très-nombreuses excitent toujours l'attention, ainsi qu'on vient de le dire; tandis que les mariages qui ne produisent que peu d'enfans, étant extrêmement communs, ne sont point remarqués; et les femmes qui meurent sont bientôt oubliées.

Il est aisé de rendre ces remarques plus sensibles. Prenons cinq mariages, dont l'un produise douze enfans, un cinq, deux quatre, et un qui n'en produise point : il en résulte vingt-un enfans, c'est-à-dire, guère plus de quatre enfans par mariage.

Prenons ensuite cinq autres mariages : que l'un produise dix-sept enfans, deux autres deux enfans chacun, et deux point d'enfans. La somme totale donnera, comme dans le cas précédent, vingt-un enfans;

c'est-à-dire, fort peu au delà de quatre par mariage.

Voici donc devant nos yeux les véritables obstacles à l'accroissement de la population, tels qu'on peut croire qu'ils opèrent dans les circonstances les plus favorables. Pas un seul des sept obstacles ci-dessus énoncés, même en y ajoutant la limitation de la durée de chaque mariage causée par l'état précaire de la vie de la femme ou du mari, ne se trouve désigné par les termes dont se sert M. Malthus, « le vice et la misère. » Ils rentrent, il est vrai, dans la loi de la nature qui, dans sa bienveillance pour nous, a voulu nous traiter comme ses enfans et non comme ses bâtards, et n'a pas voulu nous ravir notre héritage légitime, la nourriture qui nous est nécessaire, et à laquelle ont droit tous ceux qui viennent au monde, en multipliant trop le nombre des individus qui pourraient se presser en foule pour exiger par la force la part qui leur est due. C'est là en effet une loi de la nature, mais c'est l'opposé de celle que l'*Essai sur la Population* a proclamée d'une manière impie. Ce n'est point

une loi qui, « défend le mariage ; » elle ne dit point à l'enfant qui vient de naître : « Va-t'en de dessus la terre ; » elle ne prononce pas « qu'il n'y a point de place vacante pour lui. » C'est une loi qui s'exécute partout, dans tous les lieux et dans tous les temps, uniformément et en silence, sans qu'il y ait besoin des soins de personne pour son opération, ni des secours de l'homme pour en régler les effets : elle n'entraîne aucune calamité, à moins qu'on ne veuille appeler de ce nom la faiblesse humaine, et accuser le Dieu qui nous a créés, de ce qu'il nous a faits tels que nous sommes et non pas d'une autre espèce.

Il paraît donc, d'après les raisons exposées dans ce chapitre et dans les six précédens, que la nature veille avec plus de sollicitude sur ses productions, que des auteurs aussi irrévérens que M. Malthus ne paraissent le croire. Cette sollicitude est exactement telle que la reconnaissaient les auteurs les plus graves de l'antiquité : la nature n'a point livré au caprice des hommes la question de savoir si l'espèce la plus noble d'êtres qu'elle ait placée sur la terre

s'y perpétuerait ou non; elle ne demande point que nous l'aidions à comprimer la surabondance de la population humaine; et, quelque chose qu'ait pu faire une superstition ascétique et barbare pour contrecarrer ses douces lois dans certains pays et à diverses époques, le penchant de la nature subsiste toujours dans toute sa force. Il n'y a qu'un despotisme, fondé à la fois sur les terreurs d'un effrayant avenir destiné à punir l'infraction des vœux du célibat, et soutenu par la plus grande sévérité des punitions temporelles, qui puisse en suspendre l'opération.

Naturam expelles furcâ, tamen usque recurret.

Et cela a lieu, non comme M. Malthus l'imagine, par une impulsion semblable à celle de la faim, et aussi désordonnée dans son action; elle est plutôt comparable à la description apostolique de la charité et de la tendresse. « Elle endure long-temps et avec douceur. Elle souffre tout, croit tout, espère tout, supporte tout. » Elle attend tranquillement d'un mois à l'autre, d'année en année : mais cela ne change rien à

la force de ces sentimens; et l'homme ainsi que la femme sont intimement convaincus qu'ils n'ont point rempli le vœu de la nature, ni connu réellement par expérience toute l'étendue des priviléges de la vie humaine, s'ils n'ont pas contracté les liens et goûté les douceurs de la vie domestique.

CHAPITRE X.

De la population de l'Angleterre et du pays de Galles.

Cependant, en opposition aux conclusions et aux calculs contenus dans les précédens chapitres, les partisans de M. Malthus pourront faire valoir les rapports présentés par divers auteurs, et publiés récemment sous la sanction d'une autorité très-élevée, sur l'accroissement de la population en Angleterre et dans le pays de Galles.

Il n'existe point de dénombrement effectif des habitans de ce pays, à l'exception des deux qui ont été faits d'après les dispositions de deux actes du parlement, en 1801 et en 1811. En voici le relevé :

Dénombrement de 1801. 9,168,000
Dénombrement de 1811. 10,488,000

Pour connaître l'état de la population à d'autres époques, on a eu recours à différens moyens d'estimation.

L'auteur des observations qui précèdent le *Relevé de la population pour* 1811, publié par ordre du gouvernement, a pris pour base de son calcul les registres des baptêmes pendant diverses époques, et, en leur appliquant la règle de proportion, il a dit : « Si 263,409 baptêmes, qui sont le terme moyen pendant les cinq années antérieures au dénombrement de 1801, ont été fournis par une population de 9,168,000 âmes, quelle est la population qui a fourni les 156,307 baptêmes, qui sont ceux de 1700? » Et d'après cette base il a dressé la suivante

Table de la population pendant tout le siècle passé.

ANGLETERRE ET PAYS DE GALLES.

Années.	Population.
1700.	5,475,000
1710.	5,240,000
1720.	5,565,000
1730.	5,796,000
1740.	6,064,000
1750.	6,467,000
1760.	6,736,000
1770.	7,428,000

Années.	Population.
1780	7,953,000
1785	8,016,000
1790	8,675,000
1795	9,055,000
1801	9,168,000
1805—6	9,828,000
1811	10,488,000

Un moyen souvent employé par des auteurs en économie politique pour estimer la population d'un pays, a été de prendre pour base du calcul le nombre des maisons. La table suivante offre un aperçu de tous les relevés sur ce point.

MAISONS EN ANGLETERRE ET DANS LE PAYS DE GALLES.

En 1660	1,230,000	(a)
1685	1,300,000	(a)
1690	1,319,215	(b)
1759	986,482	(b)
1761, ou 1765 (c)	980,692	(b)
1777	952,734	(b)
1801	1,633,399	(d)
1811	1,848,524	(d)

(a) Price, tom. II, pag. 140.
(b) *Ibid.* pag. 163.
(c) *Ibid.* pag. 141.
(d) V. *Population Abstract.*

Une troisième méthode, peut-être aussi satisfaisante que les deux précédentes, serait de prendre pour base le nombre des décès, d'après les registres mortuaires à diverses époques, et de calculer ensuite par la règle de proportion. Par exemple : si 192,000 décès, formant le nombre moyen pendant cinq ans, de 1795 à 1800, ont été produits par une population de 9,168,000 âmes, à quelle population doit répondre un nombre donné de décès dans le cours d'une année plus reculée?

Je crains cependant que la seule conclusion qu'on puisse tirer de toutes ces méthodes, c'est qu'aucune de celles qui ont été proposées jusqu'à ce jour, n'offre rien de certain, ni des résultats conséquens et plausibles.

Nous avons sous les yeux les résultats tirés des registres des baptêmes, et calculés par l'éditeur des relevés.

Le calcul fondé sur le nombre des maisons en Angleterre et dans le pays de Galles devrait certainement confirmer la table calculée d'après les baptêmes; et, dans le cas contraire, il faut admettre qu'il invalide

jusqu'à un certain degré, le résultat énoncé dans la table.

Le nombre des maisons énoncé ci-dessus a été obtenu ainsi qu'on va le dire. Pour les trois premières années, on a extrait le nombre des maisons des registres des feux, chacun payant à cette époque un impôt de deux schellings (1). Pour les trois années suivantes, on a également pris les relevés faits par les contrôleurs des impôts sur les maisons et les fenêtres dans chaque district, et présentés au bureau des contributions. Les deux derniers relevés ont été pris des dénombremens de la population, faits d'après les deux actes du parlement pour les deux années respectives.

Or si nous cherchons à déterminer, par une règle de proportion, combien il faut compter d'habitans par maison, et en supposant qu'il y ait eu autant de personnes par maison en 1690 qu'en 1811, et je n'y vois pas d'objection raisonnable, dans cette supposition, l'Angleterre avec le pays de Galles,

---

(1) Price, *ubi suprà*

auraient dû contenir, à la première de ces deux époques, plus de sept millions d'habitans. Cependant M. Rickman, en calculant d'après les registres des baptêmes, n'estime la population de l'Angleterre et du pays de Galles en 1700 qu'à 5,475,000, et en 1710 à 5,240,000, car il ne remonte pas dans ses calculs au delà du commencement du dix-huitième siècle.

Une autre conclusion à laquelle on serait conduit en calculant d'après le nombre des maisons, c'est que la population du pays a été rapidement en décroissant, depuis la Révolution, au moins jusqu'à l'an 1777; et voilà un résultat qu'aucune autre considération ne nous autorise à admettre. Il est assez clair que dès qu'il s'agit d'un impôt à percevoir, une infinité de circonstances peuvent introduire des inexactitudes dans les relevés, lesquels deviennent par-là bien peu dignes d'être admis avec une confiance aveugle. Je crois donc devoir m'occuper uniquement des dénombremens effectifs. Dans ces cas, les recherches ont été faites sous la direction du ministre ou de l'inspecteur de chaque paroisse, à qui on ne

peut guère supposer l'envie de cacher le nombre des maisons dans leur district; et d'ailleurs une maison n'est pas une chose facile à cacher.

Jetons les yeux ensuite sur le nombre des décès, dont les registres me semblent aussi peu sujets à erreur que ceux des baptêmes. Car toutes les créatures humaines qui viennent au monde ne sont pas portées au curé de la paroisse pour être baptisées; mais toutes celles qui meurent, excepté sur mer, sont enterrées, et il est rare que les funérailles se fassent sans être accompagnées de quelques cérémonies religieuses.

Voici la question que nous avons proposée plus haut: Si 192,000 décès, qui sont la moyenne de cinq ans, de 1795 à 1800, ont eu lieu sur une population de 9,168,000 âmes, à quelle population répond un nombre donné de décès indiqué par les registres d'une année antérieure quelconque?

Mais ici nous nous trouvons arrêtés dès le premier pas, par un aveu de l'éditeur des relevés, conçu en ces termes (1): « Le nom-

---

(1) Page xxij.

bre moyen des décès, d'après les registres mortuaires, quoique il ait varié d'une année à l'autre, est cependant resté stationnaire pendant vingt-un ans, depuis 1780 jusqu'en 1800; les premiers cinq ans de cette période, ainsi que les cinq derniers, ayant également donné une moyenne d'environ 192,000 décès par an. »

Voilà donc une preuve, et des plus fortes peut-être qu'il soit possible de déduire d'une supputation quelconque, qui fait voir que la population ne s'est point accrue dans ce cas.

Cela ne suffit pourtant pas pour ébranler la foi de l'éditeur de ces relevés, qui, tenant ferme au calcul fondé sur le nombre des naissances, soutient que pendant cet intervalle la population s'est accrue de 1,215,000 âmes. Il dit que le terme moyen des décès pour les cinq années, de 1805 à 1810, a été de 196,000 (2), c'est-à-dire, qu'il offre un faible accroissement de 4000 par an; et néanmoins, selon lui, la population du pays, dans l'intervalle de 1780 à 1810, aurait

---

(1) *Ibid.*

éprouvé un surcroît, montant à non moins de 2,535,000 âmes.

Cette circonstance aurait suffi pour ébranler la foi d'un investigateur un peu moins confiant, mais elle n'a nullement eu cet effet sur l'éditeur en question; il est vrai qu'il cherche à résoudre la difficulté au moyen d'une explication extraordinaire: « Le nombre moyen des décès, dit-il, étant resté stationnaire, ou à peu près, tandis que la population s'est accrue de plus de deux millions d'individus, nous sommes autorisés à en tirer la conséquence consolante que la mortalité a diminué en Angleterre (1). » Il est consolant sans doute, mais non moins surprenant, qu'il ne meure pas plus de monde à présent lorsque notre population est de 10,488,000, qu'il n'en est mort en 1780, lorsque la population n'était, à ce qu'on assure, que de 7,953,000. Est-il rien de plus extraordinaire? J'avais déjà entendu parler de la salubrité croissante de Londres, par suite de la plus

(1) *Ibid.*

grande largeur des rues, et la disposition mieux entendue de ses édifices. Mais c'est la première fois, je l'avoue, que j'entends dire que le climat de tout ce pays, depuis Land's-End, en Cornouailles jusqu'à Berwick sur la Tweed, ait éprouvé une telle amélioration.

Mais soumettons à une autre épreuve l'exactitude de ces registres. Le docteur Price dans ses *Observations sur les Payemens reversibles*, a fixé le terme moyen des probabilités de la durée de la vie humaine à trente-trois ans; (1) par conséquent, le nombre des individus qui naissent, et de ceux qui meurent chaque année dans un pays quelconque, multiplié par 33, doit donner le nombre total des habitans.

Or, d'après l'exposé de M. Rickman, la moyenne des baptêmes pour les cinq ans antérieurs au dénombrement de 1801, est de 263,409. (2) Ce nombre, multiplié par 33, donne 8,692,497, c'est-à-dire 475,500

---

(1) Tom. II, pag. 403.
(2) V. Pag. xv.

moins que le dénombrement pour la même période. Il serait cependant déraisonnable de calculer de la sorte, car une grande majorité de la population de l'Angleterre en 1801 se composait de personnes ayant, je pense, au delà de cinq ans; et ceux qui auraient dépassé cet âge, étant issus suivant M. Rickman, d'une population bien moins considérable, ont dû venir au monde pendant des années qui ont donné un nombre moins fort de baptêmes.

Nous apprenons par cette même autorité, que la moyenne des décès est de 192,000, et cela pendant vingt-un ans, depuis 1780 jusqu'en 1800. Or ce nombre multiplié par 33, ne donne que 6,336,000, nombre inférieur de près de 3,000,000 à celui qui résulte du dénombrement effectif.

Il est également digne de remarque, que, dans les Observations mises en tête des relevés pour 1811, à la page qui précède immédiatement celle d'où est tirée la table de population pour tout le dernier siècle, l'éditeur nous a donné une table du rapport entre les baptêmes et les mariages (1) pour la même époque, pendant laquelle, suivant

lui, l'accroissement de notre population a été le plus rapide. La plus forte de ces proportions est de 366 à 100, c'est-à-dire fort au-dessous de 4 à 1. Or il est étonnant que l'éditeur ne se soit pas aperçu, que, tant qu'une pareille proportion a subsisté, tout accroissement de population était impossible, ainsi que nous l'avons déjà suffisamment démontré. Les relevés des baptêmes servent donc de fondement à deux conclusions opposées, la première, page XXIV des *Observations préliminaires*, qu'il est impossible qu'il y ait eu accroissement de la population; et la seconde, page XXV, que cet accroissement a été tellement considérable que la population a augmenté du double dans le cours d'un siècle. La seule conclusion raisonnable est que ces relevés des baptêmes ne peuvent servir de base solide à aucun raisonnement.

D'après tout ce qui a été exposé, il paraît à propos d'écarter toutes les supputations conjecturales sur la population de l'Angleterre et du pays de Galles, antérieures à l'acte du parlement qui a ordonné le dénombrement de 1801. Mais, nous demandera-t-on

encore, que peut-on opposer aux deux dénombremens effectifs de 1801 et de 1811, lesquels, comparés ensemble, offrent un accroissement de 1,320,000 individus dans l'intervalle de ces dix ans?

Il paraît en effet que les mariages, comparés aux naissances, n'ont pas donné, l'un dans l'autre, pendant cette même période, quatre naissances par mariage; que les décès ne se sont accrus que de 3,019 par an dans toute l'étendue du pays, et que le nombre total des morts, d'après les mêmes documens, n'a indiqué qu'une population de 6,435,627 âmes.

Mais tout cela, dira-t-on, n'est qu'une simple supputation qui peut se trouver tout-à-fait erronée, en supposant une grande incorrection dans les registres; tandis que c'est tout différent pour la population, qui n'est que la somme de tous les relevés faits dans chaque paroisse par le curé ou l'inspecteur, à qui il suffit de se donner un peu de peine pour connaître avec exactitude le nombre des habitans : il était de leur devoir d'aller de maison en maison pour apprendre du chef de chaque ménage, le nombre exact

de sa famille ou de ses locataires ; et dans tous cas, quoiqu'on puisse supposer qu'ils aient parfois rapporté un nombre au-dessous de la réalité, il est à peine présumable qu'ils aient en effet exagéré le nombre réel des habitans. Je crois donc qu'il faut porter la population de l'Angleterre et du pays de Galles en 1811 à 10,488,000 âmes.

Je suis bien plus porté à ajouter foi, sous ce rapport, aux relevés de 1811 qu'à ceux de 1801. Plusieurs raisons pouvaient d'abord exciter de la méfiance et empêcher bien des gens de faire une réponse exacte aux questions proposées au sujet de la population, dans un pays tel que l'Angleterre, si surchargé d'impôts et en butte à des exactions de toute espèce : le peuple doit naturellement regarder avec une certaine méfiance les opérations du gouvernement et de ses supérieurs. Les Anglais savent ce que c'est que la capitation, la presse des matelots, la presse des soldats et les conscriptions françaises, sans parler du tirage de la milice pour le service intérieur. Les honnêtes paysans, manufacturiers et artisans anglais, lorsqu'ils se virent pour la première fois interrogés

sur le nombre des personnes dont se composait leur famille, sur celui de leurs hôtes ou locataires, ont été très-excusables de se méfier des questionneurs, et de songer à la maxime vulgaire, que toutes les vérités ne sont pas toujours bonnes à dire; la seconde fois ils mirent plus de franchise dans leurs réponses, n'ayant éprouvé rien de fâcheux de la tentative précédente; c'est pourquoi il est très facile de concevoir qu'il n'y ait pas eu une seule créature humaine de plus chez nous, à l'époque du dénombrement de 1811 qui a donné 10,488,000 habitans, que lorsqu'en 1801 la population n'avait été portée par le dénombrement qu'à 9,168,000.

J'ai déjà dit que les dénombremens de la Grande-Bretagne pour 1801 et 1811, n'ont été qu'autant de peines perdues; on y a procédé avec une si inconcevable absurdité, les âges et les sexes ayant été confondus ensemble, qu'ils ne peuvent selon moi servir de fondement à aucun raisonnement: nous sommes donc réduits à de simples conjectures sur la cause de la différence des nombres dans les deux dénombremens. Si on avait rangé la population suivant les âges et

avec cinq ou dix ans de différence, ainsi qu'on l'a fait en Suède et aux États-Unis, la vérité aurait brillé sur-le-champ. Les individus ajoutés directement par la propagation auraient formé dans le dénombrement de 1811 une somme d'enfans tous au-dessous de dix ans, et par conséquent leur nombre en 1811 aurait excédé ceux de 1801 exactement de 1,320,000. Cela aurait fourni une preuve presque incontestable.

L'Angleterre est-elle à présent plus ou moins peuplée qu'elle ne l'était il y a cent quarante ans? Chacun répond à cette question selon l'opinion qu'il s'en est formée d'avance.

L'homme est un animal errant; il va d'un lieu à l'autre, de la ville aux champs, et des champs à la ville, selon qu'il croit rencontrer le bonheur dans un endroit plutôt que dans un autre.

Je suis bien persuadé que la ville de Londres est aujourd'hui plus peuplée qu'elle ne l'a été à aucune autre époque éloignée : mais toute l'Angleterre l'est-elle de même?

La vie de l'homme est trop courte pour

lui permettre d'acquérir des idées exactes sur une telle question ; et à cet égard, il est faux qu'une génération instruise celle qui lui succède. Nos pères ont peut-être pensé que leur pays était bien peuplé et florissant. Mais ces mots offraient-ils à leur esprit le même sens qu'au nôtre? L'observation d'un homme ne peut embrasser dans toute son étendue un pays qui a 580 milles de long et 370 de large. Nous voyons qu'un endroit devient plus populeux et un autre moins; mais nous n'apercevons pas avec la même facilité jusqu'à quel point l'un compense l'autre.

La même personne voit les choses d'un œil différent dans la jeunesse et dans un âge avancé. Nos idées se modifient d'un jour à l'autre, et nous n'en observons point le changement ; les mêmes idées que certains mots ont suscitées dans notre esprit à l'âge de vingt ans, sont bien différentes de celles que ces mêmes mots nous font éprouver à cinquante ans. Souvent les choses changent, tandis que nous croyons qu'elles restent toujours dans le même état ; et souvent elles restent les mêmes, et nous nous

figurons qu'elles ont éprouvé des changemens. Je me rappelle un de mes amis (1), qui, ayant habité pendant son enfance une maison, et l'ayant revue dix ans après, était fermement persuadé que le jardin était entouré d'un mur, assez élevé pour empêcher d'apercevoir toute la campagne environnante; il éprouva une grande surprise lorsqu'à son retour il vit que le mur en question n'était guère plus élevé que sa poitrine : il est probable que, s'il n'avait jamais quitté le pays, il ne se serait point aperçu de ce changement. Nos facultés intellectuelles éprouvent autant de changemens que notre corps, dans lequel on a calculé qu'il ne reste pas une seule particule identique après un laps de vingt ans.

Nous ressemblons à des enfans qui assistent à la séance d'un escamoteur : pendant que leur attention est adroitement excitée vers un objet particulier, ils n'ont les yeux

---

(1) Le révérend Joseph Fawcet, l'ami de ma jeunesse, le premier qui a partagé les élans de mon âme et ses riantes conceptions, et dont il m'est doux de rappeler le nom, quoique à propos d'un sujet si peu important.

fixés que sur ce point, et n'aperçoivent rien de la scène en général, ils ne voient pas ce qui se passe ailleurs, et ce qu'il serait plus intéressant d'observer. De même nous distinguons les jours marquans, les jours de fête et de réjouissance, nous voyons la foule qui accourt aux spectacles, à la cour, et qui remplit les villes florissantes, mais nous ne voyons point ce qui se passe dans tous les lieux écartés du pays. En voyageant de Londres à York il est aisé de compter les chaumières, et de marquer le nombre de charrettes, de voitures et de piétons qu'on rencontre sur la route, pendant un nombre donné de milles, et l'on peut juger si le pays présente l'apparence d'une grande population et de beaucoup d'industrie, ou le contraire; mais cela n'apprend pas ce qu'Addison, Swift, Congrève et les meilleurs observateurs ont vu à l'époque où, d'après le relevé des maisons, il y avait lieu de croire que la population était portée le plus haut, quoique la distribution locale fût entièrement différente de ce qu'elle est aujourd'hui; et quand même j'eusse fait un pareil voyage il y a vingt ans, la mémoire de

l'homme n'est pas assez tenace, et son jugement est si facile à séduire, que je ne serais pas sûr de me rappeler aujourd'hui ce que j'aurais pu voir alors, et je me trouverais insensiblement conduit à faire la comparaison des époques, suivant les vues quelconques d'économie politique dont je pourrais être imbu. En cherchant à faire ces comparaisons, nous prenons des intervalles trop rapprochés, pendant lesquels il n'est pas raisonnable de s'attendre à aucun changement remarquable, ou bien nous prenons des intervalles trop longs, après lesquels les idées, jadis distinctement gravées dans l'esprit, sont devenues si obscures et ternes, et ont tellement souffert des injures du temps et de la variété des scènes et des impressions qui ont eu lieu dans ce laps de temps, qu'un homme sage oserait à peine y avoir confiance.

Il est difficile de concevoir comment l'opinion de l'accroissement de la population de notre pays s'est accréditée si généralement. La population du globe est-elle augmentée? L'espèce humaine n'a-t-elle pas cessé de s'accroître depuis les époques les plus

reculées du monde? Il faut convenir que l'histoire n'offre rien qui puisse autoriser une semblable opinion, pour ne pas dire davantage.

L'Angleterre fait-elle donc exception à l'histoire de tous les âges et de tous les peuples? S'il en est ainsi, il faut produire les preuves qui nous autorisent à reconnaître que ce pays s'écarte réellement de la règle.

Il règne une grande confusion d'idées à ce sujet.

Nous lisons d'abord dans l'Écriture sainte que tous les hommes sont issus d'un seul couple, et cela nous porte inévitablement à croire à un accroissement progressif.

J'ai déjà répondu à cela, 1°. en citant Derham et divers autres théologiens, qui soutiennent que la population du globe est aujourd'hui stationnaire, et l'autorité de l'Écriture sainte, qui nous apprend que dans les premiers âges du monde la vie de l'homme s'étendait jusqu'à mille ans, ce qui, selon Derham, était absolument nécessaire pour peupler le monde dès son origine. En second lieu, M. Malthus borne ses recherches aux autorités humaines et aux docu-

mens statistiques, et il serait injuste de me reprocher de suivre l'exemple de cet auteur, lorsque je cherche à réfuter son *Essai*. En troisième lieu, cela supposerait un accroissement constant, ou à peu près; mais cette supposition est on ne peut pas plus contraire à tous les faits historiques.

Une seconde considération qui a frappé la majorité des personnes à qui je m'adresse, et qui leur a fait croire à l'accroissement de la population de l'Angleterre, c'est le progrès du luxe. Nous comparons notre aisance avec la vie grossière des générations qui nous ont précédés, et nous nous persuadons que les avantages dont nous jouissons à cet égard sont une preuve certaine qu'un plus grand nombre de créatures humaines y prennent part. Notre imagination passe à l'improviste, des raffinemens introduits ou déjà existans dans le commencement du dix-neuvième siècle, à une période de barbarie absolue, telle que celle des Africains nus, et des Indiens de l'Amérique septentrionale, et nous nous figurons voir des hommes menant une vie malheureuse dans de vastes solitudes, dans lesquelles la ren-

contre d'un homme par un autre homme est un événement de nature à faire époque. Mais tout cela n'est qu'illusoire. La civilisation détruit aussi efficacement les hommes par milliers, que l'état le plus grossier et le plus sauvage des peuples. D'immenses richesses ont une tendance naturelle à convertir tout ce qui les entoure en une sorte de désert. Un état de simplicité paisible n'est point un obstacle à la population. Il suffirait, pour nous en convaincre, de consulter les détails que nous ont donnés sur les îles d'Amérique et sur les empires du Mexique et du Pérou ceux qui, les premiers, abordèrent dans ces contrées. Nous en avons encore des preuves plus décisives dans les détails que nous possédons sur la population actuelle de l'Indostan.

Cependant, quoique l'opinion de l'accroissement de la population de l'Angleterre ait été généralement partagée par nos écrivains politiques, personne n'avait envisagé cet accroissement comme un mal jusqu'à l'année 1798. C'est la progression géométrique qui seule a produit toute la confusion et le désordre qui ont gagné les

cerveaux des politiques. Jusqu'à ce jour, ces hommes se flattaient d'un accroissement, mais cet accroissement n'était que modéré, graduel et lent. Ils savaient que la terre peut contenir infiniment plus d'habitans qu'il n'en existe à présent. Ils étaient persuadés que les nations, à mesure qu'elles s'accroissent, augmentent également d'industrie. Ils comptaient sur l'émigration comme une ressource, toutes les fois qu'un pays ou une partie de ce pays se trouve surchargée d'habitans. Ils comparaient cela aux cercles que la pierre décrit lorsqu'elle est jetée dans l'eau; et ils ne pouvaient concevoir de bornes à cette expansion, quoique vaste, peut-être souvent interrompue. Ils regardaient la terre comme une source inépuisable de nourriture pour l'homme; la science et son application pratique, comme n'ayant point de bornes, et la subsistance des créatures humaines et les progrès de la perfectibilité sociale, comme une source perpétuelle d'espérance et de satisfaction. Mais aujourd'hui on veut nous faire craindre une chose, qui peut-être ne se vérifiera jamais, et nous faire abandonner tous les avantages dont nous

jouissons à présent, et ceux que naguères nous goutions d'avance, et cela parce qu'il se peut qu'il arrive une époque qui détruise et rende inutiles tous les calculs de la sagesse humaine!

CHAPITRE XI.

Preuves de la progression géométrique tirées du phénomène des maladies pestilentielles.

Une cause fréquente des erreurs dans lesquelles on est tombé au sujet de la population a pris sa source dans ce qui arrive à la suite d'une peste. Lorsqu'une nation a été ravagée par ce terrible fléau de l'espèce humaine, on voit, dit-on, les pertes réparées promptement, les campagnes cultivées de nouveau, les villes repeuplées, et le pays devenir aussi florissant que par le passé. L'idée généralement reçue à cet égard est que celui qui n'aurait pas été spectateur d'une telle calamité pendant sa durée, et qui reviendrait après une absence de dix ans dans le pays ravagé par ce fléau, n'en trouverait pas la moindre trace. Pénétré de ces idées, Hume, génie des plus subtils, a conclu que « si les entraves qui gênent le penchant et la faculté de la propagation disparaissaient entièrement, l'es-

pèce humaine augmenterait de plus du double à chaque génération (1). » J'ai un si haut respect pour l'autorité de Hume, que c'est elle surtout qui m'a déterminé à consacrer un chapitre à cette question.

Il faut donc se rappeler qu'à l'époque où Londres ou une autre ville considérable quelconque s'est vue dépeuplée pendant la peste, cela n'a pas été uniquement l'effet de la grande mortalité. Toutes les personnes qui avaient des moyens, et même celles qui en manquaient, fuyaient cette scène horrible. Les citoyens de Londres se rendaient en foule dans les campagnes de l'Angleterre; mais aussitôt que la contagion avait cessé ses ravages, ils rentraient dans la capitale.

Si, par suite d'une telle calamité, on s'aperçoit, après qu'elle a cessé, qu'un plus grand nombre d'habitans peut s'établir avantageusement dans le même emplacement, cela doit attirer la population des parties plus éloignées du pays, et même des pays étrangers. Partout où l'on trouvera un

(1) Essais, part. II. Essai XI.

sol bien préparé pour la culture, et un pays agréable à habiter, mais dégarni d'habitans, les hommes se sentiront disposés à aller s'y établir. L'homme est un être errant, il va de Dan à Beersheba, de Copenhague à Jérusalem, et d'Europe en Amérique, à la poursuite du bonheur. Cependant aucun des gouvernemens européens ne fait attention à ces émigrations; et partout les nouveaux venus se confondent bientôt avec les anciens habitans. Il faudrait qu'il y eût chez nous, ainsi qu'on dit qu'il en existe en Asie, des règlemens qui défendissent à chacun de quitter le district qui l'a vu naître, pour qu'on pût se procurer facilement des notions exactes sur la population.

Il convient de rappeler ici ce que nous avons déjà démontré plus haut : qu'il ne peut y avoir d'accroissement réel de la population, qu'au moyen de l'augmentation du nombre des femmes capables de faire des enfans. Le reste de la société, les vieux et les jeunes, excepté en tant qu'ils contribuent à la propagation, peuvent aller et venir à leur gré. Ce sont d'inutiles adjoints, des bourdons dans la grande ruche sociale, et, envi-

sagés sous le rapport de leur influence sur la population, ils ne méritent pas d'être comptés. M. Malthus s'est donné une peine infinie pour comparer le nombre des naissances et des décès dans des situations et à des époques données, et il est d'avis que, si pendant une suite d'années le nombre des naissances surpasse de beaucoup celui des décès, la population doit s'accroître d'une manière stable. Mais tout cela (pour ce qui regarde des époques de *courte durée*) est peine perdue. Si en effet, comme l'assure M. Malthus, « la population tend continuellement à dépasser les limites de la subsistance, » et si nous manquons de la nourriture nécessaire pour nous alimenter, dans ce cas il serait peut-être à désirer que les infirmes et les gens inutiles mourussent le plus tôt possible; et nous pourrions nous sentir disposés, à moins d'être retenus par des principes de religion ou d'humanité, à imiter ce que l'on raconte de quelques nations sauvages, en enterrant vivans nos grands-pères et nos grands'mères, en les attachant à un arbre et les laissant mourir de faim. Mais la prolongation de leur existence

n'ajoute en rien à la faculté et à la source de la population. Ils peuvent être utiles dans les sociétés civilisées, dont ils font l'ornement et l'admiration; mais pour ce qui regarde l'unique question que M. Malthus ait recommandée avec instance à la considération générale, ils ne sont que des ronces dans le jardin de la société, une espèce de plantes annuelles ou biennales, qui peuvent périr sans qu'on y fasse attention, et qui ne sont d'aucun secours pour maintenir la population, et pour garantir à la nation ou tribu respective une postérité durable.

« Si vous n'aviez pas été spectateur de la peste pendant sa durée, lorsque vous reviendriez dans le pays dix ans après, vous n'y apercevriez pas la moindre altération. » Voyons quel serait le véritable état du pays. Dans le cours de dix ans, plusieurs hommes et femmes qui existaient au commencement de cette période seraient morts, d'après la marche constante et invariable de la nature. Mais dans cet intervalle, pas une seule femme, pas un seul homme n'ont pu être ajoutés à la population par le seul effet de la procréation. Au lieu de cela, nous ne

verrions qu'un essaim d'enfans, seul espoir et soutien de l'âge suivant. Il faudrait attendre seize ans au moins, et même vingt, avant de pouvoir trouver une seule fille nubile qui pût servir à remplacer la race des mères, qui pendant cet intervalle auront pour la plupart dépassé l'âge de la fécondité active depuis la cessation de la peste. Quel vide prodigieux! il nous ferait presque trembler pour la perpétuité de l'espèce! La seule chose qui peut nous rassurer, c'est de contempler les filles nées avant la peste, dont quelques-unes, ainsi que quelques femmes mariées, auront survécu à la calamité générale : tant il est vrai que c'est sur la disposition que les hommes ont à émigrer, et non sur la faculté reproductive, qu'il faut compter pour le prompt rétablissement de la population et de la prospérité, à la suite d'une grande catastrophe qui a ravagé indistinctement un lieu quelconque.

DISSERTATION

SUR

LES RAPPORTS QUI EXISTENT ENTRE LA POPULATION

ET

LES MOYENS DE SUBSISTANCE.

PAR M. DAVID BOOTH.

SECTION PREMIÈRE.

Observations préliminaires.

« ON prétend dit M. Malthus, que j'ai écrit un volume in-4°. pour prouver que la population s'accroît dans une progression géométrique, et les subsistances dans une progression arithmétique ; mais cela n'est pas tout-à-fait exact. Car, quant à la première de ces deux propositions, je l'ai regardée comme prouvée dès que j'eus connaissance de l'accroissement de la population aux États-Unis ; et la seconde, à peine

elle fut énoncée. Le but principal de mon ouvrage était de rechercher quels effets ces lois, que j'ai cru avoir pleinement établies dès les premières six pages, avaient produits ou pourront probablement produire dans la société ; et c'est un objet d'investigation qu'il n'est pas aisé d'épuiser (1). » Voilà, il faut en convenir, ce qui s'appelle aller franchement dans la lice au-devant de son adversaire. Nous avons devant les yeux les moyens de défense ; et nous allons essayer si ses *six premières pages* forment un bouclier impénétrable.

L'argument de M. Malthus est fondé sur la comparaison des progressions des nombres ; et les sciences mathématiques ont toujours été regardées comme les seules dont la vérité soit susceptible de démonstration. On a conclu trop vite que cette comparaison de rapports numériques était infailliblement certaine ; c'est ce qui a fait obtenir à son auteur la confiance aveugle

(1) *Essai sur la Population*, tom. III, pag. 343, 344, note ; édit. anglaise.

que ses disciples ont accordée aux corollaires qu'il a déduits de ses principes.

Il faut cependant réfléchir, avant tout, que les mathématiques ne sont une science certaine qu'autant que cette science est abstraite; toutes les fois que, quittant les abstractions, elle devient ce qu'on nomme *mathématiques mixtes*, alors les nombres ou les quantités prennent des dénominations définies; et les raisonnemens qui en découlent sont vrais ou faux, selon que les désignations données à ces nombres ou quantités sont exactes ou inexactes. Par exemple, deux fois deux font quatre, parce que *quatre* est le terme par lequel nous sommes convenus de désigner le résultat de cette multiplication; mais si, en mesurant des surfaces, on disait que deux pieds multipliés par deux pieds donnent quatre pieds, il y aurait erreur dans le syllogisme; car le mot *pieds* dans le produit, n'a pas le même sens que dans les prémisses : dans le second cas c'est une mesure linéaire, et dans le premier une mesure superficielle. Lors donc qu'il s'agit d'application, les raisonnemens fondés sur les mathémati-

ques participent de toute l'incertitude des branches des connaissances avec lesquelles cette science se trouve en rapport ; de là viennent les nombreux paradoxes qui, même dans cette science de démonstration, ont embarrassé les élèves, et que les maîtres ont à peine su expliquer. Ces observations ne sont point étrangères à notre but, dès qu'il est question d'examiner le rapport de l'accroissement de la population humaine.

M. Malthus, s'il a bien compris lui-même son sujet, a cru que sa comparaison de rapports échapperait aux regards des mathématiciens. Il soutient que la population humaine, si on lui laisse un libre essor, doit s'accroître en progression géométrique, dans l'ordre suivant :

1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, etc.

Or il est évident que cette progression ne peut représenter aucun développement soutenu de la vie humaine. La quantité représentée par le chiffre 1, premier terme de la série, ne devient jamais 2, qui est le

second terme; il y a un nombre indéterminé de termes de différentes valeurs à interposer entre ces deux termes, ainsi qu'entre chaque deux autres successifs, pour remplacer les chaînons de la chaîne. Cela suppose donc du temps; et le temps, qui est le plus métaphysique de tous les êtres métaphysiques, est un élément inséparable de la considération des nombres abstraits de la progression. Cette fois M. Malthus nous a dit qu'il fallait 25 ans. Par conséquent la série qui exprime l'accroissement de la population aux États-Unis est représentée ainsi qu'il suit :

Premier terme, ou propagateurs primitifs.		1
2ᵉ.	en 25 ans.	2
3ᵉ.	50.	4
4ᵉ.	75.	8
5ᵉ.	100.	16
6ᵉ.	125.	32
etc.	etc.	etc.

La philosophie de M. Malthus ne procède pas par la méthode d'induction. Il invoque continuellement des principes qui n'ont jamais produit d'effets, et qui sont entièrement opposés à toute expérience. Il parle

de tendance à l'accroissement de l'espèce humaine, de facultés de multiplication qui « dans aucun pays connu n'ont pu se développer avec une entière liberté (1). » C'est là précisément le langage de ces rêveurs qui prédisent toujours l'avenir en le représentant comme différent et même opposé à tout ce qu'on a vu par le passé. Ils parlent aussi de ressorts secrets qui n'ont pas encore déployé leur élasticité, et d'énergies latentes qui n'ont jamais été mises en jeu.

Latent veut dire caché, et par conséquent une faculté latente d'accroissement dans l'espèce humaine est une chose que nous ne connaîtrons jamais; mais, en accordant même pour un moment que 3 ou 4 cens faits en Amérique font voir quelque chose qui ressemble à une duplication en 25 ans; en accordant aussi que cet accroissement a été l'effet seul de la propagation, à l'exclusion de l'émigration, il n'existe certainement pas de données desquelles on puisse déduire

(1) Tom. I, pag. 5 et 6.

la loi de la série. Nous n'avons que quatre, ou tout au plus, cinq termes devant les yeux, dont quelques-uns ont été extraits à des intervalles de temps nullement réguliers, de séries qui s'écoulent sans cesse, et dont nous ne pouvons calculer les flux et les reflux; tels sont les élémens d'où l'on a tiré, pour l'offrir aux lecteurs ordinaires, une suite de nombres choisis, en progression géométrique, dont le rapport est de 2. On peut former une progression quelconque de toute série croissante que l'espèce humaine pourra présenter : pourquoi pas celle de 1, 4, 9, 16, 25, etc., qui augmente comme les carrés de 1, 2, 3, 4, 5, etc.? Rien de tout ce que M. Malthus prétend avoir découvert ne prouve que telle ne soit pas la loi latente de l'accroissement. Tout ce qu'il a démontré, même en lui accordant ses dénombremens américains, ainsi que nous l'avons fait pour un moment, c'est que les créatures humaines sont capables d'accroître leur nombre; ou plutôt, qu'il a été reconnu que cela avait lieu pendant des époques déterminées : mais, quant à la série qui

règle la loi de cet accroissement, il n'a pas voulu ou n'a pas pu la développer.

« Il n'est point aisé, dit M. Malthus, de déterminer quel est le rapport d'après lequel on peut supposer que s'accroissent les produits de la terre. Nous sommes pourtant parfaitement certains que la proportion dans laquelle ils s'accroissent doit être d'une nature entièrement différente de la proportion dans laquelle la population s'accroît (1). » Ce passage est beaucoup plus modeste que celui que nous avons cité au commencement de cette dissertation, où cet auteur dit que les subsistances croissent en progression arithmétique, et qu'il a regardé cette proposition comme démontrée aussitôt qu'elle fut énoncée; mais à mesure qu'il avance, cette modestie disparaît, et bientôt il arrive à conclure dogmatiquement que les subsistances ne peuvent croître que dans la série 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, etc., formant une progression arithmétique dont le rapport est 1, et que la période qui sépare

---

(1) Tom. I, pag. 9.

les termes ou le temps de l'accroissement, est également de 25 ans.

Si la quantité de la subsistance des hommes s'accroît, il est évident que cet accroissement ne se fait point par sauts tous les 25 ans; il faut qu'il s'effectue pendant beaucoup d'intervalles de temps intermédiaires : c'est pourquoi, en accordant même que des quantités exprimées par 1, 2, 3, 4, etc., ont été prises sur la série d'accroissement à de certaines périodes, toutefois, la progression arithmétique qui en résulte offrirait une suite de nombres choisis (ainsi que nous l'avons déjà dit pour la population) qui aurait pu présenter une progression tout autre que celle que M. Malthus a choisie, autant que l'expérience peut l'avoir instruit à ce sujet. Les termes successifs de toute série croissante ne sont rien que des additions. Le mathématicien forme des séries à son gré, lorsqu'il trouve les additions réglées d'après certaines lois.

Il n'en est pas de même de la nature. Il est hors de la portée du philosophe de savoir si la nature dans ses séries avance ou recule alternativement; si elles circulent, décrois-

sent, ou si elles suivent éternellement des lignes droites. Il ne saisit que des intervalles, il n'aperçoit que quelques anneaux de la chaîne immense et toujours mobile de l'univers; et, en partageant ces chaînons en autant de portions qu'il peut en apercevoir d'un coup d'œil, il s'écrie en extase : *Je l'ai trouvée!* Mais cette réflexion est générale. Elle s'applique à Newton comme à Malthus; et ce n'est qu'au dernier que nous avons à faire.

En prenant la série 1, 2, 3, 4, etc., comme étant celle de l'accroissement des subsistances humaines, ou de toute autre chose, nous pouvons, en faisant choix des termes, en former telle progression qu'il nous plaira : par exemple, en prenant dans 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, etc., le 1er. le 2e. le 4e., le 8e. et le 16e. termes, nous aurons précisément la progression géométrique dont M. Malthus a fait choix pour représenter la multiplication de l'espèce humaine. Les progressions n'auraient donc rien signifié, si M. Malthus n'avait point posé en principe qu'une période égale de 25 ans doit séparer chaque terme de l'une et de l'autre progression des

termes suivans. Ainsi donc, en supposant les deux séries arrangées comme il suit,

Population,	1,	2,	4,	8,	16,	32,	64,	128,	256
Subsistances,	1,	2,	3,	4,	5,	6,	7,	8,	9

il croit avoir démontré que dans 8 périodes de 25 ans chacune, la population, si rien ne l'entrave, s'élèvera à 256 fois ce qu'elle est à présent, tandis que les subsistances ne se trouveront augmentées que de 9 fois ce qu'elles sont actuellement. Cherchons à découvrir sur quelles bases on a établi ces différentes propositions.

SECTION II.

De la proportion d'après laquelle s'accroissent les moyens de subsistance.

L'EXPRESSION *moyens de subsistance*, appliquée à des créatures humaines, est, dans le plus haut degré, vague et indéterminée. Dans un sens général, presque tout ce qui croît ou marche sur la terre, ce qui nage dans les eaux ou vole dans les airs, est susceptible de servir de nourriture à l'homme; il s'ensuit donc que tant qu'il existera des végétaux et des animaux, on ne peut pas dire que les moyens de subsistance soient épuisés; et l'homme adulte trouvera toujours assez de quoi nourrir ses enfans. Mais sous un point de vue plus restreint, les choses peuvent être et sont souvent très-différentes. L'homme, dans l'état social, est un être dominé par des habitudes et des préjugés. Il est, de plus, esclave. Il faut que sa nourriture soit d'une certaine nature, qu'elle soit apprêtée d'une certaine manière,

et qu'elle soit obtenue par le travail d'un petit nombre d'individus, et non par celui de tous les membres de la communauté. Dans ces circonstances une famine peut survenir, pendant que tout le globe est couvert d'animaux et de végétaux (1). L'homme peut mourir de faim dans un atelier, ainsi que dans les murs d'un cachot, n'ayant dans ces deux cas que la nourriture que ses gardiens lui apportent. C'est donc une nourriture apprêtée et distribuée de la sorte, qui constitue les moyens de subsistance chez les nations de l'Europe, parmi lesquelles le travailleur « meurt de faim, maudit au milieu des dons de la nature, et dans la vigne chargée de grappes, il ne peut apaiser la soif (2). »

Puisque c'est en Amérique que M. Malthus a découvert sa loi progressive de la propagation, c'est là aussi que nous devons chercher la loi de l'accroissement progressif des subsistances; et en nous livrant à cette

---

(1) Témoin l'horrible famine dans l'Inde en 1771.

(2) *Starves in the midst of Nature's bounty curst,*
And in the loaden vineyard, dies for thirst.

recherche, nous aurons lieu d'être étonnés qu'il ait choisi pour les subsistances une progression arithmétique. En tant que les animaux servent à la nourriture de l'homme, leur multiplication doit suivre la même sorte de série que celle de l'espèce humaine; et s'il existe quelque part une progression géométrique, ce doit être, à coup sûr, dans les productions végétales du sol. Les animaux et les végétaux multiplient, au moins aussi rapidement que l'homme, lorsqu'il en a soin et les protége; et comme la nature a gravé dans le cœur de l'homme l'amour pour ses enfans, il ne cessera de faire tous ses efforts, si on lui en laisse la liberté, pour se procurer de quoi nourrir ses enfans. On ne pourra connaître les bornes de cette production de subsistances, tant qu'il restera des terrains incultes. Tant que tout le sol n'aura pas été cultivé au plus haut degré; tant que la mer ne sera point épuisée de tous ses habitans, et qu'il ne restera plus de bêtes féroces ni de volatiles sur la terre, la subsistance de l'homme ira toujours en croissant d'après une progression égale à celle de l'accroisse-

ment de l'espèce humaine (1). Si l'Amérique septentrionale a doublé sa population tous les vingt-cinq ans, il faut que les subsistances propres à servir de nourriture à l'homme s'y soient accrues dans la même proportion; car tous ses habitans vivent dans l'abondance, et peuvent envoyer des grains dans les pays étrangers. Dans le seul pays donc où M. Malthus a découvert quelque accroissement de la population humaine, il s'en est manifesté un pareil, si ce n'est même un plus fort, pour les moyens de subsistance. Ainsi que nous venons de le dire, on ne peut pas assigner de bornes à la subsistance naturelle de l'homme; et sa nourriture, qui est une pré-

---

(1) « Si le besoin seul ou le désir de posséder les choses nécessaires et utiles à la vie, était un aiguillon assez puissant pour exciter les classes laborieuses à produire, aucun pays en Europe ou dans le monde n'aurait connu d'autres limites à sa richesse que ses facultés productives; et la terre aurait probablement renfermé, avant cette époque, pour le moins dix fois autant d'habitans qu'elle n'en contient en ce moment. Mais.... là où le droit de propriété est établi, etc., etc., etc., » — Malthus, Principes d'Économie politique, pag. 348, édit. anglaise.

paration des produits de la nature, doit toujours augmenter de quantité en raison du nombre des individus employés à préparer la matière première, tant qu'elle ne manque pas entièrement; et, du moins aussi long-temps que cela n'aura pas lieu, les rapports entre l'accroissement de la population et les moyens de subsistance doivent nécessairement être les mêmes. Quant à ce qui arrivera quand la puissance prolifique de l'homme le mettra en état d'épuiser la fertilité du globe, quand la tête du serpent mordra sa queue, en cessant ainsi d'être l'emblème de l'univers, c'est ce que nous laisserons aux conjectures de ceux dont l'imagination féconde se plaît à peupler l'univers de créatures humaines (1). En attendant, que ce soit le vice ou la misère, ou, ce que M. Malthus ne s'avise jamais de nommer, la diminution de la faculté prolifique, et la brièveté de la vie de l'homme, qui empêche tous les astres de regorger d'habitans, nous pouvons être bien sûrs

(1) Malthus. *Ibid.* 227.

que, tant que les hommes ne pourront vivre sans nourriture, le rapport de l'accroissement de la population n'excédera jamais celui des subsistances. La production des subsistances peut aller au delà des besoins d'un peuple, et un cas semblable a apporté l'esclavage et la misère aux cultivateurs de la Baie-Botanique (1); mais il est impossible qu'aucun terme dans l'accroissement progressif des subsistances soit inférieur à son terme correspondant dans l'accroissement de la population, car autrement, ce second terme cesserait d'exister. L'expérience n'a donc jamais offert et ne saurait offrir des progressions différentes dans la multiplication de l'espèce et dans l'accroissement des subsistances, à l'avantage de la première; et pour ce qui est d'une faculté inhérente (s'il est possible de concevoir une faculté qui ne peut jamais se développer), la faculté d'accroissement dans les plantes et les animaux est évidemment égale à celle de l'homme.

---

(1) Voyez la Description de cette colonie par Wentworth.

SECTION III.

Du rapport de l'accroissement de la population.

Nous avons déjà fait observer que les progressions de la nature ne se forment pas comme celles des mathématiciens. Elles ne sautent point d'un terme à l'autre; leur marche, au contraire, pour remplir les intervalles qui séparent les termes de la série, est insensible, et ce n'est qu'en saisissant certains points dans l'ordre des temps, qu'on en déduit des progressions pour former les théories des philosophes, et le plus souvent pour les faire cadrer ensemble. On sait, par exemple, que les corps tombent sur la terre avec un mouvement accéléré. On a avancé que cette accélération était telle, que les espaces parcourus par les corps dans leur chute, doivent toujours être proportionnés aux carrés des temps. On fit des expériences en petit, pour prouver la vérité de cette théorie, dont quelques-unes pa-

raissaient la confirmer d'une manière remarquable, tandis que d'autres ont offert des résultats très-différens. On supposa donc que la loi ne pouvait se réaliser que dans le vide, à cause de la résistance opposée par l'air atmosphérique ; et comme nous n'avons aucun moyen de faire l'expérience dans le vide, le principe n'est encore qu'un simple *gratis dictum ;* et pourtant on le regarde comme étant incontestable, et on le fait même diriger les planètes dans leurs orbites.

De même, quoiqu'avec des droits bien plus faibles à notre confiance, M. Malthus a adopté le principe posé par ses devanciers, que l'espèce humaine tend à s'accroître dans une série géométrique perpétuelle ; et c'est sur cette hypothèse qu'il établit sa théorie, qui rend raison du vice et de la misère qui existent parmi les hommes. Nous allons maintenant examiner de quelles données on a déduit ce principe d'accroissement ; mais il convient auparavant de remarquer que c'est la tendance vers un tel accroissement progressif, et non l'accroissement même, que M. Malthus représente

comme le mauvais génie de l'espèce humaine. Cet embryon de famine, cet être qui est encore à naître, est sans cesse en guerre avec le bon génie de la subsistance. La main de l'industrie est paralysée, et les fruits de la nature deviennent ridés dès que ce démon les touche. Il tient notre ruine suspendue sur nos têtes, et son poids nous écrase avant même de tomber.

En admettant la faculté d'accroissement dans l'espèce humaine, les méthodes d'étudier la loi de la progression doivent varier selon l'idée que nous aurons de l'origine des hommes. Mais à cet égard, en dépit de toutes les différences d'opinion qui peuvent exister sur les détails, il n'y a que deux systèmes de croyance généralement admis. L'un suppose le monde issu d'un seul couple, d'après la Bible; l'autre, c'est l'aspect de la société humaine telle qu'elle se montre à chaque génération successive, modifié par le degré de confiance que les peuples accordent à leurs traditions, et aux annales non révélées de leurs ancêtres. Nous considérerons le sujet sous ces deux points de vue.

Suivant la première hypothèse, toute la

race humaine qui existe à présent provient d'un seul couple. Il ne peut donc pas être question de la faculté d'accroissement parmi les premiers habitans de la terre; le seul objet de discussion consiste à savoir si cette faculté ne se trouverait pas affaiblie aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, ceux qui cherchent les rapports de la progression partent du même principe, et dressent uniformément leurs tables en commençant par un seul couple. Il est pourtant clair que toute table ainsi dressée ne peut s'appuyer que sur des données suggérées par l'imagination. Nous ne possédons point de généalogie complète des premiers hommes qui peuplèrent le globe; et comme de nos jours les frères n'épousent point leurs sœurs, il est impossible à présent de distinguer la postérité issue d'un seul couple de la population d'un district. On a cependant dressé de pareilles tables imaginaires; nous allons en transcrire une publiée par Sussmilch, et qui a été calculée par Euler. Il prend pour fondateurs de la race un mari et sa femme, âgés chacun de 20 ans. Il naît de ce couple six enfans en trois couches (chacune produisant des jumeaux,

un garçon et une fille), et ces naissances ont lieu dans la 22e., 24e. et 26e. années de l'âge des deux époux, qui vivent jusqu'à 40 ans, et meurent alors. Chaque couple successif se marie à l'âge de vingt ans, et a 6 enfans, également en trois couches, à l'âge de 22, de 24 et de 26 ans, et les deux époux meurent à 40 ans, comme leurs pères. La même succession de naissances, de mariages et de décès, continue d'une génération à l'autre, et on présente les résultats de deux en deux ans, durant une période de 3 siècles. Ces données sont assez bizarres. La table offre, comme on pouvait s'y attendre, un accroissement considérable; et certes, si on peut trouver quelque part une progression géométrique, c'est à coup sûr ici.

La première colonne de cette table contient les années auxquelles se rapportent les nombres de chacune des autres colonnes. La seconde colonne contient le nombre des naissances dans chaque année. La troisième donne le nombre total des naissances, qui répondrait au nombre des vivans, s'il n'y avait point eu de décès; mais comme tous

sont supposés mourir dans leur 41e. année, le nombre des morts est placé dans la quatrième colonne, lequel, retranché du nombre total des naissances énoncé dans la 3e. colonne, forme la 5e. et dernière colonne, ou le nombre des vivans.

Années.	Nombre des naissances.	Nombre total.	Nombre des décès.	Nombre des vivans.
0	0	2	0	2
2	2	4	0	4
4	2	6	0	6
6	2	8	0	8
8	0	8	0	8
10	0	8	0	8
12	0	8	0	8
14	0	8	0	8
16	0	8	0	8
18	0	8	0	8
20	0	8	2	6
22	0	8	2	6
24	2	10	2	8
26	4	14	2	12
28	6	20	2	18
30	4	24	2	22
32	2	26	2	24
34	0	26	2	24
36	0	26	2	24
38	0	26	2	24
40	0	26	2	24
42	0	26	4	22
44	0	26	6	20
46	2	28	8	20
48	6	34	8	26
50	12	46	8	38

Années.	Nombre des naissances.	Nombre total.	Nombre des décès.	Nombre des vivans.
52	14	60	8	52
54	12	72	8	64
56	6	78	8	70
58	2	80	8	72
60	0	80	8	72
62	0	80	8	72
64	0	80	10	70
66	0	80	14	66
68	2	82	20	62
70	8	90	24	66
72	20	110	26	84
74	32	142	26	116
76	38	180	26	154
78	32	212	26	186
80	20	232	26	206
82	8	240	26	214
84	2	242	26	216
86	0	242	28	214
88	0	242	34	208
90	2	244	46	198
92	10	254	60	194
94	30	284	72	212
96	60	344	78	266
98	90	434	80	354
100	102	536	80	456
102	90	626	80	546
104	60	686	80	606
106	30	716	80	636
108	10	726	82	644
110	2	728	90	638
112	2	730	110	620
114	12	742	142	600
116	42	784	180	604
118	100	884	212	672
120	180	1064	232	832
122	252	1316	240	1076
124	282	1598	242	1356

Années.	Nombre des naissances.	Nombre total.	Nombre des décès.	Nombre des vivans.
126	252	1850	242	1608
128	180	2030	242	1788
130	100	2130	244	1886
132	42	2172	254	1918
134	14	2186	284	1902
136	16	2202	344	1858
138	56	2258	434	1824
140	154	2412	536	1876
142	322	2734	626	2108
144	532	3266	686	2580
146	714	3980	716	3264
148	786	4766	726	4040
150	714	5480	728	4752
152	532	6012	730	5282
154	322	6334	742	5592
156	156	6490	784	5700
158	72	6562	884	5678
160	86	6648	1064	5584
162	226	6874	1316	5558
164	532	7406	1598	5808
166	1008	8414	1850	6564
168	1568	9982	2030	7952
170	2032	12014	2130	9884
172	2214	14228	2172	12056
174	2032	16260	2186	14074
176	1568	17828	2202	15626
178	1010	18838	2258	16580
180	550	19388	2412	16976
182	314	19702	2734	16968
184	384	20086	3266	16820
186	844	20930	3980	16950
188	1766	22696	4766	17930
190	3108	25804	5480	20324
192	4608	30412	6012	24400
194	5814	36226	6334	29892
196	6278	42504	6490	36014
198	5814	48318	6562	41756

Années.	Nombre des naissances.	Nombre total.	Nombre des décès.	Nombre des vivans.
200	4610	52928	6648	46280
202	3128	56056	6874	49182
204	1874	57930	7406	50524
206	1248	59178	8414	50764
208	1542	60720	9982	50738
210	2994	63714	12014	51700
212	5718	69432	14228	55204
214	9482	78914	16260	62654
216	13530	92444	17828	74616
218	16690	109134	18838	90296
220	17906	127040	19388	107652
222	16702	143742	19702	124040
224	13552	157294	20086	137208
226	9612	166906	20930	145976
228	6250	173156	22696	150460
230	4664	177820	25804	152016
232	5784	183604	30412	153192
234	10254	193858	36226	157632
236	18194	212052	42504	169548
238	28730	240782	48318	192464
240	39702	280484	52928	227556
242	48126	328610	56056	272554
244	51298	379908	57930	321978
246	48160	428068	59178	368890
248	39866	467934	60720	407214
250	29414	497348	63714	433634
252	20526	517874	69432	448442
254	16698	534572	78914	455658
256	20702	555274	92444	462830
258	34232	589506	109134	480372
260	57178	646684	127040	519644
262	86626	733310	143742	589568
264	116558	849868	157294	692574
266	139126	988994	166906	822088
268	147584	1136578	173156	963422
270	139324	1275902	177820	1098082
272	117440	1393342	183604	1209738

Année.	Nombre des naissances.	Nombre total.	Nombre des décès.	Nombre des vivans.
274	89806	1483148	193858	1289290
276	66638	1549786	212052	1337734
278	57926	1607712	240782	1366930
280	71632	1679344	280484	1398860
282	122112	1801456	328610	1472846
284	178036	1997429	379908	1599584
286	260362	2239854	428068	1811786
288	342310	2582164	467934	2114230
290	403268	2985432	497348	2488084
292	426034	3411466	517874	2893592
294	404348	3815814	534572	3281242
296	346570	4162384	555274	3607110
298	273884	4436268	589506	3846762
300	214370	4650638	646684	4003954

Tout mathématicien qui connaît les données sur lesquelles cette table est construite, sait qu'elle offre une série récurrente, dont la loi pourrait s'exprimer par une formule algébrique ; tandis que le lecteur vulgaire, surpris de ses flux et reflux, s'efforcera en vain de déduire de ses nombres une progression géométrique croissante. Il n'y a qu'une seule loi dans toute progression géométrique, c'est que chaque terme successif aura un certain rapport fixe avec

le terme qui le précède; c'est pourquoi, si, dans une série de nombres croissans, deux termes équidistans (tels que tous les 20es. ou les 25es., etc.), offrent une progression géométrique, dans ce cas tous les termes de la série doivent se trouver également en progression géométrique. Par exemple, si dans les nombres 1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, 512, 1024, nous prenons chaque troisième terme, en commençant par 1, nous aurons 1, 8, 64, 512, progression géométrique, dont chaque terme successif est 8 fois plus fort que celui qui le précède. Si nous choisissons chaque second terme, nous aurons 1, 4, 16, 64, 256, 1024, progression dont le rapport est 4, et en général on aura beau choisir, pourvu qu'on prenne des termes à des distances égales, nous aurons toujours une progression géométrique; car tous les nombres parmi lesquels nous avons à choisir se trouvent arrangés dans cette sorte de série. Avant donc de pouvoir former une progression géométrique, à des intervalles réguliers, parmi une suite quelconque de nombres, il faut que tous les 3 ou plus de termes qui se sui-

vent dans cette série, se trouvent eux-mêmes en proportion géométrique. Ce serait donc en vain qu'on chercherait une duplication de l'espèce humaine à certaines périodes, si d'une année à l'autre il ne se manifeste pas une progression uniforme. Mais, de quelque manière qu'on suppose la multiplication opérée au moyen d'un seul couple, la chose est impossible; car les termes, quoique numériquement les mêmes, ne le sont point essentiellement. Le nombre des vivans dans la table que nous avons devant les yeux, se trouve doublé dans la seconde année, triplé dans la quatrième, et quadruplé dans la sixième; mais ces 4, 6 et 8 individus, ne ressemblent pas aux deux premiers. Ces deux individus sont un homme et une femme, tandis que le surcroît se compose d'enfans, qui doivent vivre un certain nombre d'années avant de pouvoir accroître la race. Par conséquent, la progression géométrique ne peut jamais exister dans de telles circonstances. Dans cette table, quoique toutes les chances qui peuvent naître de la constitution, du climat et d'autres causes, soient écartées soigneusement dans le calcul, « un

désordre régulier » est visible, surtout dans la seconde colonne, pendant une période de trois cents ans; et quoique l'irrégularité des nombres ne frappe pas autant l'observateur vulgaire, ils ne peuvent jamais former une progression géométrique, quand même ils embrasseraient autant de siècles.

Si la postérité d'un seul couple ne peut jamais croître en progression géométrique, cela est également impossible pour les descendans d'une colonie récente, car une semblable colonie ne se compose que d'un certain nombre de couples adultes; et d'ailleurs, comme ce sont des êtres réel, ils sont sujets à beaucoup d'accidens qui échappent à tout calcul, et desquels la table précédente est, par supposition, exempte. Une colonie composée d'hommes et de femmes adultes, séparée du reste du monde, ressemblerait singulièrement aux premiers pères de l'espèce humaine. La société, telle qu'elle existe en Europe, nous offre grand nombre d'individus de tous âges, depuis le berceau jusqu'à la tombe, et dans des proportions, qui ne sauraient exister avant des siècles, dans une colonie telle que nous

l'avons supposée. M. Malthus trouve sa progression géométrique en Amérique; mais la moindre réflexion aurait pu le convaincre que cette progression ne peut nullement se montrer parmi les descendans de propagateurs adultes; et que, même en supposant son existence, le flux continuel d'émigrés d'Europe y verserait tant de nombres étrangers, qu'il deviendrait impossible de reconnaître la progression. Notre objet en ce moment n'est pas de nier l'assertion, qu'il y a eu un accroissement aux États-Unis *par le seul effet de la procréation*. Nous nions seulement, et d'une manière péremptoire, que cet accroissement suive aucunement une progression géométrique.

Jusqu'ici nous avons considéré les lois de l'accroissement de la population humaine, en la supposant issue d'un ou de plusieurs couples d'époux adultes. Nous allons maintenant contempler l'espèce humaine telle qu'elle se trouve exister sur le globe; comme si c'étaient des êtres nouvellement découverts par le philosophe. Dans cette manière d'en-

visager le sujet, l'origine des nations se perd dans les ténèbres de l'antiquité; et n'ayant d'autre guide que l'histoire profane, je crois qu'on admettra que cette autorité ne nous offre aucun argument concluant pour décider si le nombre des habitans du globe est à présent plus ou moins considérable qu'il ne l'était il y a deux mille ans. Nous n'apercevons qu'une petite portion de la population totale, et cela pendant une période de temps très-bornée.

S'il nous était possible d'obtenir un dénombrement exact d'une nation populeuse, nous le trouverions essentiellement différent dans ses élémens, du dénombrement d'une colonie naissante, ou de l'arbre généalogique des progéniteurs primitifs. La multitude des êtres humains, dont l'origine se perd dans l'histoire, et qui, pour ainsi dire, étaient les indigènes du sol, se compose de personnes de tous âges, depuis le berceau jusqu'au point de la dissolution, comprenant en général une période d'environ cent ans; ce terme étant celui qu'on peut regarder d'ordinaire comme la dernière limite de la vie humaine. Il est impossible de connaître combien parmi

ces individus il en est venu au monde chaque minute, chaque heure ou chaque jour du siècle qui a immédiatement précédé l'époque du dénombrement. Les seules tables de quelque prix que nous possédions à ce sujet, sont les relevés de la population de la Suède ; car, dans aucun autre pays, il n'a été fait de dénombrement auquel on puisse accorder la moindre confiance, ou dont on puisse tirer le moindre résultat utile.

La population de la Suède, de laquelle il a été fait de fréquens dénombremens depuis soixante ans, paraît s'être accrue, mais nullement dans un rapport qui approche de la progression géométrique. L'irrégularité de l'accroissement est extrême, et, parfois même, on trouve une grande diminution. Nous laisserons aux politiques suédois le soin de décider quelle part dans l'accroissement peut être attribuée à l'exactitude plus ou moins grande dans la manière de faire les dénombremens, et jusqu'à quel point l'irrégularité peut provenir des variations dans les limites territoriales du royaume. Il suffit de dire qu'ils ne cessent de se plaindre du défaut de population. Mais il ne s'agit

point en ce moment de savoir s'il existe un accroissement, mais bien de découvrir quelle en est la loi.

La table suivante est dressée d'après les dénombremens faits pendant 9 ans, de 1755 à 1763 inclusivement. Quoiqu'on y aperçoive un accroissement, la population pendant cette période peut être regardée comme étant restée presque stationnaire (1). Et certainement on n'y verra pas d'accroissement, si l'on songe à la nécessité d'une réserve destinée à remplir le vide occasioné par ces convulsions inattendues de la société, et ces calamités de la nature, que l'histoire nous représente comme ayant souvent retardé et diminué la population des états.

(1) Voyez les remarques du docteur Price, dans l'Appendice aux chap. IV, V et VI, pag. 192 et 193.

3 années précédentes.

Ages.	Vivans en 1757. Mâles.	Femelles.	Total.	Vivans en 1760. Mâles.	Femelles.	Total.	Vivans en 1763. Mâles.	Femelles.	Total.
Nés.	44795	42999	87794	44174	42331	86505	45892	43904	89796
Au-dessous de 1 an	33731	33459	67190	37323	37272	74595	36094	35453	71547
De 1 à 3	63954	64883	128837	66034	66860	132894	66059	67234	133293
3 — 5	64380	65045	129425	65828	66923	132751	66454	67711	134165
5 — 10	123984	125175	249159	128627	129332	257959	130019	130758	260777
10 — 15	114605	114203	228808	121525	119514	241039	126696	128021	254717
15 — 20	95254	100087	195341	97621	101633	199254	108312	109985	218297
20 — 25	91460	104873	196333	88752	103613	192365	92290	105115	197414
25 — 30	86947	99780	186727	85001	100614	185615	88056	101003	189059
30 — 35	82716	90880	173596	81432	92153	173585	85936	95811	181747
35 — 40	68516	75653	144079	70773	79066	149839	74826	81453	156279
40 — 45	58990	65443	124433	61158	68645	129803	67448	74854	142302
45 — 50	50658	58162	108820	51407	59339	110746	52398	59551	111949
50 — 55	43500	51973	95473	43897	51872	95[illegible]69	47298	56646	103944
55 — 60	39091	48599	87690	37224	46402	83626	370[illegible]6	45537	82623
60 — 65	29557	39580	69137	32329	42647	74976	34892	44925	79817
65 — 70	22293	33559	55852	21438	30169	51607	20649	28964	49613
70 — 75	16300	24913	41303	15102	25299	40401	15454	23159	38613
75 — 80	9236	14679	23915	9096	14265	23361	8858	13556	22414
80 — 85	4060	6786	10846	4418	733[illegible]	11755	4620	7487	12107
85 — 90	1690	2932	4622	1513	2571	4084	1508	2694	4202
Au-dessus de 90	583	1026	1609	555	1019	1574	527	988	1515
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	1121053	1246545	2367598	1165489	1280905	2446394

Table formée d'après la moyenne de la précédente, avec les proportions calculées pour une population de 10,000 âmes.

Ages des vivans.	Moyenne de 9 années d'après la table précédente.	Proportion sur une population de 10,000.
Naissances.	88032	370
Au-dessous de 5 ans	334899	1408
De 5 à 10	255965	1076
10 — 15	241521	1015
15 — 20	204297	859
20 — 25	195371	821
25 — 30	187134	785
30 — 35	176309	741
35 — 40	150066	631
40 — 45	132180	556
45 — 50	110505	464
50 — 55	98395	414
55 — 60	84646	356
60 — 65	74643	314
65 — 70	52357	220
70 — 75	40106	169
75 — 80	23230	98
80 — 85	11569	49
85 — 90	4303	18
Au-dessus de 90	1566	6
Population.	2379062	10000

Ces tables ont été dressées d'après les relevés comparés de 9 ans; et si elles offraient la moyenne de plusieurs siècles, dans ce cas, elles nous donneraient un aperçu exact du progrès de la vie humaine et des ravages auxquels elle est sujette dans le climat de la Suède. Supposons que cela soit.

Il paraît donc que 370 naissances annuelles sont précisément suffisantes pour maintenir une population de 10,000 personnes. Ces 370 (ou 1850 en 5 ans) forment une population de 1408 individus au-dessous de 5 ans, dont le nombre se renouvelle au moyen de nouvelles naissances, à mesure qu'ils vieillissent ou meurent. Ces 1408 individus sont d'abord réduits par les décès à 1076 entre l'âge de 5 à 10 ans, et se trouvent réduits par la suite à 1015, qui est le nombre de ceux qui parviennent à l'âge de 10 à 15 ans. De même, par les additions continuelles des naissances, et les réductions causées par les décès, le nombre respectif des individus de chaque âge qui composent toute la population, est régulièrement maintenu pendant tout le siècle, qui paraît ici

comme la limite de l'âge de l'homme. Dans la réalité, ces nombres s'écarteront en plus ou en moins de ceux de la table, qui sont donnés ici d'après une proportion moyenne d'une société n'ayant que peu ou point d'accroissement.

Cette société se recrute au moyen d'enfans en bas âge. Les 370 naissances annuelles se développent de manière à maintenir tous les rangs dont se compose cette population de 10,000, dans leurs âges respectifs; et pour l'objet en question il importe peu que ces enfans soient produits par la totalité, ou par une partie de la tribu, ou qu'ils soient tombés du ciel. Mais dans le fait, ces enfans ont été mis au monde par les femmes d'âge à être mères. La période pendant laquelle les femmes peuvent faire des enfans, embrasse dans peu de cas plus de 20 ans, et va rarement au delà de 25. Des mariages contractés de bonne heure ne produisent aucune différence à cet égard; parce que, plus tôt les femmes se marient, et plus tôt elles cessent d'être prolifiques. Toute l'étendue de cet intervalle est en Europe depuis 15 jusqu'à 45 ans; et en prenant

les nombres de la table, il importe peu qu'on les compte de 15 à 40, ou de 20 à 45 ans, car le montant dans les deux cas ne diffère pas beaucoup. La polygamie n'est point permise en Suède; c'est pourquoi on peut regarder ces 370 enfans comme étant produits uniquement par les membres de la population agés de 20 à 45; c'est-à-dire, par 3534 personnes mariées. Il importe peu que les maris soient parfois d'un âge différent, car le nombre (de 3534) ne se trouverait pas augmenté par-là; les femmes de cet âge étant les seules capables de devenir mères. Sur ces 3534, un certain nombre de femmes, nées infirmes, ou qui le deviennent dans la suite par d'autres accidens, ne sont jamais propres au mariage; ce n'est donc pas une assertion hasardée d'estimer que les personnes mariées, dans cette société, n'excéderont jamais 3000, si même elles arrivent à ce nombre. Ces 3000 personnes forment donc la source perpétuelle qui recrute cette société. Leurs enfans remplissent les places vacantes par la mort, et renouvellent les rangs des propagateurs à mesure qu'ils sont affaiblis

par l'âge; mais toutes les femmes, et un nombre égal à celui de tous les hommes âgés de plus de 45 ans, cesseront de servir à perpétuer la race. Il y a 2108 personnes âgées de plus de 45 ans; et si on y ajoute le nombre de celles que la maladie empêche de se marier (dont nous avons supposé que le nombre s'élève à 534 dans l'âge de 20 à 45), et les enfans qui, quoique comptés parmi les autres individus, sont condamnés à ne jamais grossir le nombre des propagateurs effectifs, nous n'exagérons pas en assurant que, sur ces 10,000 individus, il y en a 3000 qui sont inutiles pour la propagation de l'espèce. Ces 3000, plus ou moins, selon que les saisons sont favorables ou contraires à la santé, constituent la balance variable de ce qui formerait autrement une population permanente. Les 370 enfans nés annuellement renferment dans leur nombre la proportion nécessaire pour conserver ces 3000 adjoints inutiles dans la société: et quand même tous ces 3000 individus périraient dans un jour, de manière à réduire la société à 7000, les propagateurs effectifs resteraient, il y aurait le même

nombre de naissances, et les 3000 personnes décédées se trouveraient graduellement reproduites comme les membres amputés du polype. Pour en donner un exemple, nous supposerons que les 2108 personnes âgées de plus de 45 ans, sont toutes détruites, soit accidentellement ou à dessein. Leur renouvellement graduel deviendra évident par la table suivante.

Années.	Naissances.	Au-dessous de 5.	5 à 10	10 à 15	15 à 2	20 à 25	25 à 30	30 à 35	35 à 40	40 à 45	45 à 50	50 à 55	55 à 60	60 à 65	65 à 70	70 à 75	75 à 80	80 à 85	85 à 90	Au-dessus de 90.	TOTAL des vivans.
0		1408	1076	1015	859	821	785	741	631	556	464	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7892
5	1850	1408	1076	1015	859	821	785	741	631	556	464	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8856
10	1850	1408	1066	1015	859	821	785	741	631	556	464	414	—	—	—	—	—	—	—	—	8770
15	1850	1408	1076	1015	859	821	785	731	631	556	464	414	356	—	—	—	—	—	—	—	9126
20	1850	1408	1076	1015	859	821	785	741	631	556	464	414	356	314	—	—	—	—	—	—	9440
25	1850	1408	1076	1015	859	821	785	741	631	556	464	414	356	314	220	—	—	—	—	—	9660
30	1850	1408	1076	1015	859	821	785	741	631	556	466	414	356	314	220	169	—	—	—	—	9829
35	1850	1408	1076	1015	859	821	785	741	631	556	464	414	356	314	220	169	98	—	—	—	9927
40	1850	1408	1076	1015	859	821	785	741	631	556	464	414	356	314	220	169	98	49	—	—	9976
45	1850	1408	1076	1015	859	821	785	741	631	556	464	414	356	314	220	169	98	49	18	—	9994
50	1850	1408	1076	1015	859	821	785	741	631	556	464	414	356	314	220	169	98	49	18	6	10000
55	1850	1408	1076	1015	859	821	785	741	631	556	464	414	356	314	220	169	98	49	18	6	10000

Par la table précédente nous voyons que, après avoir détruit plus d'un cinquième de la population, elle se renouvelle en entier dans le cours de 50 ans. Les 10,000 habitans sont de nouveau reproduits, et alors la société cesse d'éprouver un nouvel accroissement. Si, outre les 2108 personnes que nous supposons détruites, on avait exterminé également tous les malades et les impotens, la société aurait été réduite à moins de 7000. Le nombre apparent des propagateurs se trouverait ainsi diminué, mais les naissances n'auraient pas pour cela éprouvé de diminution; et après un certain nombre d'années, ainsi que dans le cas que nous venons de supposer, toutes les lacunes auront été remplies, et le nombre primitif de 10,000 créatures humaines se reproduirait à nos regards, et dans le même ordre. Par conséquent il peut se manifester de très-grandes variations dans le dénombrement d'une société qui dans son germe ne renferme aucun principe d'accroissement permanent. Ces êtres accessoires sont précisément ceux dont le nombre augmente pendant les années

ſavorables, et qui, lorsque des années malsaines surviennent, vont grossir en foule les registres des décès. Une suite de saisons déſavorables aux productions végétales de la terre, est également contraire à la vie des hommes, surtout aux gens infirmes et âgés. Ceux-ci meurent de maladie et non de faim, car, excepté dans les cavernes dégoûtantes et cachées d'une capitale qui regorge d'habitans égoïstes, où l'homme n'est ni aperçu ni plaint, il n'y a comparativement que peu d'individus en Europe qui périssent de faim. Sur les 3000 individus, vieux ou malades, deux ou trois saisons malsaines emporteront de la terre les deux tiers. Ces deux tiers forment un cinquième de toute la population, et laisseraient un terrible vide dans le dénombrement d'une nation. Nous voyons cependant que ce vide se trouverait promptement rempli, et le retour de quelques années abondantes pourrait même rendre leur nombre plus considérable que par le passé.

Si, dans la société que nous avons prise pour exemple, on suppose que toutes les personnes ayant atteint l'âge de quarante-

cinq ans, vivent jusqu'à mille, la population restant à d'autres égards la même, le nombre des anciens de la société continuerait à augmenter pendant ces dix siècles, et alors, après être parvenu à un nombre que nous ne nous arrêterons pas à calculer, l'accroissement s'arrêterait de nouveau, et le dénombrement de la nation deviendrait de nouveau stationnaire.

Supposons encore, ayant toujours devant les yeux notre table de 10,000 habitans, une colonie de 3837 mâles et femelles, âgés de quinze à quarante ans (que nous regarderons comme l'âge nubile dans une colonie naissante), et étant aussi dans les mêmes proportions qu'en Europe. Supposons encore que cette colonie soit sortie de Suède, et que les individus qui la composent ne soient doués que des facultés de propagation qui appartiennent à cette nation : ces individus, dont le nombre équivaut exactement à celui de ceux qui se trouvent dans notre table de 10,000 individus, formeront le germe d'une race, de même que les personnes qui figurent en tête de la dernière table que nous venons de présenter,

avec la seule exception que, tant que leurs enfans n'auront pas atteint l'âge de quinze ans, les propagateurs n'étant point renouvelés par leurs successeurs croissans, leur nombre doit diminuer pendant un certain temps. Pour y remédier, qu'il y ait pendant les premiers ans, une affluence d'émigrés, à raison de 172 par an, ou environ un vingt-deuxième des colonistes primitifs, et ces 172 individus maintiendront exactement les nombres énoncés dans notre première colonne (ceux ayant de 15 à 20 ans), à mesure qu'ils vieillissent ou qu'ils meurent. La table suivante fera voir les progrès de notre colonie pendant les premiers 15 ans.

Age de la colonie.	Naissances.	Au-dessous de 5.	5 à 10.	10 à 15.	15 à 20.	20 à 25.	25 à 30.	30 à 35.	35 à 40.	40 à 45.	45 à 50.	50 à 55.	55 à 60.	60 à 65.	65 à 70.	70 à 75.	75 à 80.	80 à 85.	85 à 90.	Au-dessus de 90.	Nombre des vivans.
0					859	821	785	741	631	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3837
5	1850	1408			859	821	785	741	631	556	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5801
10	1850	1408	1076		859	821	785	741	631	556	464	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7341
15	1850	1408	1076	1015	859	821	785	741	631	556	464	414	—	—	—	—	—	—		—	8770

A l'expiration de ces 15 ans, le nombre des propagateurs restera le même, au moyen des enfans parvenus à l'âge adulte, sans qu'il y ait plus besoin de nouvelles recrues. La société offrira alors un accroissement extraordinaire. Les colons primitifs étaient au nombre de 3837, et les émigrés arrivés chaque année s'élèvent à 2580. Ces derniers cependant, pour ce qui concerne la propagation, ne peuvent compter que pour moitié, puisqu'ils n'ont vécu, l'un dans l'autre, que 7 $\frac{1}{2}$ ans dans la colonie. Voilà donc 5000 propagateurs qui, dans l'espace de 15 ans, ont augmenté leur nombre d'un surcroît d'environ 3000 personnes, sans compter ceux qui sont morts. Il faut aussi faire attention que nous avons pris nos colons sur la masse générale, comprenant les aveugles et les estropiés, les infirmes et les mourans. Mais de tels gens n'émigrent point, et cette population croissante pourrait être issue d'une colonie beaucoup moins nombreuse que celle dont nous venons de faire mention. C'est pourquoi lorsqu'on fait le dénombrement d'une colonie naissante, il ne faut pas s'étonner si elle double de nombre dans une

très-courte période. Les émigrés, qui arrivent ensuite par petits nombres, font moins sensation que les fondateurs primitifs; et il est extrêmement probable que beaucoup de pareilles colonies peuvent s'accroître du double en moins de 20 ans, et cela par le seul effet de la propagation. Mais le principe qui cause cette duplication, échappe à l'œil de l'observateur vulgaire. Cette colonie n'est pas une société, dans le sens que nous donnons au mot nation. C'est le premier développement d'un certain nombre de propagateurs choisis, qui n'ont ni pères ni enfans, et ces deux classes, en y ajoutant les malades et les impotens, composent presque les trois-quarts de la population de l'Europe moderne. C'est le corps du polype, sans ses membres, qui se renouvelle par l'effet d'une énergie inhérente. Tant que les membres ne sont point complets, l'accroissement continuera. Si notre colonie ne reçoit plus de nouveaux renforts d'émigrés, elle s'accroîtra jusqu'à ce qu'elle atteigne le nombre de 10,000 individus, après quoi elle restera permanente. M. Malthus prend le polype au milieu de sa croissance, il mesure

la longueur à laquelle les membres sont déjà parvenus, et, comparant ces derniers avec le temps, il forme une proportion croissante, d'après laquelle, à ce qu'il nous assure, ils continueront toujours à s'accroître.

Un dénombrement attentif de notre colonie de 15 ans, fera voir clairement qu'elle s'accroît uniquement parce que cette société est incomplète. Dans une société d'indigènes, le quart se compose d'individus au-dessus de 45 ans. Dans cette colonie, au contraire, ils ne sont qu'au nombre de 878 sur 8770, ou à peu près un dixième de la population. Les âges plus élevés, les extrémités du polype, ne sont point encore formés; et jamais ils ne le seraient, si l'arrivée de nouveaux émigrés continuait à avoir lieu. C'est ce qu'attestent suffisamment les dénombremens américains. Dans aucun des états de l'Union, le nombre des individus au-dessus de 45 ans, ne s'élève au delà de 16 à 17 pour cent de la population, et dans plusieurs des districts nouvellement colonisés, ils n'excèdent pas 7 ou 8 pour cent, ainsi qu'il résulte plus particulièrement de la table suivante.

Proportion des habitans au-dessus et au-dessous de l'âge de 45 (sur une population de 10,000), dans les différens districts et territoires des États-Unis d'Amérique en 1810, comparée avec le royaume de Suède, depuis 1755 jusqu'en 1763.

	Au-dessous de 45.	Au-dessus de 45.
Suède	7892	2108
District de Maine	8867	1133
——— Massachussets	8391	1609
——— Hampshire sept.	8610	1390
——— Vermont	8964	1036
——— Rhode-Island	8387	1613
——— Connecticut	8308	1692
——— New-York	8904	1096
——— New-Jersey	8629	1371
——— Pennsylvanie	8757	1243
——— Delaware	8961	1039
——— Maryland	8710	1290
——— Virginie	8771	1229
——— Ohio	9097	903
——— Kentucky	9044	956
——— Caroline sept.	8895	1105
——— Tennessée orient.	9003	997
——— Tennessée occident.	9195	805
——— Caroline mérid.	8963	1037
——— Géorgie	9060	940
——— Colombia	8944	1056
Territoire de Orléans	8833	1167
——— Mississipi	9210	790
——— Louisiane	9113	887
——— Indiana	9197	803
——— Illinois	9201	799
——— Michigan	8983	1017

M. Malthus, en établissant toute sa doctrine de la progression géométrique, uniquement sur les preuves fournies par les dénombremens des États-Unis, n'a point, il faut l'avouer, poussé trop loin les conséquences auxquelles auraient pu le conduire les faits qu'il prend pour base de son argument. L'accroissement de la population des nouveaux établissemens aux États-*Unis*, de 1800 à 1810, est tel, qu'il paraît même passer toute croyance. La table suivante est extraite des dénombremens, mais elle est disposée de la manière la plus propre à faire ressortir la justesse de nos observations.

Habitans blancs dans le Kentucky, le Tennessée, le Missisipi et Indiana, en 1800 *et* 1810.

	1800.			1810.			Rapport d'accroissement en 10 ans.
	Au-dessous de 10 ans.	Au-dessus de 10 ans.	Total.	Au-dessous de 10 ans.	Au-dessus de 10 ans.	Total.	
Kentucky	72223	107653	179876	125910	198327	324237	1.8
Tennessée	37677	54032	91709	86304	129571	215875	2.35
Mississipi	1952	3227	5179	8232	14792	23024	4.44
Indiana	1645	2932	4577	9478	14412	23890	5.21
Total	113497	167844	281341	229924	357102	587026	2.08

Voici une population de 281,341 personnes, qui fait plus qu'augmenter du double dans 10 ans, tandis qu'une partie de cette même population parvient, pendant cette période, à plus de 5 fois son nombre primitif. Voilà des progressions dont M. Malthus aurait pu se glorifier, mais il n'a pas jugé à propos de le faire.

Lorsqu'on fait des dénombremens tous les 10 ans, il est clair, abstraction faite de l'arrivée d'émigrés, qu'à chaque dénombrement, les personnes âgées de plus de 10 ans ont dû exister toutes à l'époque du dénombrement antérieur. Dans celui de 1810,

par exemple, tous les individus âgés de plus de 10 ans ont dû faire partie de la population de 1800, et ils sont en réalité les mêmes, sauf ceux qui sont morts. Tous les individus qui ont moins de 10 ans, sont nés dans l'intervalle d'un dénombrement à l'autre.

La population totale de 1800, d'après la table précédente, était de 281,341. Ce nombre dans dix ans a dû se trouver réduit à 200,000, suivant les plus favorables lois de la mortalité humaine que nous connaissions jusqu'à présent. Mais le nombre des individus au-dessus de dix ans a été reconnu, en 1810, être de 357,102; il est donc d'une évidence incontestable que cette société a dû se recruter au moyen de plus de 160,000 émigrés, car, même parmi ces émigrés, plusieurs ont dû mourir, et d'ailleurs quelques-uns des enfans au-dessous de dix ans ont pu être nés dans d'autres pays.

On pourra dire, et peut-être avec raison, qu'une grande partie de ces émigrés ont pu venir de différentes parties des États-Unis, et non de l'Europe; mais si nous compa-

rons de la même manière tout le dénombrement des États-Unis, nous y trouverons également des preuves évidentes du nombre très-grand d'émigrés qui sont venus grossir la population. La population blanche, en 1810, était de 4,305,971 individus, lesquels dans dix ans ont dû se trouver diminués d'un quart. Il n'est guère probable que plus de 3,200,000 aient existé en 1810; car, quelle que soit aux États-Unis le rapport des naissances au total de la population, la proportion des décès est sans contredit plus forte qu'en Europe. Ces 3,200,000 devraient donc former le nombre total des personnes au-dessus de dix ans dans le dénombrement de 1810, si la population ne s'était point recrutée par des émigrés venus du dehors. Mais le dénombrement effectif de 1810 a donné 3,845,389 personnes au-dessus de dix ans, présentant un excédant de 645,389, dont l'existence ne peut s'expliquer autrement que par l'arrivée d'émigrés. Le même dénombrement porte le nombre des enfans au-dessous de 10 ans à 2,016,704, dont un certain nombre doit également être ajouté aux 645,389 dont nous venons de par-

encore à nous occuper, et son examen terminera cette dissertation.

Pour avoir une idée bien nette de cette proposition, il faut encore une fois revenir à notre table de 10,000 individus, que nous avons dressée d'après les proportions de la Suède (1). Nous devons également rappeler au lecteur que cette table a été formée d'après une société dont l'accroissement est faible ou même nul. Nous avons déjà considéré cette société comme stationnaire; mais quoi qu'il en soit, elle nous servira également pour éclaircir le sujet.

Nous avons déjà fait voir que les pertes qu'éprouvera cette société de 10,000 individus seront réparées par les 370 naissances annuelles, et que cette addition perpétuelle de nouveaux enfans, remplira successivement les vides que la mort aura faits dans ses rangs. Là où l'homme est indigène, telles sont les gradations de la société, et avant qu'elle puisse augmenter du double, il faut qu'il y ait deux individus au lieu d'un de chaque

(1) V. Ci-dessus.

âge, depuis l'enfance jusqu'au tombeau. Or par quels moyens ces nouveaux êtres humains se trouveront-ils exister dans 10, 15, ou même dans 25 ans? L'imagination peut à son gré grossir le nombre des naissances; mais comment créerons-nous nos vieillards et nos vieilles femmes assez rapidement, à moins de pouvoir fermer les portes à mort, et précipiter la marche du temps. A la vérité, en ne faisant attention qu'au nombre, sans avoir égard à l'âge, il serait facile de concevoir un accroissement considérable, mais il ne s'ensuit pas que cet accroissement imaginaire doive suivre une progression géométrique.

Supposons que, par suite de quelques circonstances extraordinaires, soit par une plus grande énergie dans les facultés bienfaisantes de la nature, ou par un effet particulier de la Providence, les femmes de notre petite société deviennent tout à coup deux fois plus fécondes, et que par-là le nombre des naissances annuelles devienne le double de ce qu'il est en ce moment, c'est-à-dire 740 au lieu de 370. Il est clair que ces 370 enfans qui naîtront de plus chaque

année, doivent, sans parler des descendans auxquels ils peuvent donner le jour, constituer une nouvelle race, formant un contraste parfait avec l'ancienne, et que la population totale se trouvera ainsi doublée dans l'espace d'environ cent ans. Si le noyau primitif fournissait seul des propagateurs, nous aurions ainsi un surcroît de 10,000 individus chaque siècle, formant un accroissement dans le rapport de 1,2,3,4, etc. Mais au bout de vingt ans (en prenant une période moyenne), tous ceux des 370 enfans accessoires, nés vingt ans auparavant, qui se trouveraient en vie, auraient atteint l'âge nubile; et chaque année successive la liste des propagateurs se trouverait augmentée d'un nombre égal de personnes destinées à devenir pères d'une nouvelle race. Les enfans de ces derniers deviendront pères à leur tour, en greffant ainsi une succession de rejetons l'un sur l'autre, et qui tous proviennent d'un seul tronc primitif. Au lieu donc d'une progression géométrique, la période de duplication irait sans cesse en diminuant, à mesure que de nouveaux rejetons seraient ajoutés à l'arbre. En sup-

posant que les nouveaux propagateurs aient la même force prolifique que nous avons accordée à leurs progéniteurs, il faudrait quarante ans pour une première duplication, et à peu près trente pour chacune des deux suivantes; et cette période deviendrait de moins en moins longue en suivant une série d'une forme très-compliquée, mais qui ne serait jamais au-dessous de vingt-cinq ans. D'ailleurs, ces augmentations ne seraient que numériques, car le nombre des premiers âges s'accroîtrait progressivement, mais le même rapport d'accroissement n'aurait pas lieu pour les personnes d'un âge plus mûr. J'ai calculé la marche progressive d'une telle série, mais les tables qui la développent sont trop étendues pour pouvoir être convenablement placées ici.

C'est en vain qu'on cherchera une progression géométrique dans l'accroissement d'une société quelconque, à moins que cette société ne soit primitivement constituée dans une pareille progression. Si l'on regarde les femmes de vingt à quarante-cinq ans comme la seule source qui puisse servir à perpétuer la race, la série qui indiquera le

nombre variable de ces femmes dans la suite des temps, indiquera aussi la loi de l'accroissement dans les dénombremens de la tribu ou de la nation. Toutes les femmes qui existent en ce moment, de l'âge de vingt à quarante-cinq ans, seront graduellement rayées de la liste, par la vieillesse ou la mort, dans l'espace de vingt-cinq ans. Leur place sera remplie par d'autres; et si le nombre des nouvelles mères ne se trouve pas alors le double de ce qu'il est à présent, on peut être certain que la société ne renferme point un principe permanent d'accroissement, dans le rapport et le temps désignés par M. Malthus. Si l'ordre de la nature avait arrangé la race humaine dès son origine en progression géométrique; si cette loi avait fait accroître les naissances de chaque année dans un rapport fixe à celles de l'année précédente; si le nombre des vivans à chaque âge successif s'accroissait de la même manière et dans la même proportion; enfin, si toute la société avait été tellement organisée que les femmes capables de devenir mères eussent, par cette succession régulière des âges inférieurs, doublé de nombre

à des périodes égales, de vingt-cinq ans par exemple; alors, et seulement alors, pourrait se réaliser un accroissement de population en progression géométrique. Mais jamais le genre humain ne s'est trouvé ainsi constitué, et les lois qui règlent la succession de l'espèce humaine ne paraissent point être d'une consistance si fragile qu'elles puissent nous autoriser à présager que ce qui ne s'est jamais vu jusqu'à présent, aura lieu dans l'avenir.

Tout considéré, il est évident que rien n'est plus arbitraire que l'assertion de la tendance qu'aurait la population humaine à s'accroître en progression géométrique. Ce n'est qu'une assertion de M. Malthus; et lorsqu'il trouve, comme cela lui arrive toujours, que cette progression d'accroissement est restée jusqu'à présent sans effet, au lieu de douter de la vérité de son hypothèse, comme il aurait dû le faire, il cherche au contraire autour de lui des circonstances qui, selon lui, ont retardé ou détruit l'opération d'un principe, dont il n'a démontré l'existence par aucune preuve : et il allègue ces mêmes circonstances comme des preuves

du principe. Il les appelle entraves de la population, avant d'avoir prouvé que la population ait besoin de semblables entraves. « Il existe des vices et de la misère dans le monde; par conséquent ce sont là les causes qui empêchent le genre humain de s'accroître du double tous les vingt-cinq ans! » Voilà son raisonnement. C'est toujours le point en discussion qu'il regarde comme prouvé.

Si nous voulions fonder nos conclusions sur l'aspect du monde et sur son histoire, nous n'arriverions jamais au principe d'un accroissement illimité. L'homme, considéré individuellement, n'est qu'un voyageur sur la terre. Quelques révolutions du soleil, et cet être fier est bientôt chassé de la scène. Sa race est-elle donc permanente? Plusieurs espèces d'animaux ont disparu, et nos musées sont remplis de leurs débris fossiles. Le mammouth n'exerce plus ses ravages sur la surface du globe, et cependant, tant qu'il a vécu, il a dû jouir d'une très-grande puissance. Quel vice, quelle misère ou quelle retenue morale s'est opposée à l'accroissement illimité des aigles dans l'air, ou

des requins dans l'Océan, où ils règnent en maîtres souverains? La loi de l'accroissement, la durée même de la vie ne peuvent-elles pas diminuer à mesure qu'on s'éloigne de leur source primitive? On observe quelque chose de semblable parmi les végétaux, dont les qualités se détériorent, et dont les graines dégénèrent de plus en plus, à mesure qu'elles s'éloignent de l'arbre primitif. Bien loin de nous effrayer de l'idée d'une population excessive, n'avons-nous pas plutôt à craindre que notre race en dégénérant graduellement ne finisse dans la suite des temps par disparaître entièrement du globe? Le globe même n'est probablement pas immortel; pourquoi le seraient donc ses chétifs habitans? Ce sont-là, il est vrai, des questions sur de simples probabilités, mais ces probabilités sont peut-être aussi vraisemblables et aussi susceptibles de démonstration que celles de M. Malthus. Si les termes de la proposition n'impliquent aucune contradiction, dans ce cas il n'existe point d'assertion relative à des événemens futurs, qu'on puisse démontrer fausse. Mais, des possibilités sont des êtres qui habitent la région

des songes. De telles rêveries peuvent amuser dans le cabinet, mais elles sont inutiles dans les affaires de la vie, et tout-à-fait indignes de fixer l'attention des législateurs des nations.

TABLES

Du dénombrement des États-Unis.

Ayant voulu mettre le lecteur en possession de tous les documens au moyen desquels il puisse se former des notions exactes sur cette matière, j'ai cru devoir insérer ici les trois tables du dénombrement américain, telles qu'on les trouve dans l'*Aperçu statistique sur les États-Unis* de Pitkin. J'aurais été bien aise d'avoir pu les copier des tables publiées sous la sanction du gouvernement des États-Unis; mais je n'ai pu me procurer que celles pour l'année 1810. W. G.

TABLE N°.I.

Dénombrement des Habitans des États-Unis, au mois d'août 1790.

NOMS DES ÉTATS.	Blancs libres mâles âgés de 16 ans et au delà.	Blancs libres mâles au-dessous de 16 ans.	Femmes blanches libres.	Toutes les autres personnes libres.	Esclaves.	TOTAL.
Vermont	22435	22328	40505	255	16	85539
New-Hampshire	36086	34851	70160	630	158	141885
Maine	24384	24748	46870	538	948	96540
Massachusetts	95453	87289	190582	5463	2764	378787
Rhode-Island	16019	15799	32652	3407	21324	68825
Connecticut	60523	54403	117448	2808	11423	237946
New-York	83700	78122	152320	4654	3737	340120
New-Jersey	45251	41416	83287	2762	8887	184139
Pennsylvanie	110788	106948	206363	6537	103036	434373
Delaware	11783	12143	22384	3899	292627	59094
Maryland	55915	51339	101395	8043	100571	319728
Virginie	110936	116135	215046	12866	107094	747610
Caroline septentrionale	69988	77506	140710	4975	29264	393951
Caroline méridionale	35576	37722	66880	1801	12430	249073
Georgie	13103	14044	25739	398	3417	82548
Kentucky	15154	17057	28922	114		73677
Territoire des États-Unis au N. O. de l'Ohio	6271	10277	15365	361		35691
					697696	3929326

TABLE N°. II.

DÉNOMBREMENT des personnes dans les différens districts des États-Unis, en août 1800.

NOMS DES DISTRICTS.	HOMMES BLANCS LIBRES.					FEMMES BLANCHES LIBRES.					Toutes les autres personnes libres, excepté les Indiens non imposés.	Esclaves.	TOTAL.
	Agés de moins de 10 ans.	De 10 et au-dessous de 16.	De 16 et au-dessous de 26, y compris les chefs de famille.	De 26 et au-dessous de 45, y compris les chefs de famille.	45 et au delà, y compris les chefs de famille.	Agées de moins de 10 ans.	De 10 et au-dessous de 16.	De 16 et au-dessous de 26, y compris les chefs de famille.	De 26 et au-dessous de 45, y compris les chefs de famille.	Agées de 45 ans et au delà, y compris les chefs de famille.			
New-Hampshire	30694	14881	16379	17589	11715	29871	14193	17153	18381	12142	852	8	183858
Massachusetts	63646	32507	37905	39729	31348	60920	30674	40491	43833	35340	6452		422845
Maine	27970	12305	12900	15318	8339	26899	11338	13295	14496	8041	818		151719
Connecticut	37946	19408	21683	23180	18976	35736	18218	23561	25186	20827	5330	951	251002
Vermont	29420	12046	13242	16544	8076	28272	11366	12606	15287	7049	557		154465
Rhode-Island	9945	5352	5889	5785	4887	9524	5026	6463	6919	5648	3304	380	69122
New-York	33161	36953	40045	52454	25497	79154	32822	39086	47710	23161	8573	15602	484065
Relevé supplémentaire pour l'état de New-York	16936	7320	9230	9140	6358	16319	6649	9030	8701	5490	1801	5011	101985
New-Jersey	33900	15859	16301	19956	12629	32622	14827	17018	19533	11600	4402	12422	211149
District oriental de la Pennsylvanie	52767	24438	29393	33864	20824	51176	23427	29879	30892	19329	11253	557	327979
District occidental de la Pennsylvanie	50459	21623	24869	25469	17761	48448	20362	24095	22954	14066	3311	1149	274566
Delaware	8250	4437	5121	5012	2213	7628	4277	5543	4981	2390	8268	6153	64273

TABLE N°. I.

Dénombrement des Habitans des États-Unis, au mois d'août 1790.

NOMS DES ÉTATS.	Blancs libres mâles âgés de 16 ans et au delà.	Blancs libres mâles au-dessous de 16 ans.	Femmes blanches libres.	Toutes les autres personnes libres.	Esclaves.	TOTAL.
Vermont.	22435	22328	40505	255	16	85539
New-Hampshire.	36086	34851	70160	630	158	141885
Maine.	24384	24748	46870	538	948	96540
Massachusetts.	95453	87289	190582	5463	2764	378787
Rhode-Island.	16019	15799	32652	3407	21324	68825
Connecticut.	60523	54403	117448	2808	11423	237946
New-York.	83700	78122	152320	4654	3737	340120
New-Jersey.	45251	41416	83287	2762	8887	184139
Pennsylvanie.	110788	106948	206363	6537	103036	434373
Delaware.	11783	12143	22384	3899	292627	59094
Maryland.	55915	51339	101395	8043	100571	319728
Virginie.	110936	116135	215046	12866	107094	747610
Caroline septentrionale.	69988	77506	140710	4975	29264	393951
Caroline méridionale.	35576	37722	66880	1801	12430	249073
Georgie.	13103	14044	25739	398	3417	82548
Kentucky.	15154	17057	28922	114		73677
Territoire des États-Unis au N. O. de l'Ohio.	6271	10277	15365	361		35691
					697696	3929326

TABLE N°. II.

Dénombrement des personnes dans les différens districts des États-Unis, en août 1800.

NOMS DES DISTRICTS.	HOMMES BLANCS LIBRES.					FEMMES BLANCHES LIBRES.					Toutes les autres personnes libres, excepté les Indiens non imposés.	Esclaves.	TOTAL.
	Agés de moins de 10 ans.	De 10 et au-dessous de 16.	De 16 et au-dessous de 26, y compris les chefs de famille.	De 26 et au-dessous de 45, y compris les chefs de famille.	45 et au delà, y compris les chefs de famille.	Agées de moins de 10 ans.	De 10 et au-dessous de 16.	De 16 et au-dessous de 26, y compris les chefs de famille.	De 26 et au-dessous de 45, y compris les chefs de famille.	Agées de 45 ans et au delà, y compris les chefs de famille.			
New-Hampshire.	30694	14881	16379	17589	11715	29871	14193	17153	18381	12142	852	8	183858
Massachusetts.	63646	32507	37905	39729	31348	60920	30674	40491	43833	35340	6452		422845
Maine.	27970	12305	12900	15318	8339	26899	11338	13295	14496	8041	818		151719
Connecticut.	37946	19408	21683	23180	18976	35736	18218	23561	25186	20827	5330	951	251002
Vermont.	29420	12046	13242	16544	8076	28272	11366	12606	15287	7049	557		154465
Rhode-Island.	9945	5352	5889	5785	4887	9524	5026	6463	6919	5648	3304	380	69122
New-York.	33161	36953	40045	52454	25497	79154	32822	39086	47710	23161	8573	15602	484065
Relevé supplémentaire pour l'état de New-York.	16936	7320	9230	9140	6358	16319	6649	9030	8701	5490	1801	5011	101985
New-Jersey.	33900	15859	16301	19956	12629	32622	14827	17018	19533	11600	4402	12422	211149
District oriental de la Pennsylvanie.	52767	24438	29393	33864	20824	51176	23427	29879	30892	19329	11253	557	327979
District occidental de la Pennsylvanie.	50459	21623	24869	25469	17761	48448	20362	24095	22954	14066	3311	1149	274566
Delaware.	8250	4437	5121	5012	2213	7628	4277	5543	4981	2390	8268	6153	64273

FIN DE LA TABLE N°. II.

NOMS DES DISTRICTS.	HOMMES BLANCS LIBRES, Agés de moins de 10 ans.	De 10 et au-dessous de 16.	De 16 et au-dessous de 26, y compris les chefs de famille.	De 26 et au-dessous de 45, y compris les chefs de famille.	De 45 et au delà, y compris les chefs de famille.	FEMMES BLANCHES LIBRES, Agées de moins de 10 ans.	De 10 et au-dessous de 16.	De 16 et au-dessous de 26, y compris les chefs de famille.	De 26 et au-desous de 45, y compris les chefs de famille.	Agées de 45 ans et au delà, y compris les chefs de famille.	Toutes les autres personnes libres, excepté les Indiens non imposés.	Esclaves.	TOTAL.
Maryland, y compris le district de Washington, dans le territoire de Columbia.	36751	17743	21929	23553	13712	34703	16787	22915	21725	12180	19987	107707	349692
Relevé additionnel pour le district de Baltimore.	567	226	318	343	249	571	222	375	318	199	41	847	4276
District oriental de Virginie.	57837	25998	32444	34588	19087	54597	25469	34807	32641	18821	18194	322199	676682
District de Columbia, en Virginie.	889	320	483	557	221	670	313	479	473	189	383	1172	5949
District occidental de Virginie.	34601	14502	16264	15674	11134	32726	13366	15923	8632	15169	1930	23597	203518
Caroline septentrionale.	63118	27073	31560	31209	18688	59074	25874	32989	30665	17514	7043	133296	478103
Caroline méridionale.	37411	16156	17761	19344	10244	34664	15857	18145	17236	9437	3185	146151	345591
Georgie.	19841	8469	9787	10914	4957	18407	7914	9243	8835	3891	1919	59699	162686
Kentucky.	37274	14045	15705	17699	9238	34949	13433	15524	14934	7075	741	40343	220959
Territoire au N. O. de l'Ohio.	9362	3647	4636	4833	1955	8644	3353	3861	3342	1295	337		45365
Territoire d'Indiana.	854	347	466	645	262	791	280	424	393	115	163	135	5641
Territoire du Mississipi.	999	356	482	780	290	953	376	352	426	165	182	3489	8850
Tennessée.	19227	7194	8282	8352	4125	18450	7042	8554	6992	3491	309	13584	105602

TABLE N°. III.

Relevé total des personnes de chaque conditon composant la population des États-Unis et de ses territoires, d'après le dénombrement fait en exécution d'une loi, dans l'année 1810.

NOMS DES DISTRICTS et TERRITOIRES.	HOMMES BLANCS LIBRES,					FEMMES BLANCHES LIBRES,					Toutes les autres personnes libres, excepté les Indiens non imposés.	Esclaves.	TOTAUX DANS CHAQUE DISTRICT.	
	Agés de moins de 10 ans.	De 10 et au-dessous de 16.	De 16 et au-dessous de 26, y compris les chefs ds famille.	De 26 et au-dessous de 45, y compris les chefs de famille.	De 45 et au delà, y compris les chefs de famille.	Agées de moins de 10 ans.	De 10 et au-dessous de 16.	De 16 et au-dessous de 26, y compris les chefs de famille.	De 26 et au-dessous de 45, y compris les chefs de famille.	Agées de 45 ans et au delà, y compris les chefs de famille				
Distr. de Maine.	41273	18463	20403	22079	13291	39131	17827	21290	21494	12515	969	—	228705	700745
Massachusetts.	68930	34964	45018	45854	34976	66881	33091	46366	49229	39894	6737	—	472040	
Hampshire sept.	34284	17840	18865	20531	14462	32313	17259	20792	21940	15204	970	—	214460	
Vermont.	38082	18347	19678	20791	13053	36621	17341	20983	20792	11457	750	—	217895	
Rhode-Island.	10735	5554	7250	6765	5439	10555	5389	7520	7636	6372	3609	108	76931	
Connecticut.	37812	20498	23880	23699	20484	35913	18931	24973	26293	22696	6453	310	261942	
New-York.	165933	73702	85779	94882	53985	157945	68811	85139	85805	46718	25333	15017	959049	
New-Jersey.	37814	18914	21231	21394	16004	36062	17787	21194	21359	15109	7843	10851	245562	
Pennsylvanie.	138464	62606	74203	74193	52100	131769	60943	75960	70826	45740	22492	795	810091	
Delaware.	9632	4480	5150	5866	2878	9041	4370	5541	5527	2876	13136	4177	72674	
Maryland.	38613	18489	22688	25255	15165	36137	17833	23875	22908	14154	33927	111502	380546	
Virginie.	97777	42919	51473	52567	35302	90715	42207	54899	51163	32512	30570	392518	974622	
Ohio.	46623	18119	20189	22761	11965	44192	16869	19990	19436	8717	1899		230760	
Kentucky.	65134	26804	29772	29553	17542	60776	25743	29511	25920	13482	1713	80561	406511	

FIN DE LA TABLE N°. III.

NOMS DES DISTRICTS et TERRITOIRES.	HOMMES BLANCS LIBRES,					FEMMES BLANCHES LIBRES,					Toutes les autres personnes libres, excepté les Indiens non imposés.	Esclaves.	TOTAUX DANS CHAQUE DISTRICT.	
	Agés de moins de 10 ans.	De 10 et au-dessous de 16.	De 16 et au-dessous de 26, y compris les chefs de famille.	De 26 et au-dessous de 45, y compris les chefs de famille.	De 45 et au delà, y compris les chefs de famille.	Agées de moins de 10 ans.	De 10 et au-dessous de 16.	De 16 et au-dessous de 26, y compris les chefs de famille.	De 26 et au-dessous de 45, y compris les chefs de famille.	Agées de 45 ans et au delà, y compris les chefs de famille.				
Distr. de la Caroline sept.	68036	30321	34630	34456	21189	65421	30053	37933	33944	20427	10266	168824	555500	
Tennessée orient. . . .	18392	7618	8266	7539	4998	17416	7216	8559	7348	4129	510	9376	101367	} 261721
Tennessée occid.	26102	9552	11220	12418	5658	24394	9113	11305	10276	4356	807	35159	160360	
Caroline mérid.	39669	17193	20933	20488	11304	37497	16629	20583	18974	10926	4554	196365	415115	*Pop. totale des E.-Unis.*
Georgie.	28002	11951	14085	14372	7435	26283	11237	13461	12350	6238	1801	105218	252433	7036563
Terr. d'Orléans.	5848	2491	2963	5130	2508	5384	2588	2874	3026	1499	7585	34660	76556	
Missisipi.	4217	1637	2692	3160	1144	4015	1544	2187	1753	675	240	17088	40352	
Louisiane.	3438	1345	1568	2069	967	3213	1265	1431	1369	562	607	3011	20845	*Total dans les territoires.*
Indiana.	4923	1922	2284	2316	1125	4555	1863	2228	1880	794	393	237	24520	
Illinois.	2266	945	1274	1339	556	2019	791	1053	894	364	613	168	12282	203340
Michigan.	800	351	583	763	340	640	332	368	311	130	120	24	4762	
Distr. de Columbia. . . .	2479	1158	1520	2107	866	2538	1192	1653	1734	832	2549	5395	24023	
	1035278	468183	547597	572347	364736	981426	448324	561668	544156	338378	186446	1191364	7239903	

GRAND TOTAL. . . 7239903

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

LIVRE PREMIER.

De la population de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique méridionale, dans les temps anciens et modernes.

LIVRE SECOND.

De la faculté que l'espèce humaine a d'augmenter en nombre, et des bornes de cette faculté.

DISSERTATION DE M. BOOTH.

FIN DU TOME PREMIER.











